
1974: L'OPERATION ATTILA

LA DECHIRURE CHYPRIOTE



27 SEPTEMBRE 2023
UNIVERSITE TOULOUSE JEAN JAURES
NICOLAS CORBOBESSE SOUS LA DIRECTION DE JACQUES CANTIER

Table des matières

Introduction	2
CHAPITRE 1 : LES ANTECEDENTS DU CONFLIT	17
I /La naissance de Chypre	Erreur ! Signet non défini.
II/ Le Moyen-Age	25
III/ La période moderne	31
IV / La période contemporaine	35
CHAPITRE 2 : LA MONTEE DES TENSIONS : DE L'INDEPENDANCE	
A LA VEILLE DU CONFLIT (1945-1974)	41
I/ Les forces en présence lors de la lutte pour l'indépendance	42
II/ La guérilla d'indépendance	52
III/ Chypre indépendante (1960-1974)	60
IV/ L'enlèvement des tensions	79
V/ Les positions de parties prenantes avant le conflit	82
CHAPITRE 3 : LE CONFLIT : LES OPERATIONS ATILA ET LEURS	
CONSEQUENCES	98
I/ Le contexte : un lieu et des incompréhensions	99
II/ L'opération Attila 1: créer une tête de pont	103
III/ L'accord de Genève	119
IV/ L'opération Attila 2 (14-17 Août)	127
V / Les conséquences	135

Introduction

Le thème des frontières a toujours été un sujet d'étude¹ mais ces dernières décennies les analyses ont moins concerné leur établissement que l'allègement des procédures pour les passer. La construction européenne a été emblématique dans ce domaine comme en témoignent les quatre libertés de circulation du Traité de Rome (1957) et la création de l'espace Schengen (1985). On peut aussi citer la création du Mercosur (Amérique latine en 1985), de l'ALENA (Association pour le Libre Echange Nord-Américain entre le Mexique, les Etats Unis d'Amérique, le Canada créé en 1994), mais aussi toutes les simplifications numériques que des pays comme la Chine, le Maroc, les Etats-Unis et d'autres ont mis en place pour faciliter la venue de touristes.

Pour le citoyen d'Europe occidentale, depuis 1950 et encore plus depuis 1989, l'espace continental est naturellement sans frontières, sans contrôle, chaque Etat étant naturellement en bon terme avec ses voisins de l'Union européenne. Mais c'est oublier qu'un certain nombre d'entités politiques ont été divisées (URSS en 1991, Yougoslavie en 1991-1992 et Tchécoslovaquie en 1992) et que récemment la Russie a annexé la Crimée, que l'Ukraine connaît une guerre d'ampleur avec son voisin russe, que la Grèce conteste le nom de Macédoine à son voisin septentrional, que la Bosnie n'est pas un Etat viable qui est toujours divisé en entités qui se partagent le pouvoir à tour de rôle, que la Hongrie lorgne sur des terres roumaines, que la Pologne convoite des terres ukrainiennes. La liste est longue et concerne surtout l'Europe de l'Est.

Ce même citoyen a longtemps cru en un avenir radieux fait de démocratie, d'économie de marché et de paix. Alors survint le Brexit, et au vu du particularisme britannique, celui-ci fut mis au crédit d'une insularité bien connue, d'un esprit d'indépendance bien trempé. Un accident de l'Histoire ou une erreur que ce peuple pragmatique allait corriger. Il n'en fut rien. Car arriva...

...la crise du Covid avec son cortège de fermetures des frontières qui remit au goût du jour le sens de la frontière, le poids que pouvait reprendre une puissance politique pour établir des règles et des contraintes, et qui rappela que le monde pouvait changer, la frontière devenir nette et surveillée voire une barrière infranchissable ne fut-ce que pour quelques mois. Pour l'Occidental habitué à la liberté de se mouvoir, l'impossible est bien là, et le contrôle clair des

¹ Cf Régis Debray, *L'éloge des frontières*, Folio, Paris, 2013.

frontières pouvant paraître appartenir à un temps révolu, est revenu. « L'Histoire est tragique² » disait Raymond Aron, les déplacements de la frontière une de ces conséquences.

Véritable trait des pouvoirs dits régaliens avec la monnaie, la loi et l'armée, la frontière redevient non seulement un outil mais aussi un but : celui de l'espace de définition de la souveraineté, de l'exercice clair de la puissance étatique.

En effet, des frontières « dures » se sont érigées et développées comme en témoigne le livre « *Des murs entre les hommes* »³ qui en fait une analyse typologique. A partir de là, je me suis intéressé à ces espaces et suis parti visiter différentes frontières : la frontière israélo-palestinienne (février 2015), nord-irlandaise (juillet 2015), celle entre les deux parties de Chypre (avril 2016), hispano-marocaine (Ceuta, février 2017) celle entre l'enclave de Kaliningrad (Russie) et la Lituanie, et enfin entre la Lituanie et la Biélorussie (août 2017).

1/ Choix du sujet

Chypre n'était pas le seul espace qui aurait mérité une étude. Il existe un certain nombre de territoires présentant une frontière de facto à défaut d'être de jure. Des situations similaires pouvaient conduire à d'autres lieux. Actuellement, en Europe, existent un certain nombre de quasi-Etats qui ont apparu très majoritairement à la fin du XX^e siècle⁴, fruits de la dislocation de l'Union soviétique et la Yougoslavie : Transnistrie (Moldavie), Abkhazie (Géorgie), Haut-Karabagh ou Artsakh (Azerbaïdjan), Kosovo (Serbie). Ce sont des conflits gelés, non résolus qui ont tous un intérêt réel mais demandaient, pour les traiter en profondeur des compétences, notamment linguistiques non acquises, et présentaient des difficultés difficilement surmontables sur le terrain.

Parmi les exemples cités, plusieurs représentaient un caractère dangereux : Haut Karabagh (conflit qui s'enflamma à plusieurs reprises en 2016, 2021 et encore en 2022), Transnistrie (désormais concerné par le conflit ukraino-russe), Abkhazie, Adjarie (Géorgie) sans compter ma méconnaissance de l'arménien, du géorgien et du russe ; le Kosovo, déjà bien

²Raymond Aron, « Le drame de Giscard c'est qu'il ne sait pas que l'histoire est tragique. Il donne l'impression qu'à ses yeux tous les problèmes peuvent être résolus par raisonnement, discussions », *Le spectateur engagé*, Livre de poche, 1981. Ou sur France Culture, 27 septembre 1981, Emission : « *Rencontres* » ou <https://www.youtube.com/watch?v=S4hECxc05kw>

³Alexandra Novosseloff, Franck Neisse, *Des murs entre les hommes*, Paris, La documentation française, 2015. L'auteur y présente les frontières les plus emblématiques, les plus contestées : les deux Corées, Chypre, Belfast (entre les quartiers des deux communautés), Maroc-Front Polisario, Inde-Bangladesh, Etats-Unis-Mexique, Melilla et Ceuta (Espagne-Maroc), Inde-Pakistan, Palestine-Israel.

⁴Les Etats mis entre parenthèse sont les Etats dont dépendent selon le droit international, les territoires cités en premier.

étudié en français et en anglais, présente aussi des espaces peu sûrs selon le Ministère des Affaires Etrangères.

Ainsi Chypre présentait plusieurs avantages et poussait à la curiosité. Assez facile d'accès (car membre de l'Union européenne), anglophone, partie Nord visitable et peu risquée (selon le Ministère des Affaires Etrangères⁵) et elle est surtout l'objet de peu de travaux universitaires en langue française, mis à part quelques articles ou des ouvrages de géopolitiques contemporaines sur le conflit. Le premier voyage en 2016 m'a permis d'avoir une bonne vue d'ensemble en allant dans les deux parties de l'île. Ce pays malgré toutes les infrastructures de transport, touristiques porte les stigmates du conflit de 1974 : zone tampon, maisons abandonnées, présence militaire forte dans la zone occupée du Nord (40 000 soldats pour quelques 200 000 habitants). La visite de l'aéroport de Nicosie dans la zone contrôlée par l'ONU a été un des points culminants, tout comme celle des abords de la ville fantôme de Varosha : immeubles délabrés, fenêtres battants au vent, structures rouillées, sans âme qui vive. Mon attention a été aussi particulièrement marquée par l'exclave de Kokkina : pourquoi garder un territoire aussi réduit ? Pourquoi la Turquie maintenait-elle une présence militaire dans une zone assez petite ? Ainsi, Chypre par tous ces égards devenait un objet d'étude riche et qui allait s'insérer dans une période que j'avais déjà travaillée : la guerre froide.

En effet, le conflit chypriote présente une caractéristique particulière : il a concerné des armées du bloc occidental (membre de l'OTAN sauf la garde chypriote⁶). Cela sort du commun car il n'est pas non plus un conflit de décolonisation et de guerre froide à la fois comme ont pu l'être celui du Viet-Nam ou bon nombre de guerres en Afrique.

S'en est donc suivi un second voyage en juillet 2022 plus en lien avec le sujet du conflit de 1974. Une fois défini le projet de rédaction du présent mémoire : il a consisté en des entretiens avec des historiens, des contacts avec des organismes comme il est mentionné dans la partie sur les sources, des visites de points nouvellement accessibles (Varosha, points de passages à travers la zone tampon), bibliothèques dans les deux parties, la reconstitution des trajets effectués par l'armée turque (Nicosie-Kyrenia, Dyrenia-Varosha notamment).

⁵<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/chypre/#securite>

⁶La garde chypriote est un des éléments de la force armée des Chypriotes grecs dans lesquels un certain nombre d'officiers grecs (envoyés par le gouvernement d'Athènes) encadrés des soldats insulaires.

2/ Méthode et sources

Sur ce sujet, les travaux sont antagonistes car le sujet n'est pas résolu et ses causes entretenues de manière politique et mémorielle. Cependant, parmi les livres employés en langues française et anglaise, nous trouvons des points de vue intéressants,

L'historiographie grecque est peu amène sur les responsables du conflit. Une fois posée l'irresponsabilité du coup d'État des colonels grecs, la plupart des historiens et intellectuels chypriotes grecs mettent en avant clairement le jeu de Washington ainsi que les ambitions d'Ankara de réaliser le *Taksim*, la séparation des deux communautés de l'île. En voici les ouvrages :

- Dimitri T. Analis, Chypre, *Operation Attila*, Editions Anthropos, Paris, 1978.

L'auteur prend un parti pris anti-américain et développe un récit dans lequel Henry Kissinger, secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, a une responsabilité importante dans le déclenchement du conflit. Fouillé et documenté avec force tableaux, déclarations et statistiques, il constitue un incontournable qu'il faut savoir vérifier.

- Anna G. Marangou, *The destruction of religious monuments by the turkish army in the occupied part of Cyprus*, Zavallis Litho, Nicosia, 2003.

L'auteur, archéologue, historienne de l'art a réalisé un recensement des destructions de monuments religieux dans la partie occupée par l'armée turque. Véritable catalogue cartographié des chapelles, églises et monastères touchés par le conflit mais aussi par les mois qui ont suivi l'invasion, il est l'un des éléments mémoriels importants pour l'histoire contemporaine.

- Kyriacos C. Markides, *The Rise and Fall of the Cyprus Republic*, Yale and University Press, New Haven and London, 1977.

Historien chypriote grec travaillant aux États-Unis d'Amérique, ayant vécu les tensions et le conflit de 1974, K.C Markides a centré son travail sur des éléments sociologiques sur la compréhension de la société chypriote. Il fournit des informations précieuses sur le fonctionnement de l'État sous la présidence de Mgr Makarios, ainsi que sur le poids de cet homme charismatique.

- Nick Danzinger, Roy MacLean, *Beneath the Carob trees, the lost lives of Cyprus*, Committee on Missing Persons in Cyprus.

Nick Danzinger, photographe professionnel et Roy MacLean, écrivain ont tous deux ont réalisé un documentaire sur les enquêtes que produit le Committee on Missing Persons in Cyprus sous l'égide de l'ONU de part et d'autre de la zone tampon. Cet organisme a pour but de chercher les corps des disparus du conflit à partir de témoignages, avec des techniques de police scientifique. Les résultats sont d'une grande valeur mémorielle et permettent aux familles de faire leur deuil.

Les travaux en langue française sont assez nombreux pour permettre d'avoir une vision claire de l'histoire de Chypre au XX^e siècle et du conflit :

- Achille Emilianidès, *Histoire de Chypre*, PUF, collection Que Sais-je ?, Paris, 1962
Ouvrage synthétique qui s'arrête à l'indépendance de Chypre en 1962. Il permet d'avoir un vue d'ensemble mais la recherche historique et archéologique sera plus complète à partir des années 1970 et 1980.
- Alain Blondy, *Chypre*, PUF, collection Que Sais-Je, Paris, 1998.
Reprise du même ouvrage que le précédent, il détaille mieux le devenir des deux parties de l'île. Des précisions sur la période néolithique, antique et médiévale sont apportées. Sur le conflit de 1974, l'auteur ne s'étend pas dans les détails. Toutefois, l'auteur enrichit la vision de l'Histoire de Chypre. Cet ouvrage constitue le dernier travail sur l'Histoire de Chypre en langue française.
- Pierre-Yves Péchoux, *Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre, 1974-1976*, Hérodote, 3^e trimestre 1976, p11- 44.
Article long qui rentre dans le détail de l'Opération Attila et met en relief les 3 phases. Géographe universitaire, P-Y Péchoux, insiste sur la dimension cartographique du conflit, fort qu'il a été de vivre le conflit et d'avoir pu circuler dans toute l'île même au moment des combats. Riche par ses multiples dimensions (humaines, économiques, militaires, sociales), cet article est une synthèse claire de l'Opération Attila, et a été écrit deux ans après l'arrêt des hostilités.
- Pierre Blanc, *La déchirure chypriote, Géopolitique d'une île divisée*, L'Harmattan, Paris, Histoire et perspectives Méditerranéennes, 2000.

Ingénieur agronome, enseignant en économie, Pierre Blanc est géographe et spécialiste de l'eau au Moyen-Orient. Il développe une analyse détaillée de la division de l'île, de l'après-guerre à aujourd'hui. Bien appuyé sur des cartes et de nombreuses déclarations, l'ouvrage est un travail de fond (287 pages), qui présente beaucoup d'aspects et de dimensions du conflit (relations internes, rôle de l'espace tampon, poids des grandes puissances et des enjeux contemporains, hydrocarbures).

- Aymeric Chauprade, François Thual, *Dictionnaire de géopolitique, Etats, Concepts, Auteurs*, 2^o édition revue et augmentée, Ellipses, Paris, 1999.

Ce livre présente, dans une première partie, une vue d'ensemble sur les ambitions, intérêts ou structures de chaque Etat, puis dans une deuxième partie les concepts afférant à la géopolitique par des auteurs, qui sont les théoriciens les plus reconnus dans ce domaine. Référence, il est une valeur sûre pour prendre du recul sur les caractéristiques de chaque nation.

- Jean-François Devret, *Chypre en Europe, Histoire et Perspectives Méditerranéennes*, L'Harmattan, Paris, 2000.

Normalien, agrégé de géographie et ancien fonctionnaire européen, en reprenant les origines du conflit en particulier les années 1963-1974, il développe un certain nombre de pistes pour un règlement politique du problème chypriote. Bien renseigné et n'éludant aucune responsabilité, l'ouvrage permet d'avoir un regard exact et nuancé sur l'attitude de chaque acteur du conflit.

- Jean-François Devret, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, Karthala, Paris, 2011.

L'auteur donne une analyse plutôt contemporaine de la question chypriote mais il n'en demeure pas moins qu'elle permet d'avoir un regard rétrospectif sur les conséquences du conflit, la division de l'île, notamment sur la turquification de la partie occupée aujourd'hui par l'armée turque.

- Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, *Atlas de la guerre froide, 1947-1990 : un conflit global et multiforme*, Autrement, collection Atlas/ mémoires, deuxième édition, Paris, 2020.

Couvrant tous les aspects de la guerre froide et disposant de cartes complètes, cet ouvrage aborde de manière clinique et précise la guerre froide dans laquelle s'inscrivent la crise et la guerre à Chypre. Il permet d'appréhender les diverses zones de tensions entre les deux

blocs et de voir la place qu'avait la Turquie et la Grèce dans le dispositif occidental pour contrer le bloc soviétique dans la Méditerranée orientale.

- Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, Maisonneuve §Larose/ IFEA, Paris, 2003.

Se fixant comme objectif de dépasser une approche antagoniste de la relation entre Athènes et Ankara, Gilles Bertrand se situe dans une perspective socio-historique tout en gardant une trame de fond géopolitique car souvent les mutations internes des sociétés influent sur les marges de manœuvre politiques.

- Nicolas Kazarian, *Chypre, géopolitique et minorités*, L'Harmattan, Paris, 2012.

Historien spécialiste du monde orthodoxe, Nicolas Kazarian est chercheur-associé, responsable de l'Observatoire géopolitique du religieux et enseignant aussi à l'Institut Saint-Serge et à l'Institut catholique de Paris. Son ouvrage permet de comprendre les différentes communautés ethno-religieuses de l'île et de fait leur identité. Des parties entières sont consacrées notamment à l'Enosis et au Taksim. Même si ce travail concerne surtout la période post-bellum, l'ouvrage permet de bien appréhender les subtilités géographiques, les rôles sociologiques avant 1974.

- Yoann Kassianides, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-1967)*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 2005,

Le présent ouvrage est un DEA d'Histoire militaire, Défense et Sécurité de l'université de Montpellier. Il donne l'occasion de voir la complexité de la relation des Etats-Unis avec Chypre ainsi que les implications et reculs de la diplomatie américaine vis-à-vis de l'île. Le contexte de guerre froide y est nettement mis en avant. L'auteur prend beaucoup de précaution à ne pas avancer plus loin que ce qu'il trouve dans les archives, essentiellement basées sur les recueils du Département d'État américain, les *Foreign Relations of the United States*, FRUS). Ces dernières ont deux approches : la vision locale des ambassadeurs, d'une part, et la synthèse des ambassadeurs concernés, d'autre part.

- Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre divisée, 1964-2005*, Aedelsa Editions, Lyon, 2005 .

Etienne Copeaux est historien de la Turquie au XX^e siècle et Claire Mauss-Copeaux spécialiste de la mémoire des conflits. Tous deux sont docteurs, agrégés d'histoire et chercheurs au Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, Maison de l'Orient méditerranéen (CNRS/Lyon). Fruit d'une enquête de 10 ans, l'ouvrage établit la souffrance dans

la partie Nord et informe sur la façon dont le conflit et sa période antérieure permettent de servir de référence pour la construction de la martyrologie turco-chypriote. C'est une base pour revisiter les différentes périodes de tensions et du conflit chypriote.

- Gérard Araud, *Henry Kissinger, Le diplomate du siècle*, Tallandier, Paris, 2021

G. Araud permet de comprendre le parcours exceptionnel du chef de la diplomatie américaine : de son enfance juive dans l'Allemagne des années 1930 à sa reconversion en tant que conseiller pour multinationales. Il s'agit là pour le lecteur de découvrir un être complexe et tous les réseaux internationaux qu'il a su établir, sa méthode de « la diplomatie de la navette ».

- Angélique Kourounis, *Chypre, le chagrin d'une île*, Editions Nevicata, collection L'âme des peuples, Bruxelles, 2021.

Journaliste franco-grecque, Angélique Kourounis est correspondante permanente à Athènes pour Radio France, la Radio Suisse Romande, Charlie Hebdo et La Libre Belgique. Elle raconte dans ce livre ce qu'elle a vécu en tant qu'enfant. A cet élément biographique, elle y adjoint trois entretiens qui donnent une vision croisée selon différentes générations, et selon les deux communautés : avec Sevgul Uludag (journaliste turco-chypriote, nommé en 2019 pour le prix Nobel de la paix), Nikos Trimikliotis (avocat et expert pour Chypre à l'agence de l'EU Franet) et Andreas Hatzikiriakos (Historien qui a enseigné en Turquie et à Athènes, spécialiste de l'histoire médiévale ottomane). C'est un ouvrage utile pour appréhender de manière posée la mémoire du conflit et ses conséquences.

Côté turc, la majeure partie des ouvrages une justification de l'intervention de l'armée turque pour sauver la minorité chypriote turque qui domine. Le ton donné dans les ouvrages en langue française et anglaise est celui du sauvetage, de la protection face aux volontés génocidaires attribuées à la plupart des responsables grecs en prenant appui sur les massacres des nationalistes grecs. Quelques rares ouvrages d'universitaires turcs en langue française existent, présentant plus ou moins de distance vis-à-vis de la politique d'Ankara :

- Menter Sahinler, *La politique de la Turquie dans le conflit de Chypre en 1974*, les Presses du Palais-Royal, Paris, 1974. Mémoire de D.E.S⁷ de Sciences politiques, Paris 1, 1976.

⁷Equivalent actuel du Master 2.

Ouvrage basé notamment sur des entretiens faits avec uniquement des personnalités politiques turques de haut plan (deux premiers ministres, un vice premier ministre, des présidents de partis politiques), il soutient clairement la politique d'Ankara. Il présente un regard pro turc sur les tentatives turques avortées d'envahir l'île.

- Emel Akçali, *Chypre : un enjeu géopolitique actuel*, Histoire et Perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, Paris, 2009.

Ouvrage complet sur la question chypriote contenant toutes les dimensions de la question contemporaine chypriote née du conflit, basé sur des sources différentes et variées.

Un autre aspect de l'historiographie est la couverture de la guerre réalisée par les Britanniques. Si on trouve quelques ouvrages d'universitaires, la majorité des études relève de témoignages d'officiers, de diplomates ou de journalistes. Basés sur l'expérience personnelle des auteurs et leur point de vue particulier, ils n'engagent pas une autorité. Cela leur donne une liberté de ton, un esprit critique du fait que leur pays, comme nous le verrons, est resté neutre, les troupes britanniques restant dans les bases souveraines. Les analyses de ces Britanniques concernent surtout la période antérieure au conflit et parfois ce qu'ils ont connu de la guerre.

- Andreas Constandinos, *America, Britain and the Cyprus Crisis of 1974, calculated conspiracy or Foreign policy failure ?*, AuthorHouse, Central Milton Keynes, 2009.

Andreas Constandinos est avocat et il a soutenu un Master 2 sur la crise de 1974 dont le livre est une transposition. L'intérêt de cet ouvrage réside dans la présentation qui s'est en partie concentrée sur les personnalités influentes dans la crise chypriote. Ainsi, nous trouvons George Grivas, launte grecque, Makarios, Dimitrios Ioannides, Bülent Ecevit, Callaghan et Kissinger. L'auteur montre les relations complexes ou complices entre les différents protagonistes. En outre, il développe une analyse détaillée des jours du conflit tout en argumentant grâce à des archives américaines éclairant le rôle de Henry Kissinger, secrétaire d'État US à ce moment-là.

- Henry Kissinger, *Les années orageuses, tome 2*, Fayard, Paris, 1982.

H.Kissinger a écrit une biographie de sa riche activité diplomatique. Chypre constitue une part certes faible mais tout de même présente pour en voir les ambiguïtés.

- Francis Noel-Baker, *My Cyprus File*, Ross Features International, Nicosie, 1985.

Député parlementaire travailliste, M. Noel-Baker fut élevé en Angleterre et en Grèce, et devint progressivement bilingue et fonda l'union parlementaire gréco-britannique. Riche de ses

contacts avec Mgr Makarios (président de la République de Chypre au début du conflit), il a tenté de trouver une voie vers la paix et la réconciliation, il présente un regard d'ensemble qui se veut équilibré.

- Brendan O' Mailley et Ian Craig, *The Cyprus conspiracy, America, Espionnage and the turkish invasion*, I.B Tauris Publishers, Londres, New York, 1999.

C'est le livre le plus controversé car, comme son titre l'indique, il prête à Kissinger un véritable dessein complotiste pour en finir avec la situation chypriote et l'accuse d'avoir favorisé l'intervention turque sur l'île. Très décrié, il n'empêche qu'il a permis à ses détracteurs d'argumenter pour mieux faire avancer la connaissance, et affiner les raisons de ce conflit.

- Nick Van der Bijl, *The Cyprus emergency, the divided island 1955-1974, Pen and Sword*, Essex, 2010.

Ouvrage bien renseigné sur l'action d'un soldat britannique des forces spéciales qui a vécu le conflit et qui donne surtout des informations sur les rapports de force, les régiments présents, leurs localisations.

- William Mallinson, *A modern History of Cyprus*, I.B Tauris & Co Ltd, London, 2010.

Professeur à l'Université ionienne de Corfou, et enseignant d'Histoire diplomatique au New York College d'Athènes, ainsi que diplomate, W.Mallinson donne une vision originale car en partie centrée sur l'action d'Henry Kissinger qui selon lui avait certaines ambitions précises sur l'île.

- Christopher Sutton, *Britain's cold war in Cyprus and Honk Kong, a conflict of Empires*, Palgrave Macmillan, The British Scholar Society, Londres, 2017.

Historien contemporain, Christopher Sutton a, dans ce livre, comparé les situations de la puissance britannique dans ces deux dominions britanniques. Dans un contexte de guerre froide, il met en valeur deux aspects qui ont rendu difficile la fin de la présence de Londres : un anticommunisme primaire qui n'est pas sans rappeler la « chasse aux sorcières » maccarthyste, c'est à dire une certaine paranoïa et montre que Londres est de nombreuses fois débordée par les problèmes générés par cette tension internationale et le déclin de sa puissance économique et géopolitique. Gestion de la répression, de l'infiltration communiste ainsi que le positionnement souvent hésitant sont des thèmes récurrents que l'auteur fait remonter à 1917.

- Clement Dodd, *The History and Politics of the Cyprus conflict*, Palgrave Macmillan, Londres, 2010.

L'intérêt de cette étude est d'avoir pris des sources turques et turco-chypriotes sans oublier les sources grecques et gréco-chypriotes. Si le travail a une dimension politique (recherche de solution au conflit), il n'en demeure pas moins que les sources sont souvent uniques ou rarement trouvées ailleurs. C'est l'un des rares ouvrages occidentaux à avoir un point de vue où les Turcs ou Turco-chypriotes ont une voix au chapitre équilibré avec celle de l'autre communauté.

Les trois sources les plus complètes qui ont nourri les analyses sont :

- Les archives de l'ONU à Genève, fruit du travail de la UNFICYP ;
- Les articles du journal *Le Monde* principalement pour l'année 1974 (les années ultérieures sont utilisées) ;
- Les archives diplomatiques françaises de 1973 à 1976 ;

Leur qualité réside, d'une part dans un suivi régulier du conflit (quasi quotidien) et d'autre part ils sont issus de rédacteurs bons connaisseurs du terrain pour y être, et ce qui leur a permis de croiser les informations provenant de différents protagonistes.

La première, l'UNFICYP est composée en partie de Britanniques ayant aussi les bases souveraines négociées lors de l'indépendance et étant réputés proches des Etats-Unis d'Amérique. Cependant, le dossier présenté dans l'ouvrage « Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974 » est des plus cliniques : cela va de faits présentés heure par heure les jours de conflit, aux lettres des ambassadeurs auprès du Conseil de Sécurité. La volonté d'un tel ouvrage est née en grande partie d'auteurs chypriotes grecs (ainsi que d'un Polonais) désireux de vouloir montrer au monde l'illégalité de l'invasion de l'île d'Aphrodite. Dans la préface, le but est de montrer la réalité de l'attaque turque. Une donnée importante est à retenir : il a été rédigé uniquement par des chypriotes grecs ce qui n'est pas un gage d'impartialité.

« Barbarie » de la Turquie, le « nettoyage ethnique, les viols, tortures préméditées ⁸ ». Le ton est clairement donc antitürk mais les documents sont authentiques. Sans compter qu'aucune source turque de la mission permanente auprès des Nations Unies de la délégation turque ne soit citée alors que le livre fait état de nombreuses missives des Missions permanentes grecques et chypriotes (République de Chypre) auprès de l'ONU.

⁸European Rim Policy, and investment Council, *Cyprus in the Un Archives January 1974-December 1974*, Larnaca, 2017, p 17.

La seconde source, *Le Monde* a pour avantage de ne pas provenir d'un pays impliqué dans le conflit, même si la France est membre de l'OTAN. Le journal vespéral peut faire le lien avec les interventions des grandes puissances et couvrir les déclarations dans les grandes institutions internationales telles que l'OTAN, le Pacte de Varsovie, l'ONU à Genève ou à New York tout comme les capitales directement concernées par le conflit. Durant le conflit, la couverture des événements est quasi quotidienne, nuancée quant aux rumeurs et bien en place pour avoir des sources variées de renseignement. Bon nombre d'informations sont présentées de manière factuelle et sont le relais des services diplomatiques français et onusiens ou de source locale. On pourra noter aussi des analyses et des commentaires qui sont de vraies opinions notamment sur les conséquences sur la vie intérieure grecque. Enfin, rarement ces articles contredisent ce que l'on trouve par ailleurs ; le suivi semble fidèle au déroulé des événements racontés par d'autres sources.

La troisième source, *Les archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères Français* fournit un bon ensemble de vues variées selon les interlocuteurs et les contacts. Le classement réalisé par les fonctionnaires en place à Nicosie révèle la complexité des relations dans l'île : on y trouve d'abord un rapport détaillé des événements, ensuite deux dossiers pour chaque communauté relayé à leur « mère patrie » : un premier ensemble « Position des Chypriotes grecs » suivi de « Position de la Grèce » puis un deuxième ensemble « Position des Chypriotes turcs » et « Position de la Turquie » auxquels il faut rajouter un dossier spécial « Etat fédéré chypriote turc », présentant les avancées de l'entité autonome soutenue par Ankara à la suite du conflit. L'intérêt de ce dernier dossier vient des questions de légalité que se posent les diplomates en poste à Nicosie : que faire face à une institution non reconnue mais avec qui il faut traiter ?

La richesse du réseau local ainsi que les contacts réguliers de la diplomatie française avec les parties prenantes du conflit lui confèrent une densité réelle. En outre, les fameux « points sur la situation à Chypre » sont de bons points d'appui pour avoir une vue d'ensemble : reprenant de manière thématique et communautaire le conflit et ses conséquences, leur clarté permet du recul sur des séries de décisions ou actes qui ne feraient que grossir de manière émotionnelle le contexte. Bien introduits dans différents milieux, les diplomates rendent compte régulièrement des grandes lignes perceptibles à travers des discussions officieuses, hors champ, pour en retenir des tendances mais sans jamais tomber dans le piège de la manipulation. En témoignent l'usage du conditionnel et l'aspect liminaire des écrits.

Fidèle à une politique indépendante depuis l'institution de la V^o République, la diplomatie française a cherché à asseoir son rôle de médiatrice et donc joue de sa culture afin de ne négliger aucun contact dans l'île.

3/ Problématique

Le contexte du conflit chypriote de 1974 est évident : c'est celui de la guerre froide. Le fait peut paraître paradoxal car ce sont deux pays de l'OTAN qui sont entrés en conflit. Nous verrons donc en quoi il fallut laisser vaincre le plus fort, la Turquie, face à la Grèce car ce premier fut la garantie du flanc sud-est de l'OTAN face à l'URSS. La Turquie est même à ce moment-là la deuxième armée de l'OTAN et couvre un secteur stratégique à double titre : le secteur de la Mer Noire- Méditerranée orientale ainsi que le flanc Sud-Ouest de l'Union Soviétique.

Cela nous amène à nous demander en quoi cette guerre est un conflit indirect de guerre froide et quel fut donc le rôle joué par les grandes puissances. Car il serait trop facile de trouver comme seule raison un choc de civilisations entre islam et chrétienté, une rivalité séculaire entre Grecs et Turcs. L'analyse s'avère plus complexe surtout au contact des peuples concernés car beaucoup de Chypriotes des deux communautés rappellent très souvent leurs bonnes ententes passées, un modus vivendi agréable et rarement belliqueux. Les conversations dans l'île d'Aphrodite ramènent très souvent aux actions nocives des puissances impliquées dans la tragédie chypriote. Car c'est bien d'une tragédie qu'il s'agit au vu de la proportion des morts, des réfugiés et des destructions, aspect souvent occulté dans les comparaisons des conflits internationaux.

L'autre écueil qui peut toucher l'analyse est la psychologisation poussée : l'accès de folie, la déraison. Or dans un conflit c'est souvent une idée qui amène la discorde : nationalisme, expansion religieuse, conquêtes de matières premières, poussée démographique, ou régime aux abois qui veut relancer son aura auprès de sa population (typiquement la guerre des Malouines lancée par le régime militaire de Buenos Aires en 1982).

Nous pourrions ainsi mieux définir la nature de cette guerre. Car si elle peut paraître courte, elle s'est aussi déroulée dans un pays de petite taille avec un rapport de force asymétrique. N'ayant pas eu de résolution depuis lors, cette guerre pose désormais une question sous-jacente : sa dimension traumatique à long terme qui pourrait la caractériser.

4/ Annonce du plan

Dans une première partie, nous reviendrons sur l'Histoire de Chypre sur le temps long. Nous y présenterons les origines du peuplement de l'île (grec pour la grande majorité de l'île mais aussi phénicien et turc) ainsi que l'origine des forces en présence (après les colonisations franques et vénitiennes, ce furent surtout les dominations turques et britanniques qui marquèrent le vécu juridiques et politiques de Chypre), les problématiques, tensions préexistantes au conflit. Cette partie présentera les strates de l'histoire chypriote, son anthropologie et sa situation géographique en Méditerranée orientale ainsi que son relief, ce qui permettra de comprendre les déplacements des troupes, les points stratégiques, les routes principales.

Dans une deuxième partie, nous verrons la montée en puissance des tensions qui prennent racine dans le combat pour l'indépendance car c'est durant cette période que les différents protagonistes se sont placés sur l'échiquier chypriote et ont révélé leurs antagonismes.

Dans un troisième temps, nous examinerons le déroulement du conflit, ces étapes. Tout cela va nous demander de porter un regard sur les préparatifs de la guerre, les forces en présence, quand cela a pu être su, et d'observer quels plans ont été mis en place et pourquoi l'armée grecque, si prompte à s'enflammer, est si peu intervenue. Ces questions seront donc analysées au regard de la cohérence des rapports de force dans lesquels le gouvernement de Chypre se trouve pris. Nous distinguerons deux opérations Attila d'après le nom donné par l'armée turque : l'une du 20 au 25 juillet l'autre du 14 au 16 août 1974.

Enfin, un conflit, c'est toujours un bilan : tout d'abord humain (et provisoire car il y eut beaucoup de migrations et de disparus), mais aussi matériel (destructions) et juridique (pour la partie Nord occupée par la Turquie) ainsi que mémoriel. Ainsi les bornes chronologiques de la présente étude nous amèneront au début 1975, dans la suite directe du conflit armé proprement dit, et les avancées de l'armée turque (Varosha, ligne de contact) seront comprises dans notre étude car juste postérieures au second cessez-le-feu dans le cadre du *Taksim*. Elles sont les conséquences directes de la guerre contrairement à la création de la RTCN qui intervient quelques années après.

En ce qui concerne la mémoire, un conflit gelé signifie aussi une mémoire très entretenue mais aussi des tentatives de réconciliations entre les deux communautés, tentatives auxquelles oeuvre le Home for Peace, par des travaux pour retrouver les portés disparus entrepris par le Committee for Missing People, travaillant de part et d'autre de la zone tampon.

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement :

- Jacques Cantier, mon directeur de mémoire pour ses conseils de recherche, sa patience et ses orientations méthodologiques ;
- Charalambos Petinos, diplomate et historien franco-chypriote, pour sa vision de la société chypriote dans son ensemble et des relations gréco-turques ;
- Efi Panagioutou, doctorante chypriote en Histoire, pour ses conseils sur le conflit chypriote de 1974 ;
- Nathalie Lacoste, professeur documentaliste, Jhan Mondragon, informaticien ainsi que son épouse Vanessa pour leurs conseils informatiques et leur maîtrise du logiciel Word ;
- Nathalie Millard, professeur de Français, pour ses conseils syntaxiques et de vocabulaire ;
- Olga Corbobesse, mon épouse, pour son soutien, sa compréhension et sa patience.

CHAPITRE 1 :
UN CONFLIT :
LE RAPPEL
DU TEMPS LONG

Pour bien appréhender le conflit, il faut voir comment s'est constitué le peuplement de l'île, quelles étaient sa culture, et son positionnement géopolitique. Chypre est une île au centre de nombreux espaces civilisationnels dont la proximité des côtes anatoliennes et levantines va la rendre aisément abordable. Très tôt un peuplement grec qui deviendra chrétien orthodoxe va constituer le cœur de la population de l'île d'Aphrodite et les différents envahisseurs et dominateurs vont teinter Chypre d'éléments orientaux et occidentaux. C'est pour cela que nous nous attacherons à savoir comment les différentes strates de la composition ethnique de l'île se sont agglomérées, quelle est l'originalité de son organisation politique et géographique et, bien évidemment quelle trace et influence ont laissé chaque colonisateur.

I/ La naissance de Chypre

Chypre est proche des berceaux de la civilisation antique. Par définition, cette période est marquée par l'invention de l'écriture, de l'agriculture, des Cités-Etats, des religions monothéistes. Si elle n'est pas le cœur de ces civilisations, elle est directement influencée par ses inventions, et fait à chaque fois partie des territoires qui sont le réceptacle de ces changements qui transforment profondément une société. Cet enracinement ne va pas quitter la culture chypriote qui va accumuler ses éléments civilisationnels. Aucun envahisseur à partir de la christianisation du pays ne pourra éliminer ce qui a été construit : tout sera ajouté, contrairement à d'autres espaces comme l'Amérique du Nord ou l'Angleterre, par exemple, où les populations anglo-saxonnes poussèrent les Celtes en périphérie. Chypre est donc le témoin de nombreuses mutations historiques dont elle va être la bénéficiaire comme la victime.

A/ La préhistoire et le début du néolithique

Chypre doit son nom à plusieurs origines, et cela tient à la végétation que l'on y trouve. Sur l'île pousse une plante le *cyperus*⁹ (plante tropicale que l'on trouve aussi en zone tempérée, ensuite elle est connue pour ses ressources en cuivre (kypro en grec). C'est certainement de là

⁹ Plante tropicale que l'on trouve aussi en zone tempérée, haute de 20 cm. Chypre est d'une grande richesse naturelle.

que lui vient son nom déjà recensé dans des textes antiques tels les poèmes homériques, la Bible, récits sur lesquels nous reviendrons.

a)Choirokoitia.

La présence humaine est attestée sur Chypre depuis 10 000 ans avant Jésus Christ. Deux sites archéologiques découverts récemment le confirment (Perekklisia dans le district de Limassol et Kissonerga dans le district de Paphos) : cela correspond à la période pré-néolithique. La période néolithique (8200-3900¹⁰ av. JC) est marquée par la sédentarisation, le développement de l'agriculture, des habitations faites d'une seule pièce comme en témoigne le site d'Akhrotiri. Il semblerait que ces premières populations soient originaires du Levant, et aient apporté les premières tombes, les premiers honneurs dus aux morts. Ils ont été nommés les Etéocypriotes notamment originaires de la côte d'Anatolie.

La période chalcolithique (3900-2500 av. JC) doit son nom au cuivre découvert et exploité à petite échelle (de nombreux sites en témoignent : Erimi, Lemba et Kissonerga dans l'Ouest). C'est la période transitionnelle entre l'Age de la pierre et l'Age du Bronze. Chypre reste une île qui entretient quelques contacts avec l'extérieur mais son activité demeure très endogène.

L'Age du Bronze (2 500- 1 050 av. JC) marque la période de l'exploitation la plus importante du cuivre qui fait la richesse du pays et surtout du commerce extérieur qui se développe avec le Proche Orient, l'Égypte¹¹ et l'Égée où Chypre était connu sous le nom d'Alasia ou terre du cuivre. On retrouve des objets de fabrication originaire de l'île en Asie mineure, en Palestine et en Crète (Aux alentours, de 1600 av. JC, une guerre éclata). Les vallées longeant la côte Nord-Est connaissent alors un grand essor mais la plaine de la Mesaoria et la péninsule du Karpas commencent à se distinguer et acquièrent une plus grande importance.

b) L'hellénisation

Vers le milieu de second millénaire, les Pharaons dominent l'île et les rois de Chypre deviennent tributaires. Après 1 400 av. J.-C., les Mycéniens de Grèce commencent à venir à Chypre en tant que commerçants. Vers 1 200 av. J.-C., des Grecs Achéens sont arrivés en masse,

¹⁰Les dates pour la préhistoire sont parfois fluctuantes suivant les auteurs et les ouvrages : ainsi on peut trouver pour la période pré-néolithique 8 200 – 4 000 av J.-C., puis néolithique 4000- 2 300 av J.-C. et

¹¹Des tablettes en argile trouvées à Tell-el-Amarna en Égypte, correspondance du roi d'Alasia qui était obligé d'envoyer du cuivre au pharaon afin de maintenir la paix en Méditerranée orientale.

par l'Est du Karpas et se sont installés dans l'île apportant avec eux leur langue, leur religion et les coutumes grecques. Prenant le contrôle de Chypre, ils fondent neuf royaumes-villes. On compte ainsi vers 1 000 av. J.-C. Paphos, Kurion et Amathonte (Limassol), Kition (Larnaca), Ledra (Nicosie), Salamine (Famagouste), Cérynie (Kyrénia) Marion (Polis). Un certain nombre de ces cités furent fortifiées, et d'autres encore seront construites : Chytroi, Lapethos, Aepeia, Iadalion.

L'hellénisation de Chypre a commencé à ce moment-là. Elle est citée dans les poèmes homériques : l'un des rois de l'île donna sa cuirasse à Agamemnon et le frère d'Ajax, Teucer fonde Salamine après la guerre de Troie. L'Odyssée en fait une citation claire¹². De même, dans la Bible, Chypre est dite « ionienne », en fait grecque¹³. Une écriture, connue sous le nom de chyro-minoenne naît, apparentée à l'écriture linéaire A de Crète (elle reste à ce jour indéchiffrée et la langue n'a pas encore été identifiée).

La fin de cette période fut marquée par les incursions des « peuples de la mer ». Venus de régions méditerranéennes, ils pillaient et détruisaient les villes et villages sur les côtes. Finalement, ils s'installèrent en Palestine. Vers 1075 avant Jésus Christ, une catastrophe naturelle, probablement un séisme, détruisit les principales cités du Bronze. Les Phéniciens s'installent, créent des bases commercent mais au vu de leur nombre trop réduit, ils ne cherchèrent pas à coloniser l'île ou à s'opposer aux Grecs. Ils finissent par vivre en paix avec eux partageant le culte d'Aphrodite assimilée à celui d'Astarté, divinité de leur pays d'origine.

¹²Selon la mythologie grecque, le temple d'Aphrodite se trouve près de la rive de Paphos, d'où montent continuellement des fumées odoriférantes (*Odyssée*, VIII, 362).

¹³D'après le livre de *la Génèse* (10,4), Chypre ou Kittin, c'est-à-dire Cition appartenait aux Ioniens. Kittim est le fils de Javannom qui signifie les Ioniens.



<https://popsciences.universite-lyon.fr/ressources/mysteres-de-chypre/?cn->

B/ L'indépendance chypriote (1000-707 av. JC)

L'An mil avant Jésus Christ marque l'entrée dans l'âge de Fer ou période chyro-géométrique I. Durant cette période, les Phéniciens s'installent à Kition (IX^{ème} siècle). S'en suit une période de grande prospérité où les Chypriotes arrivent à fonder un port de transit, Posidéon, sur la côte syrienne : c'est l'époque de la puissance maritime chypriote qui permet le développement de leur artisanat qui trouve outre-mer des débouchés et rend possible l'agrandissement des cités. De cette période, neuf royaumes-villes se partagent l'île, gouvernée par des rois à la fois prêtres et juges. La stèle de Cition, conservée au musée de Berlin montre leurs noms : Egisthe d'Idalion, Pylagore de Chytroi, Etéandre de Paphos, Admète de Tamassos, Onassagore de Ledra, etc...

Il reste de cette période les *Chants Cypriens* ou *Cypria* qui sont attribués à la fois au poète Stanos et à Homère et qui raconta les causes de la guerre de Troie et les exploits des Grecs jusqu'à la colère d'Achille.

Mais Chypre n'allait pas éviter son sort d'île ouverte, sa vulnérabilité venant de ses côtes abordables ce qui permet d'accéder à l'intérieur de l'île (elle n'est pas protégée par des falaises ou de la roche). Au cœur de la Méditerranée, nous pouvons observer une île qui suscite les

convoitises de par son positionnement proche des côtes du Levant et de l'Asie mineure et par ses richesses minières.

a) Epoque archaïque et classique (750-310 av. JC)

Si Chypre demeure prospère, elle est néanmoins la proie de plusieurs conquérants. Les royaumes chypriotes deviennent tributaires de l'Assyrie (conquête estimée vers 707¹⁴), de l'Egypte¹⁵ (570-525) et de la Perse. Cette dernière va se servir de Chypre comme tête de pont pour attaquer la Grèce et c'est en 499 que les Athéniens battent les Perses et ce sont les Phéniciens qui reprennent la main sur l'île.

Formant toujours la majorité de la population (sauf à Salamine où les Phéniciens sont majoritaires), les Grecs subissent la puissance de leurs voisins levantins. Profitant d'une période trouble des occupants, un jeune descendant de la maison de Teucer prend le pouvoir et tente de refaire de l'île un espace souverain pour la population grecque.

Ce roi Evagoras de Salamis (qui a régné de 411 à 375 av. JC) réussit à unifier l'île et en fait un grand centre politique et culturel du monde grec. Isocrate, célèbre rhéteur athénien, en fit son éloge (Panégyrique d'Evagoras, 50), le décrivant comme « le roi qui n'a pas commis d'injustice durant son règne¹⁶ ». A sa mort, c'est son fils cadet Nicoclès qui prend sa succession, continuant sa politique d'hellénisation et exerçant sa générosité pour les lettrés et les artistes, toujours selon Isocrate (Nicoclès, 45)¹⁷. Il fut assassiné par des éléments pro perses et c'est Evagoras II qui prit sa suite mais, suite à un mécontentement populaire, fuit auprès du roi des Perses, Artaxerxés III. Son neveu Pnytagoras se retrouve à la direction du pays mais ne peut résister à l'attaque des Perses. Ainsi vint Alexandre le Grand fort de son armée et pétri de culture grecque. En 332, Alexandre le Grand annexe Chypre à son empire. Les rois de Chypre participent à ses côtés au développement de l'île et Alexandre saura les récompenser. Il s'ensuit une période riche, l'île est bien intégrée grâce à sa culture et son activité commerciale avec l'empire gréco-macédonien. Les Chypriotes resteront fidèles à Alexandre jusqu'à la fin.

¹⁴« La date exacte de la conquête assyrienne n'est pas connue. Elle ne doit pas en tout cas être antérieure à 707 », Achille Emilianidès, *Histoire de Chypre*, Paris, PUF, collection Que Sais-je ?, 1962, p 16.

¹⁵Selon Diodore de Sicile (1, 68), « Amasis orna le temple de Chypre de maintes offrandes » (Achille Emilianidès, *Histoire de Chypre*, Paris, PUF, collection Que Sais-je ?, 1962, p 17).

¹⁶Idem, p 24.

¹⁷Idem, p 24.

b) Epoque hellénistique (310-30 av. JC)

Après la mort d'Alexandre le Grand, Chypre passe sous le contrôle de l'État hellénistique des Ptolémées d'Égypte. L'île est unifiée et Paphos en devient la capitale. Cette période est prospère car Chypre peut continuer l'exploitation des mines et est déchargée des dépenses militaires. Culturellement, l'influence spirituelle égyptienne est notable (de nombreux temples de divinités de la famille royale en attestent) et la production intellectuelle est de qualité. Chypre devient une référence dans le monde hellénique grâce à la qualité de ses poètes et de ses savants. Comme en témoigne le célèbre Zénon, philosophe qui fut le fondateur du stoïcisme.

Vers la fin de la période ptolémaïque, le roi de Chypre est en fait toujours sous la suzeraineté de l'Égypte. Cette période est cruciale car elle va donner le caractère hellénique à l'île d'Aphrodite. Depuis lors, la langue grecque y est toujours parlée et Chypre participe à la culture panhellénique artistique, littéraire, philosophique. En effet, elle abandonne le dialecte arcado-chypriote pour la koinè hellénistique, « langue commune à tous les peuples grecs dont les langues grecque médiévale, moderne ou contemporaines sont issues »¹⁸.

c) Epoque romaine (30-330 ap. JC)

L'empire romain encercle l'empire ptoléméen (Égypte) et avant de prendre Chypre, annexe la Cyrénaïque (en Lybie), la Cilicie et la Syrie. En 58 av JC, Chypre passe sous domination romaine¹⁹. Cicéron installe la capitale à Paphos, et Chypre va profiter de la « pax romana ». Ce n'est qu'après la défaite d'Actium (31 av JC) et la mort de Cléopâtre que l'île devient pleinement une province romaine et dix ans après province sénatoriale²⁰. Les Romains vont aménager l'île par la construction d'un réseau routier, d'aqueducs, forum, gymnases, bibliothèques, théâtres et bains publics comme en témoignent les vestiges de Paphos, sa capitale. Chypre va voir son caractère hellénique se renforcer par l'institution des Koina, des communes grecques « sans ingérence de la part des Romains »²¹.

Cette période va marquer le début de l'évangélisation du pays. Non seulement citée dans l'Ancien Testament, Chypre est un des lieux des débuts de la christianisation du bassin

¹⁸Alain Blondy, *Chypre*, Que Sais-je, Paris, 1998, p 36.

¹⁹Alain Blondy, *Chypre*, Que Sais-Je, Paris, 1998, p 38, du fait d'un tribut non payé par Ptolémée de Chypre à des pirates pour libéré Clodius Pulcher, ce dernier fit voter au Sénat la Lex Clodio de Cypro qui proclamait Chypre province romaine et confisquait le trésor royal.

²⁰Idem p 30.

²¹Idem p 32.

méditerranéen. En 45, Barnabé et Paul de Tarse²² (accompagné de l'évangéliste Marc) vont difficilement répandre le christianisme mais vont réussir à convertir le gouverneur Lucius Sergius Paulus. « Ainsi, Chypre eut le privilège d'être le premier pays au monde²³ qui eut un gouvernement chrétien »²⁴. Par la suite, l'Église pourra se développer, comptant une dizaine d'évêchés. Salamine devient la nouvelle capitale et Paphos devient une ville assez isolée surtout du fait qu'elle est séparée par le mont Troodos du reste du pays. Après trois siècles de persécution, le christianisme fut toléré par l'Edit de Milan (313).

« La première mention de Chypre dans l'histoire de l'Église a trait à la participation de saint Spyridon, évêque de Trémithonte, ainsi que de deux autres évêques, Cyrille de Paphos et Gélase de Salamine, au concile œcuménique de Nicée en 325²⁵ ». Après maintes luttes et d'après négociations (surtout face aux patriarches d'Antioche), l'Église de Chypre par le concile d'Ephèse (431) fut déclarée indépendante et autocéphale. L'empereur Zénon accordera même, au patriarche Anthémios et à ses successeurs des honneurs impériaux : le privilège de porter le sceptre et le manteau que seul l'empereur de Byzance avait droit de porter et de signer, comme lui, à l'encre rouge (suite à la découverte du tombeau secret de Barnabé et de la copie de l'évangile de Saint Matthieu).

Chypre devient donc l'une des premières terres chrétiennes, proche de Constantinople et déjà affirme une forme d'autonomie ecclésiologique.

Ainsi, tôt dans l'Histoire, Chypre se trouve être la proie d'empires puissants et conquérants : ses côtes planes la rendent abordable, sa situation à la fois proche de l'Asie mineure et du Levant suscite l'intérêt pour avoir un point d'ancrage en Méditerranée orientale sans compter ses richesses. En outre, l'Antiquité comme la période médiévale, montre l'ancrage de sa population dans la culture grecque qui la constitue.

Cette première période étudiée montre bien le caractère hellénique prononcé et l'apport chrétien qui ne finira jamais d'être présent sur l'île. L'enracinement grec est donc très ancien à tel point que Chypre, sans en être le cœur, est intimement lié à sa culture et donc est par définition grecque. La grande stabilité jusqu'à nos jours (le grec y est toujours langue officielle) est un élément très important de son identité, on peut clairement affirmer que c'est un des seuls pays de culture européenne où la langue est parlée depuis l'Antiquité²⁶. Les langues romanes (français, roumain, italien, espagnol, portugais, occitan) se forment à partir du latin au cours du

²²Actes des Apôtres, 4, 36.

²³Actes des Apôtres, 13, 12.

²⁴Idem p 33.

²⁵Idem p 34.

²⁶A noter que la langue grecque contemporaine dite « démotique » soit populaire se distingue du grec ancien dit « katharévoussa » soit purifié, à l'instar du français ancien et du français moderne.

Moyen Age, de même pour les langues germaniques (anglo-saxonnes et scandinaves). Seules les langues celtes se sont implantées lors de l'Antiquité et vraisemblablement avant.

Nous conviendrons que plus une culture est anciennement établie dans un territoire et une population fixe, plus son attachement est fort à un mode de pensée, à des caractéristiques anthropologiques. La greffe avec le christianisme va consolider cet héritage.

En quelques siècles, le paganisme va être effacé par l'évangélisation après plusieurs siècles de persécutions. Il est tout à fait notable de voir que la philosophie grecque²⁷ va être un instrument d'analyse du message évangélique. Les Chypriotes ont donc toutes les clés pour comprendre le Nouveau Testament rédigé en grec à l'exception de l'Évangile selon Saint Matthieu qui l'a été en araméen. La romanisation va accélérer et favoriser cette hybridation qui mène à la culture helléno-chrétienne. Ces piliers culturels ne quitteront plus l'île qui devra s'accommoder d'invasions étrangères et trouver le moyen de rester fidèle à elle-même.

En somme, Chypre est toujours dans le second cercle (néolithique, invention de l'écriture, hellénisation, christianisation) des grandes phases de l'histoire européenne et orientale, et cela en a fait un réceptacle très net de ces mutations définitives de l'Histoire depuis l'Antiquité. En effet, Chypre est quasiment à mi-chemin de la Mésopotamie, de Jérusalem, d'Athènes et de Rome. Sa destinée semble être intimement liée à son statut de carrefour de civilisations comme vont le montrer les dominations successives de puissances conquérantes à partir du Moyen Age.

II/ Le Moyen-Age

La division et la chute de l'empire romain vont renforcer son caractère oriental, c'est à dire tant sur le point de vue ecclésiologique, de la poussée des Francs que de celle de l'islam arabe puis ottoman. Elle s'accorde avec Constantinople et vit en fait, légèrement en décalage avec le déclin de celle-ci.

²⁷Saint Thomas d'Aquin, bien qu'il soit catholique parlera à ce titre « de philosophie servante de la théologie ». Les Pères grecs étaient formés d'abord à la philosophie.

A/ L'Époque byzantine (330-1191).

Suite à la division de l'Empire romain, Chypre fait partie intégrante de l'Empire romain d'Orient. Constantinople en est la capitale et le christianisme en est la religion officielle. Elle est divisée en quatorze régions administratives et elle restera pendant longtemps une province négligée par l'administration centrale, son activité commerciale sera réduite et son industrie restreinte.²⁸

C'est un changement de nature important pour l'île car désormais l'archevêque va pouvoir disposer d'un pouvoir temporel qui permettra de comprendre l'implication et le rôle de Monseigneur Makarios III dans le conflit de 1974. L'archevêque est désormais le chef de la communauté grecque, « l'Ethnarque » lorsqu'il est sous contrôle non orthodoxe. Du temps de l'époque byzantine, celui-ci régnait ainsi sur la juridiction civile de l'île. A partir de la mise en place de l'autocéphalie, l'Église de Chypre représenta l'identité du peuple chypriote²⁹. En fait, pour les Chypriotes grecs, l'Ethnarque est l'autorité spirituelle mais aussi politique que ce soit lorsque Chypre est indépendante mais aussi lors de dominations étrangères car l'Église orthodoxe les représente.

L'islam naissant va s'intéresser comme les autres empires en expansion à cette île qui est sur le chemin de ces conquêtes et des espaces fertiles européens.

a) Les incursions arabes (632-964)

A partir de 632, Chypre subit les invasions arabes et c'est le beau-père du prophète Mohammed Abou Bakr avec une flotte pirate, qui prit Kition et razzia la ville. (Ce n'est qu'en 647, que Moawiyya, gouverneur musulman de Syrie mit à sac Kition). Il en restera un lieu saint de l'islam, le mausolée d'Um Haram près de Larnaca, où se trouvent les tombeaux de la fille d'Abou Bakr et de sa femme. L'intérêt de Chypre fut exprimé sous la formule : elle est « pointée comme une dague sur le cœur de la Syrie³⁰ ».

La période qui suit (VII^e siècle après Jésus Christ) est assez instable car la conquête est marquée de nombreux massacres et pillages qui font que la population chrétienne déserte un temps les plaines et se réfugie dans les montagnes sous la menace de la mise en esclavage ou de la conversion à l'islam. Après ne pas avoir rendu le tribut au gouverneur de Syrie comme

²⁸Idem p 38

²⁹Alain Blondy, *Chypre Que Sais-Je*, Paris, 1998, p 44.

³⁰Philip K. Hitti, *History of Syria*, Londres, 1960 cité dans A.Blondy, *Chypre, Que Sais-Je*, Paris, 1998, p44.

promis, l'empereur byzantin conclut un accord avec les Arabes : le tribut sera partagé entre ces deux puissances. Dès lors, les Chypriotes purent revenir dans les plaines et retrouver une certaine paix qu'ils mirent à profit pour rebâtir leurs cités et villages.

Après un différend avec les Arabes, l'empereur Justinien II décida, pour éviter de nouveaux massacres, le transfert de la population vers l'Hellespont. Celui-ci ne dura qu'une dizaine d'années et les émigrés y fondèrent une ville baptisée Justinianopolis en l'honneur de l'empereur. Mais ce n'est pas le début d'une présence arabo-musulmane durable.

Pendant, deux siècles et demi, l'île subit vingt-quatre incursions arabes à chaque fois stoppée par les Byzantins pour ensuite redevenir sous domination adverse³¹. L'empereur Nicéphore Phocas remporta la victoire finale en 964.

Les villes complètement détruites par presque trois siècles de conflits, doivent être rebâties sur de nouveaux sites non loin des anciennes cités. Ainsi Kition est remplacée par Larnaca, Ledra par Lefkosia (Nicosie), Amathonte par Limassol. (Seul a été épargné le monastère de Stavrovouni).

b) L'impossible maintien

Face aux ambitions turques (qui se concrétise par la prise de Constantinople en 1453), Venise vit deux incidents : en 1533, attaque des galères turques au large de Chypre puis occupation temporaire de Limassol en 1538 par la Sublime Porte. En effet, alors que les Ottomans contrôlaient déjà les Etats balkaniques, ils prirent possession en 1516 de l'Egypte et de la Syrie, en 1522 de Rhodes, en 1566 de Chio et en 1567 de Naxos. Chypre était bien au milieu d'une mer turque. La réaction vénitienne ne se fit pas attendre : c'est la construction de plan circulaire à onze bastions en étoile encore visible aujourd'hui. Les portes qui en permettent l'accès seront les points d'entrée contrôlées par les protagonistes du conflit de 1974.

La découverte de l'Amérique fit que le commerce avec l'Orient n'était plus aussi juteux, par conséquent Chypre perdit de son attrait et son commerce en pâtit. Venise perd de sa superbe alors que l'empire ottoman est en plein dynamisme.

b) L'autonomie dans l'empire byzantin (965-1184)

Les Sarrasins étant définitivement chassés de Chypre, l'empire byzantin laisse une certaine autonomie à l'île qui ne sera plus une simple dépendance d'une autre province mais

³¹Idem p 42.

désormais une province gouvernée par un Duc. Avant-poste de l'empire dans une région sensible, Chypre ne sera plus négligée³². S'ensuit, du fait de la paix retrouvée, une période de prospérité due au commerce du textile et à la fondation de monastères qui attirent des Chrétiens du Proche-Orient, notamment ceux de la Sainte Vierge de Kykkos, de Machairas.

Chypre redevint un carrefour commercial intéressant pour les ports du Levant et pour Venise qui arrive à obtenir des privilèges d'extra-territorialité³³. Des marchands latins s'installent à Famagouste et ce d'autant plus que l'île participe aux Croisades et devient une tête de pont pour la conquête du Saint Sépulcre tout en maintenant son attachement à Byzance contrairement aux mouvements centrifuges qui parcourent alors les provinces de l'empire à ce moment-là.

L'arrivée au pouvoir, en 1184, d'Isaac Comnène³⁴, petit-fils de l'empereur Manuel, qui est vécu comme un usurpateur par la population, clôt cette période prospère. Sa dureté lui vaut de très nombreuses rancœurs tout comme son alliance avec Saladin qui prend Jérusalem aux Croisés.

Balloté entre l'empire byzantin et le monde musulman, c'est le chant du cygne de Byzance. L'empereur Basile I^{er} le Macédonien (867-886) décide de faire de Chypre un thème (circonscription administrative) et un katépanat, sorte de marche militaire. Voilà Chypre renvoyée à son rôle d'avant-poste, de zone de contact. Un des successeurs basile II le Bulgaroctone (965-1025) fit construire des villes toujours présentes qui seront des lieux stratégiques du conflit de 1974 : Ammokhostos (Famagouste), Larnaca à la place de Kittion, Lemessos (Limassol) sur le site d'Amathonte et Lefkosia (Nicosie) sur l'emplacement de Ledra, tout comme la fondation de monastères tels que Stavrovouni, Kykko (où Mgr Makarios fera son noviciat) et Makheras.

La période qui mène aux Latins est confuse et profite à ceux qui veulent reconquérir Jérusalem : les Croisés. La proximité de Chypre avec cette dernière va une nouvelle fois la rendre intéressante pour aborder un autre espace symboliquement fort.

B/ L'arrivée des Croisés

La rivalité entre Chrétienté et Islam³⁵ va générer un attrait conséquent pour Chypre, dernière halte sur la route maritime vers la Terre Sainte. La Croisade lancée par le pape Urbain

³²Idem p 43.

³³Idem p 45.

³⁴Idem p 46.

³⁵A noter que le mot islam renvoie à la religion et Islam à la civilisation. De même respectivement pour christianisme et Chrétienté.

Il à Clermont en 1095, a pour objectif de libérer le tombeau du Christ des troupes infidèles qui empêchent les pèlerinages. Toutefois, d'autres raisons semblent avoir poussé à cette décision : volonté de freiner une poussée musulmane trop importante et jugée inquiétante, mais aussi de détourner la violence des chevaliers vers une terre de païens.

a) Richard Cœur de Lion et l'Ordre des Templiers (1191-1192)

C'est précisément la dernière décision d'Isaac qui va motiver l'expédition en 1191, de Richard I^{er} (le fameux Richard Cœur de lion), roi d'Angleterre pour la Terre Sainte. Le naufrage de navires près de l'île amenant sa sœur et sa fiancée le font intervenir à Chypre d'autant plus que ces deux dernières sont faites prisonnières par Isaac Comnène. Furieux, Richard I^{er} envahit l'île où il épouse sa promise Berengère de Navarre à Limassol. Elle y sera couronnée reine d'Angleterre.

Toutefois, le roi d'Angleterre n'est pas intéressé par Chypre car son but est la reconquête de Jérusalem. Il cherche donc à vendre cette île trop grande pour lui. Il se met d'accord avec les Templiers pour la somme de 100 000 dinars. Ces derniers vont augmenter les impôts pour pouvoir payer le roi Richard. Leur arrogance auprès du clergé orthodoxe enclenche des insurrections contre ce nouveau maître. Incapable de prélever l'impôt, ils remettent Chypre à l'Angleterre qui doit trouver un nouveau preneur.

C'est une péripétie rare car la position géographique de l'île a toujours suscité les convoitises mais les deux protagonistes de cette affaire ne sont pas assez puissants en hommes et en finance et ont d'autres objectifs dans l'immédiat. Cette période franque marque la fin de la présence politique grecque sur l'île. Il faudra attendre l'indépendance au XX^e siècle pour retrouver un pouvoir autochtone gréco-orthodoxe.

b) Le règne des Francs (Lusignan) (1192-1489)

Déjà roi de Jérusalem, Guy de Lusignan a besoin de l'investiture papale pour devenir roi de Chypre. Elle ne lui sera jamais donnée car il décède trop tôt. Il pourra établir l'Eglise latine et le système féodal, l'île devenant un lieu où les Chevaliers de Terre Sainte pourront acquérir des terres qui leurs sont réservées. A la mort de Guy, lui succède son frère Amaury (1194-1205) qui pourra devenir roi couronné par le chancelier Conrad, envoyé par l'empereur Henri IV d'Allemagne³⁶.

³⁶Idem p 51.

Durant cette période, l'ordre social est modifié. Alors que seul le clergé orthodoxe était exempt de taxes, désormais il existe deux catégories de population : les colons latins (10-15 % de la population) et la population grecque³⁷. Les premiers sont composés, avec les chevaliers, de bourgeois latins, des commerçants, d'artisans. Une bourgeoisie se forme donc à Nicosie et Famagouste. Les Grecs quant à eux sont divisés entre serfs et non serfs avec certaines sous catégories. Globalement, la présence française est dure et arrogante avec une domination ecclésiastique de l'Église latine sur l'Église orthodoxe sur ses prorogatives.

L'originalité de la politique des Lusignan va être le remplacement du latin par le français et comme langue officielle³⁸ et l'introduction du grec dans l'administration, les tribunaux et dans les relations avec les souverains étrangers.

Economiquement, l'île devint une escale entre l'Europe et le Proche Orient sans compter les exportations de sucre en poudre et de vins. Cette période sera marquée sur le plan culturel par l'édification de bâtiments suivants : les cathédrales de Sainte Sophie à Nicosie et de Saint Nicolas à Famagouste (de style gothique français), le château fort de Saint Hilarion (résidence d'été de la famille royale) sur le Pentadactyle, tout comme les deux forteresses de Buffavent et de Kantaran au Nord de l'île, construites sur les emplacements d'anciens châteaux byzantins³⁹.

Après la prise d'Acre par les Turcs, en 1291, Chypre devint le seul royaume chrétien de cette partie de Méditerranée. Les Vénitiens expulsés de Terre Sainte vinrent s'installer à Famagouste⁴⁰ qui devint un lieu de contrebande entre Venise et les Turcs. C'est la fin des Croisades dans laquelle Chypre a joué le rôle de base arrière, servant de « rampe » de lancement aux croisades maritimes et de refuge.

Sans descendance et devant les interventions de la Sérénissime, le dernier de la famille royale française, Jacques II (1460-1473) décide de s'allier avec les premiers par mariage ; à la mort de celui-ci, sa veuve, Catherine Comaro⁴¹ se retrouve seule dans une île en proie aux intrigues. Son fils Jacques III, décède en 1474. Elle devient alors la reine douairière de Chypre mais est esseulée et se tourne vers Venise.

L'année 1485 préfigure la fin de la dynastie des Lusignan à Chypre : on note des troubles avec les colons vénitiens et les Génois qui tiennent un temps Famagouste.

³⁷Idem p 52.

³⁸C'est de cette époque que le dialecte chypriote est mâtinée de mots français.

³⁹Idem p 59.

⁴⁰Ils construisirent les murs épais comme en on retrouve à Nicosie notamment. Cette construction sera le sanctuaire de Chypriotes turcs durant les années de tension qui mènent au conflit et leur protection en 1974.

⁴¹Issue d'une vieille famille vénéto-levantine et petite fille d'un doge.

En 1487, le drapeau de Saint Marc flotte sur Nicosie et deux ans plus tard, Catherine doit s'incliner devant la réalité de la pénétration de Venise et elle est forcée à l'abdication au profit de la République des Doges⁴².

III/ La période moderne

Déjà connu des Francs et autres Occidentaux, Chypre demeure intéressante pour les Européens notamment depuis que Constantinople a été prise par les Turcs en 1453. Voulant trouver un autre chemin pour accéder aux routes des épices, les Vénitiens en pleine expansion vont jeter leur dévolu sur l'île d'Aphrodite.

A/ La période vénitienne (1489-1571)

Chypre va venir compléter l'empire thalassocratique de la Sérénissime. Véritable lien entre Orient et Occident, Venise contrôle le commerce grâce non seulement à des institutions et une diplomatie efficaces mais aussi grâce à un chapelet d'îles courant de la mer Adriatique jusqu'au Levant en passant par des îles grecques

Les Vénitiens considèrent Chypre comme le dernier bastion face aux Ottomans. Ils décident de fortifier l'île : fortifications autour de Famagouste, de Nicosie à Kyrénia avec des guetteurs sur les sommets des montagnes et sur les côtes. L'administration de l'île fut confié à trois recteurs qui assumèrent le commandement suprême de l'île⁴³. La République des Doges réorganise le pays suivant son propre modèle, l'ensemble des décisions étant contrôlées par le Sénat de la puissance thalassocratique. Si les distinctions sociales héritées des Lusignan subsistent, la politique vénitienne est plutôt prudente et dans l'ensemble cette période sera marquée par sa paix. Sous sa dure férule, le pouvoir vénitien dut affronter de nombreux troubles internes.

⁴²Idem p 67.

⁴³Idem p 68.

B/ La période ottomane (1571-1878)

Pour Constantinople, Chypre est une île au milieu d'un lac ottoman. Il était donc évident de la conquérir pour parachever son contrôle de la Méditerranée orientale.

L'invasion ottomane commença en 1570 et termina en 1571. Après des combats d'une rare violence⁴⁴ le commandant ottoman Lala Mustafa reçoit la reddition du Vénitien Marcantonio Bragadino. Chypre devint une province de la Sublime Porte. Paradoxalement, ce moment historique connaîtra aussi la victoire occidentale (Venise et la couronne d'Espagne) de Lépante le 7 octobre 1571 qui voit la défaite de l'empire ottoman, véritable revanche de la République des Doges. En 1573, cette dernière signe la paix avec le sultan renonçant à tout droit sur l'île⁴⁵.

a) Une politique de distinction communautaire

C'est le début d'une présence turque qui va se caractériser par l'arrivée d'une population turco-musulmane et donc d'un groupe dit de Chypriotes Turcs qui va rejoindre des Chypriotes grecs (chrétiens orthodoxes) et des Chypriotes latins (chrétiens catholiques) qui se sont convertis à l'islam⁴⁶ pour éviter de payer la *djizzia*, une taxe pour les non musulmans, chrétiens et juifs.

Ce groupe turc va rester jusqu'à nos jours mais garder deux choses importantes : il reste hellénophone (jusqu'au milieu du XX^e siècle) et va conserver des liens sociaux avec les Chypriotes grecs⁴⁷ hormis le mariage que le christianisme orthodoxe interdit avec des non chrétiens. Son implantation est diffuse sur l'île, il n'y a pas de partition dans l'île, la grande majorité des familles chypriotes turques vivent dans des villages bicommunautaires, connaissent leurs voisins, travaillent avec eux. Les Musulmans vont être de leur côté gérés par les *Evqafs* pour leurs activités religieuses⁴⁸ alors que les Chrétiens le seront pas leurs représentants religieux par l'intermédiaire du « millet »⁴⁹. L'Église orthodoxe devient donc le

⁴⁴« L'émotion dans le monde civilisé fut extrême », Alain Blondy, *Chypre, Que Sais-je ?*, Paris, 1998, p 84.

⁴⁵Idem p 72.

⁴⁶Idem p 74, « Cependant, leur conversion n'est pas sincère. Ils formèrent ainsi une secte spéciale de crypto-chrétiens ou lino-bamabki n'avaient jamais, en réalité, abandonné leur religion. Ils étaient secrètement baptisés et portaient des noms chrétiens en plus de leur nom turc ».

⁴⁷Idem p 74, « Afin de déterminer le nombre de leurs contribuables, les Turcs procèdent, quelques mois après leur installation à Chypre, au recensement de la population qui se monte à l'époque à 160 000 habitants grecs et 20 000 soldats turcs ».

⁴⁸Evqafs, de l'arabe Waqf (au pluriel Awqaf) : fondation musulmane dont les revenus sont affectés à des œuvres d'intérêt général : entretien de mosquées, de cimetières, d'hôpitaux ou d'écoles.

⁴⁹*Millet* signifie communauté religieuse légalement représentée. Elle deviendra plus tard le synonyme de nation.

représentant légal des Grecs de l'île. Et elle va le rester jusqu'en 1974. L'archevêque a donc une prééminence et conjugue pouvoir temporel et spirituel.

Cette cohabitation va durer plusieurs siècles et l'on connaît peu de cas de tensions entre les deux groupes. Cela n'interviendra que lors de la période pré-indépendance et postindépendance.

Un nouvel ordre va naître basé sur les préceptes politiques ottomans : le système légal est fondé sur la Coran, la Charia et de fait les prérogatives de l'Eglise catholique (sous les Lusignan et les Vénitiens) ne sont plus appliquées dans le monde politique. Les Chrétiens n'ont plus le droit d'être nommés juges.

Quant à l'Église orthodoxe, elle est rétablie : après entretien auprès du vizir, elle obtient en échange de son obéissance auprès de la Sublime Porte, la liberté de religion et le droit de rachat des monastères séquestrés par les Turcs. L'ethnarque revient dans ses droits de représentant du peuple grec⁵⁰.

Le système féodal est aboli et les serfs ont pu donc acquérir des terres bien qu'elles soient lourdement imposées. Après avoir été placée sous la surveillance du grand amiral de la marine impériale, le *kapudan pacha*, Chypre est mise en 1702 sous l'administration du grand vizir puis, au grand dam des notables turcs et des évêques, en 1745, le sultan prend la décision de lui donner le statut de province impériale de première classe, nommée *pachalik*⁵¹. Mais toutes ces réformes ne changent rien à la tension entre les habitants, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, et les dirigeants de l'île.

Grecs et Turcs de l'île vont maintes fois se plaindre de la nouvelle administration auprès de la Sublime Porte : corruption, désintérêt pour la chose publique, incompétence, enrichissement personnel. Plusieurs révoltes vont par conséquent avoir lieu : mutinerie de 1764, massacres des prélats et notables grecs en 1821. Au cours du XIX^e siècle, des réformes se succéderont (1839-1856) tel l'introduction du droit français (pénal, commercial et maritime) en 1870, en vain face aux ressentiments de la population.

En tension avec l'occupant turc, les Chypriotes grecs n'en ont pas moins gardé des pratiques communautaristes, le réflexe de se tourner vers l'Ethnarque seul garant et négociateur de leurs intérêts et de leur liberté religieuse.

⁵⁰Idem p 76 : « En 1754, par rescrit du sultan, l'archevêque de Chypre et les trois évêques de l'île furent reconnus officiellement comme les représentants du peuple grec de Chypre, avec droit de s'adresser directement à la Sublime Porte, sans passer par le gouverneur général de l'île », puis « Ainsi, l'Archevêque devint le deuxième pouvoir administratif de l'île. Reconnu par le sultan comme le chef et le représentant de la nation grecque de l'île, selon les termes de son investiture (*berat*), il fut ethnarque de Chypre, titre qu'il garda, non seulement pendant la période de domination turque, mais aussi durant l'administration britannique ».

⁵¹Idem p 79.

b) Aspirations indépendantistes et sentiments nationales : l'hellénisme

Ainsi face à un pouvoir ottoman qui décline et perd des territoires (Traité de San Stefano⁵²), et qui devient de plus en plus dur et corrompu, Chypriotes grecs et turcs luttent et rejettent le pouvoir de Constantinople. En outre, le XIX^e siècle est aussi celui du sentiment national (le printemps des peuples en 1848 en est une des expressions les plus fortes, l'Italie et l'Allemagne se réunifiant respectivement en 1870 et en 1871). Ce grand courant d'idée politique va pour Chypre trouver sa réalisation dans l'*Enosis* (l'unification) avec la Grèce continentale qui est indépendante depuis 1830. Les premiers courants d'idées mettant en avant l'indépendance et l'unité de tous les Grecs sont actifs parmi lesquels la *Philike Hetaireia*⁵³, la Société des Amis, société secrète et initiatique qui se réunissait « autour du même but des Grecs de Grèce et de la diaspora prêts à combattre pour l'indépendance »⁵⁴ fondée par Alexandre Ypsilanti, le 24 février 1821. Elle est née notamment de la Grande idée (*Megali Idea*), comme l'a clairement affirmé pour la première fois, en 1844, à Athènes Ioannis Kolettis devant l'Assemblée constituante :

Le royaume de Grèce n'est pas la Grèce. Il n'en est qu'une partie, la plus petite et la plus pauvre. Un Grec, ce n'est pas seulement un habitant de ce royaume : c'est aussi celui qui vit à Janina, à Salonique, à Serrès, à Andrinople, à Constantinople, à Smyrne, à Trébizonde, en Crète, à Samos, et dans toute terre associée à l'histoire et la race grecque. (...) Il y a deux grands centres de l'hellénisme : Athènes, capitale du royaume de Grèce, et la « Ville » (Constantinople), rêve et espoir de tous les Grecs ».

L'arrivée des Britanniques va donc être bien vue, ces derniers ayant des intérêts géostratégiques à contrôler Chypre. Ils profitent du déclin de l'homme malade de l'Europe et tirent profit avec la Russie de la « question de l'Orient », celle du déclin de l'empire ottoman.

⁵²Signé le 3 mars 1878, il impose les vues russes sur l'empire ottoman suite à la guerre russo-turque de 1877 à 1878.

⁵³ Société des Amis en grec, société philosophique s'inspirant des révolutions française et américaine.

⁵⁴Alain Blondy, *Chypre, Que Sais-je ?*, Paris, 1998 p 95.

IV / La période contemporaine

Rentrant dans l'espace méditerranéen oriental avec comme doctrine « l'équilibre des pouvoirs », Londres jouera un jeu entre Moscou et Constantinople de manière à sécuriser sa route vers les Indes. Ainsi, elle réussira à constituer un réseau de haltes de part et d'autres du bassin méditerranéen : Gibraltar-Malte-Chypre-Egypte.

A/ La domination britannique (1878-1945)

a) Un intérêt stratégique

A partir de 1869, le Royaume-Uni, maître du canal de Suez, chercha à sécuriser sa route vers les Indes. Car à cela s'ajoute la poussée russe dans les régions de Kars, Ardahan et Batoum (dans le Nord-Est de l'actuelle Turquie, proche de la frontière avec l'Arménie) qui l'inquiète et c'est ce sur quoi la diplomatie britannique joue lors de la négociation avec les Ottomans. Trois conventions secrètes d'alliance défensive sont signées⁵⁵ respectivement les 4 juin, 1^{er} juillet et le 1^{er} août 1878 à Constantinople entre la Sublime Porte et la couronne britannique. (cf annexe) et précise qu'elle cesserait d'être en vigueur si la Russie quittait les trois régions mentionnées précédemment. Tenue secrète pour ne pas influencer négativement le Congrès de Berlin⁵⁶, elle fut toutefois révélée le 8 juillet 1878⁵⁷ par un journaliste de The Daily Telegraph. Chypre change donc de main.

Le premier ministre anglais d'alors, Disraeli, résumera, en 1878, l'intérêt de cette prise :

« En prenant Chypre, le mouvement n'est pas méditerranéen, il est indien. Nous avons pris pied ici car nous pensons qu'il est nécessaire pour le maintien de notre empire et pour la préservation de la paix. Si cela est notre première considération, la suivante est le développement du pays⁵⁸ »

⁵⁵ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, Paris, 2000, p 43.

⁵⁶Le Congrès de Berlin fut convoqué car le traité de San Stefano, suite de la guerre russo-turque, était trop controversé du fait notamment de la création de la Bulgarie.

⁵⁷Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, 2000 p 89.

⁵⁸ In taking Cyprus, the movement is not mediterranean, it is indian. We have taken a step there which we think is necessary for the maintenance of our empire and for its preservation in peace. If that be our first consideration, our next is the development of the country.

Bien qu'importante en taille et intéressante par sa position, la Crète ne retint pas l'attention de Londres car trop instable. En outre, la maîtrise de l'île d'Aphrodite permettait d'épier la France qui avait des visées sur la Syrie⁵⁹.

b) L'administration britannique

C'est le général Wolseley qui, le 22 Juillet 1878, prend le contrôle de l'île sous le titre de premier Haut-Commissaire pour la couronne britannique. L'intérêt pour Londres est de pouvoir mieux maîtriser la route vers les Indes (elle possède déjà Gibraltar, Malte, et en 1881, l'Egypte) et de pouvoir mettre en valeur l'île. Mais la rade de Larnaca s'avère un site moins intéressant que par exemple celui d'Alexandrie en Egypte. Rapidement, Chypre est donc moins avantageuse qu'au départ en terme de profit. C'est ainsi que le ministre des Affaires Etrangères, Edward Grey, affirme en 1908 :

« Je crois que Chypre n'est d'aucune utilité pour nous et la Convention qui la respecte est un anachronisme et un frein. Nous ferions mieux de faire sans Chypre⁶⁰ »

Si officiellement Chypre reste sous souveraineté nominale ottomane, c'est l'empire britannique qui l'administre. Les Chypriotes restent sujets ottomans ce qui convient aux Chypriotes turcs qui conservent l'usage d'un tribunal musulman et des *Evqafs*. Les Britanniques mettent en place des institutions dites « représentatives » dans lesquelles, on doit noter, la distinction entre Chypriotes grecs et turcs. Les Anglais doivent le paiement d'un tribut à Constantinople.

Alors que Malte est dotée d'un régime représentatif voire un temps d'un *self government*, Chypre demeure à ce moment-là la seule colonie de peuplement européen sans forme d'autonomie. Et le restera. Le pouvoir exécutif est représenté par le Haut-Commissaire (appuyé par un Conseil exécutif) qui doit composer avec un Conseil Législatif. Mais ce dernier ne peut rien face au représentant de la Couronne qui a le dernier mot.

⁵⁹Alain Blondy, *Chypre, Que Sais-Je ?*, Paris, 1998, p 107.

⁶⁰ « I believe Cyprus is of no use and the Convention respecting it is an anachronism et encumbrance... we should be better without Cyprus ».

Durant cette période, les Britanniques modernisent l'administration de l'île (justice, police, institution pénitentiaire, impôts), améliorent les infrastructures comme les ports (Limassol, Kyrénia, Paphos), les routes et les chemins de fer (liaison Famagouste- Nicosie-Morphou) et créent un service postal qui relie les districts entre eux⁶¹ et Chypre au reste du monde.

D'autre part, l'économie bénéficie d'un certain nombre de progrès : reboisement, fin des ravages des sauterelles, diminution de la sécheresse dans l'agriculture, baisse de la mortalité, augmentation de la population. Par conséquent, les Chypriotes grecs reconnaissent aisément les mérites de l'apport britannique sans pour autant en souhaiter la pérennité, d'autant plus qu'ils ne cesseront de revendiquer leur volonté d'être rattachés à la Grèce⁶².

Ce qui signifie que les tensions entre les colonisés et les colonisateurs n'ont pas pour seul ressort une situation d'exploitation ou d'arriération économique mais que les tensions sont surtout de nature politique, clairement orientée vers le contrôle du destin du pays par son peuple, sans tutelle étrangère.

Avant le premier conflit mondial, la Turquie perdit du terrain et la Grèce en gagna : la guerre italo-turque permit l'occupation du Dodécanèse. De même les guerres balkaniques⁶³ de 1912 et 1913 renforcèrent la souveraineté grecque.

Or, il y eut un précédent celui de 1915. En octobre de cette même année, la Grande-Bretagne proposa Chypre à la Grèce, contre son entrée en guerre. Du fait de l'opposition de la Russie (elle ne toléra pas des troupes grecques à Constantinople), cette proposition fut refusée⁶⁴.

⁶¹Ils étaient reliés entre eux auparavant par bateau.

⁶²Idem p 97 : « En 1907, M.Winston Churchill, alors sous-secrétaire d'État aux colonies, visita l'île, afin d'y faire une enquête sur la situation. Il fut salué à son arrivée par des drapeaux grecs, au cri unanime de : « Vive l'Union avec la Grèce. Les députés grecs lui rappelèrent , dans leur mémoire, le noble précédent de la cession de la Grande-Bretagne des îles Ioniennes à la Grèce. » puis il continuera en disant : « qu'il était naturel que le peuple de Chypre, d'origine grecque, considère son incorporation au sein de ce que l'on pourrait appeler sa mère patrie comme un idéal qu'il convenait de poursuivre avec insistance, dévotion et ardeur », Charambolos Petinos, *Géopolitique de la Méditerranée orientale : Chypre, réalités et perspectives*, Editions Variations, 2016, p 23.

⁶³Alain Blondy, *Chypre, Que Sais-je ?*, Paris, 1998, p 109.

⁶⁴Idem p 103.

B/ Une colonisation sous tension

En devenant colonie, Chypre va rentrer dans une autre relation avec le Royaume-Uni. Les Chypriotes vont estimer qu'ils peuvent négocier leur statut à l'instar d'autres dominions tels que Malte. Les poussées de revendications nationales dans toute l'Europe depuis le XIX^e siècle vont mettre du temps à être écoutées par Londres. Les volontés indépendantistes s'organiseront progressivement, et Londres tardera à reconnaître le fait « chypriote » ce qui aura pour conséquences un durcissement de la situation dans l'île et un allongement de la lutte pour l'indépendance relativement à d'autres colonies.

a) Contestations et incompréhensions

En 1914, suite à l'alliance de l'empire ottoman avec les empires allemands et austro-hongrois, la Grande-Bretagne annexe l'île. Par les Traités de Sèvres en 1920 et de Lausanne en 1923, conséquences de la Première guerre mondiale, la Turquie renonce à tout droit sur Chypre qui devient colonie propre à la couronne en 1925⁶⁵. Les Britanniques mettent en place des institutions dites « représentatives » dans lesquelles, on doit établir la distinction entre Chypriotes grecs et turcs.

Le 10 mars 1925, le Royaume-Uni donna à Chypre le statut de colonie de la Couronne⁶⁶, le Haut-Commissaire devint gouverneur, le nombre de députés grecs fut augmenté à 12, les députés turcs furent maintenus à trois. Une nouvelle fois, une députation demanda à Londres l'union à la Grèce. Nouvel échec. Les Chypriotes vivent cela comme un affront car ils estiment faire partie d'un empire qui est le seul à avoir des colonies en Europe (Malte voire l'Irlande du Nord).

b) Les émeutes de 1931 et leurs conséquences

Il s'ensuivit une réaction des députés grecs qui démissionnèrent et appelèrent à la désobéissance face aux autorités britanniques. Le 21 octobre 1931, des manifestants incendièrent le palais du gouverneur. La réaction du colonisateur fut rude : la loi d'exception

⁶⁵Idem p 100-101 : « En 1917, lorsque la Russie, après la révolution communiste, conclut séparément à Brest-Litovsk la paix avec l'Allemagne et ses alliés, la Turquie demanda le retour de Kars, d'Ardahan et de Batoum. Elle aurait pu ainsi avoir droit au retour à Chypre, mais, après sa défaite en 1918, elle dut y renoncer. »

⁶⁶« A la différence de Malte, dotée d'un régime représentatif et pendant un temps du *self government*, le Colonial Office n'entend pas créer à Chypre une assemblée élue. Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, 2000, p 57.

fut proclamée, des évêques expulsés et mille personnes furent mises en prison ou en résidence surveillée et tout cela jusqu'en 1939 (l'élection d'un nouveau primat fut interdite jusqu'en 1937). Londres fit en sorte d'éloigner Chypre de la Grèce en développant une forme d'un chypriotisme alternatif bannissant les symboles relatifs à l'État grec. Projet abandonné par le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. Le parti communiste chypriote KKK, interdit à partir de 1931 se transforma plus tard en AKEL.

De nouveau, un conflit mondial changea la donne : l'attaque de l'Italie fasciste contre la Grèce provoqua une flambée de patriotisme grec et de très nombreux insulaires s'engagèrent dans l'armée britannique : 30 000 au total qui servirent en Afrique du Nord, en Grèce, en Italie et en France dans le Cyprus Regiment, où Grecs et Turcs se mêlent. Durant ce deuxième conflit, Chypre ne sera pas le théâtre d'opérations, aucun bombardement, aucun débarquement ; le fait que la Turquie ne participe pas joue en cette faveur.

Face à cette mobilisation plus qu'importante au regard de la population de l'île (environ 10% de l'île !), Winston Churchill, en visite à Paphos, en 1943 déclara⁶⁷ :

« Lorsque la guerre finira, le nom de Chypre sera compris parmi ceux qui ont bien mérité, non seulement de notre génération, mais des générations futures. »

Forte d'une telle déclaration et grâce à une fin d'un conflit qui annonça des valeurs nouvelles pour les peuples (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de la Charte de l'Atlantique), à nouveau, une délégation demanda la réalisation de l'*Enosis*. Ce ne fut qu'un énième refus.

Londres proposa une nouvelle constitution interne, la *Constitution Winster*⁶⁸ en 1946, mais qui donnait au gouverneur un droit de veto. Le parti communiste chypriote, AKEL (Parti Réformateur des Travailleurs) fondé en 1941, y est dans un premier temps favorable mais la hiérarchie orthodoxe fera pression jugeant le texte traître à l'idée de l'*Enosis* certainement par peur de perdre le contrôle de la communauté grecque. Le refus du texte et le recul de l'AKEL sont en partie dus à la situation en Grèce : en pleine guerre civile dans le Nord du pays, la guerre civile grecque tourne en défaveur des communistes. L'épiscopat relance l'idée du référendum dont il va se charger d'organiser le déroulement, hors de tout cadre officiel garanti par la puissance colonisatrice.

⁶⁷Idem p 104.

⁶⁸ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, 2000, p60.

Le peuple grec manifesta très clairement sa désapprobation du projet. Rien de fondamental n'était réglé, chaque partie s'en tenant à son idée.

Le désappointement grec fut fort d'autant plus que le vent de la décolonisation commençait à souffler en cet après-conflit auquel le Royaume-Uni prit une part active comme le montre l'indépendance de son joyau, l'Empire des Indes (1947). « Chypre ne pouvait-elle pas être concernée ? N'avait-elle pas démérité durant le second conflit mondial ? » pensaient les Grecs. Désormais, entre l'attente, l'impatience chypriote et la fermeté teintée de déclarations claires de la part des Britanniques, la tension devint croissante. Car déjà la Crète (1912), les îles ioniennes (1946)⁶⁹ avaient réintégré la Grèce, tout comme la Palestine qui voit le retrait des armées de Sa Majesté (1948), ainsi que le début de retrait de l'empire des Indes.

Suite à ses évènements, le gouvernement grec demande l'autodétermination de Chypre, le refus du gouvernement britannique entraînant la présentation du problème devant l'Assemblée générale de l'ONU⁷⁰. Mais au même moment, la CIA à partir de 1949, installe avec l'accord des Britanniques des bases d'entraînement militaire⁷¹.

⁶⁹La Crète a connu plusieurs occupations : française, britannique, grecque, italienne (seconde guerre mondiale) puis redevint de nouveau grecque.

⁷⁰ Charambolos Petinos, *Géopolitique de la Méditerranée orientale : Chypre, réalités et perspectives*, Editions Variations, 2016, p 23.

⁷¹Robert Mac Donald, *The Problem of Cyprus*, Adelphi papers, n° 234, Basseys, Whitstable, 1988, p 55.

CHAPITRE 2 :
LA MONTEE DES
TENSIONS :
DE L'INDEPENDANCE A
LA VEILLE DU CONFLIT
(1945-1974)

La seconde guerre mondiale ne fut qu'une parenthèse dans la lutte des Chypriotes pour leur indépendance. Face à une répression qui resta dure et reprit après la Deuxième guerre mondiale, l'Église orthodoxe, en 1950, lança, sans l'accord de la puissance coloniale, un plébiscite pour l'*Enosis*. Devant le refus des Britanniques, l'EOKA prend le maquis et enclenche une lutte de 1955 à 1959 qui se termine par l'indépendance de l'île conclue lors des accords de Zürich et de Londres. Cette période est tout à fait significative du déclassement de la puissance britannique et du statut particulier de Chypre dans son cadre mental colonial.

La volonté de sortir du joug britannique crée une tension qui émerge sur un territoire où cohabitent de multiples groupes politiques, militaires et paramilitaires. Ce qui nous amène à nous demander quelles sont les forces internes et étrangères agissantes et quelles sont les dynamiques de la violence aussi bien avant l'indépendance qu'après.

I/ Les forces en présence lors de la lutte pour l'indépendance

La fin du second conflit mondial a permis de se dessiner rapidement, dès 1947, une Europe divisée en deux blocs antagonistes qui allaient devenir ceux de la guerre froide. Ce contexte est sous-jacent au conflit étudié et les difficultés en interne du bloc occidental ne doivent pas être négligés. Il s'agit de la rivalité entre la Turquie et la Grèce. Tout comme Chypre, ces deux pays sont situés dans des zones de carrefours sensibles qui justifient la grande activité des deux superpuissances.

A/ Chypre dans la mer de la guerre froide

Chypre, sous l'ombre de la puissante Turquie et de sa mère patrie, la Grèce, se trouve dans un contexte bien marqué. Si ses deux puissants voisins ne font pas partie de ses États fondateurs de l'OTAN (L'Alliance atlantique est créée en 1949, ils la rejoignent en 1952) leurs rôles n'en demeurent pas moins cruciaux. Tout d'abord parce que la patrie d'Aristote fut le théâtre de l'un des premiers conflits de la guerre froide. Ensuite parce que la Méditerranée orientale va se retrouver, comme l'Europe centrale et l'Allemagne en particulier, au centre de tensions entre les deux Grands, vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Comme le souligne Sabine Dullin et Stanislas Jeannesson : « La guerre froide s'invente en Méditerranée et au Moyen Orient. La possible victoire des communistes en Grèce, les demandes de Staline sur les détroits turcs et sur le pétrole iranien, l'irréductibilité des républiques soviétiques du Caucase,

tout augure d'une expansion du communisme. Les Etats-Unis prennent la relève des Britanniques dans la région: l'aide votée à la Grèce et à la Turquie en mars 1947 inaugure la politique de *containment* ⁷² ».

a) La Turquie: au carrefour de différents mondes

La République d'Atatürk s'est construite sur un principe de politique internationale : le neutralisme. Mais la guerre de 1939-1945 est venue bousculer cette doctrine. Déclarant la guerre à l'Allemagne en février 1945, elle fut poussée vers les Alliés et par la nouvelle donne de la guerre froide dans le camp occidental. La Turquie présente en effet deux caractéristiques qui fondent son intérêt stratégique : elle possède des frontières avec l'URSS et peut exercer un contrôle des détroits de la Mer noire alors que celle-ci est devenue un « lac soviétique ⁷³ ». En outre, elle va se révéler intéressante sur un aspect technique que l'on retrouvera sur l'île de Chypre : elle va servir de base de surveillance électronique et de relais potentiel vers le Moyen Orient et pendant quelques années, jusqu'à la crise de Cuba, de pas de tir nucléaire. Le lien avec les Etats-Unis devient tellement fort que l'on parlera d'« alliance dans l'Alliance (atlantique) », et que pour les Turcs, l'OTAN signifiera surtout un lien transatlantique plus qu'occidental.

Ainsi, on ne peut être surpris que Zbigniew Brzezinski qualifie la Turquie dans son livre majeur, « *Le Grand Echiquier* », de « pivot géopolitique de premier ordre » et « d'important acteur stratégique dans la région des Balkans eurasiens ».

Ce pays, jadis homme malade de l'Europe, est à la jonction de trois espaces traditionnellement instables : les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient et ainsi que la Mer Noire et la Mer Méditerranée. Les deux détroits (du Bosphore et des Dardanelles) lui donnent une fonction d'écluse entre ces deux espaces maritimes. Consciente de sa force démographique et militaire, la Turquie va voir ses capacités monter en puissance et se moderniser jusqu'à constituer la deuxième armée de l'OTAN.

Preuve de cette dimension, Ankara sera la seule capitale, comme nous le verrons un peu plus loin, membre à la fois de l'OTAN, du Pacte de Bagdad et du pacte Balkanique.

⁷² Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, *Atlas de la guerre froide*, Autrement, Collection Atlas/Mémoire, Paris, 2020, p 16.

⁷³ Aymeric Chauprade, François Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, Paris, 1999, p 414.

b) La Grèce

Pour le bloc occidental, la Grèce c'est avant tout un péril communiste. La division au sortir du second conflit mondial entre un Nord composé de partisans communistes et un Sud composés de royalistes, entraîne une guerre civile qui, de 1944 à 1949, va marquer durablement le pays. Moins puissante que son grand voisin anatolien, la Grèce va rentrer dans une spirale d'instabilité intérieure qui va nuire à la conduite d'une politique internationale ambitieuse, tant dépendante qu'elle sera dépendante des soutiens britanniques et surtout américains. La Grèce est aussi la proie d'une rivalité internationale entre Staline et Tito⁷⁴. L'appui de ce dernier aux partisans grecs entraîne la rupture entre les deux dirigeants⁷⁵. Staline en accord avec Churchill avait laissé la Grèce dans le giron occidental tandis que Tito voyait dans ce conflit la possibilité d'étendre son influence sur l'ensemble des Balkans. Mais Tito, en proie à des problèmes internes, dut se résoudre à négocier avec les Occidentaux des aides pour garantir la survie économique de son pays. En échange, ces derniers obtinrent la fin du soutien yougoslave aux communistes grecs. Ce fut la fin de la guerre civile grecque (qui fit plus de 50 000 morts) où le colonel Grivas prit une part active.

Grâce à des frontières communes avec la Bulgarie et continuant à réclamer le sud de l'Albanie peuplé de minorités grecques, Athènes se considéra comme un poste avancé de l'OTAN.

Dans ce contexte de poussée soviétique, un Pacte balkanique⁷⁶ unit Athènes, Belgrade et Ankara le 28 février 1953 (un traité d'amitié et de coopération sans portée militaire) celui-ci rassemble les trois puissances régionales contre un ennemi commun. Mais la volonté de la Turquie de rapprocher le régime de Tito de l'Alliance atlantique et la mort de Staline (donc l'assouplissement de la position de Moscou) auront raison de cet accord qui disparaît en 1956, en étant progressivement dévitalisé.

B) Les différentes tendances de la communauté grecque

Le combat pour l'*Enosis* s'est appuyé durant cette période sur le précédent des îles ioniennes et de la Crète qui ont rejoint la Grèce en 1945, suivi en 1947 par le Dodécanèse.

⁷⁴ De son vrai nom Jozip Broz.

⁷⁵ Aymeric Chaupade, op.cit, p 176.

⁷⁶ Jean-Sylvestre Mongrenier, *L'État turc, son armée et l'Otan : ami, allié, non aligné*, Hérodote, 2013, n° 148, p 53.

Peu soutenue par la Grèce aux Nations Unies, la population réclama son autodétermination et l'affaire fut portée devant l'Assemblée générale de l'ONU. En vain.

a) Un rassembleur : Monseigneur Makarios

Plusieurs personnages, comptant dans le conflit de 1974, vont émerger lors de l'après-guerre. D'abord, nous trouvons l'évêque de Kition (de son nom Michael Mouskos) qui devient l'archevêque de Chypre sous le nom de Makarios III en 1950 et mène la lutte politique anticoloniale. Plus jeune archevêque de l'histoire de cette Eglise autocéphale, il jouit d'une grande popularité et voudra longtemps inclure la communauté turque dans les desseins qu'il conçoit pour le futur de l'île. L'ethnarque créa en Juin 1952 le *Pancyprian National Youth Organization* (PEON) en déclarant⁷⁷ : « Nous invitons la Jeunesse chypriote à être le bouclier des espoirs de Chypre, à prendre sa place dans les bastions nationaux ; Puisse la jeunesse chypriote être la première à prendre pied dans le champ de cette noble lutte ». Cette création aura pour conséquence la mutation anticoloniale de la droite et le ralliement de beaucoup de lycéens au mouvement de libération nationale. Plus tard, dans les années 1950, Makarios III devint le chef de l'*Enosis* qui gagne le soutien des Syndicat des Agriculteurs Chypriotes Grecs et réorganise l'Ethnarchie. Il va dès lors pouvoir internationaliser le problème chypriote.

b) Grivas, le guerillero venu de Grèce

Par la suite, le colonel Grivas, officier de l'armée grecque, d'origine chypriote, mit en place l'organisation paramilitaire EOKA en Octobre-Novembre 1954, qui sera refondée peu avant le conflit de 1974 sous l'appellation EOKA- B⁷⁸. Sa position est clairement nationaliste et pro *Enosis*, anti-turque, anti-communiste et anticoloniale. Ayant été particulièrement actif durant le second conflit mondial, il a acquis un savoir-faire de guérilla qu'il va mettre à profit pour le combat pour l'indépendance de l'île. Jusqu'au-boutiste, il a aidé l'armée allemande dans ses combats contre des partisans communistes en Grèce.

⁷⁷Christopher Sutton, *Britain's cold War in Cyprus and Honk Kong, a conflict of empires*, Palgrave, Mac Millan, Londres, 2017, p 182.

⁷⁸B pour Bis.

c) L'AKEL

Enfin, en 1943, l'AKEL, le parti communiste chypriote est fondé et pèse politiquement, représentant un courant qui contrôle des municipalités et il représente un inévitable interlocuteur au moins dans les instances grecques insulaires. Selon les renseignements britanniques⁷⁹, 18 des 86 chefs communistes ont reçu un entraînement militaire en Tchécoslovaquie (c'était son rôle international dévolu par le Pacte de Varsovie, avec la RDA) et des informations d'Athènes semblent indiquer des émissions radios communistes émises vers Chypre. Pour Londres, cela constitue un véritable danger. Si au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'AKEL est dans la confusion du fait de la défaite des communistes dans la guerre civile grecque en 1949 et de la séparation Staline-Tito, cette force politique va pouvoir compter sur un syndicat frère puissant, et un regard bienveillant de l'Église orthodoxe.

C/ Londres : que faire ?

Certes vainqueur, comme la France, de la seconde guerre mondiale, le Royaume-Uni en sort affaibli. Le pays est dépendant financièrement des Etats-Unis devenus créanciers du monde, et doit reconstruire ses villes largement touchées par les bombardements allemands. Le gouvernement doit également faire face aux mouvements de décolonisation notamment au sein son plus beau joyau : l'Empire des Indes. La difficulté est que très souvent les mouvements qui appuient ses revendications sont d'obédience communiste ce qui dans le contexte de rivalité Est-Ouest renforce la dureté de la répression britannique.

a) Un anticommunisme primaire ?

Londres se retrouve dans une situation délicate : elle doit à la fois combattre le communisme dans cette phase dure de la guerre froide et prévenir l'*Enosis*. Le gouvernement britannique sait que le Kominform a demandé à l'AKEL de continuer le mouvement d'*Enosis* pour saper son influence.

Le Colonial Office va donc avoir pour objectif premier⁸⁰ dans l'île de démanteler l'AKEL, bien plus puissante et organisée que les nationalistes. Le calcul est le suivant : il ne faut pas que Chypre soit sous contrôle communiste donc il faut qu'elle demeure sous

⁷⁹Christopher Sutton, op cit, p 177.

⁸⁰Christopher Sutton, op cit, p 176.

souveraineté britannique. Ainsi, son statut sera différent de celui de Malte car sa situation géographique la rend trop proche du Moyen Orient où les Soviétiques sont à l'œuvre. Fisher, chef du Colonial Office déclare, au début des années 1950⁸¹ : « Chypre est trop petite, trop riche et trop facilement tenue pour être laissée à l'AKEL », d'autant plus que les informations dont il dispose le poussent à croire que Papaiannou (leader communiste chypriote) attend des consignes de Moscou. Cette vision est prolongée par le successeur de Fisher, Lyttelton, pour qui « Implicitement et non explicitement, la raison de notre maintien à Chypre est stratégique »⁸². A l'échelle mondiale, Londres considère les syndicats et les associations comme noyautés par les partis communistes : d'où la répression dure même pour des organisations de jeunesse. Pour Trevor Munroe, « la paranoïa a clairement mené Londres à voir de réels ou potentiels communistes derrière chaque mouvement nationaliste »⁸³. En conjuguant répression limitée, dure mais ciblée et développement économique, la diplomatie britannique pense pouvoir contenir un bon moment les velléités d'indépendance des insulaires.

Ainsi, jusqu'à l'indépendance, les Britanniques seront toujours plus soucieux de l'AKEL que de l'EOKA.

b) Un relais de puissance avec les Etats-Unis

En outre, puissance coloniale européenne sur le déclin, Londres doit faire avec un allié imposant : les Etats-unis d'Amérique. Ces derniers deviennent pro-*Enosis* depuis la victoire de la droite en Grèce en 1950. Washington voit dans cette union, un rempart à la progression du communisme et le bénéfice d'un soutien dans un pays clé contre le bloc soviétique. La Turquie va devenir une zone où les installations vont être stratégiques dans le sens où elles sont de haute technologie et situées sur des points névralgiques. Le Pentagone va obtenir que les aérodromes turcs puissent accueillir des bombardiers et des avions espions U2. En 1959, ce sont les forces nucléaires de portée intermédiaire (missiles Thor et Jupiter) qui y sont installées.

En effet, Athènes veut rejoindre le Pacte des Balkans avec la Turquie et la Yougoslavie pour contrer l'influence communiste dans leur aire géographique. Globalement, Grèce et Turquie ont de bonnes relations au début des années 1950 car elles intègrent ensemble l'OTAN la même année et ont des vues similaires.

Toujours dans son ambition d'endiguer la poussée communiste, Washington mit au point la Pacte de Bagdad dont le nom officiel est « Traité d'organisation du Moyen Orient », mis en

⁸¹Christopher Sutton, op cit, p 177.

⁸²Christopher Sutton, op cit, p 182.

⁸³Cité dans Christopher Sutton, op cit, p 209.

place le 24 février 1955. Cette alliance regroupa la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan et le Royaume-Uni (donc Chypre) plus tard rejoints par les Etats-Unis en 1958. Il sera renommé « Organisation du Traité Central » (d'où son acronyme de CenTO) après le retrait irakien le 24 mars 1959⁸⁴. Complétée en Asie par l'Otase (organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est), cette organisation fut l'une des pièces maîtresses mises en place pour contrer le bloc communiste, formant une ceinture dont la cible furent l'URSS et la Chine⁸⁵.

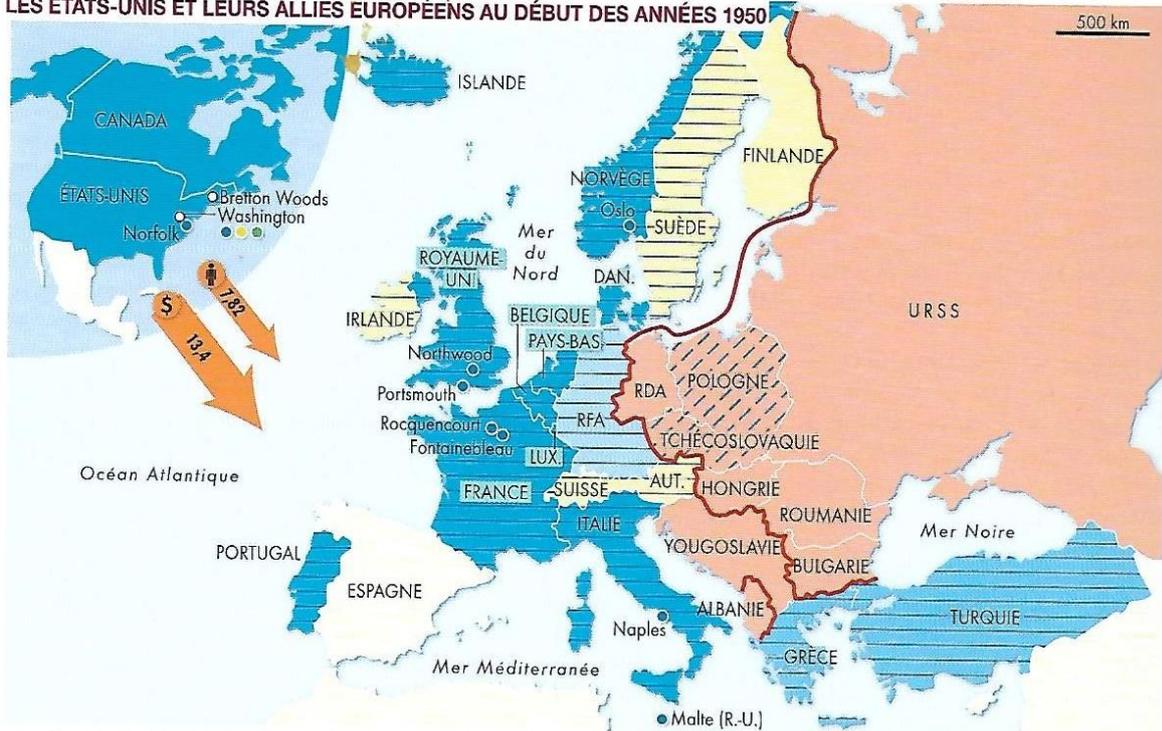
Autre point significatif pour Washington dans ce Moyen-Orient élargi : Israël. Très soucieuse du sort de l'État hébreu, la diplomatie américaine a été particulièrement attentive à sa relation avec Ankara dans ce cadre, car cette dernière a été l'un des tous premiers Etats musulmans à reconnaître l'entité sioniste : de facto en 1948 et de jure en 1949. Une alliance stratégique où chacun prenait de revers ses ennemis : pour Tel Aviv encercler ceux qui l'encerclaient, et pour Ankara contrecarrer des Etats d'obédience socialisante tels l'Egypte, la Syrie plus tard l'Irak.

Tout cela ne pouvait que rentrer dans le jeu diplomatique américain.

⁸⁴Le CenTO sera aboli en 1979.

⁸⁵On doit bien sûr y ajouter les bases américaines de Corée du Sud et du Japon.

LES ETATS-UNIS ET LEURS ALLIÉS EUROPÉENS AU DÉBUT DES ANNÉES 1950



Le plan Marshall (1948-1951)

- Pays membre de l'OECE
- Pays contraint de refuser l'aide Marshall après l'avoir acceptée
- Aide Marshall (en milliards de dollars)
- Programme d'aide militaire (1949-1952) (en milliards de dollars)

Alliance atlantique et OTAN

Date d'adhésion

- 1949
- 1952
- 1955
- Commandement militaire

PAYS-BAS

- Pays membre du Pacte de Bruxelles (1948)
- Siège du FMI
- Siège de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- Pays neutre ou sous régime d'occupation (Autriche)
- Pays communiste
- Rideau de fer

Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, op.cit, p 18.

D) La communauté turque

Plus petite en nombre que son homologue grecque, la communauté turque est surtout soumise à l'influence d'Ankara et a du mal dégager une autonomie dans l'imbroglio chypriote. Autrefois, très bien insérée dans le circuit économique et social de l'île avec ses concitoyens grecs, la majorité des Chypriotes turcs se trouve prise au piège de la communautarisation de l'île voulue par les forces paramilitaires.

a) La « turquification » de la communauté turco-chypriote

Si les Chypriotes turcs ne sont pas pour l'*Enosis*, il n'en demeure pas moins qu'une conscience nationale a mis du temps à émerger parmi eux. Vers 1911, on nota des manifestations de chypriotes turcs anti-*Enosis* importantes au regard de leur nombre (3 000 personnes).

Les Turcs sont surreprésentés dans la police (en 1921, 420 policiers sur 789 sont musulmans) et l'administration. Cependant, leur niveau d'éducation est passable, la communauté turque investissant peu dans l'éducation ce qui lui vaut d'être décalée d'un point de vue socio-économique par rapport à la communauté grecque de l'île. En outre, son nationalisme resta modéré au point que la révolution des Jeunes Turcs en 1908 et l'avènement du kémalisme fut peu suivi et suscita peu d'enthousiasme au début mais progressivement les idées venues d'Ankara (république, laïcité) furent reprises par des intellectuels et se diffusèrent vers les classes populaires. Ce n'est qu'après les événements de 1931 que le sentiment nationaliste turc devint de plus en plus prégnant dans les élites puis dans le peuple, notamment grâce à l'action des instituteurs et des professeurs du fait d'une éducation séparée (écoles en turc pour les Turcs, en grec pour les Grecs comme le fit le colonisateur britannique dans tous les dominions que Londres soumit à sa coupe).

Un parti turc chypriote naît en 1919 réclamant le retour de l'île à la Turquie : il deviendra la Turkish Minority Association (KATAK) créée par Fazıl Küçük en avril 1943. Plus tard durant la Seconde guerre mondiale, en mars 1943, les autorités britanniques renommèrent la place du Palais (*Sarayönü*) en place Atatürk au cœur de Nicosie⁸⁶. En 1942, Fazıl Küçük créa le journal *Halkın Sesi* (« Voix du peuple ») « pour donner une voix aux nombreuses plaintes des Chypriotes turcs contre les autorités coloniales britanniques »⁸⁷.

⁸⁶ Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre divisée*, Lyon, Aedelsa, 2005, p. 27.

⁸⁷ Clement Dodd, *The History and politics of the Cyprus conflict*, Palgrave Macmillan, Londres, 2020.

Preuve de l'appui continental, la première association des Chypriotes turcs en Turquie fut fondée à Ankara en décembre 1948. C'est dans cette mouvance que se créa le KTKF, Fédération des Associations chypriotes turques (appelée aussi *Federasyon*), le 23 octobre 1949. Elle devint un groupe à l'influence prépondérante dans la communauté turque.

b) Le TMT, pendant terroriste de l'EOKA

Soucieuse du rapport de force physique, la Turquie met sur pied le TMT (Türk Mukavemet Teskilati) en 1958 (avec pour chef Rauf Denktash et comme adjoint Burhan Nalbantoglu), une organisation paramilitaire, le pendant turc de l'EOKA (sans compter le *Volkan*⁸⁸, organisation terroriste turque de Chypre). Il s'agit pour la Turquie, qui a peu de poids sur la vie intérieure du pays, de mettre sous sa coupe la communauté chypriote turque la contrôler en utilisant la force et permettre à terme sa volonté de partition de l'île. Elle va trouver comme point d'appui la Grande-Bretagne qui joue sur le « diviser pour régner ».

En outre, on ne saurait négliger un autre facteur qui a tendu les relations entre Grecs et Turcs sur l'île: le traumatisme crétois⁸⁹. En effet, en 1912, les Grecs expulsèrent de l'île les Musulmans « turco-crétois » (certains partirent à Chypre, d'autres en Syrie). La plupart des monuments de cette communauté furent détruits et pillés⁹⁰. On comprend mieux alors pourquoi à partir de la fin des années 1940, les nouvelles venues de Chypre sont de plus en plus suivies dans la presse et qu'elles ont un grand succès⁹¹. Le 28 Novembre 1948, 15 000 Chypriotes turcs manifestèrent à Ankara contre l'*Enosis* trouva sur place un terrain favorable et peu propice à la confrontation⁹² avec les partisans du rattachement avec la Grèce. Fin 1950, l'opinion turque est travaillée par les propos du Premier Ministre turc qui affirma à des journalistes chypriotes turcs⁹³ : « Les Chypriotes turcs doivent être rassurés que l'annexion de l'île par la Grèce n'est pas possible ». « Cyprus is ours⁹⁴ » sera le slogan des chypriotes turcs.

⁸⁸Philippe Achileas, *Chypre, L'UNFICYP*, Cedin Paris I, L'ONU et les opérations de maintien de la paix, Montchrestien, Paris, 2000, p 73.

⁸⁹Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 27.

⁹⁰Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op. cit p28 : « Aujourd'hui encore, prononcer le seul nom de la Crète , c'est évoquer une menace qui pèserait sur l'existence même de la communauté turque de Chypre. L'évènement est devenu pour la propagande le stéréotype du malheur, résumé par le slogan « Chypre ne sera pas une nouvelle Crète ».

⁹¹Clement Dodd, op. cit, p 14.

⁹²Clement Dodd, op. cit, p 14.

⁹³Idem.

⁹⁴« Chypre est à nous ».

C'est dans ce contexte d'après-guerre que l'Eglise orthodoxe de concert avec l'AKEL organisa un référendum sur l'union avec la Grèce, du 15 au 22 janvier 1950⁹⁵. Les députés chypriotes grecs apportèrent un résultat plus que positif (96 % de oui)⁹⁶ auprès de l'ONU. La question chypriote fut présentée en commission et rejetée par une motion du délégué néo-zélandais. En 1956, après avoir perdu la Palestine (1948), le Royaume-Uni perd le canal de Suez. Chypre devient sa seule base au Moyen-Orient, elle va donc tout essayer pour la garder.

II/ La guérilla d'indépendance

Face à l'impossibilité de faire valoir ses droits à l'indépendance de manière légale, les Chypriotes grecs vont recourir à l'action armée. Le couronnement d'Elisabeth II en 1953 fut déjà l'occasion pour les différentes forces anticoloniales de manifester leur rejet de la présence britannique⁹⁷ : cela déclencha des émeutes, des destructions dans toute l'île et l'arrestation de 12 mineurs (membres du PEON) et de militants de l'AKEL.

A/ 1955-1958 : tensions et affrontements

a) Le recours à la violence organisée

1955 est l'année du déclenchement de l'insurrection armée contre le colonisateur britannique menée par l'EOKA dirigée par Georges Grivas. On comptait cette année-là, 629 villages au total, dont 392 purement grecs, 123 purement turcs et 114 mixtes.⁹⁸ Makarios III a une part de responsabilité car il a encouragé les sabotages (tout en demandant de ne pas tuer)

Le 1^{er} avril de cette année, cette organisation détruisit la station centrale de la radio. Il s'en suivit jusqu'en 1958 des attaques contre les bâtiments et les services publics, symboles de la présence britannique. Le TMT alors organise des transferts⁹⁹ des membres de la communauté musulmane vers les villages du Nord de l'île (ce qui en dit long sur les intentions des leaders des Chypriotes turcs) dans le but de les protéger. Le premier ministre turc Menderes en voyant

⁹⁵Alain Blondy, *Chypre, Que Sais-je ?*, Presse Universitaire de France, Paris, 1998, p 197.

⁹⁶Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit p 29.

⁹⁷Christopher Sutton, op. cit, p 182.

⁹⁸André-Louis Sanguin « *Nettoyage ethnique, partition et réunification à Chypre* », Revue Géographique de l'Est, vol 45, 18 mai 2009, p 3.

⁹⁹ E.Baker, « *The settlement in Cyprus* », Political Quarterly, Vol 30, p 247.

ces tensions se développer dans l'île, le 24/08/ 1955 affirma : « Ce pays ne va absolument pas accepter aucun changement dans le statut de Chypre, ni aujourd'hui, ni demain qui ne sera pas dans les intérêts de l'État turc ».

En 1959, l'arrivée du bateau Deniz, chargé d'armes provenant de Turquie montra le soutien de l'appareil militaire turc au TMT.

b) L'entrée officielle de la Turquie dans le jeu diplomatique

Le 29 août 1955, Londres convoqua une conférence tripartite (Turquie, Grèce, Grande Bretagne), il en résulta la plus grande participation d'Ankara aux affaires de l'île. Selon les propos de Macmillan, premier ministre britannique : « Plus la Turquie a une position forte dans la conférence, mieux ce sera pour eux et pour nous ¹⁰⁰». Il entérinait donc la célèbre doctrine diplomatique du « diviser pour mieux régner ».

Sur place, la loi britannique se durcit avec notamment le remplacement du gouverneur Armitage par le maréchal Harding qui voulut écraser la rébellion grecque : proclamation de l'état de siège, formation d'un corps de police auxiliaire composé exclusivement de Turcs. Mais des négociations entre Makarios et Harding fin février 1956 purent déboucher sur un début d'autonomie locale. Mais un événement surprenant arriva : l'archevêque Makarios ainsi que trois autres hommes furent arrêtés et déportés aux Seychelles¹⁰¹. Il s'en suivit des manifestations de mécontentement à Athènes et à Chypre et le rappel de l'ambassadeur hellénique de Londres. Des grèves furent organisées dans l'île, une nouvelle fois durement réprimées : activistes jugés et emprisonnés¹⁰². Et le régime de couvre-feu fut maintenu de longs mois. Deux Chypriotes, Karaolis et Demetriou, à cause de leurs agissements indépendantistes, furent pendus dans l'enceinte de la prison centrale de Nicosie¹⁰³.

Le gouvernement anglais présenta alors les trois axes de sa politique chypriote :

- Les intérêts politiques et stratégiques britanniques ;
- Le maintien de bonnes relations entre la Grande-Bretagne et la Turquie ;
- Les concessions aux aspirations des Chypriotes ;

¹⁰⁰Clement Dodd, op cit, p 22.

¹⁰¹Alain Blondy, op.cit, 115.

¹⁰²Alain Blondy, op.cit, p 113.

¹⁰³Alain Blondy, op.cit, p 114.

L'homme présenté pour rédiger la future constitution de l'île fut Lord Radcliffe. Face à l'absence de Makarios, seul représentant légitime et moral à leurs yeux, les Chypriotes grecs déclinèrent la négociation. Le Maréchal Harding refusa aussi de négocier avec Grivas et poursuivit les actions répressives contre les indépendantistes.

Le 7 mars 1956, Makarios, accusé d'être à l'origine du mouvement indépendantiste, est exilé aux Seychelles bien que les Etats-Unis d'Amérique soulignèrent qu'ils n'eurent aucune preuve de son implication dans les actes terroristes. Mars 1956 fut aussi l'année des premières émeutes intercommunautaires importantes.

Fin décembre 1956, le secrétaire d'État aux Colonies présenta un nouveau projet de constitution faite d'une diarchie (toujours sous souveraineté britannique, le reste des pouvoirs étant laissé à une Assemblée élue), spécifiant qu'en cas de rejet, il n'y aurait pas d'autres solutions¹⁰⁴. Les Chypriotes, les Grecs et les Turcs repoussèrent le projet et demandèrent le partage de l'île.

Londres tenait à garder Chypre. En effet, depuis l'échec¹⁰⁵ de l'opération franco-britannique à Suez en 1956, le Royaume-Uni décida de faire de Chypre sa base du Moyen Orient. L'île devint vitale pour les intérêts britanniques dans cette région névralgique : hydrocarbures, conflit israélo-palestinien, flanc sud de l'U.R.S.S. Les tensions ne firent que monter et pour la première fois le mot de partition fut évoqué par le représentant britannique. De son côté, toujours dans une stratégie de positionnement, le représentant de la Turquie à l'ONU, lors d'une conférence de presse en août 1956, répondit alors qu'on lui demandait ce que ferait la Turquie si le Royaume-Uni laissait l'île : « Est-ce que cela peut mener à la guerre ? Je voudrais répondre que non mais, comme vous savez, à travers l'histoire, de sujets moins importants ont été l'occasion de guerre ».

Dans l'île, alors que Makarios était en prison, l'EOKA continuait sa campagne de violence, et les Britanniques gagnaient du terrain. Le Président Eisenhower¹⁰⁶ fit alors pression sur le premier Ministre anglais Harold Macmillan pour réaliser l'Enosis qui lui semblait inévitable mesurant la nécessité d'une Grèce stable et non-communiste.

Face à la fermeté de la demande de libération de l'ethnarque, la diplomatie britannique décida de libérer Makarios (sur pression américaine) en mars 1957, avec les trois autres exilés. La condition était qu'ils ne devaient pas rentrer dans l'île... ils se rendirent donc à Athènes.

¹⁰⁴Alain Blondy, op.cit, p115 ;

¹⁰⁵Cet épisode marque le déclassement de deux puissances coloniales face à la prépondérance des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

¹⁰⁶Clement Dodd, op cit, p 30.

Mais désormais, les Turcs se mêlèrent de la politique intérieure chypriote, Menderes¹⁰⁷ qualifiant Makarios de « rien de moins qu'un terroriste avec un casier judiciaire, condamné pour toujours à être traité de la sorte ». Le gouvernement britannique a été fou de libérer ce prêtre ». Makarios ne répliqua que lorsque l'auto-détermination serait atteinte et que les Chypriotes turcs seraient considérés comme une minorité.

Le poids des mots devint donc de plus en plus fort et montra bien la montée nouvelle des tensions venant de Turquie, la prise de confiance de celle-ci depuis qu'elle était partie prenante depuis sa participation à la conférence Tripartite, était nette. En parallèle, la Grande Bretagne était plus affaiblie, ces initiatives devenant de moins en moins efficaces soumises à des pressions américaines régulières et à une contradiction : si l'on parle d'autodétermination, les Turcs sont contre et si l'on parle de partition les Grecs sont contre. Par conséquent, la diplomatie va chercher des modalités de « self government » (autonomie) avec des bases militaires britanniques.

Les débats vont se tenir de plus en plus à l'ONU ou sous son égide : à partir de février 1957 et grâce à la pression indienne, l'indépendance est désormais à l'ordre du jour à l'Assemblée des Nations Unies. La diplomatie turque¹⁰⁸ en profita pour insister en décembre 1957 que l'auto-détermination ne mènerait pas à l'*Enosis* sinon, elle demanderait la partition. De son côté, la Grèce obtint que la majorité en référendum soit de 1/2 et non pas de 2/3.

B) 1959 : l'indépendance en vue et l'implication américaine

Arrachée après d'âpres luttes militaires et diplomatiques, l'indépendance de l'île va lui permettre de se doter d'une constitution qu'on lui aura imposée et qui fera d'elle un Etat sous influence étrangère. Chypre ne pourra sortir de son imbroglio, fruit d'un jeu à plusieurs bandes.

a) Chypre, une pièce dans la guerre froide en Méditerranée orientale

Face à une telle impasse, les Etats-Unis prirent la situation en main, et en décembre 1958 impliquèrent la Grèce et la Turquie dans les négociations. Ce furent leurs premiers échanges diplomatiques sur la question chypriote.

¹⁰⁷Clement Dodd, op cit p 30.

¹⁰⁸Clement Dodd, op cit, p32.

Membres tous les deux de l'OTAN depuis 1952, ils garantissaient le flanc Sud-ouest face à l'Union Soviétique notamment en Mer Noire et en Méditerranée orientale. Leur entente a minima est essentielle, vitale depuis le développement du panarabisme socialisant dans le Proche Orient (Egypte, Syrie, etc.).

La Turquie se vit jouer un nouveau rôle : elle devint de plus en plus consciente de l'infiltration de l'URSS en Syrie. Elle a donc besoin du soutien américain. Mais Washington devait ménager aussi le lobby grec, puissant au Congrès. Menderes, vainqueur des élections législatives d'octobre 1957 agita le sentiment nationaliste via le *Taksim*¹⁰⁹.

b) Les acteurs de l'indépendance : où sont les Chypriotes ?

Alors, un plan dit « Mac Millan ¹¹⁰ » fut proposé qui prévoyant la division de l'île. Seule la Turquie le soutient, étant la seule bénéficiaire. Le statut de l'île ne serait fixé que 7 ans après.

Un nouveau refus évident intervint pour les représentants chypriotes et grecs que les derniers portent devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Les tensions entre les deux communautés reprirent contraignant l'armée britannique à mettre au point une ligne de démarcation entre les quartiers grecs et turcs de Nicosie¹¹¹.

En octobre 1957, Sir Hugh Foot, remplaça Harding ¹¹² et se montra plus conciliant et moins intransigeant. Il proposa de nouveau un plan de « self government » avec une nouveauté celui d'une base turque. Il n'obtint que le mécontentement des deux parties et des émeutes des Chypriotes turcs contre le gouvernement britannique dont le bilan fut tragique : 7 morts parmi les manifestants.

La situation resta très tendue pendant plusieurs mois et l'été 1958 des affrontements eurent encore lieu. Des Grecs furent assassinés au retour dans leurs villages, des maisons et des églises orthodoxes furent incendiées.

La ferveur pour la question chypriote continua à monter alors que Michael Foot, leader travailliste britannique rencontra Monseigneur Makarios en février 1958. *Hürriyet*¹¹³, journal

¹⁰⁹Taksim, partition en turc.

¹¹⁰Premier ministre britannique de 1957 à 1963.

¹¹¹ André-Louis Sanguin, op.cit, p 4.

¹¹²Alain Blondy, op.cit, p 116.

¹¹³Clement Dodd, op cit, p 33.

conservateur, recensa pas moins de 43 réunions, 790 interventions orales sur la place publique regroupant 2,5 millions de personnes entre le 8/06/1958 et le 13/07/1958 avec pour slogan « la partition ou la mort ! ».

Les conditions de dialogue furent clairement mises en place (indépendance de l'île sans rattachement à la Grèce ni partage entre les deux puissances locales) et la première rencontre officielle dans ce cadre eut lieu le 5 février 1959 à Zurich (Suisse) avec les deux premiers ministres suivis de leurs ministres des Affaires étrangères.

c) Les trois Traités de garantie

Le 11 février, ils présentèrent leurs accords basés sur¹¹⁴ :

- Un traité de garantie et un traité d'alliance entre Chypre, la Grèce et la Turquie ;
- La Grande Bretagne pourrait conserver des bases à Chypre ;
- La répartition des fonctions administratives et gouvernementales entre Grecs et Turcs ;

Forts de ces accords, ils allèrent à Londres pour les présenter. Le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ne put les rejeter, négociant des facilités de communications internes (intérieur de l'île, usage de l'aéroport de Nicosie et du port de Famagouste), en plus des bases militaires.

Ainsi, le 19 février 1959, les accords pour la naissance du nouvel Etat¹¹⁵ furent signés par le Royaume-Uni, la Grèce, la Turquie et les représentants de chaque communauté de l'île : Makarios pour les Grecs et Küçük pour les Turcs. Ces accords signés comprennent :

- Le document de base de la République de Chypre ;
- Un traité de garantie entre Chypre d'une part, la Grèce, le Royaume-Uni et la Turquie, d'autre part,
- Un traité d'alliance entre Chypre, la Grèce et la Turquie ;
- Une déclaration du gouvernement britannique, au sujet des bases militaires et la garantie de leur intégrité, par la Grèce, la Turquie et la République de Chypre ;

¹¹⁴Alain Blondy, op.cit, p 119.

¹¹⁵Les accords gréco-turcs de Zurich négociés et signés au 11 février 1959, furent suivis et confirmés par la conférence de Londres du 17 février 1959.

- La création des trois commissions chargées respectivement de préparer : la constitution de la République, les modalités de transfert de pouvoirs, le maintien de la souveraineté britannique sur les deux bases britanniques de Chypre (cf carte :les prérogatives militaires britanniques prévues par les accords de 1960, p 60)

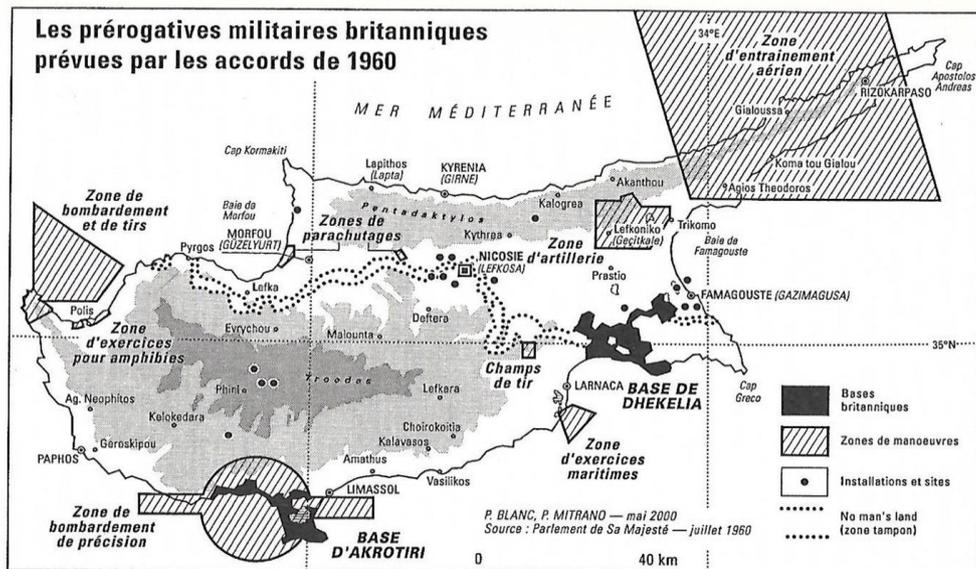
L'application de ces nouveaux pouvoirs devait intervenir au maximum douze mois après la signature. Bien entendu, l'accueil de cette nouvelle fut dithyrambique : 200 000 personnes, le 1^{er} mars 1959, se réunirent à Nicosie, pour acclamer l'ethnarque de retour sur l'île. En décembre 1959, Makarios fut élu président de la République avec 69 % des voix contre Cleridés, fort du soutien de l'AKAEI, alors que le Docteur Küçük fut élu vice-président, mais la République ne fut proclamée que le 16 Août 1960.

En effet, les négociations concernant la superficie des bases britanniques et la constitution ne progressèrent pas. Le 19 février 1960, à la date butoir ces éléments de l'accord n'étaient toujours pas réglés. Il fallut quelques mois pour que la constitution soit mise au point et en juillet pour que les députés soient élus.

Un peu plus tard, Chypre fut admise dans les institutions internationales : ONU en septembre 1960, Commonwealth en mars 1961, Conseil de l'Europe le 24 mai 1961 mais fut refusée à la C.E.E.

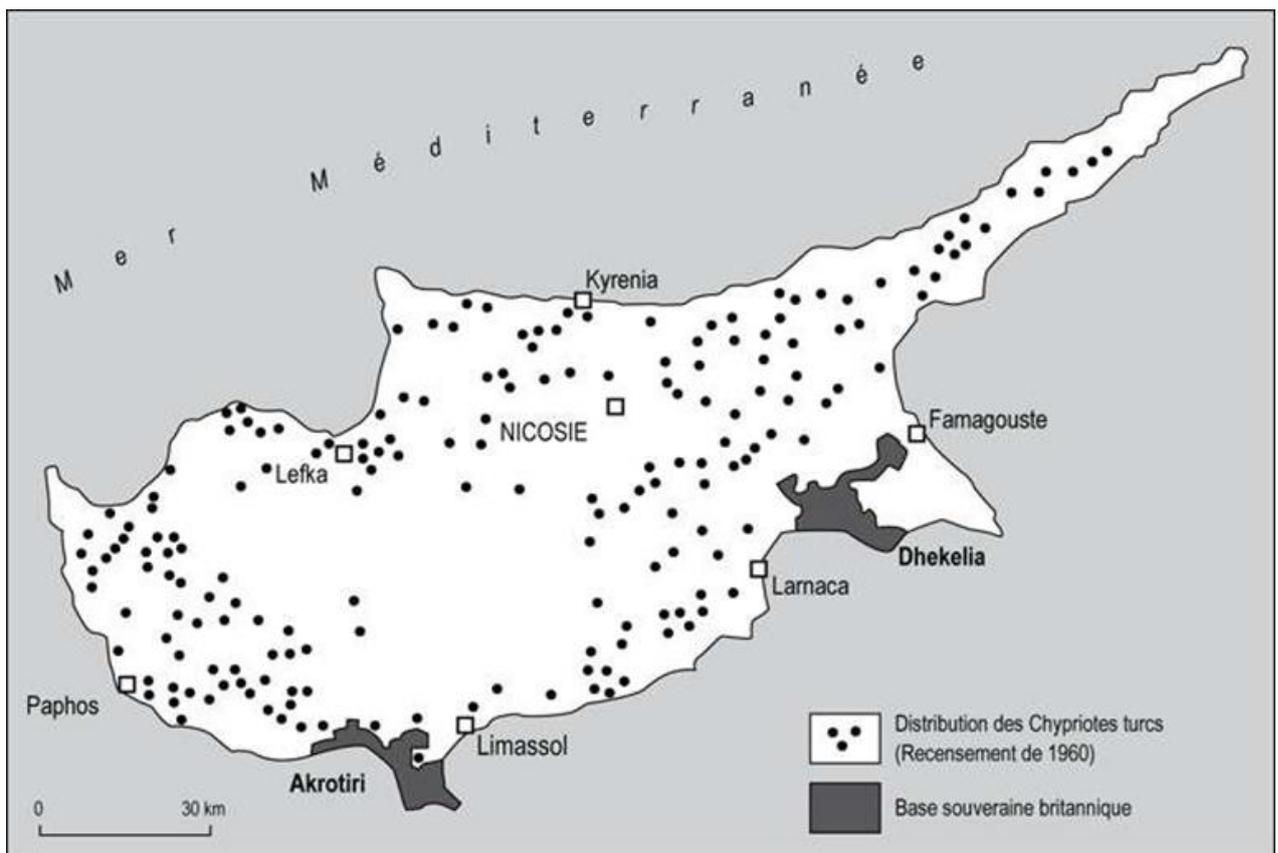
La traduction des accords en termes militaires est la suivante : la Grèce dispose d'un contingent de 950 hommes, la Turquie de 650 hommes et les Britanniques des deux bases souveraines où stationnent près 6 369 soldats¹¹⁶. Les forces de l'UNFICYP furent maintenues car les tensions étaient encore persistantes.

¹¹⁶Philippe Achiléas, op.cit, p 245



Pierre Blanc, *La déchirure chypriote, Géopolitique d'une île divisée*, L'Harmattan, Paris, 2000, p 204.

Au moment de l'indépendance, les deux populations étaient restées relativement proches comme en témoigne la carte suivante¹¹⁷ :



La coexistence pacifique : la dispersion des villages turcs à Chypre au moment de l'indépendance en 1960.

¹¹⁷André -Louis Sanguin, op.cit, p 4.

Suite au recensement effectué après l'indépendance en 1960 par le Département de Statistiques et de Recherche, la population de l'île était de 573 566 personnes dont 442 138 (77.1%) de Chypriotes Grecs et 104 350 (18.1%) de Chypriotes Turcs. Les personnes restantes étant des Latins, Arméniens et Maronites. Ce même recensement établit la répartition ethnico-linguistique suivante : sur 619 villages, 393 étaient grecs, 106 turcs et 120 mixtes¹¹⁸.

III/ Chypre indépendante (1960-1974)

Arrachée après d'âpres luttes militaires et diplomatiques, l'indépendance de l'île va lui donner une constitution qu'on lui aura imposée et un Etat sous influence étrangère. Il ne fallut pas plus de trois ans pour que le système politique montre son inertie et que les violences reviennent.

A/ Une constitution inefficace

Imposée par des puissances étrangères, la Constitution va s'avérer impraticable. Dans un conflit communautarisé, on place des règles du jeu communautarisé alors que des armées étrangères sont incluses dans un territoire étranger. Makarios se retrouve à gouverner avec une constitution qu'il ne voulut pas.

a) L'impossible mise en pratique

La constitution de la République de Chypre met en place un système institutionnel où les postes sont répartis selon l'appartenance communautaire : les Chypriotes grecs (82 % de la population) ont droit à la Présidence, 7 ministres sur 10, 35 parlementaires sur 50. Les Chypriotes turcs : la Vice-Présidence, 3 ministres sur 10, 15 parlementaires sur 50. Un droit de veto est donné aux dirigeants chypriotes turcs. Plus précisément dans l'administration, la minorité turque bénéficiait de 40 % des postes dans l'armée et de 30 % dans l'administration.

¹¹⁸Document S/ 6253, Rapport du Médiateur des Nations Unies pour Chypre au Secrétaire Général, 26 mars 1965, §18.

Plus techniquement, les nominations des ministres et des hauts fonctionnaires, la promulgation des lois ne pouvaient se faire que par accord conjoint.

Ainsi l'État chypriote devint bicommunautaire. Le problème laissé par cette constitution va être le blocage pouvant être exercé par les représentant chypriotes turcs. JP Devret affirme que par ce système¹¹⁹ : « huit députés turcs peuvent donc bloquer indéfiniment toutes les mesures importantes, en d'autres termes, les représentants de 10 % de la population peuvent imposer leurs vues aux autres ».

A l'échelle plus locale, l'article 173 de la Constitution prévoyait la création dans les cinq plus grandes villes, de municipalités séparées, déjà existantes de facto créées par l'action des milices chypriotes turques en 1958. Des limites des zones furent tracées, renforçant l'entre soi et constituant un chemin vers la partition. Mais finalement, Makarios et Kuçuk laissèrent les limites de ces zones relativement floues.

Deux bases souveraines aériennes sont laissées à l'ancienne puissance coloniale à Dekeleia et à Akrotiti-Episkopi, au Sud de l'État nouvellement indépendant. Certainement, la crise de Suez a joué en faveur d'un point d'appui au Proche Orient, Chypre rentrant dans le rôle de porte avion pour cette zone sensible géopolitiquement.

En 1963, le Président Makarios III proposa un amendement à la Constitution devant les blocages : il essuya un refus de la partie turque. Les ministres et les fonctionnaires chypriotes turcs démissionnèrent. Le pays connaît des tensions, des heurts entre communautés qui démontrent une incapacité de l'État à faire vivre des groupes différents ensemble, de pouvoir donner une unité au peuple chypriote.

Sur le plan des représentations nationales, une véritable concurrence mémorielle se développa faisant le jeu des nationalistes des deux bords. A partir de janvier 1961, Makarios commença l'inauguration de monuments en l'honneur des activistes de l'EOKA. En guise de revanche, les Turcs firent exploser la statue de Markos Dragos (enseignant, homme politique et combattant de l'indépendance grecque) en décembre 1963¹²⁰ et firent installer des bustes d'Atatürk.

Sur l'atmosphère dans l'île postindépendance, Etienne Copeaux cite les « Rapports de village » de Kutlu Adali (1935-1996)¹²¹ : « partiellement publiés sous le titre *La Besace* en 1936. L'auteur, alors un militant nationaliste, a activement participé à la renaissance d'une

¹¹⁹Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 2000, p 111.

¹²⁰Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 39 ;

¹²¹ Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 39-40 dans Kutlu Adali, Dagarcik [La Besace] Nicosie, Isik Kitabevi Yayinlari, 2 vol 1997-2000, 168-202 [première édition 1963, Nicosie, Besparmak Yayinlari]

conscience turque chez les Musulmans de Chypre. Devenu en 1959 rédacteur en chef de *Nacak*, organe de la *Federayson*, il a parcouru les villages musulmans de l'île de 1961 à 1963 avec un groupe de jeunes « idéalistes ». [...] *Denktash* prononce un discours sur les dangereux desseins des communistes et enflamme ses auditeurs : « A bas les communistes !, crient-ils, ils sont tous partis se planquer, ils ont laissé tomber ! Le village s'est réveillé ! ». Un mois plus tard *Fazil Küçük* lui-même vient constater le résultat des efforts du nouvel instituteur « idéaliste » dans un lieu désormais couvert de drapeaux au croissant et à l'étoile. Ainsi le nationalisme turc s'est-il peu à peu diffusé dans le village.

En cette même année 1963, le 28 janvier une stèle monumentale dédiée aux « 80 000 morts martyrs turcs tombés de 1570 à 1958 » fut inaugurée à Nicosie¹²². Quelques mois plus tard le 29 octobre 1963, jour de la fête nationale de la République de Turquie, une statue d'Atatürk fut inaugurée porte de Kyrenia à Nicosie¹²³. Le journal *Türk Kültürü* fit un commentaire dithyrambique de la cérémonie, un vrai motif de fierté et surtout de rattachement des Chypriotes turcs à la mère patrie continentale.

A ce climat exacerbé, s'ajoutent des blocages politiques. La minorité turque utilise le veto régulièrement, et de facto l'impôt sur le revenu n'est plus prélevé à partir de 1961. Le Président *Makarios*, le 30 novembre 1963 proposa 13 amendements de la constitution la faisant sortir de la communautarisation (vote par une majorité unique, abolition du droit de veto, fin des municipalités séparées). Signe de l'emprise turque sur le groupe de même nom dans l'île, ce ne fut pas son représentant qui répondit le 16 décembre mais l'ambassadeur turc. Les députés chypriotes turcs démissionnèrent en bloc du Parlement. Chaque communauté avait alors reconstitué ses milices.

Comme le résumera *Maurice Flory*¹²⁴ : « Dès l'instant où intervient la Turquie, les Chypriotes Turcs modifient fondamentalement leur comportement. Au lieu d'accepter leur situation de population minoritaire au sein d'une Communauté nationale grecque dont ils suivent le destin, ils refusent la loi du nombre, s'érigent en nation distincte et réclament la partition. Un problème de minorité classique se trouve ainsi transformé en conflit international ». S'ensuit un discours de plus en plus pro turc au sein des médias chypriotes turcs. Le journal *Halkin Sesi*, le 29 janvier 1963 déclara, dans un éditorial : « Chypre ne peut pas être

¹²²Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 40.

¹²³Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-copeaux, op.cit p 40.

¹²⁴M.Flory, *Force internationale des Nations Unies et pacification intérieure de Chypre*, Annuaire français de droit international, vol 10, 1964, pp 458-478, p 460.

très différente de Mersin, Alexandrette ou Adan. Ceux qui veulent vous créer un problème ne vont pas réussir... Soyez sûrs, si le besoin est, que l'armée turque et la jeunesse turque déjoueront leurs tentatives et leur infligeront un camouflet.¹²⁵ » Rauf Denktash plus tard dans l'année affirma à un groupe de scouts : « Notre drapeau doit ses couleurs au sang de 80 000 martyrs. Je fais le serment devant celui-ci que ni la communauté turque ne deviendra pas une minorité, ni l'île ne deviendra grecque ¹²⁶».

L'Angleterre arrivait donc à garder un pied dans le jeu chypriote en y introduisant une Turquie qui n'y avait auparavant plus aucune influence et n'en demandait pas. Les antécédents historiques s'y rajoutant (le drame crétois) tous les actes terroristes, de guérilla n'ont fait que faire basculer cette minorité chypriote turque sous la protection du « Grand Frère turc ». Les futures enclaves ne feront que rajouter un climat de peur où se conjuguent peur des Grecs, dépendance à Ankara et volonté de réaliser le *Taksim*.

Deux mois avant le tournant du Noël sanglant de décembre 1963, l'éditeur de *Halkin Sesi* écrit : « Que les Grecs le veuillent ou non, Chypre sera, un jour, divisée... et alors ils réaliseront qui rêve vraiment. »¹²⁷. Les éditoriaux chypriotes grecs étaient à cette période de la même veine et ne faisaient qu'instiller et alimenter un climat de haine et de ressentiment. Les militants extrémistes, notamment ceux de l'EOKA, pouvaient donc se considérer légitimement comme des sauveurs.

b/ L'affaire du Noël sanglant : le début de la mission de l'ONU

Le mois de décembre 1963 allait se révéler décisif dans ce climat des plus tendus où les deux groupes nationalistes prirent l'ascendant sur les thèmes de la mémoire appartenant à chacune leurs communautés. Différentes interprétations s'opposent clairement sur les responsabilités (qui a commencé le premier ?) des événements qui vont suivre. Les actions sanglantes n'ont pu avoir lieu que grâce à des armes gardées après le combat anti-colonial. Plusieurs milices grecques avaient été constituées : à droite, autour du ministre de l'intérieur, Polycarpus Geordhadjise ainsi que Nicos Sampson ; à gauche, autour du docteur Vassos

¹²⁵Kyriacos C. Markides, *The Rise and Fall of the Cyprus Republic*, New haven and London, Yale University Press, 1977, p 27.

¹²⁶Idem.

¹²⁷Idem.

Lyssarides, médecin et ami de Makarios. Les Chypriotes turcs gardant une seule structure paramilitaire, le TMT¹²⁸.

Tout partit d'un contrôle routier effectué par des policiers grecs qui finit par des coups de feu mortels et des agressions dans le quartier turc de Nicosie, le 21 décembre 1963. A partir de là, des attaques contre chacune des deux communautés, éclatèrent dans toute l'île : le 23 décembre une attaque grecque contre le faubourg de Kaymakli qui précéda un assaut général, le 24. Le 26, 9 civils turcs furent tués. La première conséquence : le départ des chypriotes turcs de petits quartiers ou petites villes pour des enclaves plus grandes. Tout cela visiblement devant la passivité de la police dont le ministre, Polycarpos Georgadjis, était un activiste de l'EOKA. Pour les deux groupes nationalistes, les objectifs sont clairs : partition pour la TMT et expulsion des Turcs pour l'EOKA.

Le bilan de cette semaine nommée « Kanli Noel » (Noël sanglante) par les Turcs fut de 334 morts¹²⁹ et de 200 pour les autorités Chypriotes grecs¹³⁰. Un cessez le feu fut mis en place le 30 décembre et les soldats britanniques devinrent des forces d'interposition dans les villes principales. Ce même jour, un accord est conclu à Nicosie comme le précise Emel Akçali¹³¹ : « sur le tracé d'une ligne de démarcation, séparant les groupes armés belligérants. Cette ligne ou Buffer Zone ou Ligne Verte entourant les enclaves chypriotes turques, marque l'amorce de facto de deux administrations politiques sur l'île. Cette ligne a disparu au cours des années 1960. Mais celle de Nicosie a survécu jusqu'à 1974, entourant les parties Nord et Nord-Ouest de la vieille ville ». Ainsi, les Turcs disposaient d'une enclave de taille importante dont la liaison avec la côte constituait un élément clé de son homogénéité géographique. Car la difficulté des dirigeants turcs et de ceux de l'ATMC était d'avoir des enclaves entourées de Chypriotes grecs mobiles qui ne sont freinés que par l'UNFICYP. Il leur fallut donc arriver à créer au moins un bloc assez consistant, la seconde étape étant de le lier à la côte. Le *Taksim*, tant désiré, se fit donc par étapes.

Les conséquences politiques furent dramatiques¹³² : le gouvernement à majorité grecque expulsa tous les fonctionnaires turcs tandis que les représentants turcs quittèrent tous leurs

¹²⁸Emel Akçali, *Chypre : un enjeu géopolitique actuel*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, 2009, Paris, p 69.

¹²⁹André-Louis Sanguin, op.cit p 6.

¹³⁰Emel Akçali, op.cit p 69.

¹³¹Idem.

¹³²Sans compter des groupes de Chypriotes turques au bord de la famine (Oberling, 1982, p 127 dans Emel Akçali, op.cit p 75).

postes (notamment la vice-présidence et les ministères) tout en proclamant un gouvernement séparé dans la logique du *Taksim*.

On notera un cas très singulier, celui de Kokkina (Erenkoy en turec), une esclave turque à l'Ouest de l'île. La zone ne pouvant abriter que 300 personnes en temps normal, près de 1 200 réfugiés s'y entassèrent. Espace infertile et accidenté, il ne représentait comme avantage que d'être une plage de débarquement pour l'armée turque. Les réfugiés chypriotes turques prirent place dans des maisons, des écoles et mêmes des grottes¹³³. Kokkina étant considérée comme un repaire de terroristes à la solde d'Ankara, le gouvernement de Nicosie commença par confisquer les colis pour les examiner. Les autorités gouvernementales et chypriotes turques ne purent se mettre d'accord sur le nombre de personnes et donc de vivres à fournir. Finalement, l'UNIFICYP réussit à convaincre Mgr Makarios, le 10 juin 1965 de lever « toutes les restrictions relatives à l'acheminement des approvisionnements autres que ceux de nature militaire ¹³⁴».

B) L'impossible résolution interne

Face au regain de tensions, l'une des puissances garantes, la Grande-Bretagne dut mettre en place de nouveaux plans de constitution, des sessions de négociations. Rapidement dépassée par les événements et lasse de cet imbroglio, elle laisse la place aux Etats-Unis comme meneur des initiatives diplomatiques. Ces négociations dureront jusqu'au début du conflit.

a) Le compromis de Londres (janvier 1964) :

Les Britanniques lancent, en janvier 1964 l'idée d'une conférence sous la présidence du Secrétaire d'État au Commonwealth, Duncan Sandys¹³⁵, une des idées étant de confier les missions d'interposition à une force internationale, Londres n'ayant que 2 500 hommes. L'autre point important est que Chypre soit de facto ou de jure dans l'Otan, tel que le veut expressément Washington. Comme la Grèce et la Turquie veulent des réformes constitutionnelles différentes

¹³³Philippe Achiléas, op.cit, p 346.

¹³⁴S/6426 (10 juin 1965), § 144-151 in Philippe Achiléas, op.cit, p 348.

¹³⁵Philippe Achiléas, op.cit, p 578.

(principe majoritaire pour les premiers, Etat fédéral pour les seconds soutenus par les Britanniques), les Chypriotes grecs rejettent le projet malgré des pressions anglo-américaines et surtout grecques. Le rejet de cette proposition va permettre l'entrée en jeu de l'ONU.

b) Une première partition ?

L'année 1964 continua avec son cortège d'exactions et surtout de départs vers des localités mono-communautaires pour les Turcs en très grande majorité : 24 localités furent vidées de leurs populations¹³⁶ qui se rendirent dans des zones clairement définies, tenues et protégées par des *mīcahit*. Le TMT a parcouru les villages où vivaient les Chypriotes turcs, dans les premières semaines de 1964, en les poussant au regroupement en arguant que les Chypriotes grecs s'apprêtaient à les exterminer¹³⁷. La minorité turque se regroupa dans 45 enclaves, contrôlées par le TMT qui organisa le transfert des populations. Cette politique est nommée « self isolation ». La sortie des enclaves se faisait sous le contrôle discriminatoire de policiers grecs. Richard A Patrick l'attribue aussi à la TMT : « Il est bien connu qu'à la fin de l'année 1964, les Fighter Commanders recouraient aux menaces armées ainsi qu'aux meurtres pour empêcher des réfugiés de revenir dans la zone contrôlée par le gouvernement¹³⁸ ». De même, les autorités turques interdisaient l'entrée aux Grecs qui refusaient de signer la reconnaissance de l'Administration provisoire chypriote turque et leurs intimaient de respecter les lois internes à celle-ci.¹³⁹ A partir de 1971, grâce à l'assouplissement de l'embargo et à l'intransigeance des autorités des Chypriotes turcs, les conditions de vie se sont améliorées sans toutefois revenir à la situation initiale.

Malgré la prospérité de l'île (exportations de biens tels les agrumes, l'olive, etc...) due amplement au dynamisme de la bourgeoisie grecque, l'administration turque maintint son contrôle sur ses enclaves ne cherchant aucun compromis avec le gouvernement légitime. Certains chypriotes turcs continuèrent de travailler en zone gouvernementale. Les deux communautés étant de facto séparées, leurs liens se distendirent nettement. Les Grecs furent bien plus riches que les Turcs, profitant de fait d'une plus grande liberté de circulation et de l'accès au marché extérieur. En outre, politiquement, la pression de l'EOKA, du gouvernement

¹³⁶Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 43.

¹³⁷Michael Attalides, *Cyprus, Nationalism and international politics*, Press Edinburgh, 1976, p 80-103.

¹³⁸Patrick Richard, ibidem p 74.

¹³⁹ Kyriacos C. Markides, op.cit, p 30.

grec, des autorités turques laissèrent aux Chypriotes Turcs peu d'espace pour agir et ne serait-ce que pour exister¹⁴⁰ et jouer un rôle conciliateur. Par exemple, l'homme politique et physicien Ihsan Ali qui critiqua la direction chypriote turque pour ces politiques séparatistes, fut dénoncé comme traître et trouva refuge dans la communauté grecque. De même, Ayhan Hikmet et Muzaffer Gürkan, des journalistes de gauche, furent dénoncés par Rauf Denktash¹⁴¹, les accusant de ne pas soutenir sa politique « de Turc à Turc », visant à couper tous les liens entre Grecs et Turcs et promouvant la partition de l'île. Ces deux journalistes furent trouvés assassinés plus tard¹⁴².

Dans le même état d'esprit, alors que l'APCT organisa ses propres élections présidentielles, en 1972, l'opposant à Rauf Denktash, Ahmet Berberoglou, candidat socialiste promouvant plus de coopération avec les Grecs fut mis en liberté surveillée et fut interdit de se présenter aux élections.

c) L'UNFICYP : une nouvelle « force » en présence

Face à une quasi guerre civile, l'ONU réagit. Le 27 décembre 1963, le Conseil de Sécurité est saisi par le Représentant de Chypre qui manifeste ses craintes d'une intervention turque et le 17 février 1964 s'ouvre une longue série de débats¹⁴³. Dès le 17 Janvier, l'ONU est présente à Chypre par le biais du Secrétaire Général qui envoie un représentant personnel « chargé de suivre le progrès des opérations de maintien de la paix et d'en rendre compte ». Le général indien Gyani est nommé avec l'assentiment des trois forces déjà présentes : grecque, turque et britannique¹⁴⁴. Voici son mandat :

« 1.- Il observerait les opérations de maintien de la paix et rendrait compte au Secrétaire Général

2.- A cette fin, il aurait accès au gouvernement chypriote par l'intermédiaire du ministre des Affaires Etrangères de la République, au Président et au Vice-Président de la République ou à leurs représentants, au Haut-Commissaire du Royaume Uni ainsi qu'aux Ambassadeurs de

¹⁴⁰Kyriacos C. Markides, op.cit, p 32.

¹⁴¹Kyriacos C. Markides, op.cit, p 33.

¹⁴²Date non précisée.

¹⁴³Maurice Flory, op.cit, p 462.

¹⁴⁴Rapport du Secrétaire général du 13 janvier 1964, S/5514.

Grèce et de Turquie accrédités auprès du gouvernement de la République et au Commandant de la force de maintien de la paix.

3.-Le représentant spécial jouirait de la liberté de déplacement et de communication.

4.-Sa sécurité personnelle et celle de ses collaborateurs seraient assurées.

5.-Il n'accepterait aucune plainte individuelle pour violation de l'accord de cessez-le-feu. »

Par cette désignation, le Secrétaire Général montre qu'il veut être informé de l'évolution de la situation. Cinq Etats vont déposer un projet de résolution prévoyant l'envoi à Chypre d'une force internationale et la désignation d'un médiateur. Ce sont le Brésil, la Bolivie, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Norvège. Trois pays vont cependant montrer leur réticence : l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie et la France soucieuse du principe même de l'intervention d'une force internationale et de l'affaiblissement du rôle du Conseil de Sécurité au profit du Secrétaire Général¹⁴⁵. Fort d'un vote à l'unanimité (les trois derniers Etats cités s'abstenant lors du paragraphe 4 S/5575), le projet est approuvé le 4 mars 1964.

Par sa résolution 186 (4 mars 1964), le Conseil de Sécurité des Nations Unies entend « prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale. » Ainsi est née l'UNFICYP (United Nations Peacekeeping Force in Cyprus demandée par le Conseil de Sécurité le 4 mars 1964)¹⁴⁶, 6 000 Casques bleus des Nations Unies prennent place à Chypre, contrôlent la *Green Line* à Nicosie, séparant les deux communautés dans la capitale et entourant les enclaves turques afin de les protéger. Au regard de la taille de l'île, c'est l'une des plus importantes déployées¹⁴⁷, les autres pays où les casques bleus sont envoyés ayant un peu plus de soldats (environ 7 000) mais étant plus grands (Liban, Haiti mission MINUSTAH). Toutefois, une fois une certaine accalmie survenue, le contingent de l'ONU¹⁴⁸ sera réduit à 2000 hommes . Il est composé de soldats venus d'Autriche, du Canada, de la Finlande, d'Irlande, du Royaume-Uni, de Suède. Il faut y ajouter des éléments de la police civile (173 membres au 8

¹⁴⁵Maurice Flory, op.cit, p 463.

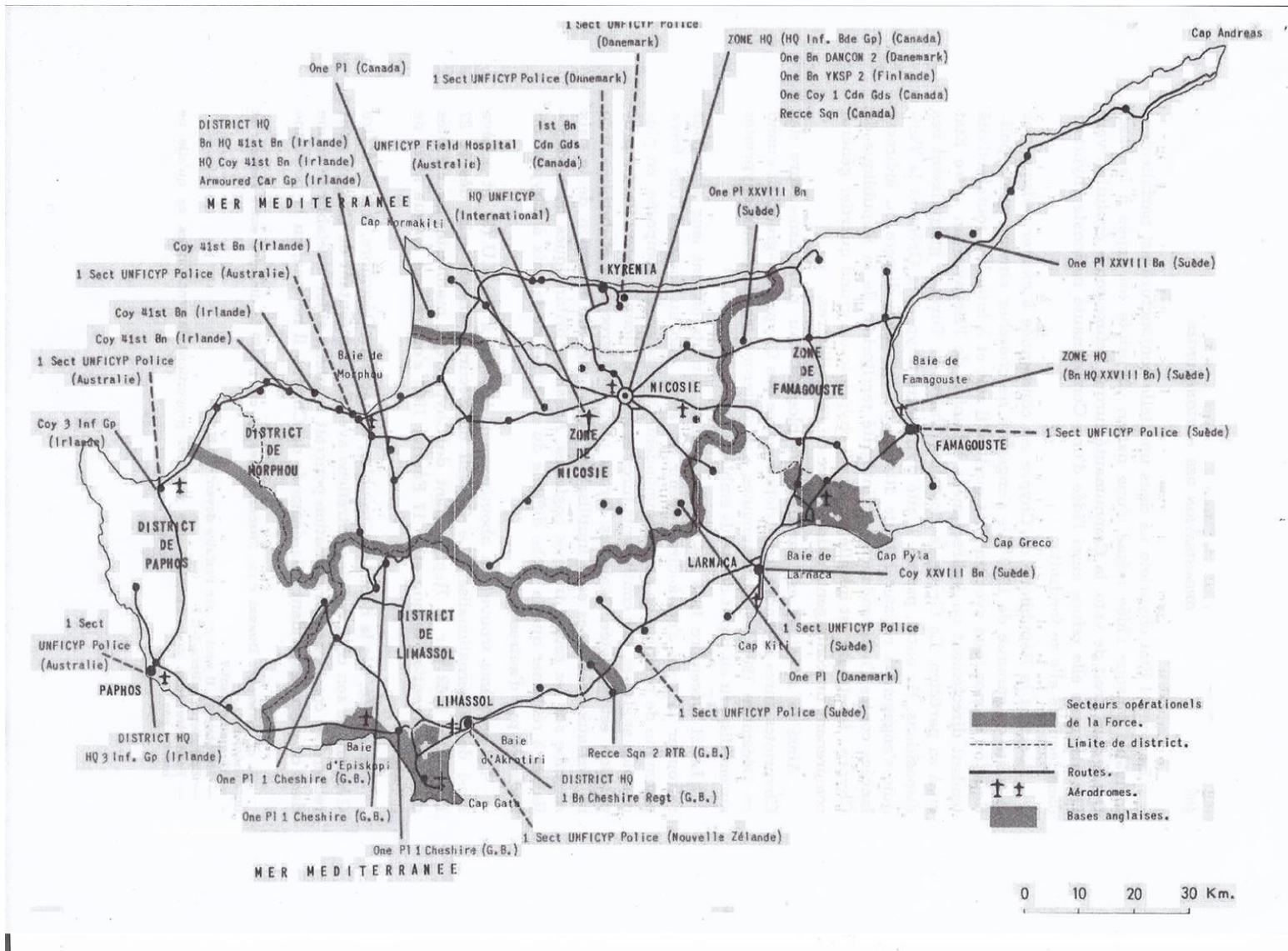
¹⁴⁶Maurice Flory, op.cit, p 459.

¹⁴⁷Gilles Bertrand, *Le rôle de l'ONU dans la médiation des conflits*, Hal Archives ouvertes, 26/08/2010, p 5 .

¹⁴⁸A ce jour, l'UNFICYP est la plus vieille opération de maintien de la paix mise en place par l'ONU.

juin 1964) originaires d'Australie, Autriche, Danemark, Nouvelle-Zélande et Suède. 10 Etats participent donc à la Force des Nations Unies.

D'abord prévue pour 3 mois, elle est prolongée 3 fois de suite pour devenir ensuite pérenne. Par la suite, des combats reprennent notamment à Ktimo Paphos en mars 1964.



Maurice Flory, Op.Cit, p 461.

Le Conseil de Sécurité,

Notant que la situation actuelle concernant Chypre est de nature à menacer la paix et la sécurité internationales et peut encore empirer à moins que de nouvelles mesures ne soient prises rapidement pour maintenir la paix et pour rechercher une solution durable,

Considérant les positions prises par les parties au sujet des traités signés à Nicosie le 16 Août 1960,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et celles du paragraphe 4 de l'article 2, qui est ainsi conçu : « Les membres de l'organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies »,

1. — Invite tous les Etats-Membres, conformément à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies, à s'abstenir de toute action ou de toute menace d'action qui risquerait d'aggraver la situation dans la République de Chypre ou de mettre en danger la paix internationale;
2. — Demande au Gouvernement chypriote, qui est responsable du maintien et du rétablissement de l'ordre public, de prendre toutes les nouvelles mesures nécessaires pour arrêter les actes de violence et les effusions de sang à Chypre;

(6) Conseil de Sécurité, 4 Mars 1964, S/PV 1102, p. 3/5.

La position de principe de l'U.R.S.S. sur les opérations de maintien de la paix de l'O.N.U. a été exprimée dans un *Mémoire du gouvernement de l'U.R.S.S. concernant certaines mesures de nature à renforcer l'efficacité de l'O.N.U. dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales*. 10 juillet 1964, S/5811.

(7) M. Seydoux, 4 mars 1964, S/PV 1102, p. 21.

3. — Invite les communautés de Chypre et leurs dirigeants à faire preuve de la plus grande modération;
4. — Recommande la création, avec le consentement du Gouvernement chypriote d'une force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. La composition et l'effectif de cette force seront fixés par le Secrétaire Général en consultation avec les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie. Le Commandant de la force sera nommé par le Secrétaire Général auquel il rendra compte. Le Secrétaire Général, qui tiendra pleinement informés les gouvernements qui auront constitué la force, rendra compte périodiquement au Conseil de Sécurité du fonctionnement de celle-ci.
5. — Recommande que la force ait pour fonction, dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale;
6. — Recommande que la force soit stationnée pour trois mois, toutes les dépenses y relatives étant à la charge selon les modalités dont ils conviendront, des gouvernements qui auront fourni les contingents et du gouvernement chypriote. Le Secrétaire Général pourra aussi accepter des contributions volontaires à cette fin;
7. — Recommande en outre que le Secrétaire Général désigne, en accord avec le gouvernement de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, un médiateur qui s'emploiera, conjointement avec les représentants des communautés ainsi qu'avec les quatre gouvernements susmentionnés, à favoriser une solution pacifique et un règlement concerté du problème qui se pose à Chypre, conformément à la Charte des Nations Unies et eu égard au bien-être du peuple de Chypre tout entier et à la préservation de la paix et de de la sécurité internationales. Le médiateur rendra compte périodiquement au Secrétaire Général de ses efforts;
8. — Prie le Secrétaire Général de pourvoir, sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies, selon qu'il conviendra, à la rémunération et aux dépenses du médiateur et de son personnel.

Conseil de Sécurité de l'ONU, *Mission de l'UNFICYP*, 4 mars 1964.

Sa mission est définie comme suit : l'UNFICYP est une force pacifique de police, mais elle n'a pas un rôle de police internationale, ni une mission d'observation (Liban en 1958, Yemen en 1963) ou celle mise en place en Egypte pour vérifier le retrait des troupes en 1956 mais bien celui d'une opération de police intérieure. C'est la première fois qu'une force des

nations Unies se voit ainsi confier clairement une mission d'apaisement dans une guerre civile¹⁴⁹.

Si la mission de l'ONU reste générale (« assurer la paix »), quelques précisions ont été apportées. Ainsi le 29 avril 1969, le Secrétaire Général met en place un programme d'action « destiné à permettre à la Force de s'acquitter de son mandat »¹⁵⁰ :

- a) Assurer la liberté de la circulation sur toutes les routes de Chypre y compris la route de Kyrenia ;
- b) Assurer à toutes les communautés, dans la ville de Nicosie tout entière et dans les autres villes, la liberté de se déplacer en sécurité ;
- c) Assurer l'évacuation et l'élimination progressives de toutes les positions fortifiées tenues par les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs en donnant la priorité à Nicosie ;
- d) Examiner le problème créé par la scission de la police chypriote en éléments chypriotes turcs et chypriotes grecs, et négocier les mesures à prendre pour réunifier progressivement la police ;
- e) Veiller à ce que tous les civils ne faisant pas partie de la police régulière, de la gendarmerie ou de l'armée chypriote soient progressivement désarmés par le gouvernement chypriote et la communauté turque. La Force, sur demande, aiderait à faciliter et à vérifier le désarmement et la mise en lieu sûr des armes ;
- f) Reprendre en main les extrémistes de l'un et l'autre camp ;
- g) Enoncer les arrangements voulus en vue d'une amnistie générale ;
- h) Mettre au point les mesures de sécurité et autres conditions nécessaires pour faciliter le retour à une situation normale et notamment le rétablissement de l'activité économique ;
- i) Faciliter le retour à leur poste des Chypriotes turcs qui sont fonctionnaires ou font partie du gouvernement, notamment pour ce qui est des services publics (postes, télécommunications, travaux publics, etc...) ;
- j) Veiller à ce que les tribunaux fonctionnent normalement ».

(9) Rapport du S.G., 13 Janvier 1964, S/5514, § 2.

(10) Rapport du S.G., 29 Avril 1964, S/5671, Annexe 1.

Conseil de Sécurité, *Programme d'action de l'UNFICYP*, 29 avril 1969.

La question de la capacité de l'UNFICYP à réaliser sa mission est en même temps fondamentale et révélatrice de la division et de l'état des forces paramilitaires dans l'île. La présence de ces dernières montre à quel point les autorités locales ont perdu le contrôle des événements, la faiblesse de leur autorité et donc la vacuité de la Constitution de 1960. 1964 marque donc une séparation de facto des communautés.

En outre, une ambiguïté dans la mission de l'UNFICYP apparaît : elle demeure une force pacifique mais doit réaliser des missions de désarmement face à des groupes n'ayant pas négocié avec l'ONU, ce qui suppose un certain usage de la force. Le Secrétaire Général apporte les commentaires suivants :¹⁵¹

¹⁴⁹M.Flory, Op.Cit, p 466.

¹⁵⁰M.Flory, Op. Citp 468. Rapport du SG, 29 avril 1964, S/5671, Annexe 1.

¹⁵¹M.Flory, op.cit, p 468.

« a) En créant la Force et en définissant son importante mission le Conseil de Sécurité s'est rendu compte que la Force ne pouvait pas s'acquitter de cette mission si elle ne disposait pas d'une complète liberté de mouvement à Chypre, c'est-à-dire, évidemment, de l'entière liberté de mouvement que le Commandant de la Force pourra juger essentielle pour l'exécution des tâches confiées à la Force ;

b) Pour empêcher la reprise des combats, comme le prescrit son mandat, la Force est habilitée à démanteler les positions et les installations fortifiées qui présentent une menace pour la paix et à prendre toutes les mesures défensives nécessaires si elle est attaquée pendant l'accomplissement de cette tâche.

c) Pour empêcher la reprise des combats, le Commandant de la Force pourra exiger que les forces armées se replient sur des positions situées à une distance raisonnable l'une de l'autre, afin de créer des zones neutres où la présence de forces armées serait interdite ».

Nous voyons dans les trois points ci-dessus que la Force a un objectif qui est sans rapport avec ses moyens. Ce n'est pas la force de police civile¹⁵² qui fait partie intégrante de l'UNFICYP qui pourra réaliser ces actions. En effet, elle a pour principale fonction de maintenir la liaison avec la police chypriote chargée de la surveillance routière, d'enquêter sur les incidents et notamment sur les disparitions des personnes. En vue de ramener une certaine paix civile, la réintégration des Chypriotes turcs au sein de l'administration est prévue par le Secrétaire Général (paragraphe 106 du rapport du 10 septembre 1964, S/ 5950) à savoir : réintégration des fonctionnaires chypriotes turcs, paiement d'arriérés de traitements et de salaires aux Chypriotes turcs, versement des prestations des assurances sociales, remise en fonctionnement, des tribunaux et de l'administration judiciaire, rétablissement des services postaux, etc...¹⁵³

Le point le plus important en terme de droit international a été la reconnaissance unique du gouvernement de la République de Chypre, désormais uniquement constitué de ministres chypriotes grecs¹⁵⁴. Elle est désormais la seule autorité légale de l'île. Mais les deux parties de l'île mettent en portent à faux la mission: chaque partie peut lui reprocher de faire le jeu de l'autre, et revendiquer la protection de sa propre population. La situation semble inextricable comme le montre M.Eralp¹⁵⁵ :

« La Force des Nations Unies ne peut s'acquitter de ce mandat avec la justice et l'impartialité que les Nations Unies exigent et que le Secrétaire Général est déterminé à observer s'il est reconnu à l'une des deux parties le droit d'exercer sans entraves les prérogatives d'un gouvernement souverain aux dépens de l'autre...Il serait illogique que la force des Nations Unies donne son appui à l'extension de l'autorité chypriote grecque sur les Turcs

¹⁵²M.Flory, op.cit, p 469.

¹⁵³M.Flory, op.cit, p 469.

¹⁵⁴Emel Akçali, op.cit, p 71.

¹⁵⁵M.Flory, op.cit, p 475.

sous couvert du gouvernement. Sans quoi m'U.N.F.I.C.Y.P ferait exactement ce que le Secrétaire Général affirme qu'elle ne doit pas faire, c'est-à-dire, selon les termes du paragraphe du rapport, agir en tant qu'exécutant du gouvernement chypriote ».

La partition communautaire était de facto réalisée car les 45 enclaves étaient désormais sous le contrôle d'une administration non reconnue par le gouvernement légal : le PTCA (en français, Administration Provisoire Chypriote Turque), financée et appuyée par la Turquie. Seuls restaient 9 000 Chypriotes turcs dans la zone gouvernementale.

Conscients de cette situation de « vie séparée », l'ONU se trouve face à la possibilité de séparation effective, « de jure » : des lignes de démarcation. Le Ministre des Affaires Etrangères de Chypre réagit immédiatement en déclarant que de telles mesures « ne contribueraient pas au rétablissement d'une situation normale et ne ramèneraient donc pas une paix permanente mais pourraient au contraire créer une situation lourde de dangers et préjudiciable à l'avenir politique du pays »¹⁵⁶. (Conseil de Sécurité, 16 septembre 1964, S/PV 1151, p 13). M. Flory analyse ainsi l'avancée de demandes des Chypriotes turcs : « Dans l'optique d'une opération de police intérieure, l'établissement d'une ligne de démarcation est en effet contestable dans la mesure où elle consacre dans les faits la partition du pays. Les Turcs se plaçant, eux dans une perspective de conflit international, n'ont évidemment pas protesté contre l'annonce d'une mesure qui va dans le sens de leurs revendications¹⁵⁷ ». Plus loin, ce professeur de droit international qui craint un « pourrissement du conflit », voire une victoire des Turcs, écrit le 30 décembre 1964 : « La pente naturelle de l'évolution serait celle que l'on entrevoit déjà : ligne de démarcation, puis frontières, enfin partition. La Turquie aurait remporté un succès inespéré que la Grèce et les Chypriotes-grecs le lui pardonneraient sans doute pas ¹⁵⁸ ».

(38 Rapport du S.G., 12 Décembre 1964, S/6102, p. 85 et 86.

(39) Le Secrétaire Général constate ce danger dans son rapport du 12 Décembre 1964 et s'efforce de l'écartier : « Au total les secteurs chypriotes-turcs couvrent une superficie d'environ 140 km², soit 1,5 % de la superficie totale de l'Ile et ils ont une population d'environ 59.000 habitants dont 13.600 réfugiés. L'accès de ces secteurs est rigoureusement interdit aux Chypriotes grecs en général et aux troupes du gouvernement, à la police et aux agents de l'administration en particulier... Les fortifications et les barrages routiers des forces du gouvernement et des forces chypriotes turques sont généralement situés sur des lignes parallèles. Cela crée une sorte de front dans certaines parties de l'Ile... Il est évident que la Force n'aura exécuté la partie de son mandat qui lui donne pour fonction d'éviter le retour des combats, qu'au moment où le front n'existera plus... » (p. 56 et 57).

¹⁵⁶M.Flory, op.cit, p 476.

¹⁵⁷M.Flory, op.cit, p 476.

¹⁵⁸M.Flory, op.cit, p 478.

En 1965, Dean Acheson, ancien ministre des affaires étrangères américain, présenta un plan de partition qui fut rejeté par toutes les parties concernées¹⁵⁹. Le secrétaire général de l'ONU d'alors, U Thant¹⁶⁰ désigna quatre représentants spéciaux et s'impliqua personnellement dans les négociations.

Un glissement s'opéra dans les pourparlers : Gilles Bertrand constate que « dans sa première résolution suivant l'éclatement du conflit (186-1964), le Conseil de Sécurité entérinait la dissymétrie entre Chypriotes grecs (restés seuls aux commandes de la République de Chypre) et Chypriotes turcs sécessionnistes de leur plein gré (les politiciens et miliciens nationalistes) ou de leur mauvais gré (une grande partie de la population civile). Toutefois à partir de 1968, le Conseil reconnut la légitimité du négociateur chypriote turc, Rauf Denktash, sans se soucier de la manière dont il avait été désigné à ce poste ». Ainsi, avant le conflit de 1974, les autorités de l'ONU réalisent la partition d'abord effectuée sur le plan ethnique puis dans ce cadre d'une *realpolitik*, reconnaissent Rauf Denktash comme interlocuteur des Chypriotes turcs car contrôlant leurs forces armées sécessionnistes.

C) La prise en main de positions stratégiques

Les Turcs prirent le contrôle de la route entre Kyrenia et Nicosie ce qui leur permettait d'intervenir rapidement au cœur de l'île et de sa capitale. Ils furent aussi particulièrement actifs dans l'enclave de Kokkina (Erenköy en turc), au Nord-Ouest (cf carte p 55) qui par sa plage servait de débarquement pour les armes fournis à la TMT, où dès 1964, une enclave est formée de cinq villages, avec l'arrivée de 500 volontaires turcs d'avril à juin. Du 6 au 9 août 1964, une unité de Grivas et des éléments de l'armée grecque attaquèrent la zone. L'armée turque répliqua par des bombardements. La Grèce et la Turquie furent au bord de la guerre. Bilan : 55 chypriotes grecs et entre 10 et 17 Chypriotes turcs morts.

En novembre 1967, Grivas assiège les villages de Kofinou et d'Agios Theodoros entre Nicosie, Larnaca et Limassol. : 26 victimes dont 24 morts. Richard A. Patrick totalise du 21 décembre 1963 à fin 1967 : 191 morts et 173 disparus côté turc et 133 morts ainsi que 41

¹⁵⁹Gilles Bertrand, op.cit, p 6.

¹⁶⁰U Thant (1909-1974) a occupé les fonctions de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de 1961 à 1971. Il exerça les fonctions de Secrétaire général par intérim depuis le 3 novembre 1961, date à laquelle l'Assemblée générale, sur la recommandation du Conseil de sécurité, lui avait confié la partie non expirée du mandat de Dag Hammarskjöld. (source:<https://www.un.org/sg/fr/content/u-thant>).

disparus côté grec¹⁶¹. C'est à la suite de ces événements que Georges Grivas dut rentrer en Grèce, conformément à l'accord passé entre la Grèce et la Turquie.

De manière plus globale, E.Akaçali¹⁶² affirme que « jusqu'en 1968, l'administration chypriote grecque n'a pas permis aux Chypriotes turcs de quitter leurs enclaves, mais elle ne pouvait y pénétrer, non plus. » A partir de cette date, les deux parties administratives gardent des liens comme elle l'affirme une nouvelle fois : « Ainsi, les Chypriotes grecs continuaient à fournir l'électricité et assurait les communications téléphoniques à l'enclave de Nicosie et à celle de la région de Famagouste ; certains Chypriotes turcs ont quitté les enclaves et sont retournés dans leurs habitations. »

D) 1964 à 1974 : les prémices de l'intervention turque ?

La résolution du 4 mars 1964 n'a pas mis donc fin aux volontés belligérantes des deux parties. Une loi du 27 mai 1964 instaure le service militaire pour tous les Chypriotes grecs entre 18 et 59 ans, au grand dam de la partie turque mesure à laquelle va s'ajouter l'envoi par la Grèce en juin de la même année, du général Grivas pour organiser la garde nationale chypriote grecque.

Les événements dramatiques de l'hiver 1963-1964 vont être suivis par une réaction de l'armée turque : celle-ci bombarde Tillyria le 6 août 1964. Cet acte militaire montre la détermination de l'armée turque à intervenir.

Durant cette période, 45 enclaves chypriotes turques furent érigées, représentant 1.5 % du territoire, rassemblant 80 000 personnes. Ces zones furent administrées à partir de 1967 par l'« Autorité provisoire turque » (Geçici Türk Yönetimi) dont le président était Fazıl Küçük¹⁶³. Le principal regroupement était situé à Nicosie-Nord avec un contrôle de la route vers Kyrenia qui bien que grecque était le grand port vers la Turquie. A cette fin, les forces turques se mirent en place près de la forteresse Saint Hilarion, point stratégique entre ces deux villes.

¹⁶¹Cité dans Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op cit: R.A. Patrick, *Political Geography and the Cyprus Conflict 1963-1971*, Waterloo,Ontario, Department of Geography Publication Series, 4, 1976.

¹⁶²Emel Akçali, op.cit, p 71.

¹⁶³« Le qualificatif de « provisoire » fut retiré en 1971. Cf. H. Fehmi, A'dan Z'ye KKTC. Sosyal ve Anisklopedik Bilgiler [La RTCN de A à Z. Données sociales et encyclopédiques], Istanbul, Cem Yayeinevi, 1992, pp 79 sq » cité dans Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op cit.

Fazil Küçük laissa sa place à la tête du mouvement de cette autorité en 1973 à Rauf Denktash, originaire de Paphos et juriste. Il avait participé à la rédaction de la constitution puis fut expulsé de l'île en 1963. Georges Grivas désormais soutenu par les colonels grecs au pouvoir depuis 1967, put revenir en septembre 1971 et former l'EOKA-B. En somme, les tendances extrémistes des deux communautés étaient plus que jamais présentes et actives pour réaliser leur projet de Taksim ou d'Enosis.

Toutefois, l'UNFICYP va réussir à défaire les forteresses érigées sur la route Nicosie-Kyrenia, notamment sur la passe du Bhogaz au niveau du château d'Hilarion (cf carte p 55).

a) Les débarquements avortés

La première tentative de débarquement est celle qui suit le Noël sanglant : les événements dramatiques de l'hiver 1963-1964 vont être suivis d'une action armée turque. Suite à des combats près de Mansoura entre les deux communautés. Le 6 Août, la Garde nationale emmenée par Grivas lance une offensive contre le port de Kokkina où sont débarquées les armes turques pour le TMT. La réaction de l'armée turque ne se fait pas attendre : celle-ci bombarde Tillyria le 6 août 1964 par « au moins 65 avions lâchant du napalm et des bombes de 750 pounds ¹⁶⁴ » (bilan selon JF Devret, Chypre en Europe : 55 morts chypriotes turcs et 10 morts chypriotes turcs). Menter Sahiler affirme ¹⁶⁵ : « Ensuite, le gouvernement turc renonce à l'intervention militaire à Chypre. Par sa lettre envoyée au premier ministre turc, le président américain Johnson indique l'impossibilité d'employer les armes américaines dans l'île de Chypre. [...] Les Etats-Unis, ayant crainte pour la sécurité du flanc sud de l'OTAN où les deux membres s'opposent gravement, se mêlent dans le conflit, le 5 juin 1964, le président Johnson envoie un message à M.Inönü, dans lequel il indique sa désapprobation à une intervention militaire turque éventuelle à Chypre. (...) Alors M.Inönü, homme politique prudent, renonce à l'intervention, « un nouveau monde se construira et la Turquie y prendra sa place » dit-il. Lors d'une conférence de presse, il reprend la solution, d'un Etat fédéral. L'opération était prête à

¹⁶⁴Yoann Kassianidis, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-1967)*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 2005, p 135.

¹⁶⁵Menter Sahinler, *La politique de la Turquie dans le conflit de Chypre en 1974*, Les presses du Palais Royal, Paris, 1976, p28-29.

partir de Iskenderun (ex-Alexandrette) à moins de 100 km de Chypre¹⁶⁶. « Il ne se passe une semaine sans une nouvelle menace d'invasion de la part du gouvernement turc »¹⁶⁷.

En novembre 1965, des combats ont lieu à Famagouste, grand port de l'Ouest, certainement à la suite de la construction de fortifications entre les communautés par Grivas. Ankara ne réagit étonnamment pas et la situation se calme.

Sur cette période, plusieurs indices concordants montrent la volonté d'Ankara d'intervenir dans l'île pour protéger « ses » populations. Ainsi, Kipros Kibriz et Vesna Marinkovic affirment clairement¹⁶⁸ : « A la fin de 1967, les Etats-Unis parviennent encore à arrêter une menace de débarquement de la Turquie et à favoriser un accord entre la Grèce et la Turquie pour arrêter l'engrenage de la crise » .

Menter Sahinler corrobore cette volonté d'intervention en lui donnant une raison : sept mois après l'arrivée de la junte grecque au pouvoir¹⁶⁹ : « Le général Grivas, envoyé par la junte militaire, dirige ces attaques de violence.(...) Alors le gouvernement turc signifie un ultimatum à la Grèce, dans lequel il exige l'évacuation de l'île des 15 000 soldats grecs introduits clandestinement et le dédommagement des lieux pillés. (...) Enfin, la pression américaine se sent sur la junte militaire de la Grèce qui finit par accepter les exigences turques. C'est ainsi que pour la deuxième fois, la Turquie renonce à une intervention militaire à Chypre. ». Selon lui, cette décision va créer une fausse sécurité de la part des colonels grecs et sera une des origines du conflit de 1974¹⁷⁰ : « mais des renoncements donnent l'impression aux Grecs chypriotes et à la junte grecque que la Turquie ne pourra jamais intervenir militairement à Chypre. Cette illusion sera l'une des causes encourageant la junte grecque à provoquer un coup d'État à Chypre pour assurer l'*Enosis* ».

¹⁶⁶ Yoann Kassianides, op.cit, p 111.

¹⁶⁷ Idem.

¹⁶⁸ Kipros Kibriz et Vesna Marinkovic, *Chypre : une déchirure pour un peuple, un enjeu pour l'union européenne*, Fondation Maurice Schumann, Paris, 2006, p 21.

¹⁶⁹ Menter Sahinler, Op.Cit, p 30.

¹⁷⁰ Idem.

b) Assassinats ciblés et organisations paramilitaires

Des prémices du conflit se trouvent dans des objectifs plus sélectifs. Il est manifeste que la renaissance de l'EOAK-B est soutenue par les services grecs. Le but est de déstabiliser Chypre en y évinçant Monseigneur Makarios. Le 8 mars 1970, l'hélicoptère de ce dernier est l'objet de rafales d'armes automatiques qui blessent grièvement le pilote¹⁷¹. Polykarpos Géôrgatzis, ancien ministre de l'Intérieur et figure marquante du nationalisme est retrouvé mort, quelques jours plus tard dans des circonstances mystérieuses non loin de Nicosie.

De son côté, les « nationalistes » chypriotes turcs toujours actifs, sont encadrés par la Turquie. Pierre Blanc en définit l'organisation de la manière suivante¹⁷² : « Ces *fighter commander* auxquels P.Richard fait allusion sont des officiers turcs (*sancaktar*), généralement des lieutenant-colonel turcs, qui ont la responsabilité sur un plan militaire d'une province chypriote- elles étaient au nombre de sept-incluant plusieurs districts. Ayant sous sa responsabilité de *serdars* qui sont au contact direct des soldats chypriotes turcs (*Mücahit*), le *sancaktar* est lui-même sous les ordres d'un général turc, le *Bayraktar*, qui va séjourner jusqu'aux évènements de 1974 à l'ambassade de Turquie. La présence de ce général chez l'ambassadeur turc dont il prend les ordres souligne un peu plus, s'il était besoin, l'acuité du contrôle de l'organisation militaire par Ankara qui, avec la prise en main de la communauté chypriote turque par Rauf Denktash dès 1968 va plus influencer davantage l'administration civile, ce leader étant plus inféodé à la Turquie que ne l'était son prédécesseur Fazil Küçük. »

IV/ L'enlèvement des tensions

A) La recherche du compromis : les tentatives d'une nouvelle constitution

Garant de la stabilité de l'île et signataire des trois Traités d'indépendance, Londres prend en main les négociations après les évènements sanglants de la fin de l'année 1963.

¹⁷¹ Kipros Kibriz et Vesna Marinkovic, Op.Cit, p 21.

¹⁷²Pierre Blanc, op.cit, p 134-135.

a) Le plan Acheson (juillet 1964)¹⁷³ :

Inquiets de l'extension du conflit en Méditerranée par un soutien apporté par Moscou au combat de Makarios, les Américains cherchent à ramener les discussions sous leur contrôle et proposent une alternative: le plan Acheson, du nom de l'ancien secrétaire d'État américain concepteur de la doctrine Truman. Ce plan, contrairement au plan britannique n'est pas défavorable à l'*Enosis* (sous l'influence du lobby grec au Congrès) ce qui permettrait l'intégration de Chypre à l'Otan. D'autant plus qu'Ankara craint, à ce moment-là, la poussée soviétique de plus en plus persistante au Moyen Orient,

La première version du plan Acheson¹⁷⁴ prévoit de céder la péninsule du Karpas à la Turquie qui deviendrait une base militaire turque (soit 5 % de la superficie de l'île faiblement peuplée) . En échange la Grèce rendrait soit l'île de Castellorizo (île grecque située à proximité des côtes méridionales de la Turquie) soit un territoire en Thrace. Ce plan déconnecte les objectifs géopolitiques de la Turquie de l'avenir de la communauté turque¹⁷⁵. Celle-ci aurait droit à une protection améliorée, deux cantons « turcs » auraient des commissaires turcs, le reste de la population turque ayant un statut proche de celui de la minorité musulmane de Grèce définie à Lausanne. La Turquie accepte mais Athènes préfère que la Turquie s'installe dans la base de Dekhelia, ce que refuse Londres,

La deuxième version du plan Acheson tient compte des exigences de Papandréou et donc réduit la zone turque du Karpas en lui donnant le caractère d'un bail de 50 ans au lieu d'une pleine souveraineté. Mais pour Ankara c'est trop peu et donc la Turquie refuse. Les Chypriotes, non consultés, refusent également. Pour Makarios, l'installation d'une troisième base est inacceptable, lui qui est un partisan de l'*Enosis* et du non-alignement sans compter qu'il est rejoint par le général Grivas qui, étant originaire de cette région, met un point d'honneur à s'y opposer. Athènes comptant sur lui comme relais dans l'île, se retrouve contrainte à suivre les deux figures chypriotes.

L'échec de ce plan est resté, pour beaucoup, comme l'ultime possibilité de ramener Chypre vers la paix¹⁷⁶ et il sera beaucoup reproché à Makarios son intransigeance. Grivas souhaitant en finir avec ce plan lancera les attaques contre Kokkina.

¹⁷³ Philippe Achiléas, op.cit, p 588.

¹⁷⁴ Jean François Devret, op.cit, p 145.

¹⁷⁵ Idem.

¹⁷⁶ Idem.

b) Le rapport Galo Plaza (1965)¹⁷⁷ :

Suite au décès de S. Tumoija (chargé par les Nations Unies de résoudre le conflit), M.Galo Plaza, le nouveau médiateur équatorien de l'ONU, remet un rapport le 26 mars 1965. Acteur de la première tentative de médiation onusienne, il propose la démilitarisation de l'île comme corollaire à son indépendance avec un statut spécial de protection sous le contrôle de l'ONU pour la minorité turcophone. En revanche, il est très défavorable à la séparation des communautés et à l'échange des populations ce qui entraîne une vraie différence avec les exigences turques. L'idée de Galo Plaza est de préserver l'unité de l'État chypriote et donc il refuse de séparer des villes comme Nicosie ou Famagouste. Il admet l'échec de la constitution de 1960 et affirme le droit des insulaires à l'autodétermination,

Trop complaisante pour les Grecs de l'île, les Turcs refusent ce plan estimant que Galo Plaza a dépassé son mandat. Si un certain nombre de dispositions plaisent à Nicosie, encore une fois le rapport déplaît à l'une des parties, Ankara et les représentants de la communauté turque. Pour les Anglo-saxons, la démilitarisation de l'île n'est pas envisageable.

Ainsi, après un nouvel échec, Ankara va se tourner vers Moscou pour contrebalancer les rapports de force locaux. La crise de Tillyria en 1967 relancera les négociations entre les deux parties de Chypre.

B) Les relations intra-chypriotes

Constant l'échec des négociations des puissantes garantes, l'O.N.U se tourne enfin vers les Chypriotes.

a) Les premiers pourparlers intercommunautaires (1968-1971)¹⁷⁸

Initiées par le Conseil de Sécurité, ces négociations eurent lieu pour la première fois sans les puissances garantes. En juin 1968, M.Denktash et M.Cleridès se rencontrèrent à Nicosie. Le premier, dont la communauté vit dans des enclaves misérables, accepte des

¹⁷⁷ Philippe Achiléas, op.cit, p 589.

¹⁷⁸ Philippe Achiléas, op.cit, p 592.

révisions de la constitution. Makarios refuse et l'impasse semble toujours présente en 1971. Le Secrétaire Général soumet un aide-mémoire le 18 octobre 1971 pour relancer les négociations.

b) La relance des négociations intercommunautaires (1972)¹⁷⁹

Le 8 juin 1972, à Nicosie M.Denktash et M.Cléridès se réunissent par l'entremise du représentant spécial du Secrétaire Général M.Osorio-Tafall. Les deux parties sont d'accord sur le principe général de l'autonomie locale. Mais à quel degré ? Vis-à-vis de l'État unitaire ? Début 1974, un accord semble en vue autour d'un « package deal » concernant la structure de l'État, le partage des compétences, le degré local d'autonomie. Finalement, cette ultime négociation avant le déclenchement du conflit échoue du fait de l'intransigeance des deux parties, incapables de lâcher du lest. Quelques opportunités furent réellement présentes, tous les formats de discussion ont été utilisés, plusieurs projets furent étudiés (Etat unitaire ou fédéral, base turque dans le cadre de l'Enosis). Mais les deux communautés semblent alors irréconciliables.

V/ Les positions de parties prenantes avant le conflit

L'une des raisons de l'échec a été la multiplicité des acteurs, leur sens élevé de la protection de leurs communautés respectives et leur sentiment d'être des « sauveurs ».

A) A Chypre : deux communautés

a) Les Chypriotes grecs

Déjà présentés au moment de la lutte pour l'indépendance, les deux communautés vont se refermer sur elles-mêmes et les factions extrémistes rester bien dynamiques. Ils sont surtout représentés par l'Église orthodoxe autocéphale et le parti communiste, l'AKEL (créé en 1926

¹⁷⁹ Philippe Achiléas, op.cit, p 597.

sous le nom de parti communiste chypriote, KKK, interdit en 1931 transformé en 1939 en AKEL) qui s'appuie sur un syndicat, le PEO¹⁸⁰, et contrôle plus de 30% des voies chypriotes.

Makarios

On pourrait trop facilement dire que Chypre, c'est Makarios¹⁸¹ tellement il a marqué l'histoire de l'île pendant un quart de siècle. Il n'empêche que de ce dernier disposa en effet d'une triple autorité dans le sens webérien¹⁸² du terme. En premier lieu, il est l'Ethnarque, le chef national traditionnel de l'Hellénisme chypriote (cf chapitre 2), en second lieu il dispose de l'autorité charismatique (véritables talents diplomatiques) et enfin il possède l'autorité rationnelle et légale par le fait qu'il est élu démocratiquement (il reçoit en 1968, soit uniquement parmi les chypriotes grecs, quelques 95 % des voix). Si les nationalistes de l'EOKA lui reprochent d'avoir signé les trois traités d'indépendance, il n'en demeure pas moins que la très grande majorité de la population chypriote grecque lui saura gré d'être son meilleur représentant et d'avoir été constant sur son engagement pour l'Enosis. Sa mise sous contrôle du mouvement communiste lui vaut l'appui de la classe bourgeoise marchande, d'autant plus qu'il ne dirigeait aucun parti politique, étant donné que ce sont les partis qui le soutenaient. Pour Kyriacos Markides¹⁸³, Makarios¹⁸⁴ fonctionnait « comme un roi tutélaire temporaire, se tenant au-dessus de la mêlée des hommes politiques. ». Très respecté par ses compatriotes (ces derniers lui baisaient la main droite quand ils venaient à lui), il arriva à faire disparaître l'influence des autres évêques dont ces derniers bénéficiaient les deux décennies avant l'indépendance, ce d'autant plus que l'Ethnarchie avait été abolie. En somme, il n'y avait plus d'Ethnarchie mais Makarios était l'Ethnarque.

Dans le cadre international, Makarios avait une stature qui le mettait à l'égal de Gamal Abdel Nasser, Jawaharlal Nerhu, Charles de Gaulle. Mais il était le seul provenant d'un pays de petite taille. Kissinger dira de lui que son île était trop petite pour son talent diplomatique.

Le fait d'avoir des liens proches avec des figures telles Tito, Nasser ou Nerhu a renforcé son légitimité en politique intérieure.

¹⁸⁰ Pankypriakos Ergastikos Organismos soit la fédération panchypriote des travailleurs, 35 000 adhérents en 1959.

¹⁸¹ Après la tentative d'assassinat, il déclara en 1970, « Je suis Chypre ».

¹⁸² Max Weber dans son texte « *Les trois types purs de la domination légitime* » définit l'autorité comme légale, traditionnelle et charismatique.

¹⁸³ Kyriacos Markides, op.cit, p 37.

¹⁸⁴ De son vrai nom Michael Mouskos qu'il changea en Makarios soit « le plus béni ».

L'autre paradoxe fut qu'il eut une présidence longue mais de manière temporaire car il n'y avait pas d'autres alternatives bien qu'il ait échoué à résoudre le problème chypriote. Capable de reprendre pied après les crises (1963-1964, 1967), il mit en œuvre à chaque fois sa capacité à garder les rênes du pays et à voir son discours écouté. Issu d'un milieu paysan, son a renforcé l'identification de nombre de chypriotes grecs. Doté d'un vrai talent oratoire, d'un calme et d'un courage peu communs¹⁸⁵, il impressionna son auditoire à maintes reprises, capable qu'il fut de donner des discours en grec biblique comme à l'occasion de la tentative de déposition des trois évêques dissidents¹⁸⁶.

Jouant de l'équilibre politique interne de l'île, il ne donna des postes ministériels qu'à des membres du centre droit (qui n'étaient pas des hommes politiques ou des technocrates mais des hommes d'affaires) de manière à rassurer le bloc occidental,

Les Chypriotes vont se retrouver isolés, à partir de 1962, Washington privilégiant ses relations diplomatiques avec Athènes et Ankara. D'où, l'attitude manœuvrière et parfois de la chaise vide de Makarios¹⁸⁷. Les Chypriotes grecs se détachent de leurs « frères » grecs et s'autonomisent. Durant l'hiver 1964, le gouvernement de Makarios décide de créer une petite armée pour y intégrer des bandes et mieux les contrôler. Le général Grivas en devient le chef.

Glaucos Cleridés

On ne saurait négliger la personnalité de Glaucos Cleridés, son engagement et sa volonté conciliatrice. Bien que membre de l'EOKA jusqu'en 1959, il devint président de l'Assemblée jusqu'en 1976 et officia notamment dans les pourparlers avec Rauf Denktash. Il réalisa toutes les semaines des rencontres avec ce dernier pendant 6 ans de 1968 à 1974. Il montra son agacement voire sa rage face aux déclarations pro enosiste d'officiels chypriotes grecs alors qu'il approchait d'un règlement du conflit.

¹⁸⁵ Lors de l'attentat qui a visé son hélicoptère en 1970 dont il sortit miraculeusement sans blessure, il demanda de continuer sa journée comme prévu et donc de se rendre au monastère de Macheras. (Il arriva à l'heure).

¹⁸⁶ Kyriacos C.Markides, op.cit, p 47.

¹⁸⁷ Mémoire de conversation entre l'ambassadeur de Turquie à Washington et le représentant du NEA (Bureau des Affaires du Proche Orient du Département d'État), 12 décembre 1963, FRUS, 1961-1963, Vol. XVI., cité dans Yoann Kassianides, op. cit p 77.

L'AKEL

Les communistes de l'AKEL, dont l'attitude est à souligner, représentent une force importante dans l'île. S'appuyant sur un syndicat (PEO, Pankyprios Ergatike Omospondia soit la Fédération Panchypriote du Travail) qui vit ses effectifs croître de 11 101 membres en 1946 à 43 701 en 1973, il passa d'un petit parti d'intellectuels marxistes à une formation éloignée des actions révolutionnaires. Par conséquent, il se rapprocha de l'EDEK, d'inspiration social-démocrate scandinave. La politique de l'AKEL demeura constante tout au long de la période étudiée. Pacifique¹⁸⁸, son secrétaire général Ezekias Papaioannou expliqua régulièrement¹⁸⁹ que la participation des communistes à des actions armées seraient des sources de tensions et d'excès. Car ces derniers avaient des intérêts à s'accorder avec Makarios. Tout d'abord, l'EOKA a monopolisé la violence. Bien organisée, elle a visé les membres de l'AKEL¹⁹⁰. Il n'avait aucun avantage tactique, matériel de combattre la formation enosiste. D'autre part, l'entente avec Makarios leur apportait deux avantages : les Communistes préféraient l'indépendance à l'union avec la Grèce où ils étaient interdits, ensuite comme l'Enosis impliquait l'entrée dans l'OTAN, la position pro-soviétique et pro-arabe de l'AKEL, les éloignaient de cette perspective

L'« opposition déloyale »

Une certaine polémique est née, dans l'historiographie et la politique chypriote grecque, sur l'existence (ou non) du plan Akritas, politique et militaire, de reprise en main totale de l'île. Glafkos Clerides l'a confirmé dans ses mémoires¹⁹¹.

L'EOKA-B est interdite en août 1969 et sera utilisée par le régime des colonels grecs pour éliminer Makarios.

Makarios réalise que suite aux menaces turques de 1964 et 1967, l'Enosis n'était pas pour l'instant réalisable. Il est soutenu au départ dans cette stratégie par l'AKEL et à partir de sa création en 1969 par le parti socialiste de Lyssarides. L'archevêque de Chypre est réélu avec 95 % des voix contre Takis Evdokas en 1968. Il maintient dans ses propos son désir d'union

¹⁸⁸Kyriacos Markidès, op.cit, p 60.

¹⁸⁹Ezekias Papaioannou, « *For a Sovereign and United Cyprus* », World Marxist Review 18 (March 1975) : 37 cité dans Kyriacos Markidès, *The Rise and Fall*, p 61.

¹⁹⁰Sur la période de l'indépendance, environ 80 % de ses membres, sous la pression de l'EOKA, émigrèrent de la péninsule du Karpas et la plaine de la Mésoria cité dans Kyriacos Markidès, *The Rise*, p 61.

¹⁹¹Glafkos Clerides, *My Deposition*, Athlia Publishing CO, Nicosie, 1989.

avec la Grèce mais fait bien sentir sa temporisation, son souhait de régler avant tout le problème chypriote. L'arrivée des colonels grecs a mis de la distance avec Athènes et donc dans la réalisation de l'*Enosis*. Les Chypriotes grecs ressentent mal ce coup d'État en Grèce qu'ils imputent à la CIA.

b) Les Chypriotes turcs

Nous avons peu d'informations sur les discussions en interne de cette communauté car elle n'a pas d'existence légale, étant sortie du gouvernement chypriote officiel. Cependant, les décisions d'Ankara sont suivies par l'APCT. Plus précisément, le gouvernement turc préfère Denktash à Küçük qui paraît trop accommodant avec les Chypriotes grecs. Ils sont complètement dépendants de la puissance turque celle-ci leur donnant vivres, armes et assurant à l'international leur représentation. Repliés dans leurs enclaves, ne pouvant que peu se déplacer et seulement au gré des accalmies, ils sont coincés géographiquement, apeurés par la présence majoritaire des Grecs. Leur niveau de vie se réduit, ils s'appauvrissent car ne pouvant commercer et sortir pour exercer un grand nombre de leurs emplois administratifs.

L'arrivée de Rauf Denktash va renforcer cette mainmise « anatolienne ». La TMT se prépare à la guerre par l'acheminement par bateaux d'armes venues de Turquie par Kokkina et Kyrenia.

B) La Grèce : entre alliance atlantique et instabilité interne

Pays en difficulté qui cherche sa stabilité politique depuis sa création, sortie d'une guerre civile appauvrie, la Grèce a surtout pour ambition de se pacifier et va, vis-à-vis de Chypre, changer son regard pour s'y intéresser de plus en plus.

a) La contrainte atlantique

Alors qu'il n'y avait pas de politique chypriote claire au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'indépendance de l'île changea le regard d'Athènes sur Chypre. George Papandreou, premier ministre en 1950 expliqua ses contingences de politiques étrangères : « La Grèce respire avec deux poumons, l'un est britannique et l'autre est américain, et par conséquent le

problème chypriote ne peut pas lui permettre de suffoquer¹⁹² ». Athènes refuse donc de soutenir la volonté d'indépendance chypriote auprès de l'ONU et trouva en Makarios un interlocuteur assez inflexible.

L'essentiel de la mésentente entre l'Ethnarque et Athènes vient du cadre dans lequel l'*Enosis* pourrait être réalisé : méfiants envers l'Ouest et l'Otan, Makarios et les Chypriotes voulurent mener leur action en dehors de l'Alliance atlantique alors que les Grecs intégrèrent tôt cette contrainte géopolitique. Cela a tendu les relations gréco-chypriote de 1949 à 1974.

La position grecque semble être résumée par cette déclaration du premier ministre grec à propos de Makarios, le 9 août 1964 : « On ne peut mener avec lui, ni une politique commune, ni une politique parallèle¹⁹³ ». La Grèce va voir sa politique changer.

Athènes va progressivement voir Nicosie s'éloigner de l'idée de l'*Enosis* et constater que les Etats-Unis se rapprochaient de la Turquie. Le coup d'État des colonels ne va non seulement pas remettre en cause les orientations anti Makarios mais va développer leur ingérence dans le « borbier » chypriote.

b) La dictature des colonels grecs

Le coup d'État des colonels grecs le 21 avril 1967, conduite par le générale George Papadopoulos, a littéralement exacerbé les relations entre Athènes et Nicosie déjà discordantes. Un vrai fossé se creusa entre les deux pays : d'un côté, une île marquée par une tradition britannique libérale et la mère patrie, dirigée par des officiers d'extrême droite anti communistes. Le mouvement Centre National¹⁹⁴, désormais au pouvoir, était certainement la formation la plus proche de Chypre par son vécu : en effet, la quasi-totalité des officiers de haut rang avait servi dans le contingent grec depuis 1964, élément prévu par les Traités de Garantie. En outre, le général Grivas, chef de la Garde Nationale, avait déjà servi en Grèce, notamment en y étant formé puis lors de la Seconde guerre mondiale et de plus, il connaissait nombre d'officiers, d'autant plus qu'il était membre du Centre National. Le sentiment farouchement anticommuniste des *Enosistes* a joué un rôle de poids dans l'entente de l'EOKA-B avec les forces putschistes. Ainsi, l'interpénétration idéologique, humaine et logistique (le soutien en armement fut important, nous l'avons vu) a créé un lien de type littéralement organique et quasi

¹⁹² Kyriacos C. Markidés, op.cit, p 123.

¹⁹³ Yoann Kassianides, op.cit, p 133.

¹⁹⁴ Etnikon Kentron en grec.

étatique entre le gouvernement grec et l'organisation terroriste bien avant le coup d'État du 15 juillet 1974.

L'accord de Makarios avec les communistes ne pouvaient que faire enrager le gouvernement grec. On comprend mieux que des tentatives de liquidation politique de l'Ethnarque ait apparue dans ce contexte de guerre froide. Il est à noter que parmi les différents attentats dont Mgr Makarios réchappa, à aucun moment la piste turco chypriote ou turque n'a été avancée. Même la diplomatie américaine l'en avertit à plusieurs reprises. Ainsi pouvons-nous prendre avec sérieux, la révélation d'un plan Hermès qui devait faire assassiner l'archevêque, créer un chaos politique, permettre l'entrée en scène de la Garde Nationale pour restaurer la loi et l'ordre et prendre le pouvoir avec l'objectif de réaliser l'*Enosis*. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publia le 16 mars 1970 le document du plan Hermes¹⁹⁵ et fit un lien avec le régime d'Athènes. Makarios utilisa l'arme médiatique également à l'intérieur via le quotidien *Eleftheros Laos*¹⁹⁶ dans lequel, il dénonçait les activités insulaires de la junte grecque.

S'enfermant dans une logique autoritaire, les colonels grecs abolirent la monarchie en 1973 et s'enfermèrent dans un pouvoir de plus en plus inefficace (crise économique, heurts sociaux fréquents, tensions au sein du pouvoir).

C)La Turquie : le complexe obsidional¹⁹⁷ et la recherche d'alliés¹⁹⁸

L'homme malade du XIX^e siècle va progressivement prendre une grande assurance dans l'affaire chypriote et voir des circonstances jouer en sa faveur. L'opinion publique turque, tout comme les partis politiques et l'Etat-Major vont considérer de plus en plus Chypre comme un thème important de la vie politique. Au fur et à mesure, l'armée turque va être de plus en plus apte à intervenir.

¹⁹⁵ Kyriacos C. Markidés, op.cit, p 136.

¹⁹⁶ Kyriacos C. Markidés, op.cit, p 139.

¹⁹⁷ Qui concerne la pathologie d'une personne qui se croit assiégée ou persécutée.

¹⁹⁸ Cf carte *Un encerclement hellénique*, p 91.

a) Redéfinir une politique vis-à-vis des Etats-Unis

La crise des missiles de Cuba a marqué les élites turques qui se sont vues comme un pion entre les deux superpuissances. Ainsi Didier Billion analyse la réaction du gouvernement turc au retrait des installations américaines sur son sol :

« Ankara prend peu à peu conscience que son rôle et son statut au sein de l'OTAN doivent être révisés et qu'en conséquence l'importance géopolitique du pays va décroître. Entrés dans la guerre froide pour leurs propres raisons et avant les Etats-Unis, les Turcs découvrent que leur pays est devenu un simple pion dans un jeu stratégique qui les dépasse¹⁹⁹. »

Plus tard, c'est la fameuse lettre du 5 juin 1964 de Johnson à Ismet İnönü qui va confirmer le rôle de puissance secondaire de la diplomatie turque. Un des passages montre bien le poids de la Bipolarité :

« En outre, une intervention militaire de la Turquie à Chypre pourrait conduire à une implication directe de l'Union soviétique. J'espère que vous comprendrez que vos alliés de l'OTAN n'ont pas eu l'occasion de se demander s'ils avaient l'obligation de protéger la Turquie contre l'Union soviétique dans l'hypothèse où la Turquie, sans la compréhension et le plein accord de ses alliés atlantiques, prendrait une voie d'où découlerait une intervention soviétique.²⁰⁰ »

Après la crise de 1964 suite aux freins mis par l'administration Johnson au débarquement turc, le ressentiment anti-américain est fort dans la population et dans l'armée. Les Etats-Unis sont accusés d'être de plus en plus impliqués dans les affaires intérieures. La presse et les officiels leur prêtent des « covert actions » de la CIA que viennent conforter la présence de nombreuses bases américaines. Le climat intérieur est tendu : le champ politique est très fragmenté (partis politiques extrêmes forts), la jeunesse est très présente dans les nouvelles tendances socialistes, ce qui la rend très vindicative contre l'Occident et proche des

¹⁹⁹ Didier Billion, *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan, « Comprendre le Moyen Orient », 1997, p 49 cité dans Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, Maison neuve et Larose, IFEA, Paris, 2003, p 54.

²⁰⁰ Ibidem.

pays non-alignés et communistes²⁰¹. En outre, l'aide américaine décline et donc Ankara lorgne du côté de l'Est. Le pacte de Varsovie entoure la Turquie au Nord-Ouest par la Bulgarie et au Nord-Est par le Caucase. Une Chypre communiste est une vraie hantise pour Ankara.

Cependant, Ankara ménage Moscou et sort de la force multilatérale de l'OTAN. Double objectif donc : elle ne souhaite pas de Chypre communiste ou de l'Enosis, et souhaite prendre ses distances vis-à-vis de l'Alliance atlantique tout en y restant.

Ainsi, Ankara va multiplier les rencontres avec Moscou. Le ministre des Affaires Etrangères, Feridun Cemal Erkin, effectue une visite dans la capitale soviétique, en novembre 1964, une première depuis 1939 ; le Premier Ministre Süleyman Demirel en septembre 1967, puis celle du Président de la République, Cevdet Sunay en octobre 1969.

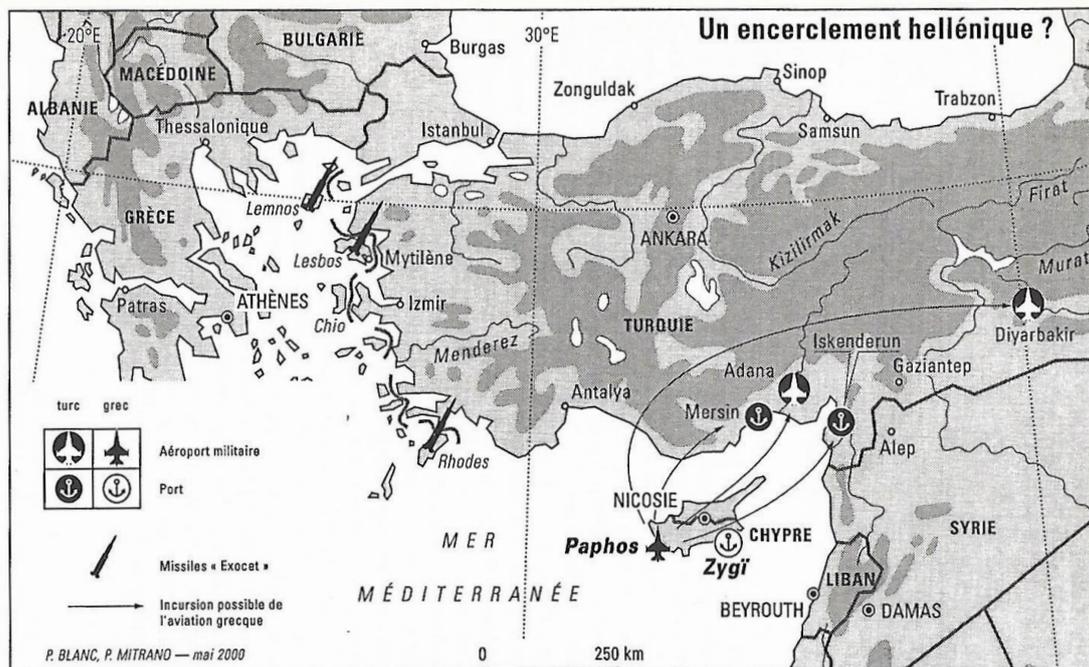
Ankara comprend qu'elle doit autonomiser sa stratégie et que le soutien américain ne peut être que de circonstances. Sa position durant les années 1970 va être renforcée suite à des évolutions au Moyen -Orient : la Syrie et l'Irak se sont rapprochés de l'union soviétique donnant à la Turquie une toute autre importance en 1974, sans compter que la Turquie est la seule alliée régionale d'Israël après sa déconvenue de la guerre de Kippour en 1973.

b) Bulent Ecevit

L'arrivée de Bulent Ecevit, en mai 1972, à cet égard présente un changement d'approche géopolitique par rapport à la position d'Inonu, plus modéré : il s'agit désormais d'utiliser tous les moyens pour servir l'intérêt national dans le cadre de l'OTAN et de la CENTO.

La Turquie refuse Makarios comme interlocuteur et profite d'un jeu chypriote interne divisé pour continuer à négocier directement avec la Grèce ou désormais les Etats-Unis.

²⁰¹ Un autre point est la réaction des Américains contre la culture de l'opium.



Pierre Blanc, op.cit, p 148.

Si traditionnellement sur la question chypriote, Londres et Washington sont respectivement pour Athènes et pour Ankara, une véritable passation de pouvoir diplomatique se réalise sans que le gouvernement britannique ne perde ses bases souveraines.

D) Les puissances internationales : une nouvelle donne

a) Le Royaume-Uni : lassitude et repli sur les bases souveraines

Fatiguée de faire la police et certainement atteinte par sa perte d'influence mondiale du fait de la décolonisation, le Royaume-Uni veut simplement sortir de ce guêpier dans lequel elle a réussi à mettre l'ONU et d'autres nations. Son intérêt est de conserver ses bases souveraines pour les intérêts stratégiques au Moyen Orient. En cela, elle ne varie en rien ses objectifs. La crise chypriote montre aussi des dissensions entre les USA et le Royaume Uni. Le Président Johnson peut ainsi dire : « *Nous les (les Britanniques) avons aidé par le passé, ils doivent*

*maintenant continuer à s'occuper du fardeau chypriote*²⁰² ». Ce sera la pomme de discorde entre les deux puissances anglo-saxonnes sans toutefois que cela ne dégénère. Ainsi l'ambassadeur britannique à Washington, Sir Ormsby-Gore dira à George Ball, le 25 janvier 1964 que son pays : « *ne veut pas s'en mêler : on a déjà bien trop à balayer devant notre porte*²⁰³ ».

Il faut aussi rappeler que le conflit en Irlande du Nord s'enlise depuis le Bloody Sunday (1972) qui a vu le réveil de l'IRA, et le milieu des années 1970 est le théâtre des tensions les plus fortes des années des « Troubles ». En demande d'aide auprès du FMI, le Royaume-Uni devint l'homme malade de l'Europe, les gouvernements de tout bord ayant du mal à juguler un déclin socio-économique et géopolitique. Dans un tel climat, la redéfinition des missions et des ambitions internationales semble nécessaire. Malgré un calcul budgétaire négatif, la pression des Américains a poussé les Anglais à maintenir leurs bases souveraines. Le simple fait pendant plusieurs années de quitter le territoire montre bien la faiblesse de la position britannique et une forme d'épuisement sur la question chypriote,

b) Les Etats-Unis : l'implication nécessaire.

Alors qu'ils n'ont peu d'intérêt particulier pour l'île, les Etats-Unis au cours de l'été, changer de regard sur Chypre comme en témoignent les propos de JF Kennedy durant l'été 1961. Il soulignera « *l'importance considérable (de Chypre) pour nous et nos alliés* »²⁰⁴. Il est rejoint par les conclusions du Département d'État le 7 septembre 1961 : « Les Etats-Unis devraient tenir un rôle plus actif à Chypre que par le passé (...) et préserver et renforcer les intérêts de l'Ouest dans l'île »²⁰⁵

Dans l'île, Makarios avait déjà sollicité l'aide américaine, le 22 octobre 1959 par voie diplomatique pour que les Etats-Unis équipent la nouvelle armée pour un montant de 2.5 millions de dollars. Les Etats-Unis, voulant éviter le basculement dans l'orbite du Pacte de

²⁰² Conversation téléphonique entre le président Johnson et le sous-secrétaire Ball, 25 janvier 1964, FRUS, 1964-1968, Vol.XVI. Cité dans Yoann Kassianides, op.cit, p 90.

²⁰³ George Ball, *The past has another pattern*, W. W. Norton & Company, 1983.

²⁰⁴ Mémoire NSA n°71, 23 Août, FRUS, 1961-1963, Vol. XVI cité la pol étrangère am , p 31 ;

²⁰⁵ Mémoire du Département d'État, 7 septembre 1961, FRUS, 1961-1963, Vol XVI cité dans « La politique étrangère américaine à Chypre.

Varsovie, accordent des aides économiques à l'instar du Plan Marshall et jouent la carte du syndicat non-communiste, le SEK.

Les Etats-Unis, s'ils sont d'accord avec le Royaume-Uni sur le rôle de Chypre en Méditerranée orientale, divergent en revanche sur qui doit s'engager. Washington escompte une implication nette de Londres, là où cette dernière voudrait se désengager tout en maintenant ses bases souveraines. Finalement, le glissement se fera dans le sens de la progression de la puissance américaine localement. Quant à l'adhésion de Chypre à l'OTAN, elle sera mise de côté, le parti communiste chypriote étant trop puissant. S'il accédait au pouvoir, il aurait eu accès à trop d'informations pouvant revenir dans les mains de Moscou.

La situation de Chypre est d'un grand intérêt : proximité des conflits israélo-arabes, surveillance la pénétration soviétique dans les Etats arabes. Ainsi naît l'analogie avec Cuba²⁰⁶. Globalement Makarios, le « Castro de la Méditerranée ²⁰⁷» sera vu comme un interlocuteur peu fiable, jouant sur différents tableaux, notamment les deux super puissances. Le non-alignement est vécu par Washington comme une véritable défiance et va donc obliger à terme la diplomatie américaine à être plus volontaire.

Accueilli le 5 juin 1962 à Washington, la rencontre entre Makarios et Kennedy débouche sur des projets mais de manière chronique les investissements manquent. L'archevêque refuse l'installation du poste émetteur de *Voice of America* qui se retrouve à Rhodes pour atteindre le Moyen-Orient. Un jeu d'équilibre se met en place dans la mesure où le gouvernement américain ne veut pas se faire reprocher une attitude en faveur de l'une des deux communautés au risque de créer une dissension entre les « grands frères » turcs et grecs.

Washington a prolongé l'action britannique en faisant de la Grèce et de la Turquie des partenaires actifs et impliqués dans l'affaire chypriote et en faisant changer la dimension du problème, qui passe de régionale à internationale. Et Washington veut à tout prix éviter l'envoi de troupes américaines car le Vietnam, Panama, Berlin, l'Indonésie, le Congo lui coûtent trop.

Les USA ont négocié en dehors de l'ONU et ont utilisé le sentiment anti-communiste et la menace de la soviétisation de l'île pour la rallier sous leur bannière. Et ils ont proposé une

²⁰⁶ Yoann Kassianides souligne dans « *La politique étrangère américaine* », p 41 : « la création de l'expression « Cuba de la Méditerranée » était attribuée à Rauf Denktash (leader de la communauté chypriote turque) en 1964. Pour Claude Nicolet, John F.Kennedy serait le premier à avoir utilisé cette analogie lors de la visite de Makarios à Washington le 5 juin 1962 (in Claude Nicolet, *United States Policy Towards Cyprus, 1954-1974*, Ed bibliopolis, Zurich, 2000).

²⁰⁷ Appellation courante dans les médias anglo-saxons.

base dans la péninsule du Karpas en échange d'une Chypre réformée sans communautarisation des institutions.

c) L'Union soviétique : attendre et voir.

Pour l'U.R.S.S Chypre s'inscrit dans sa stratégie en Méditerranée orientale : il s'agit de garantir l'accès de sa flotte basée en Mer noire via les détroits des Dardanelles et du Bosphore, donc de composer avec Ankara, et d'avoir un accès au Moyen Orient pour atteindre les Etats arabes gagnés par l'idéologie baasiste. Enfin et surtout, Moscou cherche des occasions pour déstabiliser l'OTAN dont elle comprend que son flanc Sud-Est est une pièce importante et donc qu'il faut en chercher la faille. La présence d'un fort parti communiste, l'AKEL est un atout non négligeable. En outre, les deux bases souveraines britanniques sont d'un intérêt évident pour les Soviétiques

Ainsi, dans ce contexte, l'U.R.S.S. tient à garder une île non-alignée car l'*Enosis* signifierait l'adhésion de l'île à l'OTAN via la Grèce. Elle va ainsi à la fin des années 1960 développer des relations avec Nicosie sur le plan diplomatique, commercial et culturel. Moscou crée un centre culturel soviétique dans la capitale chypriote, augmente le personnel de son ambassade et accueille un nombre croissant d'étudiants chypriotes en Union soviétique. Makarios va même être invité lors de l'intronisation du nouveau Patriarche de Moscou et de la Russie et va pouvoir visiter les principales villes du pays. Il est considéré comme le dirigeant légitime de l'île.

En 1972, le gouvernement chypriote passe commande d'armes auprès de la Tchécoslovaquie. La réaction de la Grèce et des Etats-Unis ne se fait pas attendre : l'ONU se voit confier le rôle de leur prise et mise en dépôt²⁰⁸. Selon les archives russes, l'Union soviétique a joué un rôle significatif dans l'organisation d'état sécuritaire à travers l'AKEL et en protégeant la vie de Makarios contre les tentatives d'assassinat. En outre, en 1973, le parti communiste chypriote reçut quelques 140 000 \$ de l'Union soviétique dans le cadre du fond international d'aide pour les organisations de travail de gauche. Au début de juillet 1974, l'AKEL recevra en secret de Moscou, 100 pistolets et 2 500 cartouches pour se protéger des attaques de l'EOKA B. Pour ainsi dire, pas de quoi tenir longtemps.

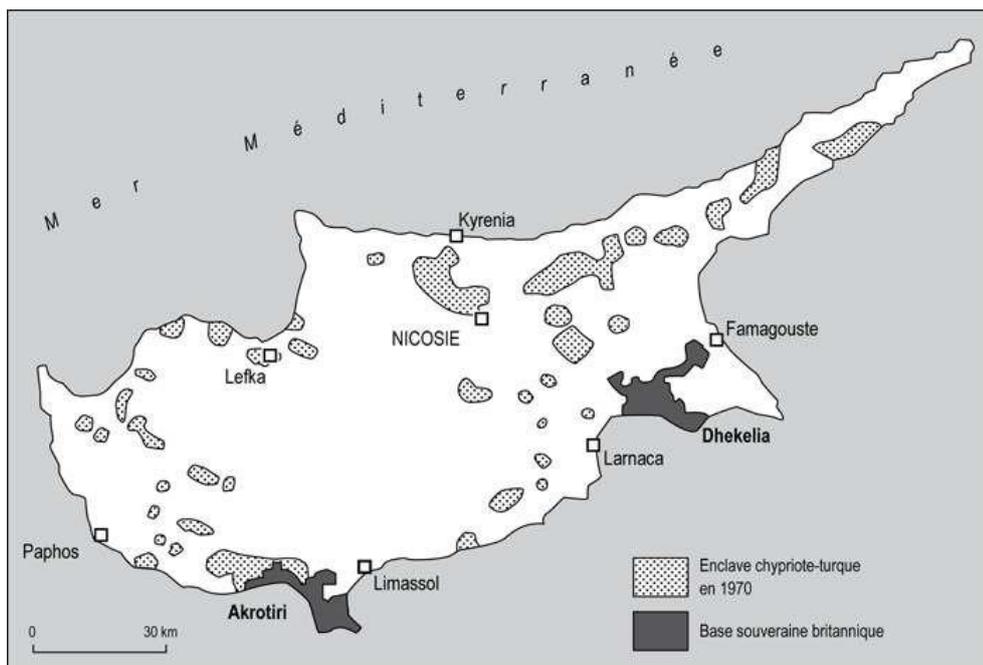
²⁰⁸ Elles y seront gardées jusqu'en 2001 in John Sakkas, Nataliya Zhukova, *The Soviet Union, Turkey and the Cyprus problem, 1967-1974*, p 126.

Après la pression de Johnson pour empêcher l'intervention turque à Chypre, l'U.R.S.S. va profiter de leur désappointement : le gouvernement d'Ankara réalise alors que son adhésion à l'alliance le rend isolé. Se rapprocher des Soviétiques permet de gagner des voix à l'ONU lors des votes sur Chypre et de mettre en émulation Washington et Moscou. Khrouchtchev a initié une politique de « coexistence pacifique » qui a consisté à mettre en sourdine les revendications territoriales dans le Caucase et à contrôler des détroits. Dans cette continuité, souhaitant concilier le voisin turc, le 21 janvier 1965, Gromyko affirma « les deux communautés nationales peuvent choisir une forme fédérale de gouvernement »²⁰⁹. Ravis, les Turcs déclinèrent l'invitation à la force multilatérale de l'OTAN, chose à laquelle les Soviétiques étaient opposés car elle aurait associé la RFA à l'arme nucléaire. Lors du vote sur l'indépendance et la souveraineté de Chypre, 54 Etats s'abstinrent dont l'URSS et ses satellites européens. En 1972, les deux Etats signèrent une déclaration de « principes de bon voisinage » et un « document politique » de relations amicales... En somme, chacun avait intérêt à ne pas gêner l'autre.

L'affaire de Chypre l'enferme dans le jeu triangulaire USA-Turquie-Grèce. Le gouvernement de Nicosie est mis de côté, les Chypriotes turcs sont sous la coupe de leurs protecteurs d'Ankara, la Grande Bretagne se fixant comme seul objectif la préservation de ses bases, Makarios faisant cavalier seul.

A la veille du conflit, voilà la répartition des deux communautés qui montre bien la fracture et les tensions dans l'île, la méfiance et le repli :

²⁰⁹ John Sakkas, Nataiya Zhukova, op.cit, p 130.



La première phase de nettoyage ethnique : le développement des enclaves chypriotes turques entre 1963 et 1974²¹⁰.

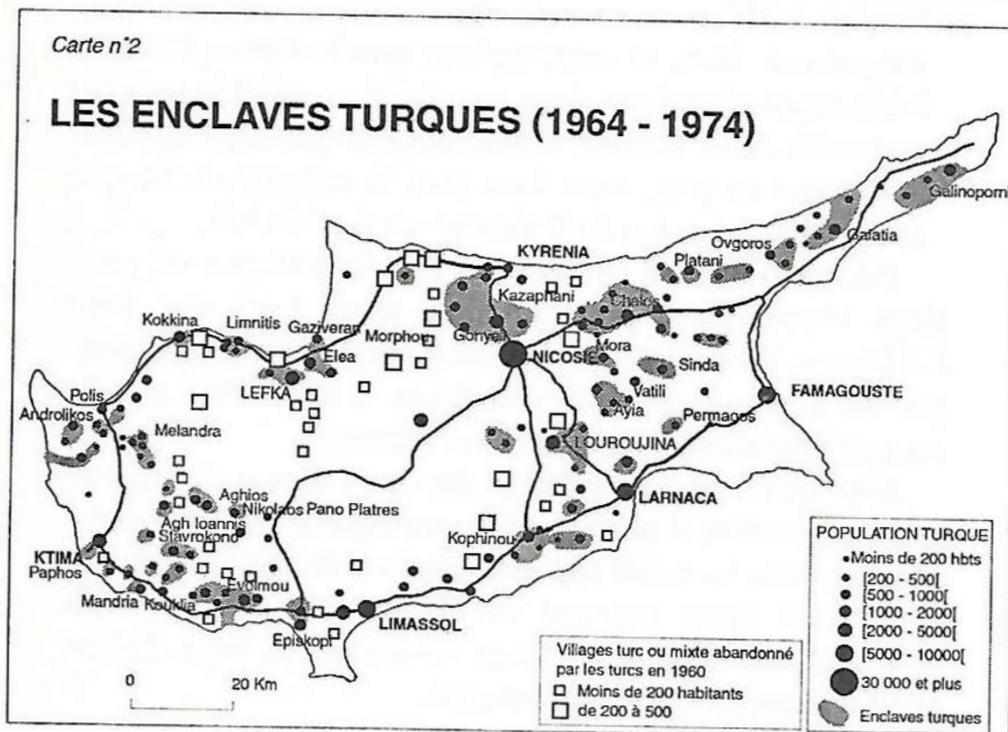
Comme le souligne Jean-François Devret²¹¹ : « Alors que les Grecs de Chypre devenaient de plus en plus des Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs devenaient de plus en plus de Turcs de Chypre ». Le contexte géographique permet de comprendre la pression que peut exercer l'armée turque sur Chypre.

Une seconde carte (p 55) permet de mieux réaliser les partitions multilcales en 1974, à la veille du conflit.

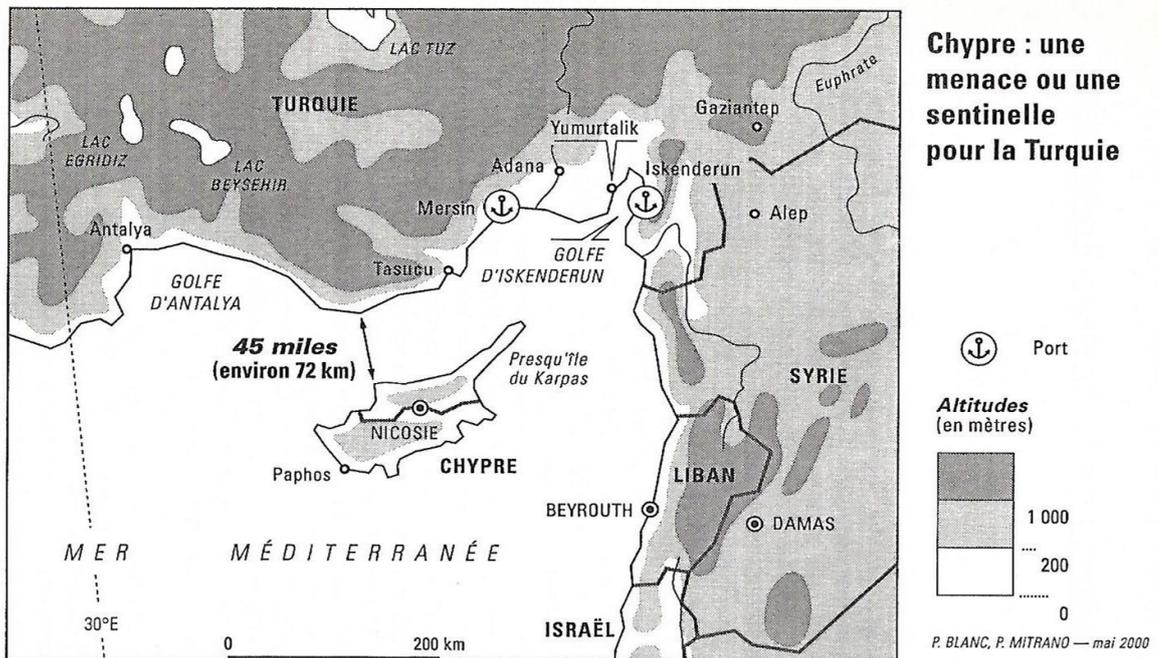
A la veille du conflit, Chypre est plus calme que durant les années 1960 mais les séparations, les ségrégations opérées sont des symptômes nets d'une nation qui n'a pas trouvé une manière durable de faire cohabiter toutes ces composantes. Quartiers séparés, gouvernements séparés, ce sont des vies parallèles et antagonistes qui se sont développées. Si le développement économiques est tout à fait évident, rien n'est réglé dans l'île d'Aphrodite qui s'enlise dans des négociations intracommunautaires sans fin.

²¹⁰André -Louis Sanguin, op.cit, p 7.

²¹¹Jean-François Devret, op.cit, p 27.



Jean-François Drevet, op.cit, p 110.



Pierre Blanc, op.cit, p 126.

CHAPITRE 3 :
LE CONFLIT :
LES OPERATIONS ATILA
ET LEURS
CONSEQUENCES

Les circonstances de l'opération Attila ont beaucoup surpris la population chypriote. Baignant dans une véritable « dolce vita » en grande partie due à un dynamisme économique favorisé par un commerce particulièrement actif et un tourisme qui se développait à plein (Varosha, la station balnéaire de Famagouste accueillait des actrices de cinéma telles Brigitte Bardot et Elisabeth Taylor). Les Chypriotes baignaient dans une relative insouciance quand éclata l'opération Attila qui fut un véritable choc. Car en effet, les derniers combats qui avaient été à deux doigts de déclencher une invasion turque remontaient à sept ans et les sempiternelles négociations étaient devenues l'arrière-fond du paysage politique, comme une habitude ou un fatalisme.

Or, la situation à Chypre se montrait bien plus opaque et tendue que l'apparente accalmie ne le laissait supposer. De tentative de coup d'État avortée en tensions intercommunautaires ou gréco-chypriote, tout un ensemble d'éléments sont à analyser pour déterminer comment ce conflit a pu se déclencher.

Nous étudierons d'abord le contexte géographique pour mieux appréhender les lieux qui seront évoqués ainsi que la partition ; tout comme nous essaierons d'apprécier les tensions dans l'île *ante bellum*.

Ensuite, nous analyserons le déroulement des opérations Attila, leurs conséquences et l'implication des forces étrangères. La difficulté de ces dernières fait l'objet d'un débat encore passionné dans les pays concernés.

I/ Le contexte : un lieu et des incompréhensions

Envahir Chypre n'est pas en soi difficile : côtes abordables mais aussi passage d'une ville à l'autre relativement aisé si ce n'est qu'il faut éviter certains massifs montagneux. Le réseau routier est de bonne qualité.

A/ Un contexte géographique clair

Chypre est la troisième plus grande île de Méditerranée (9 250 km²) après la Sicile et la Sardaigne, et elle ne possède pas d'archipel périphérique et bénéficie d'un climat méditerranéen, avec des étés très secs et très chauds et des hivers frais et humides. Elle dispose de deux chaînes de montagnes : la chaîne de Kyrenia (1024 m) aussi appelée Pentadaktylos (les cinq doigts en grec) à cause de ses cinq sommets qui la composent et du massif du Troodos au Sud-Ouest (1951 m). Il n'y a pas dans l'île de fleuves et de lacs à proprement parler. Entre ces

deux chaînes se trouve la plaine de la Mésorée, agricole et sédimentaire. L'eau vient surtout du pompage de nappes phréatiques, des puits.

Pour le conflit de 1974, il faut prendre en considération une chaleur importante (seule la ville de Cordoue en Méditerranée connaît des températures aussi fortes que Nicosie) et la proximité de la Turquie rend la côte Nord vulnérable. L'ensemble des côtes de Chypre sont majoritairement constituées de sable, il y a très peu de falaises, parfois des rochers en particulier dans les pointes Sud-ouest et Sud-Est. La partie Nord est surtout abordable par le port de Kyrénia, le plus actif, qui est relié à Nicosie par une route qui franchit un col à travers le Pentadaktylos, pour y accéder comme le montre la carte suivante²¹².

Famagouste, Larnaca et Limassol sont des rades nettement accessibles, Kyrenia est le « seul port vraiment cycladéen »²¹³ à bénéficier d'un plan d'eau fermé²¹⁴.

Nicosie, la capitale étant au cœur de l'île, est reliée à l'ensemble des grandes villes, qui elles, le sont surtout par des routes qui longent le littoral, le massif du Troodos constituant une contrainte naturelle importante. Les côtes turques sont à 70 km et celle de la Syrie à 100 km.

²¹² <http://www.carte-du-monde.net/pays-1161-carte-relief-chypre.html>

²¹³ Lawrence Durrell, *Citrons acides*.

²¹⁴ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2000, p 20.



B/ Nicosie-Athènes : divergence de vue

Soucieux de son indépendance vis à vis de la Grèce des colonels grecs, bien qu'il ait proclamé son attachement à la mère patrie « quel que soit le régime politique », Makarios III se retrouvait dans une posture délicate. Les deux superpuissances étaient toujours sous tension et l'île vivait toujours sous deux systèmes politiques s'appliquant respectivement à chaque communauté. Le décès du général Grivas en janvier 1974 lui permit de s'affranchir d'un élément peu maîtrisable dans le jeu compliqué de l'île.

Si dans un premier temps, l'Ethnarque a gardé des contacts avec Athènes après 1967, progressivement il s'en détacha visant à priver les colonels grecs « de toute influence dans le déroulement des événements de l'île ». ²¹⁵ Le coup d'État peut être vu comme une mesure de

²¹⁵ *Le Monde*, 16 juillet 1974.

rétorsion d'Athènes vis-à-vis d'un dirigeant qui s'éloignait de la perspective de l'Enosis. En effet, le 1^{er} juillet²¹⁶, l'archevêque adressa une forme d'ultimatum à Athènes exigeant le départ de centaines d'officiers grecs de la garde nationale, qu'il soupçonna d'aider l'EOK-B.

Voici des extraits de cette lettre adressée au général Ghizikis qui pourrait avoir pour titre : « Je ne suis pas un gouverneur de district », celle-ci, il le précise, n'est pas confidentielle. Il y fait part de son intention de réorganiser la garde nationale et de diminuer ses pouvoirs ²¹⁷:

« Je me suis souvent demandé pourquoi une organisation illégale..., menait l'hellénisme chypriote à des convulsions internes, était soutenue par les officiers grecs, et, encore plus souvent, pourquoi elle avait l'approbation du gouvernement grec... J'ai réfléchi profondément pour répondre à ces doutes et questions. Aucune réponse raisonnable n'a pas pu être donnée (...) Je dois déclarer que les officiers du régime militaire, en Grèce, soutiennent et dirigent les activités de l'organisation terroriste EOAKA-B. (...). La discrétion et le silence ne sont pas admissibles quand tout l'hellénisme chypriote en souffre, quand des officiers grecs de la garde nationale, sous des ordres d'Athènes soutiennent les criminelles activités de l'EOKA-B, y compris l'assassinat politique, et visant à la liquidation de l'État...Le gouvernement grec porte une grande responsabilité à cet égard. (...) Bref, la garde nationale telle qu'elle est constituée et dirigée, a été détournée de ses objectifs est devenue un centre de conspirations contre l'État (...). Je ne souhaite pas interrompre ma coopération avec le gouvernement grec. Néanmoins, il faut considérer que je ne suis pas un gouverneur de district nommé par le gouvernement grec, mais le chef élu d'une grande section de l'hellénisme, et, à ce titre, j'exige un traitement approprié de la mère patrie ».

Dans la continuité de cette thèse, Haravghi, le quotidien du parti communiste AKEL, présenta le 5 juillet le détail des projets des putschistes. L'ethnarque exprimera son scepticisme face à une telle éventualité (« ils n'oseront jamais ») répéta-t-il.

²¹⁶ Pour *Le Monde* du 24 juillet 1974, il s'agit du 2 juillet. Peut-être un décalage entre l'envoi et la réception.

²¹⁷ *Le Monde*, 24 juillet 1974.

II/ L'opération Attila 1: créer une tête de pont

L'intervention turque est divisée en deux phases (Opération Attila 1 et 2) et se singularise par sa courte durée ; deux fois trois jours. L'ensemble présente une grande cohérence tactique et une mise en place bien étudiée face à un adversaire relativement faible.

A/ Un coup d'État avorté : flou et manques.

D 'après un document de trois pages signé par un petit groupe d'officiers de l'armée et la marine grecque, déposé devant la porte du bureau de l'Agence France Presse à Athènes avant le 22 juillet 1974²¹⁸, « la décision de procéder à un coup d'État à Chypre a été prise au commandement des forces armées grecques à Athènes le 13 juillet dernier à la suite de contacts avec des officiers du contingent grec stationné dans l'île et des officiers de la garde nationale chypriote ».

Nous pouvons donc observer le caractère prémédité car on ne peut pas élaborer un plan de coup d'État en deux jours : l'organisation (occupation des points stratégiques), la désignation des chefs (dont le corollaire est la mise à l'écart de ceux qui ne veulent pas suivre), un nom de code pour déclencher l'opération, des pseudonymes pour les principaux chefs sans compter la structure étatique provisoire qui doit mener l'État chypriote vers son union avec la Grèce. Dans un pays déjà affaibli par des contestations internes cela fut préjudiciable car cette désignation fragilise la colonne vertébrale du seul relais clair pour le gouvernement des colonels grecs.

a) Discorde dans l'armée grecque.

Le document relate notamment que vingt-deux généraux de l'armée grecque opposés à l'opération projetée ont été mis à la retraite d'office le 15 juillet et que depuis le 16 juillet « un nombre inconnu de spécialistes de l'ordre public a été » envoyé à Chypre dans le but soutenir la révolution ²¹⁹ ». Mais cela ne s'arrête pas au monde militaire, la fracture s'opère aussi dans le monde civil : « sur le plan gouvernemental, tous les membres du cabinet, à l'exception du premier ministre, M.Adamantios Androutsopoulos et d'un certain nombre de hauts

²¹⁸ *Le Monde*, 22 juillet 1974.

²¹⁹ *Le Monde*, 22 juillet 1974.

fonctionnaires des affaires étrangères ont exprimé leur désaccord avec l'opération projetée et ont offert leur démission ».

L'opération était donc mal partie, et apparaissait comme un véritable chant du cygne d'un régime aux abois.

b/ L'opération Akritas

Et ce fut bien le palais présidentiel qui fut attaqué à coup d'obus. Les troupes de la garde nationale prirent d'assaut le palais. Dans un premier temps, Makarios est annoncé mort et Nikos Sampson est proclamé président de la « République Hellénique de Chypre ». Or cette déclaration était faite pour mettre la population devant le fait accompli. Plus tard, on apprendra que ce fut une speakerine anglaise, un revolver sur la tempe, qui annonça sa mort²²⁰. En réalité, Makarios put s'échapper...

Tout cela révèle le caractère assez peu rigoureux du coup d'État qui place en l'occurrence un homme, dont l'expérience ne le destinait pas à diriger un Etat. Nikos Sampson, né en 1935, fut un petit employé civil de l'armée britannique, étudia le journalisme à Londres et durant la lutte pour l'indépendance nationale fut condamné pour l'assassinat de deux policiers britanniques. Présenté comme un « tireur d'élite », il joua un certain rôle dans les heurts lors des tensions inter communautaires de 1964. Il créa un « parti progressiste » qui n'aura pas d'existence réelle et aucun poids dans la vie politique.²²¹

En somme, il manquait un successeur à Grivas et le choix était restreint. Finalement, l'Archevêque put prendre la fuite en partant pour Paphos, encerclé par les rebelles, où il déclara²²² depuis la station clandestine Radio Chypre Libre, le 16 juillet peu avant 9 heures :

« Je suis vivant et je jure que, tant que je le serai, je consacrerai toutes mes forces au bien-être et à la libération du peuple chypriote ».

« Je m'adresse à vous pour vous assurer que je suis debout sur les remparts de la lutte contre les puissances fascistes, contre la dictature que la junte grecque tente d'imposer à Chypre. Personne n'a le droit de s'imposer à vous, de vous priver de vos droits démocratiques. Ne coopérez avec personne (...) J'appelle le peuple chypriote grec dans son ensemble à

²²⁰ *Le Monde*, 10 juillet 1994.

²²¹ *Le Monde*, 17 juillet 1974.

²²² Trois appels à la résistance furent réalisés ce jour-là, *Le Monde*, 18 juillet 1974.

poursuivre le combat contre la dictature ». ²²³ « je demande à toutes les grandes puissances, à tous les pays amis, à tous les peuples pacifiques, de soutenir la nation chypriote dans sa lutte pour son indépendance, sa souveraineté, ses droits démocratiques et dans son refus de se soumettre à la dictature grecque ». (...) « Le coup d'État a été organisé par la junte militaire d'Athènes, qui a utilisé pour cela les 950 hommes du contingent grec dans l'île et les centaines d'officiers qui dirigent la garde nationale ». [...] « La junte grecque a ainsi violé l'indépendance et la souveraineté de la République de Chypre. Elle a installé « quelqu'un » en tant que président-pantin de l'île. Mais la junte n'a pas réussi son coup. Le peuple de l'île lutte vaillamment, avec tous les moyens possibles dont il dispose, contre les usurpateurs ». ²²⁴

Peu après, intervint un appel en français à « tous les gouvernements démocratiques et à tous les syndicats d'étudiants et de travailleurs pour qu'ils nous aident à sauver la démocratie dans l'île et qu'ils nous soutiennent dans notre lutte ». ²²⁵ Signe de la volonté d'utiliser tous les canaux médiatiques dans le monde, le français étant aussi langue de l'ONU.

Il put ensuite, à l'aide d'un hélicoptère britannique (qui aurait essuyé des tirs adverses, encore une fois...) rejoindre la base d'Akrotiri. De là, un avion de la Royal Air Force le transporta, le 16 juillet, vers Malte pour sa destination finale : Londres.

Au même moment, la tension fut très vive dans tout le pays, surtout dans les zones grecques.

D'abord Paphos : car le but des putschistes fut de tuer ou de neutraliser Monseigneur Makarios. La ville fut victime de bombardements provenant de navires de guerre alors que l'artillerie et les chars de la garde nationale resserraient leur tenaille sur la ville ²²⁶. La résistance interne s'organisa à partir de quelques centaines d'hommes civils armés ainsi que des policiers, uniquement munis de mitrailleuses et d'armes légères. Des prêtres furent même vus portant des armes ²²⁷.

Plus loin à Nicosie, des chars soviétiques T-34 de la garde nationale occupent les points stratégiques de la capitale : la poste centrale, la radio et l'aéroport. Selon le journal *Le Monde* :

« Des soldats érigèrent des barrages routiers, et seuls les membres de l'ONU, quelques diplomates et quelques journalistes peuvent circuler. Mardi (16 juillet), le couvre-feu a été levé

²²³ *Le Monde*, 18 Juillet 1974.

²²⁴ *Le Monde*, 17 juillet 1974.

²²⁵ *Le Monde*, 17 juillet 1974.

²²⁶ *Le Monde*, 18 juillet 1974.

²²⁷ Ibidem.

pendant une heure et demie, afin de permettre à la population de se ravitailler ; certaines épiceries ont été approvisionnées en lait, mais la vente d'alcool est interdite. Les cent vingt mille habitants de la capitale et les centaines de touristes étrangers sont confinés dans leurs appartements et leurs hôtels ».²²⁸

L'aéroport vit ses fenêtres criblées de balles. Mais ce fut surtout le Palais présidentiel, cible première du coup d'État qui subit les plus fortes conséquences : il fut brûlé.

Dans d'autres parties de l'île, la situation n'est guère plus clémente : Larnaca et Limassol connurent des combats intermittents (tout comme le monastère de Kykko où Makarios fut moine), Kyrenia aux mains de la garde nationale et Famagouste fut tenue par l'armée.²²⁹

Chose notable pour une île qui connut des émeutes, troubles et assassinats intercommunautaires : le quartier turc fut confondant de tranquillité même si les troupes turques furent mises en état d'alerte. Le trafic y fut normal, et même des centaines de paysans turcs s'y sont réfugiés considérant que la sécurité y était mieux assurée qu'à la campagne. Dans aucune ville les combats ne s'étendirent aux quartiers turcs²³⁰. Cet aspect étrange de la situation est certainement à mettre au crédit d'une partition politique, de l'enclavement des communautés turques. Pouvant elles-mêmes assurer leur propre sécurité et estimant que les graves événements relevaient de la politique grecque, elle ne se sentit pas directement concernée, visée. A noter que le contingent turc n'est pas accusé d'avoir manœuvré, attendant des ordres d'Ankara ce qui viendra plus tard.

Jusqu'au 20 juillet 1974, ce fut un climat d'incertitudes, de confusion et de tensions qui domina dans l'île. Car non seulement, l'Ethnarque mort ne l'était point et les forces armées grecques étaient divisées entre putschistes et anti-putschistes mais aussi la menace d'une attaque turque se renforçait même si des responsables anglais affirmèrent le 20 juillet: « Nos navires n'ont d'autre tâche que de dissuader les Turcs de débarquer. Nous ne craignons rien de l'U .R.S.S dont l'ardeur est toute verbale ».²³¹

²²⁸ Ibidem.

²²⁹ Ibidem.

²³⁰ Ibidem.

²³¹ *Le Monde*, 22 juillet 1974.

B/ L'attaque turque : le déroulement

Le port de Mersin était sujet à de fortes concentrations de troupes turques depuis le 15 juillet²³², et c'est le vendredi 19 juillet au soir que la marine turque commença des manœuvres²³³. L'activité diplomatique britannique est révélatrice du caractère inéluctable de l'attaque: convoquant les représentants d'Athènes et d'Ankara, Londres n'arrive pas à se faire entendre d'eux et ne peut définir de manière claire des propositions²³⁴. L'occasion était trop belle pour le régime kémaliste de ne pas réaliser l'opération qu'il avait déjà par au moins trois fois (1964, 1967, 1971) freiné et avorté : la Grèce n'avait-elle pas enfreint le Traité de garantie ? La stabilité de l'île n'était-elle pas en danger ?

Le rapport de force est clairement en faveur d'Ankara mais aussi par la proximité de Chypre avec la Turquie : elle lui permet d'assurer une couverture aérienne permanente et un ravitaillement continu. Chose qu'Athènes ne peut pas réaliser car la Grèce est à plus de 400 km de l'île et la Turquie à 70 km.

Donc trois facteurs ont joué en faveur des Turcs: l'effet de surprise, le rapport de force numériques (deuxième armée de l'OTAN) et la proximité des côtes turques. L'opération Attila fut réalisée en combinant plusieurs éléments : débarquement à Kyrénia (grâce des péniches, chars, obusiers de 105 mm, pièces d'artillerie de différents calibres), parachutage (notamment à l'aéroport de Nicosie), hélicoptage de troupes (dans Nicosie) et utilisation des avions Skyhawk A-4 et Phantom qui couvrirent les opérations sur les plages et les faubourgs de la capitale²³⁵ (les pistes de l'aéroport sont à ce moment inutilisables).

Dans la journée de vendredi 19 juillet, le long de l'axe Nicosie-Kyrénia, des soldats turcs mettaient en place des tranchées pour attendre l'opération aéroportée et le débarquement turcs²³⁶. Le but fut d'assurer le maintien de la passe du Boghaz, tout près du château de Saint Hilarion (cf carte p 15).

²³² *Le Monde*, 22 juillet 1974.

²³³ *Ibidem*.

²³⁴ *Le Monde*, 22 juillet 1974.

²³⁵ *Le Monde*, Jacques Isnard, 23 juillet 1974.107

²³⁶ *Le Monde*, 22 juillet 1974.

a) Samedi 20 Juillet : l'offensive

C'est avec une force de 7 000 hommes et de 40 chars que les Turcs arrivèrent, tôt le matin (5 h 45) sur la plage de Five Miles²³⁷, (en fait à 5 miles soit 8 km de Kyrénia) la seule pouvant permettre un débarquement (photo²³⁸). Des hommes ont débarqué sur terre mais ont et d'autres parachutés. Certaines vidéos montrent bien la coordination²³⁹ de l'invasion entre le



parachutage de militaires d'une part et l'arrivée d'hélicoptères un peu avant 3 heures de l'après-midi²⁴⁰ d'autre part.

La première attaque a concerné la garnison grecque de Kyrénia qui a été visée à 4 h 20, heure de Nicosie. L'aéroport de Nicosie fut un objectif important. L'envoyé spécial du quotidien israélien Maariv fait état dans la capitale, de centaines de parachutistes atterrissant dans les quartiers turcs de la ville²⁴¹, et « du sang-froid exemplaire et une assurance totale des Turcs²⁴² qui contrastent avec le climat d'hystérie qui règne chez les Chypriotes grecs. » Corroborant de tels propos, un journaliste de *Yedioth Aaronth* témoigne « de combats durs ». Ces journalistes expérimentés peuvent être dignes de foi alors que leur pays sort de deux conflits, guerre des six jours (1967) et du Yom Kippour (1973). *L'International Herald Tribune* relate une pratique de l'armée turque, l'utilisation du napalm « qui provoquent des incendies de forêts²⁴³ ». Cette dernière pratique est confirmée par des images de corps brûlés et de champs en feu rendant la vision complètement obscurcie sur plusieurs centaines de mètres²⁴⁴. Le plus

²³⁷ Aussi appelé Pladani ou Pentemili.

²³⁸ <https://www.pinterest.fr/pin/789678115884340781/>

²³⁹ Coordination

²⁴⁰ 1974 : Turkish invasion of Cyprus captured up close, ITN Archives, https://www.youtube.com/watch?v=Zb7wrbXfh_o

²⁴¹ Le Monde, 23 juillet 1974.

²⁴² Ibidem.

²⁴³ Ibidem.

²⁴⁴ 1974 : Turkish invasion of Cyprus captured up close, ITN Archives, op cit.

étonnant est la présence d'un journaliste de la chaîne ITN qui semble voir un scoop inattendu et en profite pour parlementer avec des parachutistes afin de pour pouvoir filmer. Les soldats progressent au sol assez sûrs d'eux acclamés par la population turque des environs de Nicosie. Le journaliste affirme que vers 18 h 00, les soldats turcs avaient atteint les faubourgs de la capitale. Nicosie étant située dans la plaine de la Mésorée, il est assez aisé de pouvoir en dégager la vue à quelques kilomètres.

Le même sentiment de surprise émane du témoignage de Victoria Hardwood Butler-Sloss²⁴⁵ : après le coup d'État du 15 juillet, elle se souvient d'avoir vu la population partagée sur une éventuelle intervention turque, mais la vie continuait malgré tout. Et l'attaque aérienne sur Nicosie fut un choc auquel personne ne fut préparé selon elle. Malgré un père britannique ayant des relations bien placées, elle dut elle-même prendre des décisions de dernière minute. Cette fuite soudaine à l'annonce de l'invasion turque souvent par la radio, a été notée par les casques bleus qui ont retrouvé dans les appartements de la zone tampon de l'ONU, des lits retournés et des placards renversés où quasiment tout était laissé sur place : signe que les habitants ont pris uniquement leurs passeports et leur argent. Ils resteront dans cette zone intouchée jusqu'à ce jour. Un reportage²⁴⁶ parle clairement de « nombreux signes de panique ».

Si l'attaque est une réussite pour l'armée turque, deux erreurs techniques sont à noter. La première : une erreur d'appréciation eut lieu ce même jour, où trois destroyers de la marine turque furent touchés par des Lockheed F-104 Startfighter de la même armée turque. L'un des destroyers fut coulé, les deux autres nettement endommagés. La seconde fut celle de l'atterrissage de soldats turcs à l'aéroport de Nicosie.

Ce ne fut pas le véritable objectif car l'aéroport était bien trop à l'intérieur des lignes défendues par le gouvernement. En fait, il y a eu une erreur d'appréciation des forces du vent. Pierre-Yves Péchoux est très clair là-dessus : les Turcs ne se sont pas bien préparés sur le plan technique à cette opération car l'été est propice à des vents forts²⁴⁷. Cette possibilité d'un décalage de 500 m en parachute est tout à fait possible selon les termes de Jean-Luc Rahoux²⁴⁸, ancien militaire parachutiste²⁴⁹ : « C'est tout à fait possible, les sauts sont conditionnés aux conditions météo, chaque zone de saut est spécifique et la vitesse du vent si le saut peut avoir

²⁴⁵ Cyprus Summer 1974 Movie, planetvix, <https://www.youtube.com/watch?v=oXtQDhAdSnA>.

²⁴⁶ UN Buffer zone in Cyprus, Problem in Cyprus, <https://www.youtube.com/watch?v=jHDn4xEtBMU>.

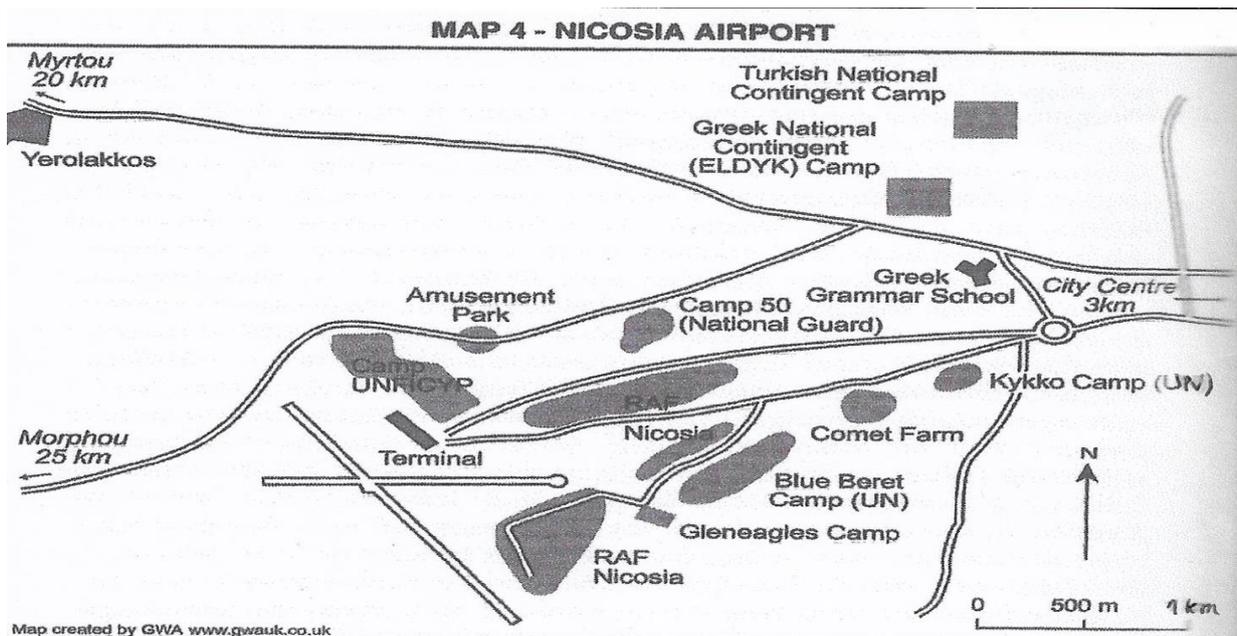
²⁴⁷ Entretien avec Pierre-Yves Péchoux, le samedi 18 novembre 2022.

²⁴⁸ « Ancien militaire au 1^{er} RPIMA de Bayonne, j'ai servi 24 ans dans les forces spéciales. Après ma formation initiale (classe), j'ai suivi des stages spécifiques au régiment (formation Rapas) et me suis spécialisé dans les transmissions. J'ai suivi divers stages (commando, explosif, escalade). J'ai effectué plusieurs missions au régiment en Afrique, Moyen-Orient, Balkans, Asie, Pacifique) ».

²⁴⁹ Entretien avec Jean-Luc Rahoux, le mardi 17 janvier 2023.

lieu ». Pierre-Yves Péchoux abonde même dans le sens en faveur d'un manque de solidarité au sein de l'armée turque. Ce dernier fut frappé par le fait qu'aucune tentative ne fut faite pour récupérer les morts et les blessés. Selon ses dires, certains décéderont sur place ou seront soignés par des casques bleus canadiens.

Plus tard, les combats entre Grecs et Turcs, eurent pour conséquence la perte de l'importance stratégique de l'aéroport.



A Limassol, des gardes nationaux chypriotes grecs ont ordonné à des milliers de Chypriotes turcs de quitter leurs maisons et les ont rassemblés sur le stade de la ville²⁵⁰ mais les forces de l'ONU les prirent en charge en gardant le dit stade par peur d'exactions ou de prise d'otages.

Face à ces tragiques événements la population civile se terre dans les caves. Bien entendu, Mgr Makarios réagit au plus vite, le 20 juillet à New York, il résuma la situation tout en admonestant les belligérants : « C'est un fait que le comportement irréfléchi du régime d'Athènes, qui a entraîné un coup d'État à Chypre, a donné à la Turquie une « excuse »²⁵¹ ». Après les formules d'usage appelant les grandes puissances à prendre leurs responsabilités, l'ethnarque tire des conclusions pessimistes : « c'est avec une grande anxiété que je me mets en contact avec vous pour vous informer que la Turquie a commis un acte d'agression et a envahi Chypre, mettant en danger grave l'indépendance de mon pays²⁵² ».

²⁵⁰ *Le Monde*, 23 juillet 1974.

²⁵¹ *Le Monde*, 23 juillet 1974.

²⁵² *Le Monde*, 23 juillet 1974.

b) Lundi 22 Juillet : extension turque

L'opération Attila se déploya vers Famagouste, le plus grand port de Chypre, près duquel a été développée une grande station balnéaire forte de 40 000 personnes. Selon le Times de Londres²⁵³, l'aviation turque a lancé des raids contre les hôtels « Marina » et « Salaminia Tower » car des soldats grecs y auraient été installés. Famagouste, à ce moment-là, ne fait pas partie des objectifs ; en témoignent l'absence de parachutage ou de mouvement au sol. Les représentants chypriotes grecs dénoncèrent l'usage du napalm par l'armée turque, lors de déclarations à l'ONU.

Deux jours après le début de l'opération, les Britanniques s'emploient à secourir trois mille ressortissants occidentaux dans la région de Kyrénia pour les amener dans les bases souveraines puis à Londres et enfin dans leurs pays respectifs. La Croix Rouge, quant à elle, envoie des médicaments en s'appuyant sur son antenne de Beyrouth²⁵⁴.

A New York, en fin d'après-midi, Makarios rencontra Kissinger, pendant une heure. Qualifié d'« utile et constructif », l'entretien n'a pas pu élaborer qu'un panorama dramatique de la situation. Toutefois, Makarios se trouva conforté dans son rôle de représentant légitime de Chypre. De son côté, Kissinger fut très soucieux du risque de conflagration régionale, d'une guerre gréco-turque²⁵⁵. Il fit état du travail de son émissaire Joseph Sisco, pour « laisser ouverte la possibilité d'un règlement de la question de Chypre et pour éviter une nouvelle « internationalisation du conflit » puis insista sur « l'étroite coopération qui s'est établie à cette occasion entre les Etats-Unis et leurs alliés européens, en particulier la Grande-Bretagne, la France, et la R.F.A. »

Dans l'île, à 16 heures (heure locale) un cessez-le-feu, que le premier ministre M.Bülent Ecevit annonça à la radio, est mis en place. Il compléta « l'armée turque a désormais une présence effective dans l'île. Le but essentiel de l'opération à Chypre était d'assurer aux Turcs de l'île une ouverture sur la mer. C'est à présent chose faite, et il nous sera plus facile de venir en aide à la communauté chypriote turque si besoin est. La présence turque est désormais établie d'une façon telle que ne saurait être ni menacée ni ébranlée²⁵⁶. » S'adressant aux militaires, il ajouta que l'objectif d'Ankara était maintenant de trouver une solution « pacifique et politique

²⁵³Le Monde, 24 juillet 1974.

²⁵⁴Le Monde, 24 juillet 1974.

²⁵⁵Le Monde, 24 juillet 1974.

²⁵⁶Le Monde, le 24 Juillet 1974.

(...) une paix armée ». D 'ailleurs, comme le souligne Le Monde, le 25 juillet 1974, : « la flotte turque a levé l'ancre depuis lundi, mais la ville est contrôlée par les dix mille hommes (au total) qui ont débarqué ». La carte qui suit montre cette avancée²⁵⁷ :

L'ensemble des attaques turques provoquèrent des incendies importants, partis des sous-bois du Pentadactylos, qui ont freiné la progression des soldats turcs. Les largages des troupes ne purent reprendre clairement que vers 18 h 00²⁵⁸. Les avions partaient d'Ouest en Est, de la baie de Morphou vers l'axe Nicosie-Famagouste. « Les assaillants avaient apparemment tenu compte de leurs premières expériences de la matinée: le largage des hommes et de leur matériel se fit à une altitude plus basse et suivant un plan de vol plus proche du front montagneux²⁵⁹ ».

Maîtresse de l'air et de la mer, l'armée turque manqua cependant de coordination, pour preuve la destruction du destroyer *Kocatepe* (3600 tonnes, 14 officiers, 260 officiers mariniers et marins) le 21 juillet 1974, par l'aviation turque.

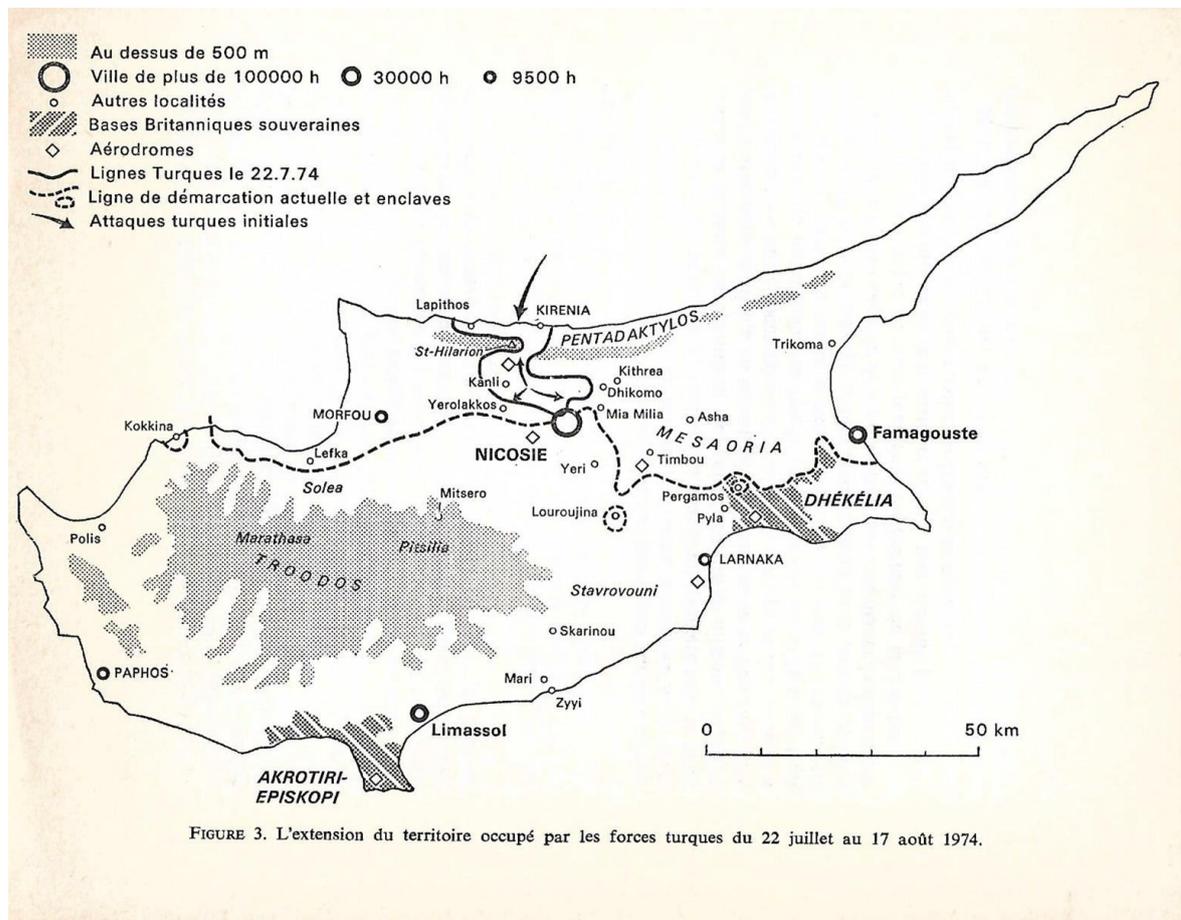


FIGURE 3. L'extension du territoire occupé par les forces turques du 22 juillet au 17 août 1974.

²⁵⁷Pierre-Yves Péchoux, *Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre, 1974-1976*, Hérodote, n°3, juillet-septembre 1976, p 20.

²⁵⁸Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 19.

²⁵⁹Idem.

Un bilan de ces journées fut adressé le 22 juillet à New York au Secrétaire Général de L'ONU, Kurt Waldheim par M. Papaphilippou²⁶⁰, mentionnant l'utilisation du napalm :

- Le Melconian Institute, le Armenian Educationnal Centre, un des plus grands du Moyen Orient a été bombardé et détruit.
- Le Psychiatrique Institution de Nicosie a été bombardé : 20 morts et 100 blessés ;
- Le Famagusta Hospital a été bombardé au napalm tuant des infirmières et des médecins.
- De nombreux morts dans la ville de Morphou et dans les villages de Stylli, Ergomi, Strovolos (Ouest du pays) et bien d'autres causant des morts et des blessés.
- La mairie de Famagouste a été entièrement détruite.
- La capitale, Nicosie, a connu des bombardements incessants pendant trois jours ;
- Le Centre de Communications de Chypre a été la cible de bombardements continus tuant et blessant de nombreux employés ;
- Pratiquement toutes les bombes utilisées sont au napalm ;
- Les actions militaires turques ont aussi touché des villages chypriotes turcs tel que Kazivera où cinq enfants et quatre femmes ont été tués et vingt habitants blessés.

c) Mardi 23 juillet : démission de Nikos Sampson

Alors que l'armée turque contrôlait 3 % du territoire de Chypre, Nikos Sampson donna sa démission, après 8 jours de pouvoir, au cours d'une brève allocution²⁶¹ :

« Je n'avais pas pris le pouvoir pour des raisons personnelles. J'ai assuré la présidence pour éviter une guerre civile entre Chypriotes grecs. J'ai renversé²⁶² le précédent gouvernement pour rétablir la démocratie. Cela a conduit à l'invasion turque, et les journées de combats qui ont suivi ont été les plus glorieuses de notre pays. En raison de l'expérience comme diplomate de M.Cléridès, j'ai démissionné et abandonné mes fonctions pour qu'il prenne ma place. J'ai fait mon devoir à un moment critique, et je démissionne de mon plein gré. »

²⁶⁰ Loukas Papaphilippou, Ministry of Foreign Affairs, GEN/3, *Cyprus in the UN Archives*, January 1974-December 1974, C.Solea, Kyrenia Refugees Association, Klearchos A.Kyriakides, Editions Marta Mursanska, 2017, p 78-79.

²⁶¹ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

²⁶² Nikos Sampson déclarera quelques jours après, le 25 Juillet, qu'il avait été président malgré lui, étant pris par une voiture de police l'emmenant au quartier général de la police, composé intégralement de Chypriotes : d'après *Le Monde*, 25 Juillet ; « Vous allez être président, m'ont-ils dit ? J'ai dit ; « Non » Ils ont insisté. J'ai entrevu une possibilité de guerre civile, et j'ai accepté ».

Ce fut donc Glafcos Cléridés qui devint Président de la République de Chypre. En effet, la constitution prévoyait qu'en cas de vacance du poste de président élu, c'est le président de la Chambre des Représentants qui le remplace provisoirement. Un temps ministre de la justice, il présida depuis juin 1968 la délégation chypriote grecque aux pourparlers avec les représentants de la communauté turque. Cette nomination eut l'assentiment de Mgr Makarios qui la présenta comme légale.

Le soir, la réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU exigée par la Grèce adoptée à l'unanimité la résolution suivante :

Le Conseil de Sécurité, réaffirmant les termes de sa résolution du 20 juillet 1974, exige que toutes les parties à l'actuel conflit se conforment immédiatement avec le paragraphe 2 de la résolution du Conseil de Sécurité du 20 juillet demandant un cessez-le-feu immédiat et complet dans la région et demandant à tous les Etats d'exercer la plus extrême retenue ainsi que de s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation .

A l'ONU, le secrétaire général est revenu plusieurs fois sur le non-respect du cessez-le-feu. Ce à quoi, Bient Ecevit, premier turc, répond en disant que le gouvernement turc ne s'est pas conformé immédiatement à l'appel de cessez-le-feu car « les conditions sur le terrain n'étaient pas favorables ». Il ajouta que « Notre but n'est pas et ne sera pas l'occupation ou l'annexion de Chypre ²⁶³».

Enfin, le sort des touristes et des ressortissants occidentaux étaient dans la soirée quasi résolus, les différents convois humanitaires et vols vers les capitales étaient effectifs et assurés²⁶⁴.

Au total, ce sont 40 000 soldats turcs et 20 000 miliciens chypriotes turcs face à 12 000 soldats grecs et chypriotes grecs.

²⁶³ *Le Monde*, le 25 juillet 1974.

²⁶⁴ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

C/Les négociations

a) Mercredi 24 juillet : début des négociations

Lors de la nuit de mardi à mercredi, Constantin Caramanlis arriva à Athènes et commença à constituer un gouvernement alors que le général Ghizikis restait en fonction²⁶⁵. Mais déjà pointent des suspicions sur le comportement de Washington et de Kissinger en particulier qui va être repris de nombreuses fois et être un des éléments d'explication, pour de nombreuses personnes, de la crise chypriote. Jack Anderson, du *Washington Post* accuse Kissinger d'avoir soutenu à la fois Makarios et Sampson citant des documents confidentiels²⁶⁶.

b) Jeudi 25 juillet : la Turquie en position de force

Kyrenia est séparée du reste de l'île par les Monts Pentadactylos qui peuvent être franchis par le col de Saint Hilarion : celui-ci est contrôlé dès la fin de cette première phase de l'opération. Très étrangement, seul le château de Kyrenia (donnant sur le port et donc dans le centre de la ville) était encore aux mains des Grecs. Déjà un premier bilan est dressé par les autorités turques : M. Turan Gunes, ministre turc des affaires étrangères, déclara au Parlement, que 600 Chypriotes grecs avaient été faits prisonniers lors du débarquement à Kyrenia et avaient été conduits à Mersin²⁶⁷. A cet égard Rauf Denktash déclara²⁶⁸ que « Nous ne forçons personne à vivre sous une occupation militaire turque. » et revint sur l'objectif de l'opération : « Je peux dire dès à présent que la porte de l'*Enosis* est maintenant définitivement fermée ». « Seule la Turquie a sauvé notre communauté de la discrimination grecque ».

L'opération Attila a inversé le rapport de forces entre une armée turque forte de plus de 10 000 hommes de l'armée turque en plus des 9 000 soldats de l'armée chypriote turque encadrés par des officiers d'Ankara et des deux mille hommes du contingent national établis depuis l'indépendance. Au total : 21 000 hommes. Ce même jeudi 25 juillet

En face, côté grec, on dénombre 10 000 hommes de la garde nationale, encadrés par 650 officiers envoyés par Athènes et 950 hommes du contingent national grec. Total : 11 600 soldats.

²⁶⁵ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

²⁶⁶ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

²⁶⁷ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

²⁶⁸ *Le Monde*, le 27 Juillet 1974.

Donc un rapport d'un homme pour deux sans compter le différentiel d'armement en nombre et technologie/ dimensions (air, sol, marine) et sans compter le débarquement d'une quinzaine de bâtiments à Kyrenia ce jour même. A Mersin, en Anatolie, « des files de tanks, de véhicules blindés, de camions, sont groupés sur le port en attendant le débarquement : visiblement, les Turcs entendent s'installer à Chypre pour longtemps ²⁶⁹».

Si des tirs sporadiques venant de soldats grecs isolés sont soulignés, le triangle formé avec comme base Kyrénia et sommet Nicosie (cf carte p 15), est devenu une petite Turquie, envahi de drapeaux, de panneaux turcs²⁷⁰. (L'aéroport de Nicosie est toujours sous contrôle de l'ONU).

Sur le plan diplomatique, à Genève, les conversations tripartites²⁷¹ sur Chypre avaient commencé vers 20h30, avec les ministres des affaires étrangères des trois puissances garantes du statut de Chypre-Grande Bretagne, Grèce et Turquie- qui se réunirent dans la salle des conseils du Palais des nations, mise à leur disposition par l'ONU. Peu concluants, les pourparlers reprirent le lendemain.

Les déclarations du vice-premier ministre Erbakan considérant que Chypre²⁷² « devrait être partagée » est révélatrice des tensions internes en Turquie mais surtout des objectifs voulus pour consolider le pouvoir car M.Ecevit connut un regain de popularité, soutenu par la quasi-unanimité de l'opinion turque.

c) Vendredi 26 juillet : évocation de la République turque chypriote

Les critiques de M.Cleridès se font vives sur l'attitude d'Ankara (qui assura que 31 chypriotes turcs ont été torturés et assassinés): non-respect du cessez le feu (53 selon lui) ce que démontre d'ailleurs la prise de plusieurs territoires par les forces turques²⁷³ : vendredi 26 juillet, ils prirent position à l'extérieur de Myrtou à 30 km de Nicosie, ainsi que dans les villages Sisklipos et d'Ayios-Ermolaos qui permettent de mieux contrôler la côte et de potentiellement construire une piste pour avions.

²⁶⁹ *Le Monde*, le 29 Juillet 1974.

²⁷⁰ *Le Monde*, le 29 Juillet 1974.

²⁷¹ *Le Monde*, le 27 juillet 1974.

²⁷² *Le Monde*, le 26 juillet 1974.

²⁷³ *Le Monde*, le 29 juillet 1974.

De son côté, Rauf Denktash a reçu à Nicosie-Nord un groupe de journalistes et a pu faire des commentaires très éclairants à l'aune de ce qu'allait devenir l'île. :

Cette République turque chypriote pourra se fédérer avec la république grecque chypriote. Peut-être devons nous avoir recours à des échanges de population de population car une bonne partie de la population grecque s'est enfuie de Guirne (Kyrénia). De notre côté, nous avons vingt mille Turcs qui se sont réfugiés ces derniers jours dans les bases des Nations Unies et qui devront retrouver un foyer. Cette dernière crise aura en tout cas créé une situation absolument nouvelle ; elle aura fourni en même temps l'occasion de donner à la question chypriote une solution définitive et satisfaisante pour les Turcs ».

Lors de cette deuxième réunion à Genève, les protagonistes n'arrivèrent pas à une conclusion tandis que le grignotage des forces turques vers l'ouest de Kyrenia (10 km) se poursuivait « avec une faible résistance des gardes nationaux chypriotes ²⁷⁴».

Finalement, le lundi 29 juillet après une nuit de négociations, un projet de résolution de l'ONU était mis en place par les trois puissances garantes de l'île à Genève. L'accalmie, la fin des raids aériens ont permis cette reprise du dialogue. Mais des malentendus restaient les Grecs insistaient sur différents points :

- Retour aux lignes du 22 juillet ;
- Zone-tampon contrôlée par l'ONU ;
- Cessation de l'envoi de renforts turcs ;
- Promesse d'un retrait des troupes turques à une date donnée ;

Alors que les Turcs exigèrent :

- Un régime intérimaire pour Chypre (avec une administration autonome pour chaque communauté) ;
- Le maintien des droits que détiennent la Grande Bretagne, la Grèce et la Turquie en tant que puissances garantes ;
- La libération des villages turcs contrôlés par la garde nationale chypriote ;

²⁷⁴ *Le Monde*, le 30 juillet 1974.

Nous voyons bien que les demandes ne concernèrent pas les mêmes éléments sans être trop incompatibles, avec une reconnaissance implicite de l'état de fait provoqué par l'invasion turque.

A ce moment-là, fin juillet grâce à sa politique de « grignotage », l'armée turque réussit à doubler son territoire : presque toute la population grecque avait abandonné la côte Nord²⁷⁵.

d) Mardi 30 juillet : vers un accord ?

Mgr Makarios arriva à 8 heures à Londres déclarant : « Ankara exerce un chantage dans l'espoir d'imposer ses conditions pour la solution du problème de Chypre et cette attitude n'apportera pas de solution mais un nouvel affrontement dont les répercussions peuvent mettre en danger la paix dans toute la région et affecter le flanc sud de l'OTAN²⁷⁶ ».

A Genève, des progrès ont été enregistrés, « considérables » selon les dires des intervenants. Le seul point à régler est la largeur de la zone tampon entre les forces en présence dans l'île²⁷⁷.

Lors de la nuit de mardi à mercredi, Constantin Caramanlis arriva à Athènes et commença à constituer un gouvernement alors que le général Ghizikis restait en fonction²⁷⁸. Mais déjà pointe des suspicions sur le comportement de Washington et de Kissinger en particulier qui va être repris de nombreuses fois et être un des éléments d'explication, pour de nombreuses personnes, de la crise chypriote.

²⁷⁵ Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 22.

²⁷⁶ *Le Monde*, le 31 juillet 1974.

²⁷⁷ *Le Monde*, le 31 juillet 1974.

²⁷⁸ *Le Monde*, le 25 Juillet 1974.

III/ L'accord de Genève

A/ Un texte cadre

a) L'UNFICYP comme garant

Le 31 Juillet à 22 heures, après six jours de conciliabule de jour et de nuit, un accord tripartite à Genève était conclu, dans la salle des conseils du Palais des nations²⁷⁹, qui instituait une « zone de sécurité » tenue par les casques bleus et reconnaissait l'existence de « deux administrations »²⁸⁰ :

1) Les ministres des affaires étrangères de la Grèce, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Turquie ont procédé à des négociations, à Genève, du 25 au 30 Juillet 1974. Ils ont reconnu qu'il importe de mettre en train d'urgence des mesures pour aménager et normaliser, dans un délai raisonnable, la situation dans la République de Chypre sur une base durable, compte tenu des accords internationaux signés à Nicosie le 16 août 1960 et de la résolution 353 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ils ont cependant convenu de la nécessité d'arrêter d'abord certaines mesures immédiates.

2) Les trois ministres des affaires étrangères ont déclaré qu'afin de stabiliser la situation les zones de la République de Chypre contrôlées par les forces armées adverses le 30 juillet 1974 à 22 heures (heure de Genève) de devraient pas être étendues.

Ils ont fait appel à toutes les forces, y compris aux forces irrégulières, pour qu'elles renoncent à toute activité offensive ou hostile.

3) Les trois ministres des affaires étrangères ont également conclu que les mesures ci-après devraient être mises en œuvre immédiatement :

A) Une zone de sécurité, dont les dimensions seront déterminées par les représentants de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, en consultation avec la force des Nations Unies

²⁷⁹ « Visiblement très émus, MM.Mavros et Gunes se donnaient l'accolade, ce qui redoublait les applaudissements », *Le Monde*, le 01 août 1974.

²⁸⁰ *Le Monde*, le 01 août 1974.

chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), devrait être établie à la limite des zones occupées par les forces armées turques, au moment spécifié au paragraphe 2 ci-dessus. Ne devrait pénétrer dans cette zone aucune force autre que celles de l'UNFICYP, qui devraient superviser l'interdiction de pénétrer.

En attendant que soient fixées les dimensions et la nature de la zone de sécurité, aucune force ne devrait pénétrer dans la zone existant entre les deux forces.

B) Toutes les enclaves turques occupées par les forces grecques ou par les forces chypriotes grecques devraient être immédiatement évacuées. Ces enclaves continueront d'être protégées par l'UNFICYP et conserveront leurs arrangements antérieurs de sécurité.

Les autres enclaves turques en dehors de la zone contrôlée par les forces armées turques continueront d'être protégées par une zone de sécurité de l'UNFICYP et pourront, comme auparavant, maintenir leurs propres forces de police et de sécurité.

C) Dans les villages mixtes, les fonctions de sécurité et de police seront assurées par l'UNFICYP.

D) le personnel militaire et les civils détenus à la suite des récentes hostilités seront soit échangés, soit libérés, sous la supervision du Comité International de la Croix-Rouge, dans le plus bref délai possible.

4) Les trois ministres des affaires étrangères, réaffirmant que la résolution 353 du Conseil de sécurité devrait être mise en œuvre dans le plus bref délai possible, sont convenus que, dans le cadre d'une solution juste et durable, acceptable pour toutes les parties intéressées, et au fur et à mesure que la paix, la sécurité et la confiance réciproque seront établies dans la République de Chypre, des mesures devraient être élaborées qui conduiront à la réduction échelonnée par étapes, aux moments opportuns, des effectifs de forces armées et des quantités d'armements, de munitions et d'autres matériels de guerre dans la République de Chypre.

5) Profondément conscients de leurs responsabilités touchant le maintien de l'indépendance de l'intégrité territoriale et de la sécurité de la République de Chypre, les trois

ministres des affaires étrangères sont convenus que les négociations prévues dans la résolution 353 du Conseil de sécurité devraient être menées dans les meilleurs délais en vue de s'assurer a) le rétablissement de la paix dans la région b) le rétablissement du gouvernement constitutionnel à Chypre.

A cette fin, ils sont convenus que de nouveaux pourparlers devraient commencer le 8 août 1974 à Genève. Ils sont convenus aussi que les représentants des communautés chypriote grecque et chypriote turque devraient, à un stade rapproché, participer aux pourparlers relatifs à la Constitution.

Parmi les questions constitutionnelles à discuter devrait figurer celle d'un retour immédiat à la légitimité constitutionnelle, le vice-président assumant les fonctions prévues par la constitution de 1960. Les ministres ont noté qu'il existe en fait, dans la République de Chypre, deux administrations autonomes, celle de la communauté chypriote grecque e celle de la communauté chypriote turque. Sans préjudice aucune des conclusions à tirer de cette situation, les ministres sont convenus d'examiner à leur prochain réunion les problèmes que pose leur existence.

6) Les trois ministres des affaires étrangères sont convenus de porter le contenu de la présente déclaration à la connaissance du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et de l'inviter à prendre les mesures appropriées à la lumière de cette déclaration. Ils se sont, en outre, déclarés convaincus de la nécessité pour tous les intéressés dans la République de Chypre de coopérer pleinement à l'application des termes de cette déclaration.

M. James Callaghan a réaffirmé la validité du traité de garantie de 1960.

b) Une première victoire turque

Dans cet accord, la diplomatie turque l'emporte grâce au fait accompli. Forte d'une présence militaire plus importante que son adverse, utilisant les ruptures de cessez-le-feu pour maintenir la pression psychologique sur leur capacité à vaincre. En somme, les Grecs ont lâché des points en voulant arrêter l'avancée turque. Comme le souligne Le Monde du 01 août 1974²⁸¹ qui relate rapidement les points gagnés par Ankara :

²⁸¹ *Le Monde*, le 01 août 1974.

- Le cessez-le-feu, est déterminé en fonction des lignes que les Turcs ont fait mouvoir à leur avantage lors des négociations ;
- Le retrait des troupes sera fait lorsque tout sera « bien réglé », expression floue qui permet de tout finir plus tard. Cela ne présente aucune garantie pour la partie grecque voire turque suivant le cours des évènements futurs ;
- Enfin pour le devenir constitutionnel de l'île, M.Denktaş récupère son poste de vice-président et son droit de veto, et désormais les deux administrations autonomes qui existaient de facto (à parti de 1964) le deviennent de jure, victoire turque qui le réclamaient et peut faire glisser les institutions vers le fédéralisme.

Côté grec, le texte donne du répit, permet d'envisager une solution acceptable dans la mesure où les combats s'arrêtent définitivement. Surtout, que l'avenir de l'île ne sera discuté que lors d'une deuxième conférence à laquelle allaient prendre part les représentants des deux communautés, M.Denktaş et M.Cléridès, comme le prévoit cette résolution 354. Comme le souligne M. Hasan Isik, ministre de la défense et des affaires étrangères par intérim, le mardi 29 juillet : « C'est un préliminaire, une déclaration d'intentions rédigée en termes généraux » mais il prévient : « Je veux être clair. Tant que nous n'aurons pas fixé le nouveau statut de l'île et tant qu'il n'aura pas subi l'épreuve de l'expérience pratique pour vérifier qu'il est bien viable, nos troupes resteront²⁸² ». Dans le même registre, le premier ministre turc, M.Ecevit, assura le même soir que « les résultats étaient « très satisfaisants pour la Turquie²⁸³ ». M.Kissinger aura tenté par trois fois par téléphone de convaincre M.Ecevit de retirer ses troupes. En vain, car comme me souligne le quotidien vespéral : « Toutefois, ni l'armée turque ni l'opposition parlementaire de droite le lui permettant de faire une telle concession, M.Ecevit était obligé de tenir tête²⁸⁴ ».

Pour l'heure, Mgr Makarios a assuré, par téléphone, qu'il n'interviendrait pas dans les négociations²⁸⁵ prévues pour la semaine suivante, le 8 août.

Cependant, des déceptions et des critiques vinrent de l'URSS et des représentants de Mgr Makarios faisant valoir que l'accord du 31 juillet²⁸⁶ « était en flagrante contradiction avec la résolution sur Chypre adoptée par le Conseil de sécurité le 20 juillet : cette dernière, tout en

²⁸² *Le Monde*, le 01 août 1974.

²⁸³ *Le Monde*, le 01 août 1974.

²⁸⁴ *Le Monde*, le 01 août 1974.

²⁸⁵ *Le Monde*, le 01 août 1974.

²⁸⁶ *Le Monde*, le 02 août 1974.

prescrivant un cessez-le-feu immédiat., insistait sur le retrait rapide de toutes les troupes étrangères et sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté de Chypre, tandis que l'accord de Genève admet la présence des troupes turques et recommande la participation aux négociations futures de représentants des deux communautés, et non pas du gouvernement de la République de Chypre ». L'URSS mit son veto.

Un autre grief important atteint la délégation turque : le fait de vouloir le départ des casques bleus des zones turques et celui des troupes grecques de villages turcs, ce qui amène par la présence des troupes turques, au partage de Chypre.

En retour, la diplomatie turque remet sur la table les différends territoriaux avec la Grèce (Dodécannèse et les îles de la mer Egée qui sont perçues comme des menaces pour Ankara) avec la Grèce et souhaite régler le problème de sa relation avec Athènes dans son ensemble, dans le cadre de l'OTAN²⁸⁷.

B/ Deux éléments de la tactique turque

Ces deux éléments, « grignotage des territoires » et début de fédéralisation, vont de concert car plus l'armée turque prend des territoires, plus elle assoit son autorité et lui permet d'avoir des surfaces variées agricoles, urbaines, port, aéroports, sommets de montagnes hautement stratégiques, routes et tout cela dans un ensemble homogène pour pouvoir mieux « tenir » sa zone conquise. Derrière cela, se met en œuvre une « épuration ethnique » qui est le corollaire de la création d'un territoire sous administration turque.

a) Une politique de « grignotage » des territoires

La Turquie bénéficie d'un fort consensus autour de son gouvernement alors que la Grèce a toujours du mal à former un gouvernement ce qui l'affaiblit d'un point de vue diplomatique. Bref, le champ est libre pour l'action de sa politique à Chypre : les Nations Unies relatent, l'abandon des villages de Karavs et de Lapithos situés à respectivement 11 et 14 km à l'ouest de Kyrénia le mercredi 31 juillet suite « à un bombardement de l'armée turque²⁸⁸ ». Ces

²⁸⁷ *Le Monde*, le 02 août 1974.

²⁸⁸ *Le Monde*, le 02 août 1974.

bombardements vont durer jusqu'au 7 août²⁸⁹. (Lapithos est comme « un petit Golan²⁹⁰ » car sa position permet de dominer la mer ainsi que la route qui conduit à Nicosie en passant par l'aéroport de la capitale). M.Rauf Denktash déclara donc « qu'une base géographique pour un secteur turc autonome dans le cadre d'une République fédérale constitue une demande minimale ». Les Chypriotes turcs enfermés dans la citadelle de Famagouste souhaitèrent donc aller dans un canton turc.²⁹¹ S'en suivirent des combats à Ayios-Epiktitos à 8 km à l'est de Kyrénia²⁹². Ainsi le 3 août des combats sont signalés dans la région de Kyrénia²⁹³ sans plus de précisions. Le 4 août, « de source proche de la Croix-Rouge internationale, on apprit que l'armée turque avait commencé à déporter massivement et systématiquement toute la population chypriote grecque de la région de Kyrénia. Les villages des environs ont été vidés de leurs habitants, qui ont été dirigés vers des centres de regroupement, d'où femmes, vieillards et enfants sont ensuite expulsés vers les zones chypriotes grecques. Les hommes sont emmenés vers une destination inconnue²⁹⁴». S'en suit des témoignages de viols, de brimades, de vexations, variables selon le comportement des officiers turcs. Le journal *Le Monde* relate qu'« Une équipe du CICR a pu se rendre lundi à Kyrénia, mais les autorités militaires turques refusent toujours à la Croix-Rouge internationale le droit de se rendre à Bellapais (à quelques kilomètres à l'est de Kyrénia) et à Karavas (à l'ouest de Kyrénia) » puis qu'« Enfin, un délégué du CICR a rendu visite à Adana, en Turquie, à trois cent quatre-vingt-cinq « prisonniers de guerre » pris par l'armée turque. Il s'agit, apparemment, de gardes nationaux chypriotes grecs et d'officiers grecs qui encadrent la garde nationale.²⁹⁵»

Au sein de l'Église orthodoxe chypriote, Mgr Gennadios est devenu archevêque. C'est un opposant à Mgr Makarios : « L'Église de Makarios était une sorte d'affaire. Il accumulait des fusils et s'entourait de mensonges mais les gens ont fini par comprendre²⁹⁶».

Jeudi 8 août : M.Mavros a déclaré qu'il y avait eu « plus d'une centaine de violations « du cessez-le-feu et qu'ils avaient élargi leur tête de pont de plus de « 100 km² »²⁹⁷, rajoutant que :« Nous sommes maintenant sûrs que les deux communautés ne peuvent plus vivre

²⁸⁹ *Le Monde*, le 09 août 1974.

²⁹⁰ Le plateau du Golan se situe au Nord de l'Etat d'Israël et domine la vallée du Jourdain.

²⁹¹ *Le Monde*, le 03 août 1974.

²⁹² *Le Monde*, le 08 août 1974.

²⁹³ *Le Monde*, le 06 août 1974.

²⁹⁴ *Le Monde*, le 07 août 1974.

²⁹⁵ *Le Monde*, le 07 août 1974.

²⁹⁶ *Le Monde*, le 06 août 1974.

²⁹⁷ *Le Monde*, le 09 août 1974.

ensemble, j'en déduis qu'elles devront recevoir les moyens juridiques et géographiques de vivre séparés à l'intérieur d'une République unie »²⁹⁸.

Le Jeudi 8 août au soir, un accord fut trouvé sur le tracé des lignes de cessez-le-feu et des zones tampons et retrait d'une partie des casques bleus à Famagouste. Toutefois, le 9 août à Nicosie : on nota des « Fusillades, rafales de mitrailleuses, explosions d'obus de mortier » ainsi que « toute la gamme des armes légères était déployée »²⁹⁹.

Pendant ce temps-là, les Chypriotes grecs ont fini par s'entendre sur un gouvernement qui ne fait place ni à l'extrême droite ni à la gauche syndicale et politique. Le chef du gouvernement détient les fonctions de ministre des affaires étrangères, de l'intérieur et de la défense³⁰⁰.

Le 09 août, à Genève, lors de la première séance de la deuxième conférence sur Chypre, Grecs et Turcs tombèrent d'accord pour demander à leurs experts respectifs à Chypre de proposer des lignes de démarcation précises y compris pour l'aéroport de Nicosie et de dresser des listes de prisonniers et de civils à échanger et aussi des villages turcs à évacuer.(avec une deuxième phase prévue sur les problèmes politiques et constitutionnels et une troisième phase prévue : dans quelques semaines pour parachever l'accord).

Enfin, l'activité de l'observateur soviétique, M.Victor Minine a été remarquée, soucieux de l'évacuation des troupes étrangères de l'île³⁰¹. (Certainement car elles font partie de l'OTAN).

b) Un objectif de fédéralisation

Le 13 août, le plan turc de solution du problème de Chypre³⁰² propose la constitution des deux Etats fédérés dans une République libre et indépendante. Voici les principaux points :

1. Les participants à la conférence acceptent que la Constitution de l'État chypriote soit radicalement changée ;
2. Cette République se compose de deux Etats fédérés qui doivent avoir leur totale autonomie ;
3. Les deux Etats désigneront, à égalité, le pouvoir fédéral ;

²⁹⁸ *Le Monde*, le 09 août 1974.

²⁹⁹ *Le Monde*, le 10 août 1974.

³⁰⁰ *Le Monde*, le 10 août 1974.

³⁰¹ *Le Monde*, le 10 août 1974.

³⁰² *Le Monde*, le 14 août 1974.

4. L'État chypriote turc comprendra 33 % de la surface de l'île, répartis au maximum en cinq cantons. Le principal d'entre eux comprendra 17 % de l'île ;

A la veille de la deuxième étape (4 août) de l'Opération Attila, Glafkos Cleridès estime que le nombre de civils qui ont quitté la poche créée par l'intervention turque, s'élève à 20 000, secourus par le CICR et l'UNFICYP dont une partie des aides ont été confisquées par l'armée turque³⁰³.

Laquelle attestation est contestée par Osman Olcay, ambassadeur permanent à l'ONU³⁰⁴ : « Je rejette totalement les diverses charges d'harcèlement des populations civiles dans les zones sous contrôle de l'armée turque, comme imaginaires et fabriquées.[...] Voici quelques statistiques très tristes à propos de la véritable situation à Chypre : les habitants turco-chypriotes de 37 villages totalisant 21 096 personnes ont dû partir sous pression de la Garde Nationale grecque pour trouver refuge dans les zones turques. Un chiffre quelque peu supérieur aux 20 000 Chypriotes grecs dont se réclame M.Cleridès faussement. 80 villages ont été occupés par la Garde nationale grecque où 35 882 Chypriotes turcs vivent. 60 villages sont assiégés par cette Garde où un total de 26 517 Chypriotes turcs restent sous constante menace. »

Une véritable guerre de l'information a commencé qui implique déjà des faits de guerre, les critiques envers les allégations de l'ennemi, et une précision sur les chiffres avancés. Il ne faut donc pas laisser de terrain à l'adversaire pour ravir au sein de l'ONU le rôle de victime.

Sur le période entre les deux phases de l'opération Attila, un recensement du nombre de violations du cessez-le-feu suivant la Convention de Genève a été effectué par le représentant de la Grèce³⁰⁵ auprès de l'ONU. Si son orientation pro-gouvernementale est certaine, il n'en demeure pas moins que jamais les Turcs accusèrent en retour de telles délits en droit international à l'endroit des Grecs. Une partie des éléments relevés impliquent l'arrivée sur l'île de troupes turques supplémentaires, ce qui n'est pas un acte de guerre. L'essentiel consiste en des combats utilisant des mitrailleuses, des mortiers, des attaques aériennes, et des attaques de vaisseaux. Ces informations corroborent donc bien la politique de « grignotage » opérée par Ankara qui lui donne régulièrement l'avantage de la surprise (les lieux étant souvent différents) et l'armée gouvernementale ne pouvant pas répliquer, vu qu'elle est soumise au cessez-le-feu

³⁰³ Note by the Secretary General, ONU, S/11413, 5 Aout 1974 in Cyprus in the *UN Archives January 1974-December 1974*, p 89.

³⁰⁴ Lettre au secrétaire général, le 7 août 1974, S/1143 in op. cit, *Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974*, p 91.

³⁰⁵ Lettre au secrétaire général de l'ONU de Denis Carayanis, ambassadeur permanent de la Grèce à l'ONU, in op. cit. *Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974*.

et qu'elle est psychologiquement atteinte par la première phase du conflit. En voici, un bilan succinct qui confirme ce qui est décrit précédemment sur la même période par l'ONU elle-même : (il faut lire d'abord la date, puis le nombre de rupture de cessez-le-feu).

Juillet : le 22 (après la signature de l'accord) : 6 ; le 23 : 16 ; le 24:3 ; le 25 : le 12 ; le 26 : 12 ; le 27 : 1 ; le 29 : 13 ; le 30 : 7 ;

Août : le 1^{er} : 2 ; le 2 : 1 ; le 3 : 1 ; le 4 : 2 ; le 5 : 0 ; le 6 : 5 ; le 7 : 6 ; le 8 : 5 ; le 9 : 1.

Comme le cite la lettre, du 10 au 13 Août : « un calme relatif sur la ligne de confrontation est dû à la reprise des pourparlers à la conférence de Genève. Est-ce une technique pour la Turquie de faire croire à une sincère volonté d'arriver à un accord de paix ou un réel arrêt car elle avait obtenu ce qu'elle voulait ? La suite donnera raison à la première hypothèse.

IV/ L'opération Attila 2 (14-17 Août)

A/ Une opération surprise

a) Une opération rapide

Alors que les négociations en vue d'un règlement sur le statut de l'île se déroulaient, survint une nouvelle opération communément appelée « Attila 2 », le mercredi 14 août à l'aube. La veille, une « journée de dupes ³⁰⁶ » diplomatique s'était déroulée : « Léger espoir dans la matinée, puis scepticisme grandissant vers midi, brusque regain de confiance dans l'après-midi, suivi d'une amère désillusion confinant au constat d'échec, voire à la rupture ». De l'attitude de la diplomatie turque, on pourrait dire qu'elle a fait diversion pour faire croire à un accord possible, pour dérouter les diplomates grecs. En effet, une opération de cette envergure ne peut se faire sans des préparatifs relativement longs, une mobilisation importante comme nous l'avons vu pour la première phase d'Attila. Et donc jouer de l'effet de surprise (beaucoup moins fort la deuxième fois, par définition...). D'ailleurs, le jeu turc est à ce point fin que dans la journée du lundi 13 août, vers 14 heures les médias ont fait part d'un accord possible sur la formule fédérale entre les deux représentants des deux communautés chypriotes...

³⁰⁶ *Le Monde*, le 15 août 1974, Marc Marceau.

La deuxième phase de l'opération de l'armée turque s'est déroulée en s'approchant de la base souveraine britannique de Dekhelia au Sud-Est. C'est une guerre de plaine appuyée sur les chars et l'artillerie tractée. Son but de défaire le dernier bastion de soldat grec notamment voisinant la station balnéaire de Varosha, très majoritairement grecque. Les tanks turcs sont à quelques centaines de mètres de soldats britanniques, en vue d'encercler le port de Famagouste. Un reportage de Thames TV³⁰⁷ montre bien que les quelques tirs des chars turcs ne sont qu'une erreur sans blessé. Si aucune source ne mentionne des échanges de tirs entre Britanniques et Turcs il est à noter que le journaliste assure qu'aucun moyen de communication n'est établi entre les deux armées pourtant membres toutes les deux de l'OTAN et présentes sur l'île depuis l'indépendance en 1960, relativement aux accords de garantie.

En conquérant Famagouste en ce mercredi 14 juillet, les troupes d'Ankara libèrent des populations turques qui étaient assiégées par les troupes grecques lesquelles fuient rapidement devant la puissance de feu adverse. Devant aller au Sud, ils tentent de passer par la base de Dekhelia. Les officiers britanniques leur opposent un refus poli³⁰⁸. Elles doivent passer aller vers Larnaca chemin plus long (voir carte p 15).

Les derniers Grecs à quitter Varosha sont ceux qui étaient trop faibles pour partir : personnes âgées, personnes pauvres. L'immense majorité de la population de la célèbre et richissime station balnéaire ont fui la fin de semaine précédente soit les 10 et 11 août.

Ce reportage permet de prendre à vif, en plein milieu des combats, les réactions de Glafcos Cléridès : celui-ci est particulièrement pessimiste sur la suite des événements. Il pense que « le pire est devant nous et que le but de l'armée turque est de conquérir l'intégralité de la République de Chypre » qui deviendra « une colonie turque » où les Grecs deviendront une minorité. Se projetant dans un futur proche, il envisage « une guérilla dans les montagnes « pour combattre l'occupant. Questionné sur la possibilité de négociations : il rétorque « pas de paix possible sans retrait turc³⁰⁹ ». En fin de reportage, des images de camps de réfugiés turcs vivant dans la partie Sud de Chypre sont montrées, avec des populations attendant d'aller au Nord « sous la protection de l'armée turque craignant d'être tués par les Grecs ».

Sur la partie Ouest, les troupes turques progressèrent sur les contreforts du mont Troodos (cf carte p 15), au-delà de Lefka sans atteindre Kokkina (esclave turque cf chapitre 2). Les

³⁰⁷ *Turkish invasion of Cyprus, a divided Cyprus, this week, 1974*, Thames TV: <https://www.youtube.com/watch?v=yB1xwOfHYsM>

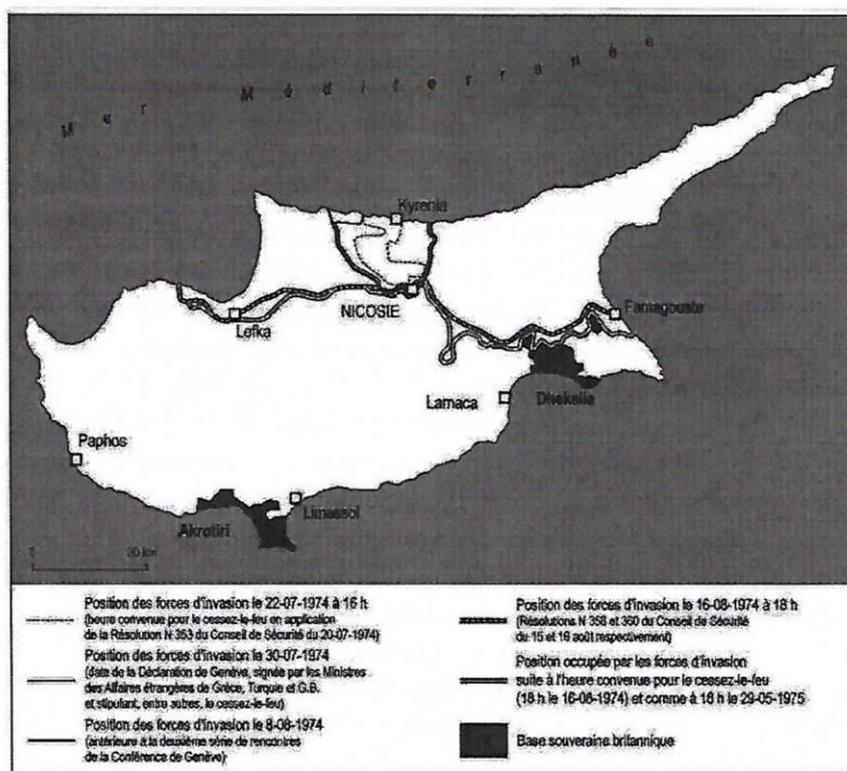
³⁰⁸ Ibidem.

³⁰⁹ Ibidem.

abords de Nicosie furent sécurisés et les alentours de l'aérodrome de Timbou furent agrandis, garantissant la bonne utilisation du site pour l'aviation turque.

A Nicosie, les soldats turcs réussirent à élargir leur territoire au-delà de la ligne de démarcation de 1964³¹⁰.

Figure 3 : La deuxième phase de nettoyage ethnique : l'offensive-éclair et l'invasion par l'armée turque (juillet-août 1974).



André-Louis Sanguin, op.cit, p 7.

Témoin de la précipitation, de la surprise de la population face à l'attaque turque, Anna Maragou raconte ce qui s'est passé le 15 juillet 1974 à Varosha : « Ma mère nous a mises avec ma sœur dans la voiture. On est parti en maillot et en tongs. La table était mise, on l'a laissé telle quelle. On pensait revenir le soir ou le lendemain, mais on a attendu 40 ans avant de pouvoir le faire, comme visiteurs³¹¹ ».

³¹⁰Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 23.

³¹¹ Angélique Kourounis, *Le chagrin d'une île*, Editions Nevicati, Collection L'Ame des peuples, Bruxelles, septembre 2021, p 49.

b) Une opération étalée, le « grignotage » comme doctrine

Comme pour la première phase, juste après le second cessez-le-feu, l'armée turque a poursuivi des attaques d'envergure moindre, certes, mais qui sont des violations. Ainsi, le 17 août, on ne dénombre pas moins de 12 violations ; essentiellement des tirs de mortiers, de mitrailleuses (parfois des tanks ou des véhicules blindés) avec la prise du village d'Athienos. Le 18, une reprise de tirs et de mouvements de chars dans la région de Denia, tout près de la base britannique souveraine de Dhekelia. L'arrêt de ces violations semble dû bien entendu à la présence de troupes britanniques, ce qui aurait équivalu à un casus belli vis-à-vis du Royaume-Uni.

D'autres tentatives interviendront plus tard, en Octobre 1974 : le 16, deux avions de chasse survolent l'île dans la région de Lakatamia, Stavrovouni et Athéniou (proche de Larnaca au sud-est de l'île) ; le 17, on repère un avion turc au-dessus de Evrychou et deux dans la région de Paphos (sud-ouest) ainsi que deux autres au-dessus de l'île ; le 18 octobre 1974, deux vols sont observés : le premier dans le secteur de Paphos-Xeros-Kouklia, le second dans la zone de Kyrenia-Nicosie-Larnaca. Visiblement, vu qu'aucune attaque, aucun bombardement n'a été noté, cela signifie que ces vols ont eu valeur de menace, de pression psychologique ou même diplomatique car les deux protagonistes sont en train de négocier le retour de réfugiés, et les autorités de la partie occupée de mettre en place une entité politique.

Toujours en ce mois d'octobre 1974, le 23, les troupes turques établirent un poste de contrôle près de Dherynia poussant un avantage conséquent. Comme déjà précisé, ce poste armé est non loin de la base souveraine du même nom. Le 26 du même mois, on recense plusieurs cas de pillages dans le village d'Ahna, de Makrasika et de Kalopsida³¹². Ces pillages consistent en l'intervention de quelques dizaines de civils masculins encadrés par des soldats turcs qui les aident à pénétrer dans les maisons et à les piller. Ces villages d'après les commentaires semblent être vidés de leurs habitants et correspondre à la zone tampon qui est mise en place.

Les dernières opérations de ce type surviendront le 11 novembre 1974 par une série d'actions qui ont visé à pousser la ligne de cessez-le-feu à l'aide de bulldozer ou simplement en avançant un point de contrôle armé³¹³.

³¹² Zenon Rossides, Lettre au secrétaire général de l'ONU, ref: 74/71, 31 octobre 1974, *Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974*, p 259.

³¹³ Aide-mémoire, 25 novembre 1974, cité dans *Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974*, p 283.

B/ Les conséquences diplomatiques

a) Les puissances internationales

Cette seconde phase de l'opération a consisté en des bombardements sur l'aéroport de Nicosie, des avancées vers l'Est (Famagouste) et vers l'Ouest à partir de la base que formait désormais Kyrénia³¹⁴.

La justification de l'attaque fut présentée par le premier ministre turc déclarant le jour même que : « l'intervention avait été motivée par l'attitude des délégations grecques à la conférence de Genève, qui selon lui cherchait à gagner du temps ³¹⁵ ». La première conséquence diplomatique directe de cette attaque fut le retrait de la Grèce de l'OTAN. Mécontente de l'action américaine, Athènes ne voit aucun intérêt à rester dans une organisation au sein de laquelle se trouve son ennemi qui fait la guerre à un peuple frère avec qui l'union était il y a peu un objectif géopolitique majeur. Théoriquement, la Grèce et la Turquie étaient jusque-là alliées : quel intérêt pour Athènes vu que l'Alliance atlantique devait lui apporter la stabilité dans sa région et limiter les avancées du Pacte de Varsovie ?

L'ambassadeur de Chypre à Paris, M. Polys Modinos, eut cette réaction : « Le droit d'intervention prévu par le traité de garantie, la Turquie l'a transformé en droit de conquête, et pourtant ce même traité interdit formellement la partition ³¹⁶ ».

Bien naturellement, la seconde conséquence fut la résolution (prise en l'espace de dix minutes par les Nations Unies, via le Conseil de sécurité, qui demande « à l'unanimité l'arrêt des combats et la reprise sans délai des négociations pour le rétablissement de la paix³¹⁷ », suivie en cela par 19 neuf pays de la Communauté européenne

b) L'action de l'UNFICYP

L'UNFICYP n'avait pas pour mandat d'intervenir dans le cadre d'un conflit international, d'où les critiques de certains sur sa soi-disant passivité. L'ONU refusa

³¹⁴ *Le Monde*, le 15 août 1974.

³¹⁵ Ibidem.

³¹⁶ Ibidem.

³¹⁷ Ibidem.

l'intervention directe, cependant le nombre de Casques bleus fut augmenté de 2078 à 4444³¹⁸ par le Secrétaire général. Si les soldats de l'ONU ont gardé leur neutralité, ils ont été des cibles régulières des belligérants. Ils furent interdits d'accès aux nouvelles zones occupées du fait de l'avancée de l'armée turque. Le 14 août, dans le camp de Kikko de Nicosie, 17 Finlandais ont été blessés (14 par un tir de mortier, trois au cours d'une attaque aérienne). Ils ont également essuyé des tirs dans la zone du Ledra Palace Hotel, obligeant le contingent canadien à transférer son personnel et ses véhicules vers le camp principal de Nicosie³¹⁹.

Le commandant de la Force réagit de la façon suivante : « Le commandant de la Force proteste énergiquement auprès du commandant turc et du commandant de la Garde nationale contre le fait qu'un tir de mortier et d'artillerie a été effectué sur les installations de l'ONU au camp de la Royal Air Force à Nicosie et sur d'autres camps de l'ONU. Vous êtes priés de respecter les locaux de l'ONU, de vous abstenir de tirer sur les positions de l'ONU et d'empêcher les troupes d'entrer dans les installations de l'ONU. » En vain car les tirs ne cessèrent jamais et l'hôpital du camp de Kykko prit feu³²⁰. Philippe Achiléas affirme même que « les soldats turcs ont parfois agressé sciemment les membres de la Force. Ainsi le 14 août, dans le district de Larnaca, un véhicule de la Force peint en blanc et portant l'emblème et le drapeau de l'ONU a été attaqué par un avion turc, celui-ci ayant préalablement effectué deux rotations autour du camion ³²¹». On recense les mêmes types de tirs près de Nicosie sur le contingent britannique et un convoi finlandais.

Le Conseil de sécurité exigea : « que toutes les parties intéressées respectent pleinement le statut international de la Force des Nations Unies et s'abstiennent de toute action qui pourrait mettre en danger la vie et la sécurité de ses membres ³²²».

Toutefois, l'UNFICYP réussit à garder certaines zones dans la partie occupée par les Turcs. L'aéroport de Nicosie est emblématique de son action : « Le 23 juillet à 15 heures, avec l'accord préalable des deux parties l'aéroport international de Nicosie a été déclaré, par l'UNFICYP, zone protégée des Nations Unies [...] Il en a été de même pour la zone du Ledra Palace Hotel de Nicosie afin d'y garantir la sécurité de plus de 380 touristes³²³ ». Ainsi vint une série de mise sous protection internationale de sites pour civils, comme le fit le CICR pour les

³¹⁸ Philippe Achiléas, op.cit, p 404.

³¹⁹ Philippe Achiléas, op.cit, p 406.

³²⁰ Ibidem.

³²¹ Philippe Achiléas, op.cit, p 409

³²² Ibidem.

³²³ Philippe Achiléas, op.cit, p 412.

hôtels Hilton et Cléopatra de Nicosie, « zone neutre placée sous la protection de la Croix Rouge ».

L'action de la Force s'est exercée en direction de plusieurs groupes de personnes : les ressortissants étrangers très présents à Famagouste et Kyrénia. En collaboration avec les autorités britanniques et américaines, les casques bleus réussirent à évacuer le 21 juillet plus de 4 000 personnes de Nicosie vers la zone de Dhekelia et au Nord, c'est grâce à une manœuvre de la marine britannique que les touristes et résidents purent fuir les combats³²⁴.

Ensuite les Chypriotes turcs, furent victimes de pillages et d'exactions dans les enclaves hormis Nicosie et Famagouste sous protection onusienne, où se sont entassées des réfugiés chypriote turcs. Voilà un bilan du secours et du regroupement sous l'égide de l'ONU : 5 300 dans les zones britanniques, Famagouste : 4 000, Larnaca : 732 (dans une école), Limassol : 1 500 (dans un stade). A Morphou , la Force a visité régulièrement les prisonniers du district de Lefka, et a établi des postes d'observation dans les villages mixtes ou musulmans pour assurer la protection de la minorité et des biens de ses membres³²⁵. Le 11 et 12 août, étant donné que la Garde Nationale a quitté les enclaves qu'elle occupait, l'UNFICYP s'y est immédiatement déployée pour y assurer la protection des civils.

En ce qui concerne les Chypriotes grecs, dans les zones contrôlées par les Turcs, ils ont dû quitter leurs maisons. Les hommes faits prisonniers ont été transférés puis transportés dans les camps Boghaz-Geunyely-Orta Keuy, les femmes et les enfants étant parqués dans les zones orthodoxes. Ils furent victimes d'atrocités : exécutions en masse, viols collectifs, tortures, etc... Voici un bilan des mises en protection : 5 000 à Bellapais, 1 400 dans le Dome Hotel de Kyrenia. Les autorités turques ont refusé l'assistance aux prisonniers au CICR et l'UNFICYP.

Dans le Dome Hotel, les autorités turques, suite à la seconde opération, demandèrent à la Force de partir ce qu'elle fit, y laissant une seule personne³²⁶.

L'UNFICYP, est aussi intervenue dans les zones de combat comme dans le village de Mandaria, rasé par les flammes où la majorité des habitants ont péri brûlés, réussissant à secourir les 60 blessés et les rescapés des deux communautés³²⁷. A la fin du conflit , l'UNFICYP participa à l'échange de prisonniers qui intervint le 16 septembre 1974³²⁸.

³²⁴Philippe Achiléas, op.cit, p 415.

³²⁵Philippe Achiléas, op.cit, p 418 et 419.

³²⁶Philippe Achiléas, op.cit, p 422.

³²⁷Philippe Achiléas, op.cit, p 423.

³²⁸Ibidem.

c) Le rôle décrié des Etats-Unis d'Amérique et plus particulièrement d'Henry Kissinger

En outre, le jeu américain et en particulier celui d'Henry Kissinger était des plus contestés depuis quelques années (au moins depuis l'arrivée des colonels grecs au pouvoir en 1967). Et c'est toute la relation de Washington avec Athènes qui revient au-devant de la scène.

Ainsi le journal *Le Monde* avance, dans un article d'Éric Rouleau, le jeudi 15 août que pour M.Jean Zigdis, ancien ministre, « le secrétaire d'État américain non seulement était au courant du coup d'État fomenté contre Mgr Makarios avant le 15 juillet dernier mais il l'avait sinon suscité, du moins encouragé ». Un ancien premier ministre grec parle même de « symphonie atlantique ³²⁹ ».

Le journaliste fait ensuite état d'un haut niveau de collaboration entre Athènes et Washington :

« Le scénario a été mis au point à Washington. Non pas au département d'État, où la plupart des chefs des « desks » (départements) des pays de la Méditerranée orientale étaient-contre l'avis de M.Kissinger hostiles à une modification du statu quo, et où l'on tenait en tout cas à sauver les apparences, mais dans l'immeuble gigantesque du Pentagone et dans les bureaux de la CIA.

Les indices dont disposent les dirigeants grecs à cet égard- ils parlent plutôt de preuve ne sont pas dérisoires. Les influences américaines en Grèce sont traditionnellement tentaculaires. Elles sont étendues dans la classe politique, dans le monde des affaires, et, surtout, au sein d'une armée formée, entraînée, exercée, ravitaillée, endoctrinée, par des officiers d'outre-Atlantique. A Athènes, le ministre grec de la défense est désigné sous le vocable de Pentagone et les services de renseignement, le KYP sont couramment appelés CIA. Et pour cause. Non seulement, les officiers grecs appartenant à ce service sont formés, pour la plupart, aux Etats-Unis, mais certains d'entre eux reçoivent leur solde directement de Washington.

La symbiose entre les organisations CIA et KYP – l'américaine et la grecque- avait été réalisée avant même l'avènement au pouvoir des « colonels » dont plusieurs (l'ancien dictateur Papadopoulos en tête) avaient été pendant de nombreuses années des agents stipendiés de la CIA »

³²⁹*Le Monde*, le 15 août 1974.

Si le prestige de H.Kissinger est bien entamé³³⁰, on peut constater que ses manœuvres ont été réalisées alors que la nouvelle administration n'était pas aussi concentrée qu'elle aurait pu l'être : « A peine, installée, la nouvelle administration Ford se trouve impliquée dans une grave crise internationale qui met à l'épreuve le jugement du nouveau chef de l'exécutif, dont les préoccupations actuelles sont fort éloignées des problèmes mondiaux. En fait, le président Ford s'en remettra complètement à M.Kissinger pour tenter d'éviter le pire, c'est-à-dire la dislocation du flanc sud de l'alliance ³³¹».

En Grèce, cette analyse fait l'unanimité : « La presse y a d'ailleurs fortement contribué en faisant état des informations en provenance d'Amérique depuis trois semaines et présentant M.Henry Kissinger comme ayant été pleinement informé à l'avance du putsch dirigé contre Mgr Makarios³³² ».

D'autres éléments intéressants permettent de mieux comprendre l'intérêt de l'intervention turque : «... et la Turquie cherche, en réalité, à régler à son profit la question du plateau continental et de la frontière maritime, où les récentes découvertes de la mer Egée font régner une forte odeur de pétrole³³³ ».

L'URSS se réjouit du retrait de la Grèce de l'OTAN (« acte positif ») la qualifiant d' « irréversible ³³⁴».

V / Des conséquences dramatiques

Les conséquences d'une guerre où des bombardements ont eu lieu ne peuvent être que dramatiques sans compter l'utilisation du napalm, et l'emploi important des tirs. Si la durée du conflit est relativement courte (20-24 juillet et 14 au 16 août, soit 6 jours), il n'en demeure pas moins qu'il se déroule sur un territoire assez restreint, dont on peut dire qu'il s'est concentré sur la partie Nord de l'île, même si des actions eurent lieu au Sud.

³³⁰ Ibidem, Henri Pierre.

³³¹ Ibidem, Henri Pierre.

³³² Ibidem, Marc Marceau.

³³³ Ibidem, Marc Marceau.

³³⁴ Ibidem. Marc Marceau.

A/ Les bilans

a) Le bilan humain

Une guerre, c'est surtout des vies brisées, des familles endeuillées, et des blessures qui cicatrisent très lentement quand elles peuvent cicatriser. Le bilan provisoire des pertes humaines est impressionnant au regard de la proportion de la population totale de l'île. On ne compte pas moins de 3 500 morts pour une île de 640 000 habitants³³⁵. Côté grec, on dénombre 3 000 morts et 1 619 disparus³³⁶ (dont 700 civils, parmi eux 112 femmes et 26 enfants). Côté turc, le bilan est moins important avec 500 morts et une soixantaine de disparus³³⁷.

Toutefois, ces chiffres ne font pas l'unanimité : Emmanuel Copeaux et Claire Mauss-Copeaux dans *Taksim, Chypre divisée* citent des morts plus nombreux³³⁸ « 6 000 morts selon certaines sources durant l'été 1974 ». D'autre part, les autorités du Nord de l'île affirment à partir du décompte des sépultures de martyrs, « on obtient les chiffres minimaux de 1 025 tués en 1974 dont 540 soldats turcs, 226 mücahit et 259 civils musulmans ». Ces chiffres ne sont corroborés par aucune autre source et ne peuvent constituer une base sérieuse de contestation des 3 500 morts, eu égard au caractère non reconnu des autorités du Nord (cf. L'État fédéré turc de Chypre) et les modalités peu transparentes de leur gouvernement.

La proportion des morts selon la communauté est relativement équivalente à celle des communautés ante bellum : les Grecs représentent 3 000 des 3 500 morts soit 85,7 % des morts (pour 82 % de la population totale), les Turcs 500 des 3 500 morts soit 14,28 % des morts (pour 18 % de la population totale). Au total, le nombre de morts représente 0,5 % de la population (3 500 pour une population de 640 000).

La situation des portés disparus est tout à fait éloquente des conditions de combats et du non-respect de la Convention de Genève ainsi qu'au traitement des prisonniers. On compta en 1981 un total plus important de personnes disparues : 2 002³³⁹. Fondé en 1981, sur un projet bicommunautaire, et cofondé par l'Union européenne et le Programme de développement des

³³⁵Jean-François Drevet, *Chypre en Europe*, L'Harmattan, Histoire et perspectives Méditerranéennes, Paris, 2000, p 198.

³³⁶Chiffre confirmé par Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux dans *Taksim, Chypre divisée*, Aedelsa Editions, Lyon, 2005, p 51.

³³⁷Ibidem.

³³⁸Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 58

³³⁹Rory MacLean et Nick Danziger, *Beneath the Carob Trees, The Lost Lives of Cyprus*, The Committee on Missing Persons in Cyprus, Nicosia, die Keure, 2016, p 14.

Nations Unies, The Committee on Missing Persons in Cyprus³⁴⁰ (CMP) a réalisé tout un travail de recherches pour retrouver les corps des décennies après le conflit. Réalisant de véritables enquêtes policières, ce comité a pu mettre en place un numéro vert anonyme pour toute personne désireuse de témoigner. Ont été mises en place des structures de part et d'autre de la zone tampon et appuyées par un Troisième Membre (Third Member), sélectionné par le Comité International de la Croix Rouge et approuvé par le Secrétaire Général des Nations Unies. Le mandat du CMP est d'établir ce que sont devenus les disparus mais pas d'établir des jugements et des responsabilités. Le 31 juillet 1997, un accord d'échanges d'informations et de transferts des corps entre les deux parties de l'île fut signé entre les représentants des deux entités.

La méthode de recherches relève de la police scientifique. Les équipes sont bicommunautaires, composées d'archéologues, anthropologues et de généticiens. Ces recherches se composent de plusieurs étapes et montrent la solidité des résultats. :

- Enquêtes sur les sites à partir des informations données (utilisant l'imagerie satellitaire et aérienne, la localisation géographique) ;
- Exhumations réalisées par 40 archéologues entraînés par la EAAF (Equipe Argentine de Recherches Anthropologiques) ;
- Laboratoire anthropologique : situé dans la zone tampon de l'ONU, c'est là que sont réalisés le réassemblage des restes et les premières identifications ;
- Test ADN : il s'agit de voir la correspondance entre les restes de la personne portée disparue (dents et os) et la famille requérante.
- Retour des restes : accompagné par un psychologue tout au long du processus, les familles se voient aidées pour passer ces étapes éprouvantes.

Le nombre de personnes disparues est particulièrement important au regard de la durée du conflit. En effet, la guerre du Vietnam, longue de dix ans, et ayant un bilan de plus de 2 millions de morts, a vu seulement 800 portés disparus côté américain³⁴¹. Une des raisons de ces effectifs aussi nombreux est le fait que les Turcs ont envoyé sur le continent des prisonniers dans des camps en toute impunité. P.Y Péchoux témoigne à cet égard du destin du chauffeur de l'ambassadeur de France, disparu, pour lequel il fallut faire pression sur l'armée turque pour en obtenir le retour³⁴². Finalement, de retour, il déclara avoir été emmené en Turquie dans une prison.

³⁴⁰<https://www.cmp-cyprus.org/>

³⁴¹ Philippe Achileas, op.cit, p 139.

³⁴² Pierre-Yves Péchoux, entretien du samedi 18 novembre 2023.

b) La partition

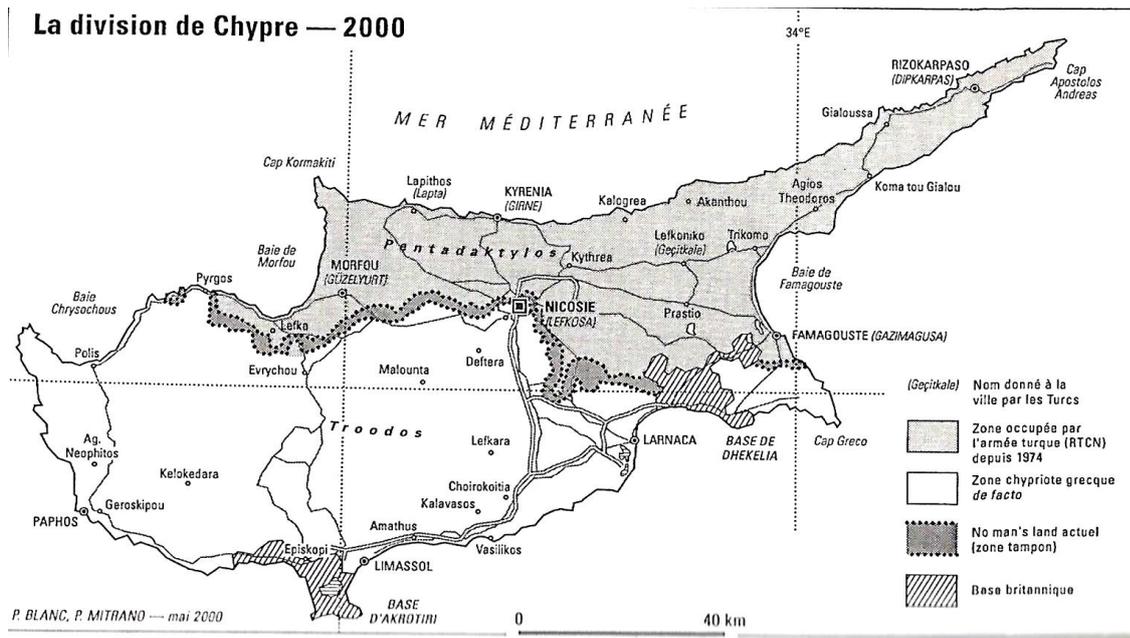
La partition est bien évidemment l'aspect le plus visible du conflit pour qui voyage à Chypre. La carte suivante permet d'en apprécier les traits géographiques. L'armée turque³⁴³ occupe 38 % du territoire de l'île et surtout en 1974 la partie la plus riche, fertile et donc intéressante. Cette partie regroupe à elle seule : 29 % des forêts, 82 % des infrastructures touristiques (notamment Varosha), 55-60 % des diverses branches industrielles, 60 % des ressources souterraines en eau³⁴⁴, 60 % de l'activité minière et le port principal de Chypre, Famagouste.

Cette partition se fait surtout par l'intermédiaire de l'UNFICYP qui va contrôler la ligne de cessez-le-feu qui deviendra une zone tampon. Une partie de la séparation est administrée par la Grande-Bretagne via la base de Dekhelia, base souveraine britannique.

Cette ligne, appelée aussi communément ligne verte (car tracée pour la séparation de Nicosie en 1964 en vert) ou ligne Attila du nom de l'opération menée par l'armée turque en 1974, s'étend sur 180 km de distance d'Est en Ouest, est large de quelques mètres à Nicosie jusqu'à 7 km à Athienou. Elle représente 3 % de la superficie de l'île. Hormis, les transferts de population sous contrôle de l'ONU, elle va demeurer l'une des lignes de cessez-le-feu les plus hermétiques au monde. En aucun cas, même de nos jours elle ne peut être considérée comme une frontière légale. Un cas très rare est celui de l'esclave de Kokkina-Erenkoy dans l'Ouest de l'île qui a servi de plage de débarquement pour pas moins de 500 hommes, avant et durant le conflit pour l'armée turque. Incluse dans le tracé de ligne de démarcation, elle ne fut jamais prise par l'armée grecque alors que petite et complètement isolée. La carte suivante permet de voir les différentes zones de partage laissées depuis 1974. (Pierre Blanc, op.cit, p 8).

³⁴³ C'est avec l'expression suivante que la République de Chypre contemporaine appelle le Nord de l'île : « zone occupée par l'armée turque ».

³⁴⁴ Emel Akçali, *Chypre : un enjeu géopolitique actuel*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives méditerranéennes, Paris, 2009, p 80.



c) Transfert de population et le nettoyage ethnique

Un des plus grands drames du conflit a été le transfert de populations, qui compte parmi l'un des plus massifs de l'Histoire contemporaine. Elle a concerné 201 000 personnes sur presque 650 000 habitants : il s'agit d'un phénomène qui a touché un habitant sur trois. Elle a conduit à une véritable purification ethnique car des Turcs ont rejoint la zone Nord et les Grecs la zone grecque. Il n'y a quasiment plus de village mixte, le processus initié avant l'indépendance se poursuivant bien après ; là où les zones mixtes diminuaient et les enclaves augmentaient. Après ces transferts, chaque partie de l'île est d'une très grande homogénéité, à de rares exceptions près. Tout comme l'ex-Yougoslavie qui a connu des nettoyages ethniques d'ampleur et qui a vu également ses frontières être complètement redessinées et contestées encore actuellement.

C'est en fait l'armée turque qui a réalisé cette partition en interdisant, dès le cessez le feu, aux Grecs de revenir dans les zones qu'ils occupaient en faisant pression sur Nicosie et Londres pour que les Chypriotes turcs puissent aller dans la partie qu'ils contrôlaient. Dès le 17 août 1974, les premiers convois de Chypriotes turcs, à pied ou en voiture se dirigent vers la zone occupée³⁴⁵. Toutefois, il est à noter qu'un accord a été conclu entre les deux entités de

³⁴⁵ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, p 199.

l'île, le 13 septembre 1974³⁴⁶ : 1. L'échange de prisonniers, détenus malades et blessés commencera le lundi 16 septembre ; 2. La libération des prisonniers et détenus qui ont moins de 18 ans, étudiants et professeurs suivra ; 3. Les prisonniers et détenus de plus de 55 ans ainsi que les personnels religieux, médical et paramédical qui sera libéré sans délai. Des efforts ont été consentis pour retrouver les personnes disparues. Ce sont des considérations générales qui n'impliquent pas de concessions de part et d'autre.

La première phase de l'opération Attila a vu les populations chypriotes grecques partir des zones occupées mais la seconde phase a vu la fuite Nord-Sud se transformant en « débandade généralisée³⁴⁷ ». Allant au sud de l'île, la très grande majorité des réfugiés se dirige vers des lieux connus : villages où l'on a de la famille, des amis, des connaissances de travail. Nombreux sont ceux qui vont à Limassol passant y trouver un logement et du travail. Ce mouvement, d'après Pierre-Yves Péchoux³⁴⁸, a certainement touché la moitié de la population gréco-chypriote, soit 260 000 habitants, parmi eux la moitié des résidents de Nicosie désertant la ville durant la seconde offensive (tout comme de nombreux villageois), espérant revenir après les combats.

Quant aux Chypriotes turcs de la zone Sud, ils trouvèrent refuge dans les bases britanniques, de peur de se retrouver sous le feu de l'EAOKA-B. Des témoignages montrent qu'un certain nombre de Chypriotes ont été secourus par des voisins de l'autre communauté : cachés dans les maisons, ils purent ensuite partir à pied. « Des Grecs prévenaient les Turcs des attaques prévues de l'EOKA-B³⁴⁹. »

Outre le gouvernement légal, l'aide fut apportée l'a été par le Comité Internationale de la Croix Rouge et les représentants du haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (U.N.H.C.R). La plupart des déplacés ont vécu dans des tentes regroupés en camps où la vie s'est petit à petit organisée sur 18 sites³⁵⁰ ; dans les bases de Dekhélia et d'Episkopi, ensuite près de Nicosie et de Limassol parfois dans établissements scolaires. Pierre-Yves Péchoux³⁵¹ précise que la solidarité a mieux joué dans les villages (où l'exode rural avait laissé des maisons abandonnées) que dans les villes où des logements sont restés vides, notamment dans les

³⁴⁶ Press release CYP/ 782, Communiqué on meeting between acting President and Vice-President of Cyprus issued at Presse briefing on 13 september in Nicosia, in *Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974*, p 204-205.

³⁴⁷ Pierre-Yves Péchoux, *Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre 1974-1976*, Hérodote, n°3, juillet-septembre 1976, p 25.

³⁴⁸ Ibidem.

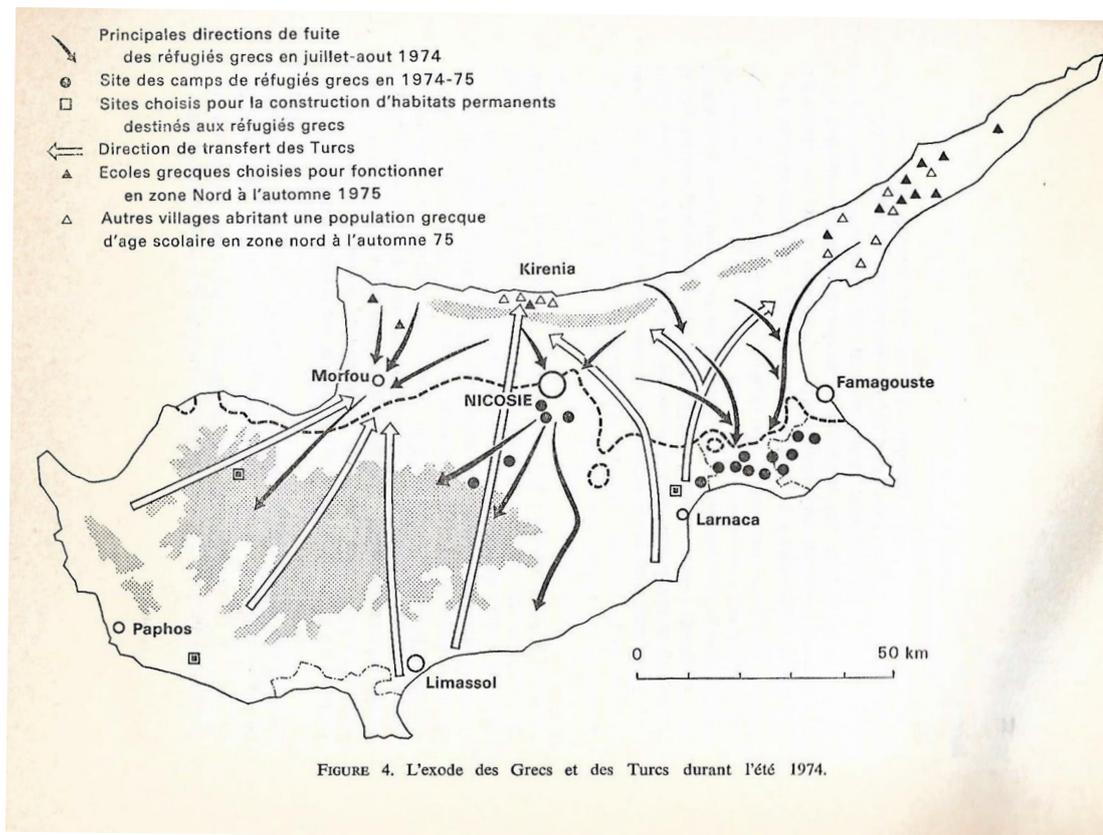
³⁴⁹ Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre divisée*, p 49.

³⁵⁰ Pierre-Yves Péchoux, *Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre 1974-1976*, Hérodote, n°3, juillet-septembre 1976, p 27.

³⁵¹ Ibidem.

quartiers neufs de Nicosie. Paphos par son caractère plus rural a accueilli moins de personnes aussi parce que cette ville est plus loin de la zone occupée.

Des écarts de répartition notable sont signalés : les camps près de Larnaca sont surpeuplés alors que ceux près de Nicosie ou de Limassol restent en partie inutilisés. Car la majorité des réfugiés ont le souhait de revenir dans leurs villes ou villages d'origine de la partie occupée. Une telle volonté entretenue par le gouvernement qui ne veut admettre de facto comme du jure que la partition. Ainsi, il ne développe pas de projet durable de réinsertion mais seulement d'assistance³⁵².



Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 26.

Une fois, la consolidation des positions turques, beaucoup de Chypriotes turcs à l'automne 1974, abandonnant l'espoir que l'armée turque puisse les libérer, partent au Nord³⁵³. Ainsi, à Larnaca où il y avait eu jusqu'à 13 000 Turcs, on en comptait plus que 1 000. A Limassol, fin novembre 1974, il ne restait plus que la moitié de la population turque de l'été estimée à 16 000 habitants. Beaucoup sont partis vers le Nord par différents moyens (services de transporteurs, passeurs grecs) et par différents chemins (voie terrestre ou voie maritime). Ce

³⁵² Emel Akçali, op.cit, p 29.

³⁵³ Op. cit, p 30.

n'est qu'au début de l'hiver 1974-1975 que les villages turcs dans l'Est et le Nord du district de Paphos organisèrent leur départ en vendant force matériel agricole, outils, vêtements³⁵⁴. L'évacuation de ces villages s'est faite sous l'égide des Nations Unies. Au Nord, un plan de reconversion attendait ces agriculteurs : ceux qui habitaient Paphos prendraient les terres de la plaine de Morphou ; ceux de Limassol, Kyrenia et le littoral Nord ; ceux de Larnaca, les sources et le piémont sud de la chaîne du Pentadaktylos depuis Dhikomo jusqu'à Trikomo³⁵⁵.

TABLEAU 3
ESTIMATIONS DE LA POPULATION CHYPRIOTE TURQUE
DANS LE SUD DE L'ÎLE

DISTRICTS	RECENSEMENT de 1960	ESTIMATIONS	
		Ass. géogr. Chypre au 6-9-1974	Unficyp ³ au 1-4-1975
Paphos	14 175	17 000	8 000
Limassol	13 509	16 000	1 820
Larnaca ¹	12 629	13 000	800
...Pergamos ²	826	—	1 250
Nicosie ¹	3 557	3 000	710
...Louroujina ²	1 547	—	2 500
...Kokkina ²	299	—	150
TOTAUX	43 870 2 672	43 000 —	11 330⁴ 5 250
GRANDS TOTAUX	46 542		16 580

1. Fractions de ces districts sous contrôle grec en 1975.
2. Ces villages ne sont pas sous contrôle grec, mais le corps expéditionnaire turc ne les a pas désenclavés.
3. Estimations de source militaire des Nations unies : elles sont de valeur inégale et douteuses pour les trois villages enclavés où Unficyp n'a pas d'observateurs directs.
4. Total supérieur d'environ 20 % aux estimations turques et à celles de U.N.H.C.R.

Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 32.

En avril 1975, cette migration continuait et le nombre de Chypriotes turcs restant diminuait fortement. (cf tableau 3 de Pierre-Yves Péchoux, op.cit, p 32)

Au printemps 1975, les deux dirigeants Cléridès et Denktash ont négocié un accord entre le 28 avril 1975 et le 21 février 1976, sur cinq points³⁵⁶ :

³⁵⁴ Op. cit, p 31.

³⁵⁵ Ibidem.

³⁵⁶ Emel Akcali, op.cit, p 81.

- Les Chypriotes turcs restant au Sud peuvent passer au Nord avec l'aide de forces de l'ONU, s'ils le désirent ;
- Les Chypriotes grecs restant au Nord sont libres d'y demeurer. Ils recevront une aide dans les domaines de la pratique religieuse, de l'éducation, de la santé et de la liberté de circuler. Ils peuvent passer au Sud s'ils le désirent ;
- Les forces de l'ONU peuvent pénétrer librement dans les villages chypriotes grecs et turcs ;
- La priorité sera donnée aux familles séparées ;

Ces transferts de population dureront jusqu'à l'été 1975 où en juillet 1975, Cleridès et Denktash signeront un « accord humanitaire » à Vienne qui autorise ceux qui vivent encore au Sud (8 100 personnes) à rejoindre le Nord. On peut considérer que fin 1975, le transfert est définitivement entériné, seuls 400 turcs restant dans la République de Chypre³⁵⁷. De même, en août 1975, les accords de Vienne ont permis aussi aux Grecs restés au Nord d'aller vers le Sud, quelques milliers ont demeurés dans la péninsule du Karpas tout comme quelques centaines de Maronites dans deux villages du Nord-Est³⁵⁸. Selon les autorités chypriotes turques, il restait en 1978 moins de 2 000 Grecs en zone occupée contre 15 900 en octobre 1975³⁵⁹.

d) La destruction des infrastructures civiles et des monuments religieux

On estime les dégâts faits par la guerre, raids aériens et les tirs d'artillerie, à environ 22 000 ha brûlés dans le Troodos. Sur le plan architectural, peu d'éléments patrimoniaux ont été touchés dans la partie occupée, pourtant l'armée turque n'a pas lésiné sur les moyens. Dans la partie gouvernementale, on peut compter les dégâts réalisés par les putschistes : l'incendie du palais présidentiel et de l'archevêché³⁶⁰.

La « Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé », signée à La Haye est très précise dans sa contribution, elle stipule dans son préambule que «...les atteintes portées aux biens culturels, à quelque peuple qu'ils appartiennent, constituent

³⁵⁷ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, p 199.

³⁵⁸ Etienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux, op.cit, p 49.

³⁵⁹ Jean François Devret, *Chypre en Europe*, p 199.

³⁶⁰ Jean-François Devret, op.cit, p 198.

des atteintes au patrimoine culturel de l'humanité entière, étant donné que chaque peuple apporte sa contribution à la culture mondiale... »³⁶¹ . Cette convention dépend de l'ONU (plus précisément de sa branche concernant la culture) et a été ratifiée par la Turquie le 15 décembre 1965³⁶² et le Premier Protocole est entré en vigueur le 7 août 1956, conformément à l'Article 10 donc antérieurement au conflit. De ce fait, la Turquie par sa ratification se met hors-la-loi. Est-ce que ces monuments étaient dans un piteux état avant l'opération Attila ? Rien ne le laisse supposer car, Chypre a établi des inventaires³⁶³ réguliers et des opérations de rénovations régulières³⁶⁴. En outre, un certain nombre de monuments dont notamment des monastères sont désormais dans des camps militaires turcs, très souvent inaccessibles mais parfois visibles.

En 1998, un inventaire a été réalisé par le département des Antiquités, à Nicosie : « the Destruction of the cultural Heritage of the occupied part of Cyprus » mais le plus grand travail de recherches a été réalisé par Anna G. Marangou, archéologue, historienne de l'art et écrivain. Dans son livre³⁶⁵, elle put opérer un recensement des destructions très majoritairement dans le domaine religieux, étant donné que la sécularisation de l'île est plus récente qu'en Occident. En voici un résumé qui donne une idée de l'ampleur des dégâts peu après le conflit, vu que des observateurs ont pu se déplacer qu'à partir de septembre 1974.

Les premiers sites religieux à être détruits furent les cimetières qu'ils fussent arméniens, grecs orthodoxes, juifs, latins ou maronites. Donc tous ceux qui n'étaient pas musulmans. Les tombes sont profanées, ouvertes et pillées (c'est souvent le cas pour chercher de l'or, des objets de valeur). Nous trouvons les cimetières suivants³⁶⁶ : à Nicosie, les cimetières de Trahoni, de Yerolakkos, de Kato Zodhia, de Marathovounos le cimetière juif de Margo ; à Famagouste et dans la péninsule du Karpas, les cimetières de Patriki, de Lefkoniko, de Kalograia ; à Kyrenia, les cimetières de Karavas, de Ayios Amvrosios. En tout, 10 cimetières.

Il est à noter que certaines églises ont pu être restaurées notamment à partir du moment où des points de passage ont pu être ouverts et que des relations se sont détendues entre les deux entités de l'île, les spécialistes du Sud étant autorisés à accéder à ce patrimoine. Enfin, cette liste ne tient pas compte des églises complètement détruites, ni de la vandalisation de simples

³⁶¹<https://fr.unesco.org/protecting-heritage/convention-and-protocols/1954-convention>

³⁶²<https://www.unesco.org/fr/legal-affairs/convention-protection-cultural-property-event-armed-conflict-regulations-execution-convention?hub=66535#item-4>

³⁶³ *Annual Report of the Director of the Department of Antiquities* : Years : 1934-35, 1936, 1937-39, 1949, 1950, 1951, until 1974 ;

³⁶⁴ *Details of Repairs to Ancient Monuments* Years: 1949, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959.

³⁶⁵ Anna G. Marangou, *The Destruction of religious Monuments by the Turkish army in the occupied part of Cyprus*, Nicosia, Zavallis Litho, 2003.

³⁶⁶ Op. Cit, p 133-143.

chapelles. Nombre des fresques et icônes ont été vendues à l'étranger³⁶⁷ comme en témoignent certaines restitutions heureuses³⁶⁸ :

Des objets d'art religieux, y compris des mosaïques, ont été volés dans plusieurs églises du nord de Chypre après l'invasion des forces turques. L'église de Panayia Kanakaria, située à une centaine de kilomètres de Nicosie, a été la plus pillée de ses œuvres d'art byzantines, dont un ensemble de mosaïques. De nombreuses pièces de ces mosaïques ont atterri sur le marché noir et sont restées introuvables pendant de longues années, malgré les recherches incessantes du gouvernement et de l'église chypriote. *"Les mosaïques de Kanakaria sont d'une importance considérable dans l'art chrétien et la culture mondiale"*, souligne Maria Paphiti, historienne de l'art et spécialiste de l'art byzantin. L'ensemble *"fait partie des rares œuvres d'art qui ont échappé à la menace de l'iconoclasme byzantin"* aux VIIIe et IXe siècles, explique-t-elle à l'AFP.

Enfin, les lieux de culte chrétiens (catholiques et orthodoxes) de Famagouste et de Nicosie n'ont pas été détruits mais transformés en mosquées. Les premiers recensements de Zenon Rossides en novembre 1974 fait état de ce non-respect des lieux de culte³⁶⁹ : l'église de Saint George de Trikomou a été arbitrairement prise par les forces turques et convertie en mosquée, les troupes turques sont entrées dans l'église Ayia Marina à l'Est de Dherynia, ont cassé les icônes, les bancs et y ont mis le feu .

D'autres lieux ont été littéralement abandonnés, laissées aux rats et aux serpents.

Voici une liste non exhaustive de ces destructions des édifices religieux³⁷⁰ :

- Dans la région de Morphou (extrême Nord-ouest de l'île): le monastère de Ayios Georghios Rigatis in Kyra, le monastère du Prophète Elie à Ayia Marina de Skylloura, l'église de Panayia tou Margi à Myrtou, l'église du monastère d' Ayios Panteleemon à Myrtou, l'église du monastère de Panayia ton Katharon à Larnaca tis Lapithou ;
- Dans la région du Pentadactylos et de Kyrenia (Nord) : le monastère arménien de Sourp Makar à Halevka, l'église de Panayia Plataniotissa à Halevka, le monastère de Ayios Ioannis Chrysostomos à Koutsoventis ; l'église de Panayia Aphenrika à Koutsoventis ; le monastère de Panayia Apsinthiotissa à Syghari ; le monastère de Akheiropoietos à

³⁶⁷ <https://www.tdg.ch/une-icone-volee-est-rendue-a-chypre-806109290030>

³⁶⁸ <https://www.rtbfb.be/article/une-mosaïque-volee-datant-du-vie-siècle-de-retour-a-chypre-10076461>

³⁶⁹ Lettre du représentant permanent de Chypre à l'ONU, cité dans Cyprus in the UN Archives January 1974-December 1974, p 275-276.

³⁷⁰ Anna G. Marangou, op cit, p 97.

Karavas ; l'église d'Ayios Evlalios à Karavas, le monastère de Panayia Kriniotissa à Vasilia ; le monastère de Ayia Paraskevi à Vasilia ; l'église du Christ Antiphonitis à Kalograia ; le monastère de Panayia Melandryna à Ayios Amvrosios ; l'église de Panayia Hepati à Ayios Amvrosios ; l'église d'Ayios Polychronios à Kalograia ;

- Dans la région de la Mésorée (centre du pays) : le monastère de Ayios Spyridon à Tremethousia ; l'église de Ayios Eufymianos (Thermonianos) à Lysi ;
- Dans la région de Famagouste (au Nord-Est) : l'église de Panayia à Akheritou ; le monastère de Panayia Avgasida à Milia ; l'église de Ayios Procopios à Syngrasi ; la chapelle d'Ayios Iacovos à Trikomo ; le monastère de Panayia Theotokos à Trikomo ; le monastère de Panayia Tochniou à Manderes ;
- Dans la péninsule du Karpas : l'église de Panayia Pergaminotissa à Akanthou ; l'église de Panyia Kyra à Livadhia ; l'église d'Ayia Solomi à Koma tou Yialou ; l'église de Panayia Kanakaria à Lythrangomi ; la basilique d'Ayia Triada à Yialousa, l'église d'Ayia Marina à Yialousa ; l'église d'Ayia Mavra à Rizokarpasso ; la basilique d'Ayios Philon à Risokarpasso ; l'église d'Ayios Yiannis ton Pladtion Risokarpasso ; l'église d'Ayios Georghios tou Mesovouniou à Risokarpasso ; l'église de Panayia Dafnonta à Risokarpasso ; la basilique Panayia Sykhada à Risokarpasso ; l'église d'Ayios Philon à Agridhia ; l'église de Panayia Asomatos à Aphenrika ; l'église d'Ayios Georghios à Aphenrika ; l'église de Panayia Chrysotissa à Aphenrika ;

Au total, nous comptons 43 monuments religieux recensés détruits à minima et qui sont les plus imposants en taille et en importance spirituelle.

Récemment, le consulat de Chypre à Marseille a fourni des renseignements plus précis, ce qui est certainement dû au fait que ces renseignements ont pu être établis après plusieurs années d'ouverture d'autres points de passage sur la ligne de cessez-le-feu. Ces derniers permettent un accès facilité dans la zone occupée ainsi que d'une certaine amélioration des infrastructures routières au Nord grâce au travail constant de l'ONU et de l'UE pour le rapprochement entre les deux parties de Chypre. Ce document est très explicite sur l'état du patrimoine culturel dans la partie occupée :

Le pillage du patrimoine culturel de Chypre.

En 1974 la Turquie envahit Chypre et occupe 37 % de l'île. La population grecque qui vit sur la partie nord du territoire est chassée et 165 000 personnes deviennent des réfugiés dans leur propre pays, victimes d'un nettoyage ethnique d'une rare violence, la Turquie organisant le transfert de colons d'Anatolie dans les régions occupées. Parallèlement, la Turquie poursuit une politique délibérée de destruction et de pillage du patrimoine culturel et historique au nord de Chypre.

En un peu plus de trente ans, 500 églises sont pillées et vandalisées, dont au moins 55 sont transformées en mosquées. 50 autres églises et monastères sont utilisés comme étables, magasins, auberges ou bien sont démolies, comme St Catherine à Gérani, ou Panayia Avgaside à Milia. Environ 20 000 icônes et autres objets du culte sont volés, des dizaines de fresques et de mosaïques sont morcelées et vendues à l'étranger tandis que d'autres sont détruites à jamais. La destruction ne se limite pas au patrimoine Orthodoxe mais concerne l'ensemble symboles religieux visibles sur l'île qu'ils soient Arméniens, Maronites, Catholiques, Protestants ou Israélites.

Dans ce contexte, la République de Chypre déploie des efforts considérables pour récupérer les objets volés mais l'ampleur du trafic d'antiquités chypriotes est, hélas, sans commune mesure.

Grâce à la coopération au sein d'Interpol, plusieurs réseaux de receleurs d'antiquités chypriotes ont été interpellés. Le cas le plus célèbre concerne le turc Aydin Dikmen. La police allemande l'avait arrêté en octobre 1997. Suite à la perquisition de ses locaux à Munich, plusieurs centaines d'objets ont été retrouvés en provenance d'environ 50 églises différentes situées dans la zone sous occupation. Parmi les œuvres les plus connues, il y a les mosaïques du VIe siècle de l'église de Panayia Kanakaria, vendues en partie à un marchand d'art aux États-Unis, ainsi que des fragments de fresques de plusieurs églises du IXe et XIIIe siècle. Le tout étant accompagné de photos des chantiers de pillage et de preuves incontestables de la complicité des autorités d'occupation...

Le rapatriement de plusieurs de ces objets a donné lieu à de longues batailles juridiques, comme l'ont prouvé les discussions liées aux mosaïques de Panayia Kanakaria, tranchées par la justice américaine qui a décidé qu'elles devaient revenir à leur propriétaire légitime... l'église de Chypre !

Des procédures sont toujours en cours et notamment en République Fédérale d'Allemagne pour rapatrier des centaines d'objets volés dans la zone sous occupation.

Cependant, il ne faut pas se voiler la face, c'est une partie du patrimoine mondial qui est menacée de disparition et que seule une mobilisation internationale peut sauver.

En revanche, des châteaux imposants tels que ceux d'Othello³⁷¹ à Famagouste, de Saint Hilarion³⁷² (sur le col menant de Kyrenia à Nicosie), de Kantara³⁷³ (dans la péninsule du Karpas) et du Buffavento³⁷⁴ (dans la chaîne du Pentadaktylos) sont restés en l'état et ont été plus ou moins entretenus en vue du tourisme.

En somme, toutes les destructions des édifices ont concerné des édifices religieux non musulmans : on peut y voir une volonté de turquifier la partie conquise empêchant les rares Grecs restés dans le Nord de pratiquer l'orthodoxie (les prêtres et moines ayant dû fuir). Cela rappelle les destructions des églises et cimetières opérées au Kosovo, berceau de la nation serbe, où 148 églises orthodoxes³⁷⁵ furent détruites et où l'on recense régulièrement de nombreuses profanations de cimetières. Nous en sommes en droit de nous demander s'il ne s'agit pas d'une volonté d'éradiquer une culture³⁷⁶. Le caractère systématique est notable et avéré. En visitant l'île, le touriste ne peut être que surpris par le nombre important de mosquées récentes sur lesquelles sont plantées des drapeaux turcs et chypriotes turcs³⁷⁷. A ce titre, on peut constater que leur présence très prononcée sur la ligne de démarcation est un message envoyé aux populations grecques.

Quant aux ventes d'objets, icônes et mosaïques, il est difficile d'en évaluer le nombre mais l'ampleur est vraiment impressionnante et relève sans exagération de la complicité des autorités de la partie occupée. Il faut y voir le laxisme d'un gouvernement qui a laissé des soldats se nourrir sur la bête et celui de trafiquants qui flairaient bon des affaires juteuses.

Destructions, vols, constructions de mosquées ou transformations d'églises en mosquées permettent à ce qui est devenu les autorités de l'État fédéré turc de Chypre, de mener une campagne d'islamisation.

³⁷¹ <https://www.petitfute.com/v39650-famagouste/c1173-visites-points-d-interet/c937-monuments/c949-chateau/60921-chateau-d-othello.html>

³⁷² <https://www.petitfute.com/v66425-karmi-karaman/c1173-visites-points-d-interet/c937-monuments/c949-chateau/447278-chateau-de-saint-hilarion.html>

³⁷³ <https://www.petitfute.com/v73920-davlos-kaplica/c1173-visites-points-d-interet/c937-monuments/c949-chateau/1616494-chateau-de-kantara.html>

³⁷⁴ <https://www.petitfute.com/v73930-klepini-arapkoy/c1173-visites-points-d-interet/c937-monuments/c949-chateau/447276-chateau-de-buffavento.html>

³⁷⁵ <https://www.letemps.ch/monde/kosovo-eglises-village-semblent-vouees-destruction>

³⁷⁶ Le terme de génocide culturel n'existe pas et est jugé actuellement insuffisant cf : <https://serval.unil.ch/resource/serval:BIBCB56B6A20975.P001/REF>

³⁷⁷ La différence entre les deux étant que les couleurs rouge et blanches sont inversées.

B/ L'État fédéré turc de Chypre

A partir de la fin des combats, la partie occupée va s'auto-organiser en administrant la zone conquise. Forte d'une grande homogénéité ethnique, et bénéficiant de la présence de services déjà organisés par l'Administration provisoire turque de Chypre, qui depuis le 1^{er} octobre 1974 dispose de son propre parlement dont Rauf Denktash est le président. Celui-ci expliqua dès le 9 Septembre 1974 : « que 90 à 95 % des Turcs de l'île iraient volontairement résider dans la zone d'administration chypriote turque », rejetant « l'idée de plusieurs cantons turcs séparés les uns des autres car ceux-ci resteraient à la merci des Chypriotes grecs »³⁷⁸.

a) Une étape : l'Administration Autonome Chypriote Turque

L'ambassadeur français en poste à Nicosie, M.Chaillos, lors d'un entretien avec le nouveau dirigeant turco-chypriote, relate que « le vice-président³⁷⁹ a alors évoqué la possibilité de « compensation ou d'échanges ou autres modalités » pour les biens laissés par les réfugiés ce qui tend à prouver que dans son esprit le retour de ceux-ci en zone turque est pratiquement exclu »³⁸⁰. Si M.Chaillos ne semble pas voir M.Denktash « pour le moment décidé à proclamer un Etat chypriote autonome turc », il n'en demeure pas moins qu'un proto-Etat est en gestation. En effet, toute une série de pouvoirs régaliens vont être établis dans la zone occupée.

Ainsi, on apprend qu'en matière financière, les Chypriotes turcs mettent sur pied leur propre banque centrale afin d'éviter à effectuer des transferts par l'intermédiaire de la banque centrale du gouvernement « pour ne pas enrichir Makarios »³⁸¹. 3 jours plus tard, le 12 septembre, M.Chaillos fait état de 10 experts du Ministère de douanes et des monopoles venus à Chypre pour aider cette nouvelle administration à « organiser un Département des douanes »³⁸². Le Ministre turc des Communications a déclaré récemment « que la Turquie est prête à intervenir pour remettre en état l'ancien terrain d'aviation des britanniques de Tymbou, situé à 15 km de Nicosie sur la route de Famagouste dans le but d'organiser des liaisons aériennes régulières qui seraient assurés par des F-28 entre Ankara et Chypre » ; tout comme la

³⁷⁸ Ministère des Affaires étrangères, Nicosie, 9/09/1974, n° 409/17.

³⁷⁹ C'est le titre officiel de R.Denktash dans la République de Chypre.

³⁸⁰ Ibidem.

³⁸¹ Ibidem.

³⁸² Op. cit, le 12/09/1974.

Turquie serait prête à « accorder son aide pour développer les relations maritimes entre les ports de Mersin et de Famagouste qui viennent d'être reliés le 9 septembre pour la première fois depuis le 15 juillet ». Enfin, la presse de langue grecque relaye que l'Administration chypriote turque aurait déjà reçu 5.000 experts venus de Turquie.

Le 25 septembre, les Chypriotes turcs annoncent que les Grecs et les Turcs, (mais aussi les étrangers) habitant dans la zone « autonome chypriote turque » seraient dotés prochainement de cartes d'identité ³⁸³. Or on peut légitimement se demander si ces habitants n'en avaient pas déjà. Contrôler la population par les papiers est primordial car ne pas les renouveler peut signifier le renvoi. Recenser permet d'évaluer, d'aménager le territoire, de prélever l'impôt, de se doter d'une fonction publique. A partir du 1^{er} octobre 1974, M.Rauf Denktash, auparavant Chef de la communauté chypriote turque, est désormais appelé « Vice-Président de la République et président de l'Administration Autonome Chypriote Turque ». Il garde donc un lien et une reconnaissance de la République de Chypre officielle avec le sous-entendu que le Président de Chypre est le représentant de la communauté grecque³⁸⁴. Mais un glissement est vraiment perceptible par le fait que les « fonctionnaires qui dirigeaient autrefois les différents services de l'Administration chypriote turque portent désormais le nom de « ministre »³⁸⁵. M.Chailous devient alors très sceptique sur l'avenir de cette zone : « Chaque jour un pas de plus est franchi dans le sens d'une organisation plus fonctionnelle mais aussi plus étatique de la zone Nord »³⁸⁶. On ne saurait être plus explicite. D'ailleurs, ce nouveau proto-Etat est rapidement opérationnel puisque ses fonctionnaires reçoivent le 5 octobre leur salaire³⁸⁷ en livre turque. Ce qui est très logique : créer une banque centrale puis la mettre à la disposition d'une administration ; créer une ligne de démarcation avec des militaires puis mettre en place un corps de douaniers pour prélever des taxes, etc. Il y a quelque chose de bien organisé voire de prémédité.

Pour preuve, dès la mise en place d'une administration en situation de marche, le gouvernement d'Ankara met en place un Plan Quinquennal de développement pour Chypre fin octobre 1974³⁸⁸. Des mesures d'urgence sont prises comme la création de deux fermes d'État pour prendre soin du cheptel abandonné, des écoliers et des fonctionnaires ont été appelés à aider pour les récoltes. Un gros effort a été réalisé : « en matière de tourisme, une Société de

³⁸³ Op. cit, 3/10/1974.

³⁸⁴ Ibidem.

³⁸⁵ Op. cit, le 07/10/1974.

³⁸⁶ Ibidem.

³⁸⁷ Ibidem.

³⁸⁸ Ambassade de Turquie, Dépêche d'actualité, 24/10/1974.

gestion touristique vient d'être créée par la Banque du Tourisme et la Caisse des retraites de Turquie, en coopération avec l'Administration de la Fondation du Développement et de la Fondation des Biens religieux de la zone chypriote turque. Le personnel nécessaire a été formé à Antalya et Adana. Une école sera ouverte à Chypre même par le Ministère du Tourisme »³⁸⁹. La célérité avec laquelle tout est coordonné est surprenante tout comme le lien avec la Turquie. La façon dont le gouvernement d'Ankara devient le tuteur de celui de Nicosie-Nord est évidente : monnaie, formation, structures.

Voulant assurer la pérennité de l'économie de la zone occupée mais aussi contribuer à la reconnaissance de la nouvelle entité, Ankara garantit que les sociétés se faisant immatriculer dans les trois mois pourront conserver leurs droits acquis (sociétés minières, installations industrielles)³⁹⁰.

La partie Nord a déjà une « Assemblée législative » mais va être remplacée par une « Assemblée Constituante Chypriote turque »³⁹¹. Or un Etat se définit non seulement par des frontières mais aussi par des règles institutionnelles définies par une constitution. D'où, la réaction de M.Chaillos : « le but de l'administration Chypriote turque est certainement de créer le plus rapidement possible une situation de fait, qui deviendra irréversible et qui sera un des atouts qu'elle utilisera dans les négociations futures pour obtenir que le gouvernement fédéral soit doté de peu de pouvoirs et le plus « léger » possible »³⁹².

La question du positionnement des services consulaires est particulièrement délicate. Chargé de venir chercher des ressortissants de leurs pays, les diplomates se voit contraints d'avoir des papiers de la nouvelle administration, « un permis de circulation qui doit être sollicité 48 heures à l'avance ³⁹³». La réaction du gouvernement officiel est empreint d'aucune ambiguïté demandant en retour « de s'abstenir de tout acte pouvant être interprété comme une reconnaissance de cette administration »³⁹⁴. D'ailleurs, les services diplomatiques européens se contentent d'en rester à un maintien de relations normales avec M.Denktaş, les démarches se limitant aux cas pratiques voire à l'armée turque quand c'est vraiment nécessaire³⁹⁵.

Chose plus curieuse de prime abord mais au final tout aussi régalienne : les timbres postes. C'est par le premier secrétaire de l'Ambassade de Grèce à Paris, venu déposer le 22

³⁸⁹ Ibidem.

³⁹⁰ Ibidem.

³⁹¹ Ministère des Affaires étrangères, Nicosie, 4/11/1974,474/EU.

³⁹² Ibidem.

³⁹³ Ministère des Affaires Etrangères, Direction d'Europe Méridionale, 5/11/1974.

³⁹⁴ Ibidem.

³⁹⁵ Ibidem.

novembre un aide-mémoire à propos de timbre-poste par une « Administration turque de Chypre »³⁹⁶ qu'est connu ce nouveau fait. Il a démarché tous les membres de l'Union Postale Universelle³⁹⁷ et de l'institution elle-même. Le but est de faire en sorte que « les correspondances ainsi affranchies comme non-payées et que les administrations percevront à la livraison la taxe prévue par ma Convention Postale Universelle »³⁹⁸.

Poursuivant sa logique d'installation de son autorité, l'Administration Chypriote turque « a décidé une nouvelle immatriculation des voitures appartenant aux personnes résidant dans sa zone »³⁹⁹.

Le 12 décembre 1974, la presse annonce « la création sous les auspices du ministère turc des communications, d'une compagnie turque chypriote de transport aérien au capital de 40 millions de livres turques. La T.H.Y (lignes aériennes turques) louera des appareils à cette compagnie qui utilisera l'ancien aéroport de Tymbu désormais appelé Ercan »⁴⁰⁰. On y voit un début de turquification des toponymes et encore une grande rapidité dans l'exécution des projets au vu des dégâts de la guerre. L'aéroport de Nicosie étant dans la zone tampon de l'ONU, il fallut vite trouver une solution. Car, la situation de la zone occupée est « déprimante et que rien n'avait été mis en œuvre pour redonner vie à cette région ⁴⁰¹ ». Si au Nord, les pénuries d'essence sont présentes, ce n'est pas le cas au Sud du fait que la raffinerie se situe à Larnaca. Le chômage est endémique, des grèves éclatent dans le port de Famagouste. En outre, cette administration « n'est pas équipée ni en hommes ni en moyens pour faire face à une situation qui s'est développée d'une manière soudaine⁴⁰² » .

Enfin cette note montre une armée turque qui « semble se désintéresser totalement de ces problèmes et, sauf dans la région de Famagouste qu'elle contrôle entièrement et qui échappe ainsi à l'administration chypriote turque, elle ne semble pas prêter main forte à la police, notamment pour empêcher les pillages. ⁴⁰³ ».

Tout ceci peut se comprendre car, comme on l'a vu, la société économique et politique était traditionnellement menée par les Grecs, véritable moteur du dynamisme économique et ils fournissaient nombre de cadres de haut niveau. L'objectif des soldats étant encore de sécuriser

³⁹⁶ Op. cit, 25/11/1974.

³⁹⁷ En particulier les articles 7 « seules les administrations postales émettent les timbres postes destinés à l'affranchissement » et article 22 : « l'affranchissement est opéré soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration Postale ».

³⁹⁸ Ministère des Affaires Etrangères, Direction d'Europe Méridionale, 25/11/1974.

³⁹⁹ Ministère des Affaires Etrangères, Nicosie, 11/12/1974 ;

⁴⁰⁰ Op. cit, 12/12/1974.

⁴⁰¹ Op. cit, 28/12/1974.

⁴⁰² Ibidem.

⁴⁰³ Ibidem.

et fortifier leurs gains territoriaux, la situation des habitants de la zone occupée n'est pas pour eux primordiale. Beaucoup d'entre eux d'ailleurs s'attendent à rentrer en Turquie, à cause de la fin de l'opération.

b) Reconnaissance et réalité juridique : une défiance

Le 6 janvier 1975 est nommé en qualité de représentant de l'administration chypriote turque à New York, M.Nail Atalay qui témoigne d'une étape dans la tentative de cette administration pour obtenir une sorte de reconnaissance de la part des Nations Unies. Ce n'est pas la première puisque depuis l'automne dernier, se trouvait à New York M.Vedat Celik, émissaire de M.Denktaş lors du débat à l'assemblée sur la question chypriote (...) qui faisait état de « représentant de la communauté chypriote turque auprès des Nations Unies » selon M.Lecompt ambassadeur de la France à New York pour l'ONU⁴⁰⁴. Cependant, cela est une tentative vaine de la part de l'Administration autonome chypriote turque (AACT), car il aurait fallu que son entité soit reconnue ce qui demande le vote de l'Assemblée de l'ONU.

Forte du contrôle de la partie Nord, l'AACT décide le 25 janvier 1975 pour le lendemain 26 janvier, un recensement. A cette fin, un couvre-feu a été instauré : « les habitants ont été invités à ne pas quitter leur domicile et à prendre à l'avance les dispositions nécessaires ⁴⁰⁵ ». L'analyse de l'ambassadeur M.Chaillos est peu naïve car pour lui elle s'inscrit dans une logique d'organisation à court terme : « le but de cette opération est d'effectuer un « recensement » . Il y a tout lieu de penser qu'en prévision du transfert dans la zone Nord des réfugiés chypriotes turcs des bases anglaises qui sont actuellement transportés chaque jour en Turquie, les autorités de la zone d'administration chypriote turque veulent effectuer un inventaire des habitations afin de pouvoir reloger tous ces réfugiés ⁴⁰⁶ ». Toutefois, nous pourrions voir dans cette démarche un moyen de savoir si le nombre des réfugiés déjà présents correspond à celui attendu dans les premiers transferts, de chiffrer le nombre de réfugiés grecs à transférer au Sud, de compter les habitations démolies, d'envisager des déplacements en interne suivant les endroits de trop plein démographique et les espaces à peupler. Le recensement est un attribut régalien qui conforte l'idée d'un proto-Etat.

⁴⁰⁴ Ministère des Affaires Etrangères, New York, le 6 janvier 1974, n° 14/16.

⁴⁰⁵ Op. cit, le 25 janvier, n°85/87.

⁴⁰⁶ Ibidem.

A ce titre, il existe une conjonction avec les déclarations de M.Denktaş qui « a laissé entendre tout récemment à Sir Stephen Olver haut-commissaire de Grande Bretagne que la zone d'administration chypriote turque pourrait proclamer son indépendance dans le cas où l'aide américaine à la Turquie viendrait à être supprimée à partir du 5 février⁴⁰⁷ ». C'est la première fois que M.Denktaş emploie cette menace en sachant que les Etats-Unis d'Amérique ont déjà en effet menacé de couper l'aide à Ankara. De fait, il crée largement les conditions pour une forme de prophétie auto réalisatrice. Dans une autre dépêche, le même jour, nous trouvons la même accélération relativement discrète de cette avancée vers l'indépendance: ainsi, « le bureau du vice-président de la République de Chypre vient d'adresser à toutes les ambassades une note portant l'entête « Administration Chypriote Turque Autonome - République de Chypre », au sujet de la procédure que les étrangers, particuliers et firmes commerciales, doivent entreprendre pour entrer en possession de leurs biens et propriétés situés dans la zone chypriote turque⁴⁰⁸ ». Nous voyons encore là une politique d'accoutumance, une manière d'habituer les diplomates à leur existence. Sauf que les diplomates sont plus chevronnées à la reconnaissance de nouveaux Etats qui ont eu lieu lors des décolonisations. En outre, cette AACT propose « de prendre possession des biens « dans l'état où ils se trouvent actuellement ». Ceci nous paraît totalement inacceptable car cela signifierait qu'il n'y aurait aucune indemnisation pour les biens meubles et immeubles volés, pillés ou occupés depuis l'invasion turque. Nous estimons que la date du 20 juillet doit être le point de départ du droit à l'indemnisation⁴⁰⁹ ». La question de passer outre la période de la guerre est symptomatique d'une forme de surréalité, typique de mouvements qui veulent imposer un état de fait sans prendre en compte un drame. L'AACT ne veut pas rendre de comptes sur l'intervention turque sur laquelle elle a pu construire de facto son pouvoir.

La pression de l'AACT est clairement vue par les diplomates comme délicate : « La note précise que les étrangers qui veulent venir à Chypre par Mersin pour s'occuper de leurs biens doivent se présenter avec leur passeport au bureau du représentant de la zone autonome d'administration chypriote turque à Ankara ou à Mersin. Ceci est un nouveau pas vers une reconnaissance de facto⁴¹⁰ ». M.Denktaş utilise tous les moyens pour pousser à tous pouvoirs régaliens pour fonctionner régulièrement.

⁴⁰⁷Op cit, 1/02/1975, n° 107.

⁴⁰⁸Op cit, 1/02/1975, n° 110/18.

⁴⁰⁹ Ibidem.

⁴¹⁰ Ibidem.

Toujours, dans la même perspective, l'AACT présente une manière de contourner l'échec de la reconnaissance de ses timbres de sa politique postale. Désormais, les lettres arrivent d'abord en Turquie pour être ensuite envoyées à Chypre-Nord. Par exemple, l'intitulé « Ministry of Defense-Autonomous Turkish Cypriot Administration -C/O Merson- 10 Turkey »⁴¹¹ permet de voir une adaptation de M.Denktash aux contraintes faites par la communauté internationale . Cette autorité bute donc sur le non reconnaissance par des États et des institutions internationales, en l'occurrence de l'Union Postale Universelle.

Un nouvel échec est celui de la concertation des diplomaties occidentales sur les réponses à donner aux autorités du Nord. Le 5 février 1975, le ministère des Affaires Etrangères précise « la démarche relative à une note de l'administration chypriote turque⁴¹² » : « En vertu du règlement de La Haye de 1907, il appartient à l'occupant, qui assure de fait l'autorité légale, « de rétablir et d'assurer autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics, en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays ». C'est donc au gouvernement d'Ankara qu'incombe la responsabilité de la restitution des biens dont il s'agit ou de l'indemnisation des pertes subies par nos ressortissants depuis le 20 juillet 1974. Il ne saurait évidemment être question à ce propos que ces biens soient acceptés « dans l'état où ils se trouvent actuellement »⁴¹³ ». Cette note est tout à fait révélatrice de la realpolitik, celle de la prise en compte de la présence armée turque. Ainsi pour faire face à cette opposition internationale, M.Denktash (toujours pas élu) développe des services consulaires en Turquie à Istanbul et à Ankara, et inaugure l'ouverture d'un centre culturel chypriote turc à Adana⁴¹⁴. C'est aussi une manière de contourner la non reconnaissance, Ankara devient progressivement le sas d'entrée à Chypre-Nord, seule capable de permettre à cette entité de « vivre » un tant soit peu correctement au regard du commerce international.

Poursuivant sa réaction au blocage international, M.Denktash prend un certain nombre de mesures pour grossir la population de sa zone. Il donne la citoyenneté de l'administration chypriote turque :

- « Aux membres des forces armées turques qui ont pris part aux opérations militaires à Chypre et à leurs familles » ;

⁴¹¹ Ibidem.

⁴¹² Ministère des Affaires Etrangères, op cit, Paris, le 05/02/1975, n° 36/38.

⁴¹³ Ibidem.

⁴¹⁴ Ministère des Affaires Etrangères, op cit, Nicosie, le 11/02/1975, n° 118/EU.

- « Aux familles des officiers et soldats turcs tués au cours des opérations entre le 20 juillet et le 20 août » ;
- « Aux personnes qui ont servi dans l'organisation de résistance turque depuis 1958 à Chypre et en Turquie » ;

La conclusion de cette séquence de décisions depuis l'automne, va être la déclaration d'indépendance de l'AACT qui se transforme en Etat fédéré turc de Chypre⁴¹⁵. La surprise est très grande parmi le gouvernement chypriote qui craignait autre chose, à cause du traumatisme provoqué par l'opération Attila : « On craignait plutôt ici, à la suite de la suspension de l'aide américaine, une opération militaire turque sur l'aéroport et la ville de Nicosie, et des mesures de précaution avaient été prises aussi bien par la garde nationale que par les troupes des Nations Unies. » L'état de surprise n'est pas feint car même l'ambassadeur de Grèce « qui se rendait à l'aéroport pour partir en consultation à Athènes, a rebroussé chemin aussitôt ⁴¹⁶».

Une hypothèse peut être avancée sur les « précautions » de Nicosie: il se peut que l'armée turque ait lancé des leurre (manœuvres, sous-entendus, préparatifs, etc.) de manière à mettre Nicosie sous tension. Ankara avait déjà au début de septembre 1974, procédé à des survols au-dessus de la partie libre ce qui avait fait craindre une nouvelle intervention turque. Car il ne faut pas oublier que la présence de 40 000 soldats étrangers pour une population de plus de 600 000 habitants dans toute l'île est disproportionnée et fait redouter en permanence de nouveaux drames. C'est notamment à cause de ce traumatisme que le gouvernement de Mgr Makarios n'a pas pu être pas su voir venir la construction de ce quasi-Etat.

Avec l'avantage psychologique (une victoire à la Pyrrhus ?), les autorités du Nord se trouvent dans une légère position de force. Mgr Makarios devant la proposition de relancer les négociations intercommunautaires, déclare que « la décision chypriote turque portait un coup très grave aux conversations et que des négociations constructives ne paraissent pas possibles⁴¹⁷ » .

Toutefois, il réside une certaine ambiguïté dans cette déclaration d'indépendance. Le dirigeant de Chypre-Nord explique en effet que « c'est pourquoi nous avons constitué l'État fédéré chypriote turc à l'intérieur de la République de Chypre ⁴¹⁸» . Est-ce un fédéralisme

⁴¹⁵ Ministère des Affaires Etrangères, op cit, le 14/02/1975, n° 169/72.

⁴¹⁶ Ibidem.

⁴¹⁷ Ibidem.

⁴¹⁸ Op. cit, Nicosie, 14 février 1975, n° 176/78

comme la Confédération helvétique ? Un Etat fédéré comme le Texas vis-à-vis de l'État fédéral de Washington ? Dans tous les cas, s'il s'agit d'un Etat fédéré, cette nouvelle entité doit se référer à une constitution. Or dans l'explication de M.Denktash, il s'agit plutôt d'une mise en protection de la communauté turque : « Nous prenons simplement les mesures pour l'établissement permanent d'une République indépendante de Chypre qui sera non-alignée et pourra survivre par elle-même. Elle pourra survivre car la communauté turque est forte, et ainsi les extrémistes grecs verront que Chypre n'est pas hellénique mais que Chypre est gréco-turque. C'est pourquoi nous avons constitué l'État fédéré chypriote au sein de la République de Chypre⁴¹⁹ ».

Très rapidement, Ankara va appuyer et soutenir cette initiative des Turco-chypriotes, par l'intermédiaire de M.Sadi Irmak, premier ministre turc : « Nos frères de race à Chypre, ont décidé de transformer l'administration turque autonome en Etat fédéré turc de Chypre. C'est là une décision prise par le peuple turc de Chypre. En tant que gouvernement turc, nous respectons cette décision. Nous espérons que le monde entier témoignera de la même compréhension et du même respect⁴²⁰ », concluant que la décision de l'administration turque-chypriote « ne constitue ni une partition, ni une Enosis, ni une mesure d'annexion⁴²¹ ». Cet avis est suivi à l'unanimité par les différents partis turcs⁴²², on peut donc y voir le résultat d'une ambition géopolitique claire et de long terme.

Jouant sur un certain vocabulaire, et ne voulant pas passer pour perdant, Denktash et Cerlik déclarent que « il ne s'agit que d'une simple réorganisation interne de leur zone et que cela n'appelle pas de reconnaissance internationale⁴²³. »

En résumé, l'AACT s'est heurtée à la construction d'un droit international compact et cohérent qui a fait ses preuves notamment à la suite des deux conflits mondiaux, de la création de l'ONU⁴²⁴. Traumatisée par les accords de Munich, mais aussi travaillée par tout un ensemble de constructions géopolitiques (Traité de Westphalie en 1648, Congrès de Vienne en 1815) sur le long terme, la diplomatie internationale s'oppose à cette entité qui ne peut lutter notamment dans un contexte de guerre froide où chaque camp doit veiller à ne pas se laisser dépasser par

⁴¹⁹ Ibidem.

⁴²⁰ Op. cit, Ankara, le 13/02/1975, n°185-189.

⁴²¹ Ibidem.

⁴²² Op. cit, le 14/02/1975, n° 199-203.

⁴²³ Ministère des Affaires Etrangères, Nicosie, le 24/02/1975, proclamation d'un Etat indépendant chypriote turc fédéré.

⁴²⁴ Cf Résolution n° 367, New York, le 12/03/1975.

une situation. Les grandes puissances redoutent les précédents géopolitiques dont les conséquences ne seraient plus maîtrisables.

C/ Le flanc Sud de l'OTAN déstabilisé ?

a) Une victoire à la Pyrrhus pour l'Otan ?

On peut arguer que Chypre n'est pas devenue communiste, que l'Union soviétique n'a pas vu son influence progresser en Méditerranée orientale à la suite du conflit. Alors que penser de cette situation ?

Jean-François Devret propose une vue claire sur les conséquences du conflit partant d'une entremise de la CIA dans le déroulement des événements⁴²⁵ : « Les apprentis sorciers de la CIA n'ont pas à se féliciter. Ils voulaient acquérir un avantage politique à court terme, en grande partie illusoire, Makarios n'ayant rien d'une marionnette procommuniste. Ils ont obtenu une déstabilisation durable du flanc sud de l'OTAN, qu'ils étaient précisément chargés de recoller et ont brouillé Washington, avec ses deux partenaires. Les rapports sont très mauvais pour longtemps avec Athènes qui s'est retirée de l'organisation militaire de l'OTAN. Quant à la Turquie, qui devrait être reconnaissante du soutien implicite dont elle a bénéficié, elle prend très mal les sanctions du Congrès américain ».

b) La Grèce quitte le commandement intégré de l'OTAN

La réaction d'Athènes fut nette : convaincue de la responsabilité de Washington dans l'intervention turque, elle décida de quitter le commandement intégré de l'Alliance atlantique ce qui lui donna une certaine latitude sur le mouvement, et les opérations conduites par les soldats grecs. Rejoignant la France gaullienne qui fit de même, dans d'autres circonstances, elle montra sa très grande colère. Constantin Calligas résuma la situation de la façon suivante⁴²⁶ : « L'attitude de Washington et de l'OTAN à propos de Chypre et les réactions qu'elle provoqua en Grèce ont entraîné le retrait de l'armée grecque de l'organisation militaire de l'alliance atlantique dès le mois d'août 1974. La Grèce reste cependant membre de l'organisation politique de l'alliance. Le premier ministre, M. Constantin Caramanlis a, depuis, affirmé à

⁴²⁵ Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, op cit, p 197.

⁴²⁶ *Le Monde Diplomatique*, Une politique étrangère axée sur l'Europe, Mars 1975, p 23-24.

maintes reprises que le retrait des forces armées grecques de l'organisation militaire de l'OTAN était irréversible et que le statut des bases américaines en Grèce devrait être reconsidéré afin de les placer sous le contrôle national grec. M. Caramanlis estime que la Grèce fait partie du monde occidental. Cette appartenance n'est cependant pas inconditionnelle et exclusive. Pour lui, la Grèce doit s'intégrer dans une Europe unie, ce qui lui assurerait son développement économique et social et lui garantirait en même temps sa sécurité nationale « *en la dispensant du besoin d'avoir des protecteurs particuliers* ». L'allusion aux Etats-Unis est claire.

Mais nous n'y trompons pas, la Grèce revint assez vite dans les instances bruxelloises, en 1981, finalement le temps que la colère passe et que l'entrée dans la CEE se fasse, au contraire de la France dont l'absence du commandement intégré a duré de 1966 à 2009, soit 43 ans. Si on applique une logique défensive (éviter une perte) on peut dire que cela a marché la Grèce et la Turquie se maintenant dans l'organisation, mais si on regarde dans quel état sont les relations sur cette aire de l'alliance atlantique, le résultat n'est pas probant.

D/ Considérations ultérieures : responsabilités et mémoires

Si l'Histoire est faite de grands mouvements quasi irrépessibles, il n'en demeure pas moins que des hommes ont pu en façonner des parties, et orienter le cours. Nous retiendrons ici deux figures qui, par leur longévité au pouvoir, leur implication dans le dossier mais aussi par la nature controversée de leurs diplomaties, ont marqué profondément l'affaire chypriote : Henry Kissinger et Mgr Makarios. Car en effet, autant Rauf Denktash, a eu un faible poids du fait de la modestie son pouvoir, autant les différents premiers ministres turcs ont été plutôt dans l'attentisme et une certaine préparation, sans compter les premiers ministres britanniques dont l'activité est peu ambitieuse au final.

a) Monseigneur Makarios : mea culpa ?

Deux ans après cet été dramatique, Makarios revint dans la presse hellénophone sur ces événements (*Demokratiko Vema* le 17/07/1976 et *Alethia* le 19/07/1976)⁴²⁷ : « Une de mes plus grandes erreurs a été que je n'ai jamais pensé qu'il était possible qu'un coup d'État aurait eu lieu, bien que beaucoup en parlèrent. Mais, je donnais une dose de rationalité à la junte ».

⁴²⁷ Kyriacos C.Markides, Op.cit., p 163.

Tout cela est en lien avec la lettre envoyée au Général Phaedon Kizikis qui a été vécu comme une provocation par son caractère peu diplomatique. En outre, il faut considérer qu'à ce moment-là, le gouvernement chypriote n'avait pas réalisé la neutralisation des forces de la Garde Nationale. Pour beaucoup, Makarios avait une force assez conséquente (15 000 hommes) pour arrêter les membres liés à Athènes⁴²⁸. Sa responsabilité tient à un manque d'informations sur les volontés du gouvernement et surtout de maîtrise de la situation sécuritaire et de la souveraineté de son île. Devant jouer avec de nombreuses forces, il s'est brouillé avec beaucoup de monde puis a littéralement provoqué le régime des colonels grecs dont il était culturellement le plus proche. Makarios ne fut pas empereur en son royaume comme le dit un adage de la France monarchique moderne.

b) Henry Kissinger est-il responsable ?

Henry Kissinger est une figure qui a suscité rejets et admirations. Mais au-delà de cette approche binaire, il faut voir quelle était sa vision de l'Histoire et plus précisément de la guerre froide. Kissinger a quitté l'Allemagne en 1938 pour les Etats-Unis, avant la Nuit de Cristal, alors que sa famille de confession juive voyait les persécutions monter. Il perdra 13 membres de sa famille dans l'extermination des Juifs et sera marqué à jamais par ce drame. C'est en cela qu'il sera différent de ses homologues américains. Il affirmera un jour : « les Américains qui n'ont jamais souffert de désastre trouvent difficile de comprendre une politique qui est conduite avec la prémonition de la catastrophe⁴²⁹ ».

Un des leitmotifs de sa politique est donc d'éviter un nouveau conflit mondial entre Américains et Soviétiques, de manière à ne pas revivre les catastrophes de la Seconde Guerre mondiale, l'arme nucléaire en plus. A partir de là, tous les moyens sont bons pour relâcher les tensions avec l'autre superpuissance.

En outre, Kissinger fait partie d'une école réaliste de la géopolitique. Ce qui compte pour lui est le rapport de forces mais dans un cadre reconnu par tous. Il finira par développer un concept : « Kissinger établit une différence de fond entre Realpolitik, qui n'est que gestion des rapports de force et « politique réaliste », qui est la recherche d'une stabilité fondée non

⁴²⁸ Ibidem.

⁴²⁹ Gérard Araud, Henry Kissinger, *Le diplomate du siècle*, Tallandier, Paris, 2021, p 39.

seulement sur ceux-ci mais aussi sur une notion de légitimité de l'ordre international accepté par les principales puissances⁴³⁰ ».

Etant au plus haut niveau de la diplomatie américaine de 1969 à 1977, il va cumuler, à partir de 1973, le rôle de Conseiller à la Sécurité Nationale et de secrétaire d'État. Sa méthode est nourrie de machiavélisme : « Faux rapports pasteurisés, mensonges, contournement des chaînes hiérarchiques, lignes particulières de communications en dehors des officielles, rien n'y manque⁴³¹ ». Lors de négociations sur la limitation des armements stratégiques Salt 1, les négociateurs américains ne furent pas au courant de nombreuses tractations. Kissinger est capable de beaucoup de manœuvres et allant même jusqu'au coup d'État comme au Chili en 1973, où Allende est destitué. Il est également impliqué dans la poursuite de la guerre du Vietnam comme dans sa résolution.

Lors de l'Opération Attila, on peut dire que Henry Kissinger manœuvre sans l'aval de Nixon empêtré dans le Watergate, dont le premier sortira blanchi. Née dès 1972, cette affaire va monter en puissance lors de l'été 1974 : à ce moment-là, Richard Nixon, président des Etats-Unis finit par ne plus s'intéresser à la politique, complètement pris par la procédure d'impeachment (destitution) à laquelle il doit faire face. Il est marginalisé dans le processus de décision car se rajoute à ses propres problèmes, un scandale financier qui touche son vice-président : Kissinger a les mains libres. Il a été capable de mettre en alerte les forces américaines, y compris nucléaires, dans le monde, de son propre chef⁴³²...

L'arrivée au pouvoir de Gerald Ford, le 9 août 1974, suite à la démission du vice-président Spiro Agnew (qu'il a remplacé) et du départ de Richard Nixon, fait de Henry Kissinger un pilier de la continuité de l'État américain. Ce dernier, durant la crise chypriote, est le seul qui peut comprendre et agir sur l'opération Attila, auréolé d'une très grande popularité aux Etats-Unis.

Un grand nombre de critiques se sont abattues sur le Secrétaire d'État, beaucoup en Grèce et à Chypre ont dit que c'était lui qui avait laissé faire les colonels grecs pour que les Turcs puissent intervenir. Or aucune preuve tangible ne vient étayer cette version des faits.

La plupart des affirmations proviennent de personnes dont les sources ne peuvent toujours pas être citées ou ne sont que des allusions que l'esprit de précision nous invite à plus de développement.

⁴³⁰ Op. cit, p 92.

⁴³¹ Op. cit, p116.

⁴³² Op. cit, p 234.

Par exemple, le premier ministre Bülent Ecevit dit à l'ambassadeur américain en Turquie, William Macomber : « Nous remercions le gouvernement américain pour la compréhension dont il a fait preuve »⁴³³. Comment interpréter cette déclaration ? La compréhension fut de la complicité ? Y a-t-il eu un jeu de dupes entre Turcs et Américains ? La compréhension était-elle celle d'une situation politique intérieure turque trop tendue pour que les Turcs laissent faire le coup d'État. Quel était le degré de connaissance des Américains des volontés turques ?

Toutefois, la responsabilité d'Henry Kissinger est engagée sur la non dénonciation du coup d'État comme le décrit bien Kyriacos C. Markides : « A Washington, les experts du Département d'État et du Pentagone ont poussé Kissinger à continuer à ne reconnaître que Makarios comme le gouvernement légal de Chypre. Les experts ont argumenté disant que la reconnaissance de Sampson pourrait être interprétée par les Turcs comme une prise de contrôle de Chypre par la junte d'Athènes et provoquerait l'invasion de la Turquie. Mais Kissinger a ignoré le conseil ⁴³⁴».

De même, le général Ioannides dans sa cellule de prison, affirma qu'il avait eu des « assurances » de la non-intervention de la C.I.A sans pouvoir citer le nom du responsable⁴³⁵. Si l'information peut sembler éclairante, elle ne s'appuie pas sur une déclaration officielle (déclaration à un tribunal, témoignage, etc.) et n'est pas corroborée clairement par d'autres protagonistes de la crise de Chypre. Tout ceci prendra un relief plus important quand les archives de l'OTAN et de la CIA seront pleinement ouvertes et non pas à partir d'éléments lâchés dans la presse, sans en connaître le contexte, ni les éléments antérieurs et ultérieurs.

Des commentaires de protagonistes américains sont ressortis, il y a dix ans. Le documentaire « *The Cyprus problem, still divided, 1974*⁴³⁶ », revient sur le conflit mais n'arrive pas à prouver clairement la responsabilité d'H.Kissinger. Voici les interventions le concernant :

⁴³³ Christopher Hitchens, « *How Cyprus was betrayed* », New Statesman, 24 octobre 1975, p 6 cité dans Kyriacos C.Markides, op.cit, p 163.

⁴³⁴ United States Senate, *Crisis on Cyprus, 1974 : A Study Mission Report* (Washington : United States Government Printing Office, 1974) cité dans Kyriacos C.Markides, op. Cit, p 180.

⁴³⁵ Hitchens, « *How Cyprus was betrayed* », p 3 cité dans Kyriacos C.Markides, op. Cit, p 182.

⁴³⁶ *The Cyprus problem, still divided, 1974, a US policy failure*, Urban TV Cyprus, <https://www.youtube.com/watch?v=9QjnFqqt8BM>

- Le journaliste⁴³⁷ affirme qu'un mémorandum de Département d'État de 1974 stipule à propos d'H.Kissinger : « Il n'y a pas de raison pour les Etats-Unis à ce que les Turcs n'aient pas un tiers de Chypre », sans en préciser la source, l'identification.
- Paul S. Sarbenas Sénateur américain (1977-2007) ⁴³⁸: « cette opération est un affront contre les droits de l'Homme et les valeurs démocratiques ». A cause du secrétaire d'État ?
- John Brademas, membre du Congrès (1959-1981) ⁴³⁹ : « Le gouvernement américain aurait dû mettre plus de pression sur l'Europe pour mettre plus de pression sur la Turquie » On peut s'interroger si la politique européenne aurait pu être plus efficace.
- Arthur Hartmann, secrétaire général adjoint d'État pour les affaires européennes et canadiennes (1974-1977)⁴⁴⁰ : « Il était très clair, de loin, qu'il n'y avait pas de moyens d'obtenir l'écoute du gouvernement sur un sujet aussi sérieux que d'intervenir dans l'affaire de Chypre, pour arrêter une seconde invasion »[...] » Henry Kissinger n'était pas concentré sur ce que je faisais là-bas (à Chypre).
- Thomas D.Bayatt, officier du Bureau de Chypre, Département d'État en 1974⁴⁴¹ : « J'ai conseillé au Docteur Kissinger d'utiliser son influence considérable de garder l'armée turque dans les enclaves. Nous n'avons pas mis suffisamment de pression pour atteindre ça ».

Beaucoup de ces affirmations laissent à penser que H.Kissinger a laissé faire dans le meilleur des cas. Car il connaissait Chypre et en savait l'intérêt stratégique. Discerner l'action du secrétaire d'Etat est difficile pour trois raisons. La première est qu'il n'existe pas de documents nombreux et clairs qui puissent déterminer avec certitude son rôle. La deuxième raison est qu'il n'existe pas moins de 17 services de renseignements qui travaillent sans une cohérence et unification aussi éprouvée que ce que l'on peut trouver en France, au Royaume-Uni ou en Russie. Cela nuit à la transparence interne sans compter l'influence du lobby militaro-industriel dénoncé par le Président Eisenhower. Enfin, la troisième raison tient à la nature de la diplomatie kissingérienne qui est faite de relations parallèles et discrètes, capable qu'il fut de passer par-dessus certains de ces collaborateurs, de cacher à Nixon pendant plusieurs heures

⁴³⁷ Op. cit, 1'17 ''.

⁴³⁸ Op. cit, 3 ' 57''-4' 09''.

⁴³⁹ Op. cit, 4'09''-4'22''.

⁴⁴⁰ Op. cit, 24'04''-24'47''.

⁴⁴¹ Op. cit, 24'50''-25'28''.

des événements alors que celui-ci, passait durant l'été 1974 par des passages dépressifs. H.Kissinger était lui-même décrit comme un personnage paranoïaque ce qui peut laisser apparaître ses relations avec son personnel à certains moments comme délicates. Les témoignages ci-dessus en sont l'illustration tant chacun varie sur ce qu'il faisait. Laissons Henry Kissinger s'expliquer sur cette période charnière et trouble⁴⁴²:

« La seule crise que nous dûmes affronter au cours des dernières semaines du mandat de Nixon survint dans la mer Egée, où les haines ancestrales entre Grecs et Turcs firent explosion une fois de plus à Chypre-encore les adversaires n'avaient-ils pas cherché à tirer parti de la fâcheuse situation de Nixon et n'avaient-ils pas prémédité leurs décisions. Ce fut une éruption due à des frustrations et à des oppressions très anciennes. Elle n'en révéla pas moins la vulnérabilité d'un gouvernement divisé, auquel le Président n'était pas en mesure d'imposer la moindre cohésion. Il me faut remettre à plus tard une explication pleine et entière de l'épisode chypriote car il eut des prolongements au temps de la présidence de Gerald Ford et ses séquelles nous posent des problèmes qui ne sont pas encore résolus aujourd'hui. Je ne le mentionne ici que pour mettre en lumière la fragilité de notre machine à prendre des décisions, et pour montrer que notre politique étrangère exigeait encore des dépenses d'énergie de notre part, alors même que nous nous réservions pour le dernier acte de la tragédie de Nixon. »

Ne faisant ni amende honorable, ni ne donnant de données actualisées, Kissinger ne revint que rarement sur ce conflit. C'est ce qu'il fit en peu plus loin, de manière assez succincte et peu développée. Son explication « pleine et entière » n'est pas faite mais il laisse quelques pistes libre d'interprétation⁴⁴³ :

« L'histoire de Chypre depuis son indépendance fut donc empoisonnée par les luttes entre les deux communautés ; en 1967, une menace d'intervention de la Turquie n'avorta, à la dernière minute, que grâce à un vigoureux avertissement du président Johnson. C'était désormais un article de foi, dans la minorité turque, que l'on avait été imprudent de se soumettre aux vœux des Américains et qu'une telle erreur ne devrait pas se répéter à l'avenir. J'avais toujours tenu pour acquis que la crise suivante entre les deux communautés chypriotes entraînerait une intervention turque ».

⁴⁴² Henry Kissinger, *Les années orangeuses*, tome 2, Fayard, Paris, 1982, 1433-1434.

⁴⁴³ Op. cit., p 1435.

Nous voyons ici que Kissinger montre bien qu'il y a une volonté turque d'en découdre, ce qu'il analyse avec justesse mais il ne dit rien de ses éventuelles manœuvres, aucun aveu. Cependant, il faut reconnaître que H.Kissinger montre une forme d'incapacité à gouverner dans les conditions de Watergate⁴⁴⁴ :

« Mais, dès la troisième semaine juillet, il était évident que nous étions en train de perdre la maîtrise des événements. La politique étrangère, comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises, consiste à savoir utiliser les nuances. Elle exige que l'on soit capable de rassembler des éléments disparates en un tout cohérent. Cette cohérence était en voie de désintégration rapide.

Nos dissensions intestines ne portaient plus désormais sur le fond ; elles s'étaient transformées en une querelle de préséance. Schlesinger et moi nous heurtions sur tous les fronts : les SALT, les droits de l'homme, Chypre. La guerre administrative ne réduisit ma supériorité que pour une impasse, car elle ne pouvait être arrêtée par un Président à toute extrémité, éloigné de quelques mille kilomètres. »

H.Kissinger se retranche derrière une situation de politique intérieure particulièrement tendue. A ses détracteurs qui soulignent sa diplomatie parallèle et opaque, il oppose la guerre retranchée, le combat juridico-politique que peut-être un *impeachment*. L'absence de R.Nixon est pour lui ce qui fait défaut : car il n'y a pas plus de personnage pour trancher ou équilibrer les points de vue. L'absence d'archives sur la période ne permet pas d'établir clairement les responsabilités.

c) Mémoires du conflit : des hommes et des lieux

Au-delà de l'aspect bucolique et touristique de l'île, la société chypriote est traumatisée. Mais, contrairement à la France, où le moindre village a son monument aux morts rappelant les deux conflits mondiaux, des noms de rues donnés aux héros des guerres, maréchaux, généraux, martyrs de la Résistance, musées de la Résistance et de la Déportation, Chypre a paradoxalement moins de lieux de mémoire car ils sont disséminés un peu partout : maisons abandonnées, ligne de démarcation. Nous comptons un musée à Nicosie-Sud, le National Struggle Museum⁴⁴⁵ qui, s'il concerne Chypre contemporaine, n'en est pas moins

⁴⁴⁴ Op. cit., p 1439.

⁴⁴⁵ <https://www.nicosia.org.cy/en-GB/discover/museums/national-struggle-museum/> octobre le-museum/

réservé au conflit qui a mené à l'indépendance. Il est de tendance nationaliste et présente l'effort de guerre dans une version proche de l'EOKA. Peu de renseignements sur le conflit de 1974 y figurent.

Dans la partie occupée, on peut compter sur le Musée de la Barbarie mais qui concerne uniquement le massacre de la famille du Dr Nihat İlhan en 1963 dont la maison a été conservée. Pour ce qui est le conflit en lui-même, le musée du « National Struggle Museum », celui-ci est mieux renseigné sur la période mais est surtout riche en photos et sert une vision pro turque du conflit⁴⁴⁶. Il n'échappera à personne que les deux musées les plus importants de la période portent quasiment le même nom et jouent toujours un rôle de propagande.

d) Etre sauvé par l'autre : est ce tabou ?

Il est un sujet dans ce conflit qui n'est que très peu abordé, retranché dans les mémoires. En effet, il est peu audible dans des sociétés traumatisées et longtemps gagnées par le nationalisme de pouvoir dire que l'on a été sauvé par un membre du camp « d'en face ». On comprend mieux que ce soit une personne longtemps investie dans le dialogue intercommunautaire qui puisse le présenter et l'affirmer. Sevgul Uludag⁴⁴⁷, journaliste chypriote de la communauté chypriote turque présente ainsi la situation⁴⁴⁸ :

« On parle de massacres intercommunautaires, de viols, d'enlèvements, mais dans chacune des deux communautés, des gens ont eux aussi sauvé ceux d'en face... »

Oui, mais c'est l'un des grands tabous. A Chypre, les gens sont mal à l'aise, ils n'osent pas dire qu'ils ont été sauvés par un membre de l'autre communauté.

Dans un village, par exemple, des Chypriotes turcs, lorsque l'EOKA B [...] est venu dans l'intention de tous les tuer. Un Chypriote grec, responsable militaire du village, les a attendus à l'entrée de la localité. Il avait demandé au *moukhtar*- maire chypriote turc- de l'accompagner et ensemble ils ont dit : « Pas question que vous mettiez les pieds ici ». Il les a fait partir. Les Chypriotes turcs ne voulaient pas que l'on sache qu'ils avaient été sauvés par

⁴⁴⁶ http://www.whatson-northcyprus.com/interest/nicosia/north_nicosia/struggle.htm

⁴⁴⁷ Sevgul Uludag est née en 1958. Menacée par l'armée turque durant des années, elle est aujourd'hui acceptée, respectée écoutée et aimée des deux communautés. Elle a reçu le Prix Peacebuilder of the Year de la fondation Hasma à Washington en 2020 et en 2008 le Prix du Courage en journalisme décerné par la International Women's Media Foudation à New York. En 2019, elle a été nominée pour le Prix Nobel de la Paix.

⁴⁴⁸ Angélique Kourounis, op. cit, p 54-55.

des Chypriotes grecs.

Après tant d'années, cette peur ne devrait plus exister. Il y a de plus en plus fréquemment des manifestations des deux côtés de la ligne verte.

Oui, mais encore maintenant, dans les deux communautés, il y a des gens qui ne veulent pas admettre les faits. J'ai pourtant rencontré beaucoup de ces cas et il y a quelques années nous avons tenu une veillée en leur honneur. On leur a remis une plaquette, mais ça a été difficile pour eux de la recevoir. Ils redoutaient qu'on leur reproche d'avoir été sauvé par des membres de l'autre communauté, ne sont pas venus car ils étaient menacés.

[...]

Donc, ce refus d'admettre qu'on a été sauvé par l'autre ne serait ni une honte ni une peur, mais un manque de courage civique ?

Non, le problème c'est le nationalisme qui oblige à prendre parti. Cela m'empêche de pouvoir choisir d'être Chypriote. Aucune infrastructure ne soutient la formation d'un esprit chypriote qui permette de vivre en tant que tel, sans être obligé de prendre position par rapport à ses origines grecques ou turques. Ce choix est imposé des deux côtés à cause du conflit et de la séparation de l'île. Agir en tant que Chypriote est un choix politique et idéologique de chaque instant. Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez mettre de côté et reprendre plus tard. C'est chaque jour, à tout moment, qu'il faut faire ce choix. »

Ce blocage mémoriel est certainement dû au fait que le conflit n'est pas résolu et que les systèmes institutionnels entretiennent des mémoires avec un fort accent nationaliste et revanchard. Les négociations de paix, de réunification reprennent quasiment chaque année sans succès réels (hormis les ouvertures de points de passage à travers la ligne de cessez-le-feu, les accords sur les liaisons téléphoniques, égouts, etc.). Et cela est un frein sur le travail mémoriel. Cependant de nombreux acteurs citoyens sont dynamiques et créent des brèches entre les communautés tels Home for Cooperation⁴⁴⁹ et Radio Astra, seule radio bicommunautaire de l'île. Les deux sociétés chypriotes vivent dans une forme d'attente, de lassitude, voire de

⁴⁴⁹ <https://www.home4cooperation.info/who-we-are/>

résignation. Ceci dit, les nouvelles générations sont moins marquées et l'idée de rentrer en contact avec « l'autre » progresse. Il semblerait qu'un terrain plus favorable soit présent dans la population autant que dans le monde politique pour commencer un travail de mémoire. Mais sans l'impulsion politique, ces initiatives de reconnaissance des faits ne peuvent prendre de l'ampleur. L'exemple souvent évoqué de la réconciliation franco-allemande est éloquent à cet égard : régulièrement, des gestes symboliques forts, des discours, des reconnaissances de faits sur des lieux ont permis un apaisement et au final une forme de mémoire collective de part et d'autre du Rhin. Dans le cas de Chypre, c'est la résolution de la partition de l'île (fédération, zones bicommunautaires) qui est certainement la condition d'une véritable libération de la parole. Les nationalismes exacerbent le réflexe communautaire. Dans le fait de ne pas dire qu'on a sauvé ou été sauvé par l'autre, il y a une grande part de fierté mal placée, un arrêt dans le temps (être enfermé dans une fatalité si typique des peuples orientaux), ou peut-être ne pas l'avouer par peur d'être traité de « collabos », de voir du bon chez l'ennemi.

La parole politique peut entraîner les personnes à s'ouvrir sur ce qu'elles ont vécu. L'Afrique du Sud avec son comité Mémoire et réconciliation a pu ouvrir une nouvelle page de son histoire.

CONCLUSION

Chypre s'est déchirée pour plusieurs raisons, parmi lesquelles : le temps long, la colonisation britannique ainsi que la vie politique de l'après indépendance donne les grandes causes du conflit de l'été 1974. L'intérêt que l'on a porté à cette île a contribué à briser son unité pendant désormais presque un demi-siècle. En effet, Chypre est une véritable île-carrefour : elle est le fruit de nombreuses influences civilisationnelles. Sa principale caractéristique à cet égard est d'être un réceptacle plus qu'une source de civilisation. Elle est en quelque sorte un second cœur des inventions qui vont bouleverser l'Histoire. Le Néolithique naît en Mésopotamie, Chypre sera une des premières terres à bénéficier de ses avancées. L'écriture se développe dans le Croissant fertile, plus tard Chypre en développera une forme propre avant d'adopter l'alphabet grec.

Il en va de même pour toutes les invasions grecques, romaines, franques, vénitiennes, ottomanes ou britanniques. Elles vont laisser des traces durables et surtout s'inscrire dans le patrimoine architectural et artistique de l'île. Cette première analyse réalisée dans le chapitre 1 « les antécédents du conflit » révèle différents points.

Le premier est que la population majoritaire, qui a donné à Chypre son caractère principal, est grecque orthodoxe. Ce groupe est intimement lié à la Grèce continentale. Tous les Chypriotes contemporains vont à Athènes. C'est leur mère patrie. Ils s'identifient à la culture européenne, sont des hellénophones, des byzantins.

Le deuxième point est que Chypre vit au rythme des changements du Proche Orient. De tout temps, elle fut affectée par les grandes évolutions culturelles et géopolitiques. Quasiment toutes les grandes civilisations du bassin méditerranéen oriental l'ont conquise. Seul l'empire arabo-musulman n'a pas su s'y établir. Chypre, à chaque fois a dû s'adapter et trouver dans l'Eglise orthodoxe, dans l'Ethnarque, la protection nécessaire pour perpétuer sa culture. Ce repli identitaire est vital et quasiment consubstantiel à son mode de fonctionnement. C'est ce qui explique très largement son attachement à Makarios au-delà de son charisme.

Le troisième point est l'implantation d'une communauté turco-musulmane, qui constitue le deuxième groupe le plus important. S'il ne se mêle pas avec ses voisins chrétiens orthodoxes,

il vit en bonne intelligence avec ces derniers. Mis à part les tensions de la guerre d'indépendance, les populations de l'île ont su trouver un *modus vivendi* tout à fait acceptable. En témoignent, les échanges des jeunes des deux communautés aujourd'hui. Ils sont capables de se parler. En fait, on peut affirmer que chacun vivait auparavant à sa place.

Le quatrième point de ce premier chapitre, c'est la relation à l'Occident. Les occupations franques, vénitiennes ont laissé des traces assez amères. L'imposition des lois fut dure. L'arrivée des Ottomans a redonné une autonomie aux Grecs à travers le « millet ». Il faut dire que, malgré la cruauté de la Sublime Porte, l'Eglise orthodoxe s'est bien accommodée de cette répartition communautarisée des tâches administratives. Le colonisateur britannique a inspiré une certaine déception. Alors que le vent de l'autonomie poussait dans nombre de dominions (Malte notamment), Chypre s'est sentie rapidement délaissée, traitée comme une vulgaire colonie lointaine, simplement bonne à produire quelques denrées agricoles. Cela a beaucoup contribué à la méfiance, à la militarisation de la relation avec Londres. D'autant plus, que les Chypriotes se sont battus vaillamment pour les Alliés durant la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, la relation gréco-turque a créé des points de crispation entre Nicosie et Istanbul puis Ankara. La Grèce a été évidemment le moteur de l'*Enosis* et a donc poussé les Chypriotes grecs à s'affirmer et le précédent crétois (massacres de Musulmans) a certainement été un premier point de rupture sur les relations intercommunautaires. Une peur dans la communauté chypriote turque s'est installée entretenue par les autorités turques. Athènes et Nicosie durant cette période de colonisation britannique ont parlé de concert. La dislocation de l'empire ottoman a été aussi un traumatisme, la Grande Catastrophe de 1922, a vu les Grecs de Constantinople partir en Grèce. Cela a fortement marqué les Grecs. En somme, Athènes et Ankara ont importé mentalement des peurs qui n'existaient pas dans l'île, les deux communautés s'entendant bien.

Quant au Royaume-Uni, sa politique de « diviser pour mieux régner » a été préjudiciable pour l'entente entre les deux communautés. Elles s'entendaient relativement bien et ont su résister aux sirènes de la violence assez tard en définitive. En faisant entrer dans le jeu politique insulaire Athènes et Ankara, Londres a rajouté des éléments bellicistes dans un jeu déjà complexe. Cela n'a fait que mettre de l'huile sur le feu et le grand gagnant de cette opération fut la Turquie qui n'en demandait pas moins. Car, en effet sa politique de « turquification » au sein de l'île n'a pas eu l'effet escompté dans un premier temps, ne touchant que certains milieux intellectuels.

L'autre facteur qui a poussé involontairement les Chypriotes grecs à une plus grande politique vindicative est la politique coloniale de Londres. Les Chypriotes se sont retrouvés

déconsidérés dans l'empire britannique. La comparaison avec Malte devient insupportable pour les partisans de l'*Enosis* ou de l'indépendance simple. D'autant plus que les Chypriotes furent d'une fidélité absolue aux Alliés durant le Second conflit mondial. Comme beaucoup de peuples colonisés, ils espéraient tirer profit de leur loyauté et de leur combativité. Makarios comme les communistes ont pu, en outre s'appuyer sur les nouveaux textes de l'ONU, qui proclamaient « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

La phase qui s'ouvre avec l'après-guerre (Chapitre 2) va accélérer l'imbroglio chypriote : tentatives échouées d'autonomie, renforcement de la répression policière britannique. Londres semble agir comme en Irlande au XIX^{ème} siècle. Son ambition est de se maintenir au maximum sur place en prenant appui sur une minorité et en faisant des réformes politiques trop timides pour le groupe majoritaire sur l'île. Sa politique de répression est aussi une cause du raidissement de l'activité indépendantiste qui va permettre aux éléments nationalistes les plus radicaux (EOKA) recrutements et légitimité. Makarios, nouvel Ethnarque va gagner en crédibilité car il use de tous les ressorts nouveaux mis dans un contexte géopolitique nouveau : la décolonisation, la guerre froide, le droit international de l'ONU. Fort de son charisme et de ses talents de diplomate, il peut compter sur l'appui implicite du parti communiste, l'AKEL dans les moments importants. L'organisation du référendum en 1950 dans les paroisses orthodoxes lui valent d'être le chef de facto des Chypriotes grecs. Son combat aux Nations Unies lui donne une dimension internationale qui va lui servir pour mettre une pression diplomatique maximale sur Londres et ne pas apparaître comme un petit chef. Estimé et reconnu par les autres chefs non alignés (conférence de Bandoeng de 1955), il grandit puissamment la cause chypriote tant sur le plan national qu'international. Sans compter que le Patriarche sait jouer sur toutes les relations : il peut être proche de l'U.R.S.S comme des Etats occidentaux, des Etats nouvellement indépendants comme des vieilles puissances. Makarios jouit aussi d'une grande capacité à pouvoir faire varier son discours sur l'*Enosis* (réunification avec la Grèce). Quand celui-ci est audible et populaire, il fait des discours dithyrambiques; quand les relations avec la Grèce se détériorent ou que cela devient une ligne à ne pas franchir avec les Turcs, il peut mettre cette revendication en sourdine. Son exil aux Seychelles va renforcer sa dimension héroïque ou martyrologique.

Par cette condamnation, Londres n'a fait que reculer le moment où l'une des plus vieilles nations d'Europe prendra sa destinée en main. Cela a renforcé le leader chypriote dans sa fonction politique, tribunicienne, loin de l'écarter de la vie insulaire. L'attachement des Chypriotes à l'Ethnarque est puissant. Autre point sur lequel la politique britannique a activé les vellétés de combat : l'inclusion de la Turquie et, à un moindre niveau de la Grèce, dans les

négociations. Le gouvernement turc va pouvoir jouer de tout son poids pour avoir des forces armées sur place, obtenir des postes ministériels pour les Chypriotes dans la nouvelle constitution. C'est une occasion inespérée pour les Turcs de réaliser le *Taksim* (partition).

La répression britannique mais aussi le cantonnement de l'île dans un statut inférieur à ce qui était espéré, va pousser des éléments nationalistes à la lutte armée. Comme rien de bon n'est obtenu par la dialogue, alors il faut passer à un rapport de force militaire. La création de l'EOKA est directement à mettre en lien avec le blocage des négociations. Dix ans après la deuxième guerre mondiale, beaucoup d'hommes savent se battre, les stocks d'armes existent et c'est le colonel Grivas qui va en être le fer de lance. La maîtrise tactique tout comme le caractère fanatique de « Dighenis », son surnom, va faire de ce mouvement un acteur majeur de la lutte et va attiser les tensions intercommunautaires. L'une des conséquences de l'activité de l'EOKA est que désormais les Chypriotes turcs s'autonomisent eux aussi militairement. La création de la TMT en 1958 marque une fracture. La Turquie est désormais impliquée matériellement dans le problème chypriote après l'avoir été intellectuellement et culturellement.

Il est important de mentionner que l'anticommunisme a été un puissant moteur de la politique britannique : la peur, dans la guerre froide, de voir l'AKEL et Mgr Makarios s'associer fut l'une des motivations de la politique de maintien des Britanniques dans l'île.

1955 peut être ainsi vu comme un tournant dans la lutte pour l'indépendance. Londres perd pied, et le durcissement de sa politique est en lien avec sa perte d'influence internationale et son décrochage économique par rapport au reste de l'Europe de l'Ouest. Ses alliés américains remplacent les Britanniques dans de nombreux sites stratégiques dans le monde. 1955 est l'année de la création de l'EOKA et l'exil de Makarios, du début de la lutte armée : la confiance dans la puissance occupante est fortement entamée.

Les négociations pour l'indépendance vont donc laisser des traces amères. En continuant de jouer la division, Londres va approfondir les tensions intercommunautaires. La Grèce et la Turquie vont pouvoir intervenir dans les négociations alors que leur rôle se cantonnait à une influence culturelle et de plus en plus paramilitaire. La décision britannique de donner un statut de puissance garante aux deux mères patries va complètement dévaloriser la puissance diplomatique des deux communautés, déjà assez faibles, du fait de la taille plus que modeste de l'île. L'expérience montre que des nations à qui les puissances internationales ont confisqué les capacités de prendre en main leur destin (l'Autorité Palestinienne, la Bosnie-Herzégovine ou même la Belgique, Etat tampon de création anglaise) vivent en permanence dans un compromis bancal, avec des arrangements qui ne tiennent qu'un temps et demandent des révisions régulières de constitution. A l'inverse, le processus de paix en Irlande du Nord, en

donnant beaucoup d'autonomie aux deux communautés républicaines et loyalistes, du temps et surtout en retirant les bases militaires britanniques, a été globalement réussi. Chypre a connu exactement l'inverse.

L'autre point particulièrement crucial est la façon dont la Constitution a été conçue. Elle a été sur un modèle communautariste où les postes institutionnels sont répartis en fonction d'une appartenance ethnico-religieuse. Il y fourmille beaucoup de possibilités de veto qui bloquent les réformes et perpétuent des réflexes claniques. Cela génère ou renforce la corruption, crée des alliances parlementaires changeantes et de l'instabilité politique. L'exemple le plus achevé est le Liban. Celui-ci est malheureusement embourbé dans un climat politique, socio-économique et sécuritaire malsain. Tout comme la Bosnie où l'entité serbe est quasiment autonome. Chypre a subi ce choix des puissantes garantes. Le drame du peuple chypriote est qu'il n'a pas pu choisir sa propre voie. C'est contraint et forcé que Makarios a accepté cette constitution de 1959 (effective en 1960). Fait unique, Chypre est l'une des rares nations où trois corps militaires étrangers ont pu stationner après l'indépendance (britannique, grec et turc). Or, Chypre bénéficiait d'une certaine expérience de l'administration, d'une classe moyenne éduquée, compradore mais aussi d'un modèle de *common law* qu'elle a su s'approprier. Une élite anglophone était déjà présente avec un réseau diasporique assez consistant. En quelque sorte, les Chypriotes étaient suffisamment mûrs pour gouverner seuls leur pays pour peu que les Chypriotes se trouvent dans un environnement sûr et qu'ils soient reconnus culturellement. Plusieurs siècles de cohabitation ont montré que cela était possible.

L'arrivée de Makarios au pouvoir (élu haut la main), va être un vrai défi pour ce personnage à dimension mondiale. Car rapidement, le système politique chypriote va se « gripper ». Ayant été forcé d'accepter la constitution et de voir son pays envahi de bases souveraines britanniques, et des camps militaires grecs et turcs. Les ennemis sont désormais dans le même pays. Mgr Makarios (qui n'est plus officiellement Ethnarque mais qui en garde l'autorité morale) va continuer à jouer des jeux d'alliance entre les communistes de l'AKEL et les nationalistes emmenés par Grivas. Mais le contexte international va voir la montée en puissance des Etats-Unis.

Le « Noël sanglant » de 1963 est vraiment le tournant de cette période de post indépendance. La constitution n'aura pu être assez efficace que trois ans. A partir de cette date, plusieurs phénomènes se mettent en place qui demeureront ensuite. D'abord, l'intervention de l'ONU à travers l'UNFICYP va accentuer l'internationalisation du problème chypriote et révéler que les négociations intercommunautaires sont bien coincées. Ensuite, les communautés se coupent l'une de l'autre ou plutôt, la communauté turque se regroupe au fil des ans dans des

enclaves de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes (avec sa militarisation). Enfin, les Etats-Unis deviennent les vrais initiateurs de solutions en collaboration avec l'ONU. Ils remplacent à ce titre le Royaume-Uni, puissance usée par un conflit long, un processus de décolonisation qui voit son prestige et sa puissance globale diminuée nettement.

Il faut aussi compter sur la montée en puissance de la Turquie qui devient de plus en plus revendicative et interventionniste dans l'île (techniquement et matériellement auprès de Chypriotes turcs). Son rival grec, quant à lui, va se trouver en décalage régulier avec le gouvernement chypriote. Distant de l'île quand Makarios clame l'*Enosis* et puis, unioniste quand Makarios n'a plus intérêt moralement et politiquement à travailler avec une dictature.

La guerre froide a fait jouer à Makarios un jeu à plusieurs bandes : il se rapproche de l'Union soviétique (ce qui lui vaudra le nom de « prêtre rouge ») notamment pour les armements mais restera toujours dans le bloc occidental. De même, la Turquie opère un dialogue avec l'Union Soviétique qui lui permet de susciter les craintes de Washington. Car par sa puissance et son rôle de pivot géopolitique entre l'Europe et l'Asie, Ankara sait se faire puissance d'équilibre pour son propre profit. Les Etats-Unis vont pendant quelques années réussir à freiner les tentatives d'intervention de la Turquie (1964, 1967, 1971). La lettre du Président Johnson est très éloquente à cet égard : on lit la condescendance si ce n'est le mépris pour les intentions turques. Dix ans après, le rapport de force a bien changé. La cause chypriote est devenue populaire et les différents partis politiques redoublent d'efforts pour se montrer les plus solidaires envers leurs frères insulaires. L'armée turque est plus puissante techniquement et en hommes au point de devenir la seconde armée de l'OTAN. Elle est même au cœur du pouvoir car elle est gardienne de l'Etat turc comme le montre le coup d'Etat qu'elle opère en 1970 (et plus tard en 1980). En outre, le « parti turc » (gouvernement turc et communauté chypriote turc) est uni. Rares sont ceux qui ne veulent pas d'une résolution claire du conflit, de la protection des frères chypriotes turcs. Le sort des Chypriotes turcs et l'enfermement dans de véritables Bantoustans dignes de l'Afrique du Sud, suscitent régulièrement l'ire et l'envie d'en découdre de la presse et des partis nationalistes. La situation interne a donc bien changé.

A l'inverse, le « parti grec » (gouvernement grec et l'ensemble des Chypriotes grecs) est divisé. Le gouvernement de Makarios n'a pas de bons rapports avec le régime des colonels grecs. Tout d'abord parce que Makarios, un temps partisan de l'*Enosis*, considère que ce n'est plus d'actualité contrairement à la junte d'Athènes. En outre, car Makarios n'a pas d'affinités intellectuelles avec ses militaires qui interdisent la lecture d'Aristote en classe et qui sont, selon lui, sous influence américaine. Enfin, Nicosie lutte contre l'EOKA-B de Grivas qui est soutenu par la dictature grecque. Pour Makarios et Cléridès, c'est un véritable poison dans les

négociations inter-communautaires. Caches d'armes, attentats, propagande auprès de la jeunesse, tout vient de cette organisation qui tend le pays et provoque les Turcs ainsi que l'UNFICYP. Le parti communiste, quant à lui, reste dans l'expectative. Peut-être Mgr Makarios n'a-t-il pas su rallier au nom de l'intérêt national une lutte franche contre l'EOKA (puis EOKA-B), le peuple chypriote. Il y avait à ce moment-là, un vrai consensus au sein de la société chypriote pour neutraliser cette organisation terroriste. Le charisme de Makarios était encore fort et la société optimiste comme en témoigne la réussite socio-économique quasi hermétique aux tensions inter communautaires (La meilleure preuve en est la surprise de l'acte turc dans la population). L'expression d'« opposition déloyale » employée par Kyriakos Markidès est une clé essentielle de l'échec de la communauté grecque à préserver son île.

On ne saura aussi négliger le fait que le gouvernement de Nicosie n'a pas voulu ou su tendre la main à des figures chypriotes turques capables de véritablement négocier. L'AKEL aurait pu être le lien avec quelques personnalités de gauche et jouer sur l'internationalisme du mouvement communiste ou socialiste. Or, cela aurait pu être possible avant la constitution des enclaves. Ensuite, les assassinats ciblés et l'emprise d'Ankara ont fermé cette porte de négociations.

L'activité de l'EOKA (puis de l'EOKA-B) a tendu fortement les relations dans l'île et a donné beaucoup d'arguments aux velléités d'intervention turques. Beaucoup de relances de négociations ont été effectuées et ont échoué sur une impossibilité : soit il s'agissait d'un projet fédéral (où la majorité grecque aurait eu la main sur l'île) qui était rejeté par les Turcs, soit il s'agissait d'un projet communautarisé (de type libanais avec des bases turques) qui était rejeté par les Grecs. L'exemple de la proposition de la cession de la péninsule du Karpas à Ankara est révélatrice du poids de Grivas. A lui seul, il fait échouer la solution car il est originaire de cette région alors que toutes les tendances des deux communautés étaient d'accord. Quand on conjugue cela avec les actions de la junte grecque, quasiment pas représentative de la population hellénique, on mesure la puissance de nuisance de factions extrémistes et belliqueuses dans un processus de pacification.

A ce titre, le processus qui amène à l'intervention de l'armée turque (chapitre 3) résume un vingtaine d'années de tensions dans l'île d'Aphrodite. Les événements dans les derniers jours qui amènent au conflit est une suite d'incompréhension. Ainsi Makarios pense qu'en renvoyant les officiers grecs, Athènes l'accepterait de mauvaise fortune, sans trop réagir et que les Turcs garderaient leurs soldats en Anatolie. Ensuite, les colonels grecs, en lançant le coup d'Etat ne pensent pas que les Turcs contre-attaqueraient. Leur logique est de penser que les mêmes événements provoqueraient les mêmes conséquences. Sauf que cette fois-ci ; les Turcs

ont eu les coudées franches pour intervenir. Les Etats-Unis, au mieux de notre analyse, ont laissé faire. Nous pouvons y voir une dimension immature de la politique chypriote. Après tant de tensions, de sang versé, et de compromis impossible, la possibilité que le conflit dégénère existait. La Turquie avait renforcé son arsenal militaire, cherché à plus d'autonomie dans l'OTAN en se rapprochant de l'URSS. Bülent Ecevit avait donné une dimension plus nationaliste et volontariste à sa politique extérieure. Véritable pilier de l'OTAN, la Turquie sait qu'elle compte dans la guerre froide. Rempart Sud-Ouest face au bloc communiste, elle reprit confiance et est sortie de son statut d'«homme malade» de l'Europe.

Pour les Etats-Unis, la situation ne peut pas perdurer. Quelle que soit la responsabilité de Kissinger dans le conflit, Washington doit préserver l'Alliance atlantique dans cet espace stratégique. Et la logique des rapports de force veut que l'on écoute les doléances du plus fort de ses alliés. La Grèce est à la marge du camp occidental : politique instable, économie anémiée et gouvernement obtus. Les jours de la junte militaire pouvaient être raisonnablement comptés. A peine sorti vaincu de la guerre du Vietnam, Washington ne pouvait se permettre que des troubles perdurent dans son propre camp. Sacrifier Chypre sur l'autel de la stabilité du camp occidental durant la guerre froide est un argument tout à fait envisageable. Même s'il est difficile de trouver des preuves de l'implication d'Henry Kissinger (l'ouverture des archives de l'OTAN, de la CIA et du Département d'Etat pourront y répondre), le diplomate américain fut tout à fait capable de laisser les colonels grecs faire un coup d'Etat dont les rumeurs se répandaient depuis quelques temps en Grèce et à Chypre. Et ensuite, via ses canaux et réseaux parallèles, il a très bien pu laisser carte blanche à une armée turque déterminée et préparée pour cette opération depuis quelques années (cf tentatives 1964, 1967 et 1971). Toutefois, aucun document officiel ne vient clairement appuyer cette hypothèse.

Une autre possibilité est que le jeu des négociations était arrivé à son maximum, et que l'arrivée d'affidés d'un gouvernement nationaliste grec à Nicosie fut le déclencheur pour l'intervention turque. Suffisamment forte et se sentant dans son plein droit, la Turquie a profité de cette occasion sachant que les forces armées chypriotes n'avaient pas le matériel militaire nécessaire (blindés, défense anti aérienne, etc...) pour résister à une intervention aéroportée et à un débarquement.

Donc, l'opération Attila est bien un conflit de guerre froide car elle a visé à maintenir la puissance de l'OTAN dans une aire géopolitique primordiale. Soit ce maintien vient de la décision propre de la Turquie, soit il est facilité par les Etats-Unis. Cependant, il faut souligner que ce conflit est révélateur d'un processus d'indépendance qui a échoué et qui a laissé un problème non résolu avec un jeune Etat qui s'est vu imposer les conditions de son

fonctionnement par des puissances extérieures. Le fanatisme des colonels grecs et de l'EOKA, la division de la communauté grecque se sont révélés bien faibles face à l'unité turque. Quant au Royaume-Uni, cette déchirure chypriote montre son déclin.

Encore aujourd'hui, Chypre porte les stigmates de cette opération Attila. Si des points de passage ont été ouverts et si des dialogues ont été opérés depuis les années 2000, il n'en demeure pas moins que le statu quo prévaut. Le sort de Chypre est, en effet, dans les mains de la Turquie, armée la plus puissante sur l'île. Le Président Erdogan a continué, ces vingt dernières années, une politique d'occupation de territoires en Lybie, en Syrie sans compter le soutien clair apporté à l'Azerbaïdjan. Cela donne un signe évident que tant que le dirigeant turc sera au pouvoir et que l'OTAN et les Etats-Unis exerceront une influence dans la région, Chypre devra s'armer de patience pour une possible réunification. La cicatrice est toujours béante.

TABLE DES MATIERES

Introduction	2
1/ Choix du sujet	3
2/ Méthode et source	5
3/ Problématique	14
4/ Annonce du plan	15
CHAPITRE 1 : UN CONFLIT : LE RAPPEL DU TEMPS LONG	17
I /La naissance de Chypre	Erreur ! Signet non défini.
A/ La préhistoire et le début du néolithique	18
a) Choirokoitia.	19
b) L'hellénisation	19
B/ L'indépendance chypriote (1000-707)	21
a) Epoque archaïque et classique (750-310 av JC)	22
b) Epoque hellénistique (310-30 av JC)	23
c) Epoque romaine (30-330 ap JC)	23
II/ Le Moyen-Age	25
A/ L'Epoque byzantine (330-1191 ap J.-C.).	26
a) Les incursions arabes (632-964)	26
b) L'autonomie dans l'empire byzantin (965-1184)	27
B/ L'arrivée des Croisés	28
a) Richard Coeur de Lion et l'Ordre des Templiers (1191-1192)	29
b) Le règne des Francs (Lusignan) (1192-1489)	29
III/ La période moderne	31
A/ La période vénitienne (1489-1571)	31
a) Un choix par défaut ?	Erreur ! Signet non défini.

b) L'impossible maintien _____	27
B/ La période ottomane (1571-1878) _____	32
a) Une politique de distinction communautaire _____	32
b) Aspirations indépendantistes et sentiments nationales : l'hellénisme _____	34
IV / La période contemporaine _____	35
A/ La domination britannique (1878-1945) _____	35
a) Un intérêt stratégique _____	35
b) L'administration britannique _____	36
B/ Une colonisation sous tension _____	38
a) Contestations et incompréhensions _____	38
b) Les émeutes de 1931 et leurs conséquences _____	38
 CHAPITRE 2 : LA MONTEE DES TENSIONS : DE L'INDEPENDANCE 	
A LA VEILLE DU CONFLIT (1945-1974) _____	41
I/ Les forces en présence lors de la lutte pour l'indépendance _____	42
A/ Chypre dans la mer de la guerre froide _____	42
a) La Turquie: au carrefour de différents mondes _____	43
b) La Grèce _____	44
B) Les différentes tendances de la communauté grecque _____	44
a) Un rassembleur : Monseigneur Makarios _____	45
b) Grivas, le guerillero venu de Grèce _____	45
c) L'AKEL _____	46
C/ Londres : que faire ? _____	46
a) Un anticommunisme primaire ? _____	46
b) Un relais de puissance avec les Etats-Unis _____	47
D) La communauté turque _____	50
a) La « turquification » de la communauté turco-chypriote _____	50
b) Le TMT, pendant terroriste de l'EOKA _____	51
II/ La guérilla d'indépendance _____	52
A/ 1955-1958 : tensions et affrontements _____	52
a) Le recours à la violence organisée _____	52
b) L'entrée officielle de la Turquie dans le jeu diplomatique _____	53
B) 1959 : l'indépendance en vue et l'implication américaine _____	55
a) Chypre, une pièce dans la guerre froide en Méditerranée orientale _____	55
b) Les acteurs de l'indépendance : où sont les Chypriotes ? _____	56
c) Les trois Traités de garantie _____	57

III/ Chypre indépendante (1960-1974)	60
A/ Une constitution inefficace	60
a) L'impossible mise en pratique	60
b) L'affaire du Noël sanglant : le début de la mission de l'ONU	63
B) L'impossible résolution interne	65
a) Le compromis de Londres (janvier 1964) :	65
b) Une première partition ?	66
c) L'UNFICYP : une nouvelle « force » en présence	67
C) La prise en main de positions stratégiques	75
D) 1964 à 1974 : les prémices de l'intervention turque ?	76
a) Les débarquements avortés	77
b) Assassinats ciblés et organisations paramilitaires	79
IV/ L'enlèvement des tensions	79
A) La recherche du compromis : les tentatives d'une nouvelle constitution	79
a) Le plan Acheson (juillet 1964) :	80
b) Le rapport Galo Plaza (1965) :	81
B) Les relations intra-chypriotes	81
a) Les premiers pourparlers intercommunautaires (1968-1971) :	81
b) La relance des négociations intercommunautaires (1972) :	82
V/ Les positions de parties prenantes avant le conflit	82
A) A Chypre : deux communautés :	82
a) Les Chypriotes grecs :	82
b) Les Chypriotes turcs :	86
B) La Grèce : entre alliance atlantique et instabilité interne	86
a) La contrainte atlantique	86
b) La dictature des colonels grecs	87
C) La Turquie : le complexe obsidional et la recherche d'alliés. (cf. carte « Un encerclement hellénique »)	88
a) Redéfinir une politique vis-à-vis des Etats-Unis	89
b) Bulent Ecevit	90
D) Les puissances internationales : une nouvelle donne	91
a) Le Royaume-Uni : lassitude et repli sur les bases souveraines	91
b) Les Etats-Unis : l'implication nécessaire.	92
c) L'Union soviétique : attendre et voir.	94

CHAPITRE 3 : LE CONFLIT : LES OPERATIONS ATILA ET LEURS CONSEQUENCES _____ 98

I/ Le contexte : un lieu et des incompréhensions	99
<i>A/ Un contexte géographique clair</i>	99
<i>B/ Nicosie-Athènes : divergence de vue</i>	101
II/ L'opération Attila 1: créer une tête de pont	103
<i>A/ Un coup d'État avorté : flou et manques.</i>	103
a) Discorde dans l'armée grecque.	103
b) L'opération Akritas	104
<i>B/ L'attaque turque : le déroulement</i>	107
a) Samedi 20 Juillet : l'offensive	108
b) Lundi 22 Juillet : extension turque	111
c) Mardi 23 juillet : démission de Nikos Sampson	113
<i>C/ Les négociations</i>	115
a) Mercredi 24 juillet : début des négociations	115
b) Jeudi 25 juillet : la Turquie en position de force	115
c) Vendredi 26 juillet : évocation de la République Turque Chypriote	116
d) Mardi 30 juillet : toujours des divergences	118
III/ L'accord de Genève	119
<i>A/ Un texte cadre</i>	119
a) L'UNFICYP comme garant	119
b) Une première victoire turque	121
<i>B/ Deux éléments de la tactique turque</i>	123
a) Une politique de « grignotage » des territoires	123
b) Un objectif de fédéralisation	125
IV/ L'opération Attila 2 (14-17 Août)	127
<i>A/ Une opération surprise</i>	127
a) Une opération rapide	127
b) Une opération étalée, le « grignotage » comme doctrine	130
<i>B/ Les conséquences diplomatiques</i>	131
a) Les puissances internationales	131
b) L'action de l'UNFICYP	131
c) Le rôle décrié des Etats-Unis d'Amérique et plus particulièrement d'Henry Kissinger	134
V / Des conséquences dramatiques	135
<i>A/ Les bilans</i>	136
a) Le bilan humain	136
b) La partition	138
c) Transfert de population et le nettoyage ethnique	139

d) La destruction des infrastructures civiles et des monuments religieux _____	143
B/ L'État fédéré turc de Chypre _____	149
a) Une étape : l'Administration Autonome Chypriote Turque _____	149
b) Reconnaissance et réalité juridique : une défiance _____	153
C/ Le flanc Sud de l'OTAN déstabilisé ? _____	158
a) Une victoire à la Pyrrhus pour l'Otan ? _____	158
b) La Grèce quitte le commandement intégré de l'OTAN _____	158
D/ Considérations ultérieures : responsabilités et mémoires _____	159
a) Monseigneur Makarios : mea culpa ? _____	159
b) Henry Kissinger est-il responsable ? _____	160
c) Mémoires du conflit : des hommes et des lieux _____	165
d) Etre sauvé par l'autre : est ce tabou ? _____	166

ANNEXES



Tour de contrôle abandonnée de l'aéroport de Nicosie.
(Avril 2016)



Avion de la compagnie Cyprus Airways (Hawker-Siddeley Trident) qui est resté sur le tarmac de l'aéroport de Nicosie lors du parachutage turc (Avril 2016).



Intérieur de la salle d'enregistrement de l'aéroport de Nicosie, interdite d'accès (Avril 2016).



A l'aéroport de Nicosie sous contrôle de l'ONU avec de gauche à droite : Guillaume Lavedan, professeur d'Histoire, le major Sakzon (bérêt bleu slovaque) et l'auteur.



Nicosie-Nord, barrière de la zone tampon de l'ONU tenue par l'armée turque (Avril 2016).



Embarcadère de l'aéroport de Nicosie, abandonné, zone interdite sous contrôle de l'ONU (Avril 2016).



Graffiti pro grec dans les montagnes du Mont Trodoos (Avril 2016).



Nicosie-Nord (partie occupée par l'armée turque) : monument à la gloire d'Ataturk célébrant le lien entre Chypre-Nord, drapeau de gauche, et la Turquie, drapeau de droite (Avril 2016).

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en langue française

- Emel Akçali, *Chypre : un enjeu géopolitique actuel*, Histoire et Perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, Paris, 2009.
- Dimitri T.Analis, Chypre, *Operation Attila*, Editions Anthropos, Paris, 1978.
- Gérard Araud, *Henry Kissinger, Le diplomate du siècle*, Tallandier, Paris, 2021
- Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, Maisonneuve §Larose/ IFEA, Paris, 2003.
- Pierre Blanc, *La déchirure chypriote, Géopolitique d'une île divisée*, L'Harmattan, Paris, Histoire et perspectives Méditerranéennes, 2000.
- Alain Blondy, *Chypre*, PUF, collection Que Sais-Je, Paris, 1998.
- Aymeric Chauprade, François Thual, *Dictionnaire de géopolitique, Etats, Concepts, Auteurs*, 2^o édition revue et augmentée, Ellipses, Paris, 1999.
- Etienne Copeaux, Claire Mauss-Copeaux, *Taksim ! Chypre divisée, 1964-2005*, Aedelsa Editions,Lyon, 2005.
- Jean-François Devret, *Chypre en Europe*, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, L'Harmattan, Paris, 2000.

- Jean-François Devret, *Chypre entre l'Europe et la Turquie*, Karthala, Paris, 2011.
- Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, *Atlas de la guerre froide, 1947-1990 : un conflit global et multiforme*, Autrement, collection Atlas/ mémoires, deuxième édition, Paris, 2020.
- Achille Emilianidès, *Histoire de Chypre*, PUF, collection Que Sais-je ?, Paris, 1962.
- Yoann Kassianides, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-1967)*, L'Harmattan, Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 2005.
- Nicolas Kazarian, *Chypre, géopolitique et minorités*, L'Harmattan, Paris, 2012.
- Angélique Kourounis, *Chypre, le chagrin d'une île*, Editions Nevicata, collection L'âme des peuples, Bruxelles, 2021.
- Pierre-Yves Péchoux, *Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre, 1974-1976*, Hérodote, 3^e trimestre 1976, p11- 44.
- Menter Sahinler, *La politique de la Turquie dans le conflit de Chypre en 1974*, les Presses du Palais-Royal, Paris, 1974. Mémoire de D.E.S⁴⁵⁰ de Sciences politiques, Paris 1, 1976.

Ouvrages en langue anglaise

- Andreas Constandinos, *America, Britain and the Cyprus Crisis of 1974, calculated conspiracy or Foreign policy failure ?*, AuthorHouse, Central Milton Keynes, 2009.

⁴⁵⁰Equivalent actuel du Master 2.

- Nick Danzinger, Roy MacLean, *Beneath the Carob trees, the lost lives of Cyprus*, Committee on Missing Persons in Cyprus.

- Clement Dodd, *The History and Politics of the Cyprus conflict*, Palgrave Macmillan, Londres, 2010.

- William Mallinson, *A modern History of Cyprus*, I.B Tauris & Co Ltd, London, 2010.

- Anna G. Marangou, *The destruction of religious monuments by the turkish army in the occupied part of Cyprus*, Zavallis Litho, Nicosia, 2003.

- Kyriacos C. Markides, *The Rise and Fall of the Cyprus Republic*, Yale and University Press, New Haven and London, 1977.

- Francis Noel-Baker, *My Cyprus File*, Ross Features International, Nicosie, 1985.

- Brendan O' Mailley et Ian Craig, *The Cyprus conspiracy, America, Espionnage and the turkish invasion*, I.B Tauris Publishers, Londres, New York, 1999.

- Nick Van der Bijl, *The Cyprus emergency, the divided island 1955-1974*, Pen and Sword, Essex, 2010.

Archives

- *Le Monde*, Juillet-Aout 1974 et année 1975.
- *Le Monde diplomatique*, été 1974.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Chypre, Positions des Chypriotes grecs*, janvier 1971-décembre 1974.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Chypre, Positions des Chypriotes turcs*, janvier 1971-décembre 1974.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Chypre, Positions de la Grèce*, 1971-1975.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques, 12 bis-1, Chypre, *Positions de la Turquie*, 1971-1974.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, Europe, 12 bis, Sous série 3, Dossier 1, *Chypre, Aide aux réfugiés*, 1971-1975.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Chypre, Pourparlers intercommunautaires*, janvier 1973-décembre 1975.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Chypre, Positions des Chypriotes grecs*, janvier 1971-décembre 1974.
- Ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques, 12 bis, sous série 1, Dossier 1, *Etat fédéré chypriote turc*, 1974-1975.

Filmographie

- *Cyprus Summer 1974 Movie*, planetvix,
<https://www.youtube.com/watch?v=oXtQDhAdSnA>.
- *UN Bufferzone in Cyprus, Problem in Cyprus*,
<https://www.youtube.com/watch?v=jHDn4xEtBMU>
- *The Cyprus problem, still divided, 1974, a US policy failure*, Urban TV Cyprus,
<https://www.youtube.com/watch?v=9QjnFqqt8BM>.
- *1974: Turkish invasion of Cyprus captured up close*, ITN Archives,
https://www.youtube.com/watch?v=Zb7wrbXfh_o
- *Turkish invasion of Cyprus, a divided Cyprus, this week, 1974*, Thames TV:
<https://www.youtube.com/watch?v=yB1xwOfHYsM>